

CA1
Z2
- C52

Government
Publications

DOCUMENT: 830-216/001

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

Final Agenda



MONTREAL, Quebec
February 27 & 28, 1986

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS

RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

FEBRUARY 27 AND 28, 1986

MONTREAL

FINAL AGENDA

Thursday, February 27, 1986

Opening remarks

Friday, February 28, 1986

1. Telecommunications Policy
 - a) Principles
 - b) Issues
 - c) Priorities
2. Federal-Provincial-Territorial Cooperation
 - a) Committee of Ministers
Presentation of the Nova Scotia proposal
 - b) Telecommunications Pricing and Universality of Service Study
(Interegulatory Study)
 - c) Study of Impact of International Competition on
the Canadian Telecommunications Industry and Its Users
(Bypass Study)
3. Impact of Telecommunications on Regional Economic Development Study
4. Action Plan
5. Other Items

Chlorophyll fluorescence and photosynthesis in *Artemesia annua* L.

卷之三

CA1
Z 2
-C 52

Government
Publications

DOCUMENT: 830-216/001

CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

Ordre du jour définitif



MONTREAL (Québec)
Les 27 et 28 février 1986

1. *Chlorophytum comosum* (L.) Willd. (Asparagaceae) (Fig. 1)

— 20 —

Chaitin-Günter 5

www.mathematica-journal.com

10. 10. 10. 10. 10. 10.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTÈRES

RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

LES 27 ET 28 FÉVRIER 1986

MONTRÉAL

ORDRE DU JOUR DÉFINITIF

Le jeudi 27 février 1986

Allocutions d'ouverture

Le vendredi 28 février 1986

1. Politique des télécommunications
 - a) Principes
 - b) Enjeux
 - c) Priorités
2. Coopération fédérale-provinciale-territoriale
 - a) Comité de ministres
Présentation d'une proposition de la Nouvelle-Écosse
 - b) Étude de la tarification et de l'universalité du service en télécommunications
 - c) Étude de l'impact de la concurrence internationale sur l'industrie canadienne des télécommunications et ses utilisateurs
3. Étude de l'impact des télécommunications sur le développement économique régional
4. Plan d'action
5. Autres points

CA1
Z 2
-C 52

Government
Publications

DOCUMENT: 830-216/004

CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

NOTES POUR L'ALLOCATION DE M. RICHARD FRENCH

À LA CONFÉRENCE

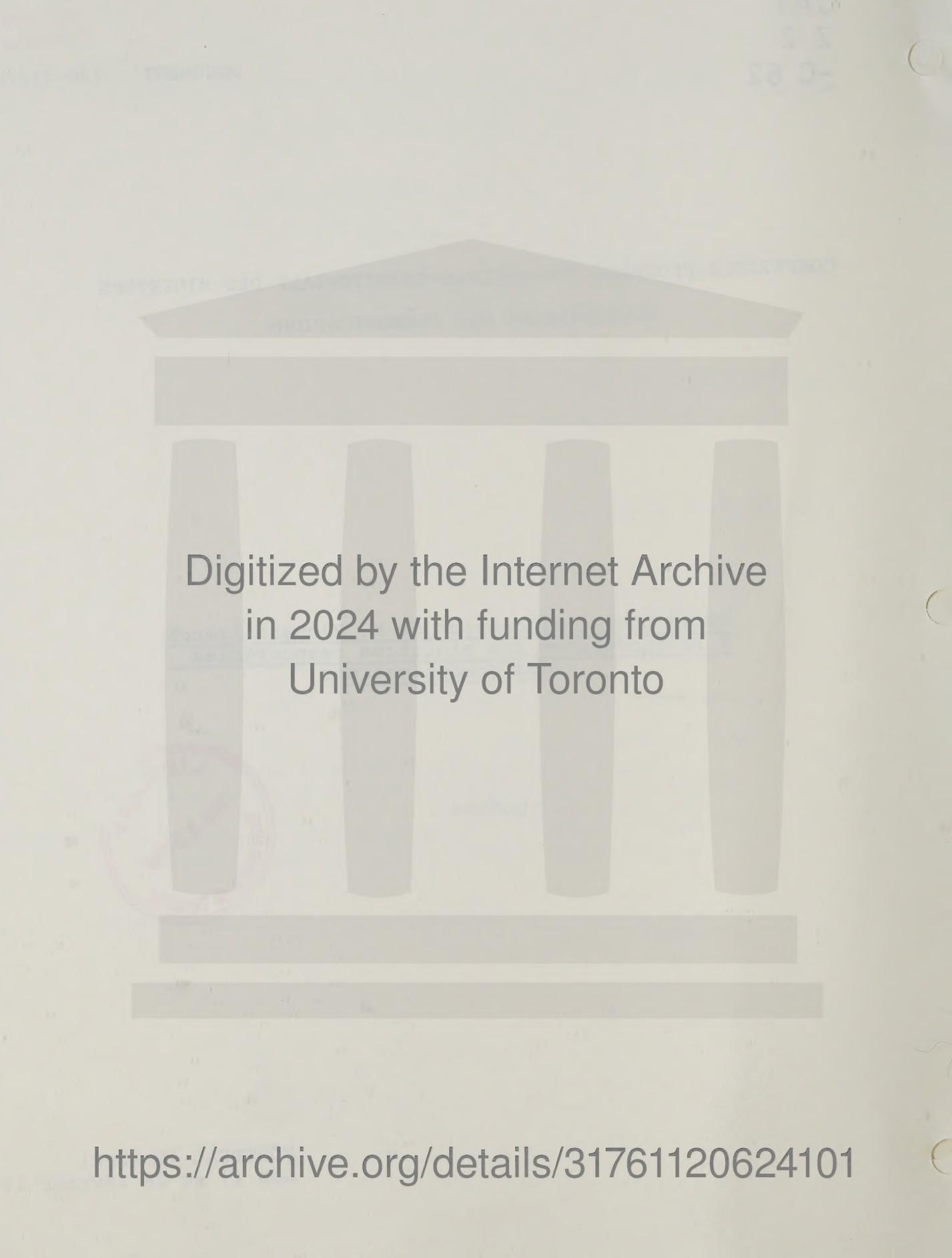
DES MINISTRES RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

Notes pour l'allocution de M. Richard French
à la conférence des ministres responsables
des communications

Québec



MONTREAL (Québec)
Les 27 et 28 février 1986



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761120624101>

NOTES POUR L'ALLOCUTION DE M. RICHARD FRENCH
À LA CONFÉRENCE
DES MINISTRES RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

MONTRÉAL
LE 27 FÉVRIER 1986

C'EST AVEC PLAISIR QUE JE VOUS SOUHAITE LA BIENVENUE AU QUÉBEC À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE, PROVINCIALE ET TERRITORIALE QUI S'OUVRE AUJOURD'HUI. CETTE CONFÉRENCE POURRAIT CONSTITUER UNE ÉTAPE IMPORTANTE DANS L'HISTOIRE DES COMMUNICATIONS AU CANADA.

LES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES ONT ÉTÉ MARQUÉES DE DÉBATS POLITIQUES SOUTENUS. LA DERNIÈRE CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE REMONTE À MARS 1982. MALHEUREUSEMENT, CES DÉBATS N'ONT PU APPORTER DE SOLUTIONS AUX QUESTIONS IMPORTANTES QUI SE POSAIENT. PAR CONTRE, CETTE PÉRIODE A VU FLEURIR LE POUVOIR DES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION. FAUTE D'ENCADREMENT POLITIQUE, CES ORGANISMES ONT, PAR LEURS DÉCISIONS, FAÇONNÉ DE MANIÈRE DÉTERMINANTE LE SECTEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

LA CONFÉRENCE QUI DÉBUTE AUJOURD'HUI EST PORTEUSE DE PROMESSES CAR ELLE EXPRIME CLAIREMENT LA DÉTERMINATION DES MINISTRES RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS D'ÉLABORER DES POLITIQUES EFFICACES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS À TRAVERS NOS DIVERSITÉS ET DE TROUVER LES MOYENS DE LES RÉALISER.

LES COMMUNICATIONS ET PLUS PARTICULIÈREMENT LE SECTEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS COMPTENT PARMI LES PLUS IMPORTANTS SECTEURS D'ACTIVITÉS AU CANADA.

AVEC DES ACTIFS DE PLUS DE 20 MILLIARDS DE DOLLARS, LES COMPAGNIES CANADIENNES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS PRÉSENTENT EN EFFET LE PLUS IMPORTANT SECTEUR INDUSTRIEL DANS LE DOMAINE DES TECHNOLOGIES DE POINTE AU CANADA. C'EST UN DES SECTEURS OÙ ON INVESTIT LE PLUS EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT. C'EST AUSSI UNE INDUSTRIE QUI CONTRIBUE DE FAÇON MAJEURE AU RAYONNEMENT DU CANADA À L'ÉTRANGER.

LES GOUVERNEMENTS DOIVENT AU PLUS TÔT S'ENTENDRE SUR DES OBJECTIFS, INDICER LES GRANDES ORIENTATIONS ET ÉTABLIR LES POLITIQUES QUI S'IMPOSENT POUR CE SECTEUR CRITIQUE.

DANS LE PASSÉ LA POPULATION S'EST MONTRÉE GÉNÉRALEMENT SATISFAITE DE LA QUALITÉ ET DU PRIX DES SERVICES QUI LUI ÉTAIENT OFFERTS. LA SITUATION DE MONOPOLE DES ENTREPRISES DE TÉLÉPHONE A EN EFFET PERMIS DE FAVORISER UNE POLITIQUE DE TARIFICATION AXÉE PRINCIPALEMENT SUR L'ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE AU SERVICE DE BASE. MAIS, LES TÉLÉCOMMUNICATIONS ENTRENT DANS UNE PÉRIODE DE PROFONDES MUTATIONS ET TOUT LE SYSTÈME RISQUE D'ÊTRE BOULEVERSÉ. LES CITOYENS, LES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS, LES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS ET LES ENTREPRISES S'ATTENDENT À CE QUE L'ÉTAT JOUE SON RÔLE AFIN D'ENCADRER CE PHÉNOMÈNE. LE BIEN-ÊTRE DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION EXIGE QUE LES GOUVERNEMENTS ASSURENT LE MAINTIEN DE L'ACCÈS UNIVERSEL AU SERVICE DE BASE.

LES DÉFIS À RELEVER

LES COMMUNICATIONS NUMÉRISÉES, LA JONCTION DES RÉSEAUX, L'INFORMATIQUE ET LA CONCURRENCE ENTRE LES ENTREPRISES ET ENTRE LES PAYS SONT VENUES LITTÉRALEMENT BOULEVERSER L'INDUSTRIE TRADITIONNELLE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, TELLE QUE NOUS LA CONNAISSEONS JUSQU'À MAINTENANT.

NOS VOISINS DU SUD ONT GRADUELLEMENT OUVERT LES PORTES À LA CONCURRENCE DEPUIS UNE QUINZAINE D'ANNÉES. LE PROCESSUS S'EST ACCENTUÉ AVEC LE DÉMEMBREMENT DU SYSTÈME BELL.

EN EFFET, EN 1983, LA PLUS GRANDE COMPAGNIE AMÉRICAINE, AT&T, AVEC DES ACTIFS DE 150 MILLIARDS DE DOLLARS ÉTAIT DIVISÉE EN SEPT CONGLOMÉRATS RÉGIONAUX ET EN UNE COMPAGNIE SPÉCIALISÉE DANS LA GESTION DU TRAFIC INTERURBAIN. CELA MARQUA LE DÉBUT D'UNE ÈRE NOUVELLE DE CONCURRENCE ENTRE DIVERS TRANSPORTEURS ET DIVERSES ENTREPRISES DU SECTEUR DE L'INFORMATIQUE.

CET ÉVÉNEMENT A EU RAPIDEMENT DES RÉPERCUSSIONS SUR L'ANGLETERRE ET LE JAPON. COMME LES AUTRES PAYS INDUSTRIALISÉS, LE CANADA SUBIT DES PRESSIONS POUR QUE SES POLITIQUES S'INSCRIVENT DANS LE COURANT AMÉRICAIN.

D'AILLEURS, AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES, UN CERTAIN DEGRÉ DE CONCURRENCE A ÉTÉ INSTAURÉ DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU CANADA.

UNE CHOSE EST CERTAINE, NOUS NE POUVONS PAS RESTER INDIFFÉRENTS À CE QUI SE PASSE AUX ÉTATS-UNIS. FACE AUX DÉFIS QUI SE PRÉSENTENT, NOTRE DEVOIR EST DE CHERCHER ENSEMBLE LES MÉTHODES QUI NOUS CONVIENNENT POUR CONSERVER LA QUALITÉ DU SERVICE ET MAINTENIR LA SATISFACTION DE NOS CONCITOYENS. NOUS DEVONS NOUS ASSURER AUSSI QUE LA COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE DE NOS ENTREPRISES ET LEUR RAYONNEMENT À L'ÉTRANGER CONTINUERONT À SE DÉVELOPPER.

L'AVENIR DE NOTRE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET CELUI DE NOTRE RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DÉPENDENT DONC JUSQU'À UN CERTAIN POINT DES CHOIX QUE NOUS SERONS APPELÉS À FAIRE EN MATIÈRE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS.

CES CHOIX NÉCESSITERONT AUSSI NOTRE CONCERTATION ET CELA N'IRA PAS SANS DIFFICULTÉ. NOUS NE POUVONS PAS OUBLIER QUE LES CONFÉRENCES FÉDÉRALES-PROVINCIALES EN COMMUNICATION OÙ EN D'AUTRES DOMAINES ONT ÉTÉ HANTÉES PAR LA QUESTION DES JURIDICTIONS. LE PARTAGE DES POUVOIRS EN MATIÈRE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS A ÉTÉ LA TOILE DE FOND DE TOUTES LES DISCUSSIONS.

L'IMPOSSIBILITÉ DE S'ENTENDRE SUR CETTE QUESTION A FAIT AVORTER PLUSIEURS TENTATIVES D'EN ARRIVER À DES CONSENSUS SUR L'ENSEMBLE DU DOSSIER.

L'HISTOIRE NOUS ENSEIGNE DONC QU'ON NE PEUT PAS IGNORER CES QUESTIONS SI L'ON VEUT EN ARRIVER À DES CONSENSUS. ELLE NOUS ENSEIGNE AUSSI QU'IL NOUS FAUT ABORDER CES QUESTIONS AVEC UNE ATTITUDE OUVERTE ET SEREINE SI L'ON VEUT DÉBOUCHER ÉVENTUELLEMENT SUR DES SOLUTIONS PRATIQUES.

LES ALÉAS DE L'HISTOIRE SE SONT CHARGÉS DE MODIFIER LES DISPOSITIONS POURTANT SIMPLES DE LA CONSTITUTION CANADIENNE EN MATIÈRE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS. ON SE RETROUVE ACTUELLEMENT AVEC UN PARTAGE JURIDICTIONNEL POUR LE MOINS COMPLEXE. LES PROCHAINES DÉCISIONS DES TRIBUNAUX RISQUENT DE FAIRE ÉVOLUER ENCORE UNE FOIS CET ENCHEVÊTREMENT JURIDICTIONNEL DANS UN SENS IMPRÉVISIBLE. LES GOUVERNEMENTS ONT INTÉRÊT À AGIR RAPIDEMENT!

LA SITUATION NOUS OBLIGE DONC À NOUS ENTENDRE ET À ÉTABLIR DES CONSENSUS EN FONCTION DE L'HARMONISATION DES INTÉRêTS DES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX. UN BON PAS A ÉTÉ FAIT SUR CETTE VOIE AU COURS DES DERNIERS MOIS. NOS FONCTIONNAIRES RESPECTIFS ONT RÉUSSI À S'ENTENDRE SUR LA FAÇON DE POSER LES DIVERS PROBLÈMES QUI CONFRONTENT LE MONDE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

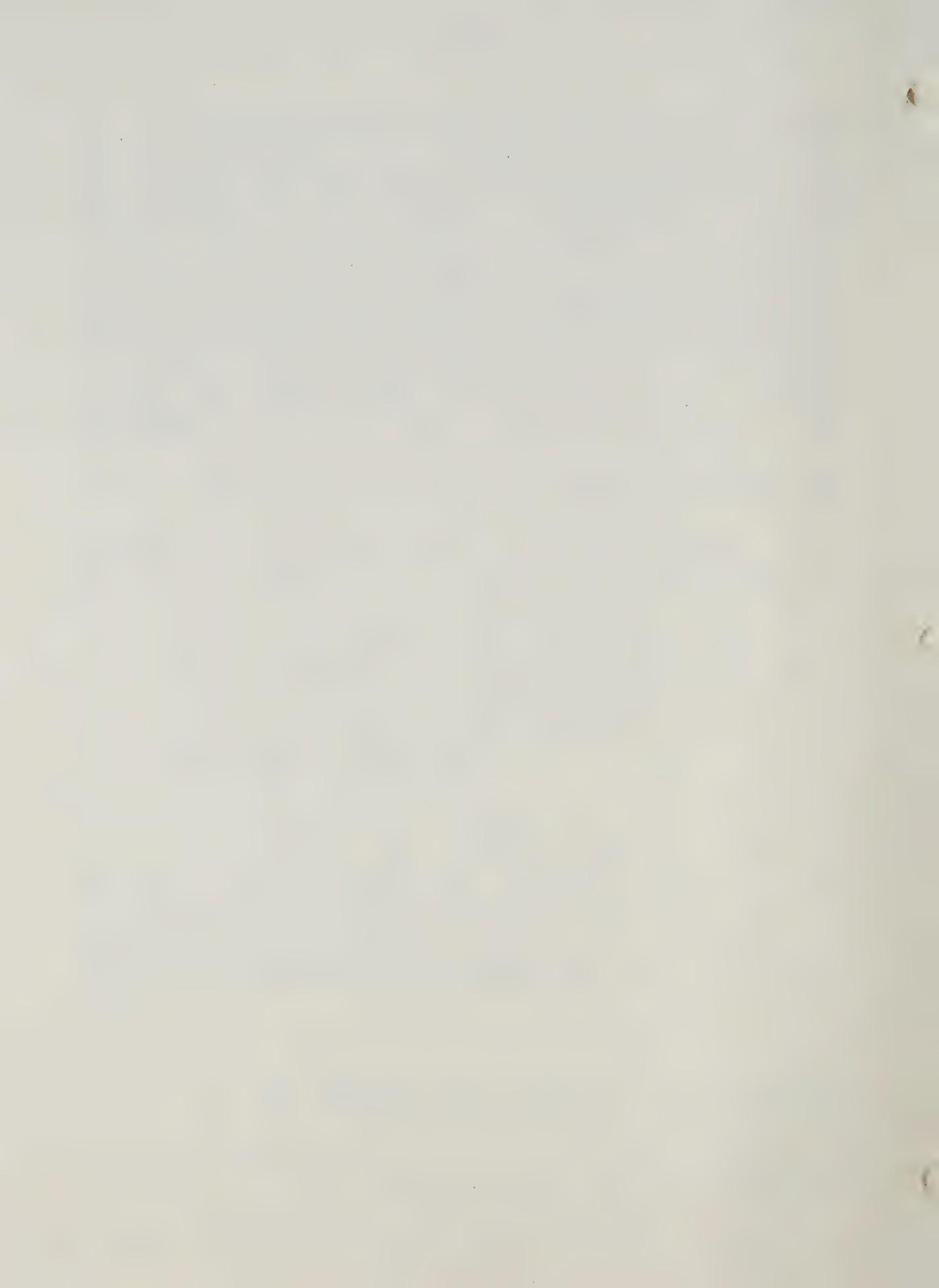
DANS UN TEXTE ÉTOFFÉ, QUI SERA SOUMIS À L'EXAMEN DES MINISTRES DEMAIN, ILS PROPOSENT UNE DESCRIPTION DES ENJEUX ACTUELS ET DES PRINCIPES QUI POURRAIENT GUIDER LEUR EXAMEN. C'EST UNE BASE SOLIDE SUR LAQUELLE JE SUGGÈRE QUE NOUS NOUS APPUYIONS. C'EST UN OUTIL POUR ÉLABORER ENSEMBLE LES NÉCESSAIRES CONSENSUS AUXQUELS NOUS DEVONS ARRIVER SI NOUS VOULONS JOUER LE RÔLE POUR LEQUEL LA POPULATION NOUS A MANDATÉS.

LA TÂCHE À LAQUELLE VOUS ÊTES CONVIÉS, AUJOURD'HUI, N'EST PAS SIMPLE. NOS PRÉDÉCESSEURS EN ONT BIEN VU LES LIMITES. LA TRÈS GRANDE MAJORITÉ D'ENTRE NOUS PARTICIPONS À UNE CONFÉRENCE DES MINISTRES DES COMMUNICATIONS POUR LA PREMIÈRE FOIS. NOUS POUVONS ET NOUS DEVONS FAIRE PREUVE D'OUVERTURE D'ESPRIT ET ABORDER LES QUESTIONS D'UNE FAÇON FRANCHE ET PRATIQUE.

IL S'AGIT D'UN EXERCICE DONT LA PORTÉE EST MAJEURE. IL IMPLIQUE DES COMPROMIS, CERTES. MAIS N'OUBLIONS PAS QUE CEUX-CI CONTRIBUERONT À FAÇONNER UNE POLITIQUE QUI AURA DES RÉPERCUSSIONS SUR LES GÉNÉRATIONS À VENIR.

JE NE M'ATTENDS PAS À CE QUE CETTE CONFÉRENCE RÈGLE D'UN COUP TOUTES LES QUESTIONS FONDAMENTALES QUE J'AI ÉVOQUÉES. IL S'AGIT D'UNE REPRISE DE CONTACTS AU COURS DE LAQUELLE UN VÉRITABLE DIALOGUE DOIT S'AMORCER.

JE SOUHAITE DONC QUE CETTE CONFÉRENCE SOIT LE DÉBUT D'UN PROCESSUS QUE NOUS POURSUIVRONS TOUS ENSEMBLES AU COURS DES PROCHAINS MOIS. L'OBJECTIF DE CETTE DÉMARCHE EST DE METTRE CLAIREMENT SUR LA TABLE LES POSITIONS DE CHACUN ET DE CHERCHER LUCIDEMENT ET DE FAÇON RESPONSABLE LES SOLUTIONS QUI CONVIENNENT À LA POPULATION DONT NOUS SOMMES LES REPRÉSENTANTS. POUR MA PART, JE ME PRÉSENTE SANS IDÉES PRÉCONCUES. JE VOUS SOUHAITE BONNE CHANCE ET JE SUIS CONFIANT QUE NOUS SAURONS RELEVER LES DÉFIS QUI SONT LES NÔTRES.



CA1

Z 2

-C 52

DOCUMENT: 830-216/009

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS

RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

Statement by the Honourable Patrick McGeer

Minister Responsible for Communications

Province of British Columbia

British Columbia



MONTREAL, Quebec
February 27 & 28, 1986



STATEMENT BY THE HONOURABLE PATRICK McGEER

MINISTER RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA

TO THE FEDERAL/PROVINCIAL COMMUNICATIONS MINISTERS' MEETING

FEBRUARY 27 AND 28, 1986

British Columbia's communications policy can be summed up in four words: open skies, free competition. It has been our policy in the past; it is our policy now; it will be our policy in the future.

The policy is designed to bring a maximum of telecommunications services to our people at a minimum cost. We realize this is not the policy of the federal government, nor that of many provinces. But we do not seek to impose our policy on others, nor even to promote its general adoption. We do ask, however, that policies not be imposed upon British Columbians which are unimaginative, unpopular and unproductive.

The Communications Ministers of Canada last met in Calgary on May 21, 1982. The meeting was totally unproductive. It broke up, at least from British Columbia's point of view, in sorrow rather than frustration or anger. The then federal minister, Francis Fox, informed the meeting that it was the intention of the Federal Government to "assert its jurisdiction" in communications matters. The only problem with such a policy is that the communications jurisdiction is by no means clear vis-a-vis the Federal Government and the Provinces.

There are two further complications. The first is that some aspects of policy being promulgated by the federal Department of Communications are, in our view, beyond the authority granted to the Department by Parliament, even in the areas that can be acknowledged to be under federal jurisdiction.

Secondly, the Charter of Rights and Freedoms is, in our view, being violated by federal communications policy. The Charter adds a new dimension to our deliberations today. Politicians are no longer free, as they have been in the past, to impose policies that restrict access to information or which unfairly discriminate against some Canadians.

My own parting plea at the break-up of the last Ministers' meeting was to seek a reasonable accommodation that would be fair to all Canadian citizens. The alternative would be to have the courts of the land do our political work for us. Regrettably, we seem to be embarked upon that course although I still hope not.

Mr. Minister, we suspended our own court case against the Federal Government because we anticipated a political change. We hoped a new federal philosophy would emerge which would be more in keeping with the wishes of the people, rather than the wishes of the bureaucrats, the regulators, and the vested interests.

We were encouraged when you first embarked upon a national round of meetings preaching the new philosophy of consultation and deregulation.

The problem, Mr. Minister, if I may be candid, is that there is no translation of that philosophy into action. I hope and trust this meeting does represent such a change.

more.....

However, Bill C-20, the refusal to grant CNCP competitive access rights, and the aggressive action of the CRTC in pressing court cases against cable operators all belie any optimism we might have.

Let me begin with Bill C-20. This bill attempts to legitimize past actions of the Department of Communications and the CRTC that really have not been sanctioned by Parliamentary authority. It represents no change of course from the previous Liberal Government. Rather, it emphasizes an odious interference -- not even contemplated by the former Liberal Government -- with the right to receive broadcast and satellite signals. It amounts to an attempt by the Federal Government to censor electronic reception.

Part II, Section 2 of the Bill broadens the definition of a "broadcasting undertaking" so that bureaucratic policy can be enforced to limit broadcasting. It will be used in attempts to control the distribution by cable or otherwise of the over 100 unscrambled satellite television signals from the United States that are landing on Canadian property. This number will increase in the future, and the cost of equipment to receive and distribute them will continue to decrease. Meanwhile, only a few Canadian satellite signals are available and, of those available in B.C., the majority are scrambled. The vested interests are conspiring to prevent people from watching the wide variety of unscrambled U.S. signals so these same people will be forced to pay for a smaller selection of scrambled Canadian signals. Since most Canadians are adequately provided with American television by pick-up of line-of-sight as opposed to satellite signals, the cost of "Canadian" satellite signals (i.e. scrambled rebroadcast of American signals) is too costly for the small population base which supports it.

Attempts to enforce your policy will inevitably meet with greater and greater resistance and turn out to be a testimony to political futility and bungling bureaucratic arrogance.

The prosecution by the Crown of Shuswap Cable in Salmon Arm, B.C., is a classic example. In an attempt to enforce unrealistic CRTC regulations, a prosecution was started against this highly popular cable company by the former Liberal government. Upon being elected, the Conservative government wisely decided to halt the action. But it wasn't very long before bureaucratic pressures began to re-exert themselves and the prosecution was allowed to proceed.

In the meantime, a CRTC licensed operator, who had started up a competing business in Salmon Arm, was also forced to violate CRTC regulations in order to obtain business. When the time came to prosecute Shuswap Cable, it became necessary for the Crown to agree that rebroadcasting U.S. satellite signals was not broadcasting in order to avoid prosecuting their own licensee. The end result was that Shuswap Cable was found guilty. Their crime, however, was not providing the people of Salmon Arm with the much-wanted American satellite television service, but distributing, in an unauthorized fashion, Canada's two national networks, CBC and CTV.

The shame, of course, is not borne by Shuswap Cable, but by a National Government that would prosecute individuals in rural British Columbia for distributing a tax-subsidized television signal from the Canadian Broadcasting Corporation

But the embarrassment does not stop there. The Crown has now instituted legal action against Shuswap Cable for violating the Radio Act, originally meant for establishing technical standards and for assuring that one signal does not interfere with another. The use of that Act to attempt enforcement of bureaucratic cultural policy, or to further the vested interests of certain broadcasters, is a prostitution of the authority Parliament vested in people when it passed the Radio Act.

I believe that Part III, Section 7 should also be changed in Bill C-20 to make it clear that a person is free to retransmit a signal provided copyright obligations are met and it does not interfere electronically with other authorized signals. This would permit communication societies in northern Canada, where the population is too sparse for economic cable services, to redistribute to their members the same kinds of signals received by cable in Ottawa, Montreal or Toronto.

A task force was created by CRTC Chairman Andre Bureau, the former President of CANCOM, to "examine and make recommendations on the distribution in underserved Canadian communities of satellite-receive broadcasting services". It appears that all groups were consulted except the people. I wrote to you suggesting that all 34 recommendations be rejected save one, which stated: "Telesat should be regulated in a more flexible way, in order to give greater opportunity to ensure maximum use of its excess capacity".

more.....

As far as interconnect is concerned, and the provision of long distance voice and data transmission, there is only one acceptable course of action -- deregulation and the consequent encouragement of competition. All other policies will deny average citizens and commercial enterprises the benefits of new technology and competitive pricing. It will be impossible to maintain the past while other countries, especially the United States, embrace the future.

Mr. Minister, I do not come to represent the interests of a government, or any Crown agency -- I come to represent the interests of our people. On their behalf the recommendation I make to you is to abolish the organization which is the greatest impediment to the Canadian telecommunications industry -- the CRTC. It is impossible for any private organization to serve the people if its primary obligation is to serve the CRTC. This organization exists to limit broadcasting of both radio and television; it exists to limit the reception of existing television; it exists to prevent the development of non-broadcast services; and it exists to maintain high and non-competitive rates for the telecommunication services that do exist by working on behalf of the vested interests.

In telecommunications there is a necessity for technical management and the Department of Communications has a legitimate involvement. In the case of local, monopolistic telecommunication services, rate regulation could be provided by local government. Competition can take care of the rest.

Mr. Minister, British Columbia believes there are certain principles which should guide our nation's telecommunications policy. May I quote from another politician:

1. universal access at universally affordable rates, because this minister of communications is on the side of consumers;
2. ensuring the benefits of technology to all Canadians; and
3. Canadian international competitiveness.

I hope you can support these principles and develop policies to give effect to them. Because the politician I quote from, of course, is you.



CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT : 830-216/009

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Allocution de l'Honorable Patrick McGeer

Ministre responsable des télécommunications

Colombie-Britannique

Colombie-Britannique



MONTREAL (Québec)

Les 27 et 28 février 1986

ALLOCUTION DE L'HONORABLE PATRICK McGEER

MINISTRE RESPONSABLE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
COLOMBIE-BRITANNIQUE

PRÉSENTÉE A LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

LES 27 ET 28 FEVRIER 1986

On peut résumer en quelques mots la politique de la Colombie-Britannique en matière de télécommunications : ouverture totale et libre concurrence. Cette politique a été la nôtre par le passé; elle demeure et demeurera toujours la même dans l'avenir.

Elle a pour but de mettre à la portée de nos citoyens, à un coût minimal, un maximum de services de télécommunications. Nous sommes bien conscients que ce n'est pas là la politique du gouvernement fédéral ni de bon nombre de provinces. Mais nous ne tenterons pas d'imposer cette politique aux autres ni même de promouvoir son adoption en général. Nous demandons toutefois qu'on n'impose pas à la Colombie-Britannique des politiques qui manquent d'imagination et ne sont ni populaires ni productives.

Les ministres responsables des télécommunications au Canada se sont rencontrés pour la dernière fois à Calgary le 21 mai 1982. Cette rencontre n'a mené à rien. Elle s'est terminée, à tout le

moins du point de vue de la Colombie-Britannique, sur un sentiment de regret plutôt que de frustration ou de colère. Le ministre fédéral de l'époque , M. Francis Fox, a informé les participants à la réunion que le gouvernement fédéral avait l'intention "d'affirmer sa juridiction" en matière de télécommunications. Le seul problème de cette politique est que précisément le partage des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les provinces dans ce domaine n'est nullement clair.

Il existe deux autres complications. La première est reliée au fait que certains aspects de la politique promulguée par le ministère fédéral des Communications vont, à notre avis, au-delà de l'autorité accordée à ce ministère par le Parlement, et ce même dans les domaines que l'on peut reconnaître de la juridiction du gouvernement fédéral.

En outre, à notre avis, la politique du gouvernement fédéral en matière de communications constitue une violation de la Charte des droits et libertés. Cette dernière ajoute une nouvelle dimension à nos délibérations d'aujourd'hui. Les hommes politiques ne sont plus libres maintenant, comme par le passé, d'imposer des politiques qui restreignent l'accès du public à l'information ou qui établissent une discrimination injuste à l'égard de certains citoyens canadiens.

A la fin de la dernière réunion des ministres, j'ai fait valoir le point de vue qu'il fallait rechercher un compromis qui soit juste pour tous les citoyens du Canada. En l'absence d'un compromis de cette nature, ce seront les cours de justice du pays qui auront à décider de nos politiques. Il me semble, ce qui est regrettable, que ce soit dans ce sens que nous nous dirigions, bien que j'espère encore que ce ne soit pas le cas.

M. le Ministre, nous avons suspendu la poursuite que nous avions intentée en cour contre le gouvernement fédéral dans l'attente d'un changement politique. Nous espérions qu'il émergerait du gouvernement fédéral une nouvelle philosophie plus en conformité avec les désirs des citoyens qu'avec ceux des bureaucrates, des organismes de réglementation et de certaines parties intéressées.

Nous avons été encouragés dans ce sens lorsque vous avez commencé à organiser une série de rencontres à l'échelle nationale prêchant la nouvelle philosophie de la consultation et de la déréglementation.

Le problème, M. le Ministre, c'est que cette philosophie ne semble pas se traduire par des actes. J'espère que la présente réunion sera l'occasion d'un changement.

Cependant, le projet de loi C-20, le refus d'accorder au CNCP des droits concurrentiels d'accès au réseau ainsi que les poursuites intentées en cours par le CRTC contre certaines sociétés de câblodistribution n'autorisent pas beaucoup d'optimisme.

Je commencerai par le cas du projet de loi C-20. Ce projet tente de légitimer des actions entreprises par le passé par le ministère des Communications et le CRTC, actions qui n'ont pas reçu la sanction du Parlement. Il ne constitue pas un changement de cap par rapport au gouvernement libéral précédent. En outre, il interfère, ce que ne songeait même pas à faire ce dernier, avec le droit de recevoir des signaux radiodiffusés ou retransmis par satellite. Il équivaut à une tentative du gouvernement fédéral d'imposer une censure à la réception des signaux électroniques.

L'article 2 de la partie II de ce projet de loi étend le sens de l'expression "entreprise de radiodiffusion" de telle sorte que les bureaucrates peuvent maintenant de fait, par leurs politiques, limiter la radiodiffusion de signaux. On va profiter de cette extension de sens pour limiter la distribution par câble ou par d'autres moyens des signaux de télévision débrouillés retransmis par satellite (plus de 100 stations) à partir des Etats-Unis et qui sont reçus au Canada. Le nombre de stations émettrices va s'accroître dans l'avenir et le coût du matériel de réception et de distribution de ces signaux va continuer

à diminuer. Pendant ce temps, seules quelques stations canadiennes retransmises par satellite peuvent être recues et, en Colombie-Britannique, la majorité de ces stations sont brouillées. Les entreprises intéressées conspirent entre elles pour empêcher les gens de regarder la grande variété de stations américaines débrouillées qu'ils peuvent recevoir, et ce pour qu'ils soient forcés de payer pour recevoir un petit nombre d'émissions brouillées d'origine canadienne. La plupart des citoyens canadiens pouvant recevoir les signaux de la télévision américaine en visibilité directe, sans l'intermédiaire d'un satellite, le coût des émissions d'origine canadienne retransmises par satellite (il s'agit de la rediffusion après brouillage de signaux d'origine américaine) s'avère trop élevé pour la densité de population considérée.

Toute tentative de mise en oeuvre de la politique que vous préconisez va inévitablement se heurter à une résistance de plus en plus grande, témoignant par là de la futilité des hommes politiques et de l'arrogance des bureaucrates.

La poursuite intentée par la Couronne à l'encontre de la société Shuswap Cable de Salmon (Colombie-Britannique) constitue un exemple classique. Dans une tentative d'application de règlements irréalistes du CRTC, une poursuite a été intentée contre cette société de câblodistribution très populaire par

l'ancien gouvernement fédéral. Dès son élection, le gouvernement conservateur, faisant preuve en cela de sagesse, a décidé d'arrêter la procédure. Mais il n'a pas fallu de temps aux bureaucrates pour exercer leurs pressions, ce qui a eu pour effet la reprise des poursuites.

Pendant ce temps, un titulaire de licence délivrée par le CRTC, qui avait mis sur pied une entreprise entrant en concurrence avec la première dans la ville de Salmon Arm, a été forcé lui aussi, dans la conduite de ses affaires, de déroger aux règlements du CRTC. La Couronne, lorsque le temps est venu de poursuivre la société Shuswap Cable, a dû admettre que la rediffusion de signaux d'origine américaine retransmis par satellite ne constituait pas une entreprise de radiodiffusion, et ce pour éviter d'avoir à poursuivre le titulaire du CRTC. En définitive, la société Shuswap Cable a été trouvée coupable, non pas toutefois d'avoir diffusé des signaux émis par des stations de télévision américaines et retransmis par satellite mais d'avoir distribué, sans autorisation, les signaux des deux réseaux nationaux, à savoir Radio-Canada et CTV.

Ce n'est bien entendu pas la société Shuswap Cable qui est à blâmer mais le gouvernement fédéral, qui poursuit une entreprise d'une région rurale de la Colombie-Britannique pour avoir distribué sans autorisation les signaux d'une entreprise de télévision subventionnée par les contribuables (à savoir Radio-Canada).

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. La Couronne a maintenant intenté des poursuites en justice contre la société Shuswap Cable pour violation de la Loi sur la radio, destinée à l'origine à établir des normes techniques et à empêcher l'interbrouillage des signaux. L'utilisation de cette loi dans une tentative visant à mettre en oeuvre les politiques élaborées par des bureaucrates et à protéger les intérêts de certains radiodiffuseurs constitue un détournement des intentions du Parlement.

Je crois que l'article 7 de la partie III du projet de loi C-20 devrait également être modifié de telle sorte qu'il devienne clair qu'une entreprise est libre de retransmettre un signal pourvu que les droits de la propriété intellectuelle soient respectés et que ce signal ne vienne pas brouiller un autre signal autorisé. Cette modification permettrait aux sociétés exploitantes de télécommunications du Nord du Canada, partie du pays dont la densité de population est trop faible pour justifier l'existence de services de câblodistribution, de redistribuer à leurs clients le même genre de signaux que les abonnés des sociétés de câblodistribution reçoivent à Ottawa, à Montréal ou à Toronto.

Le président du CRTC, M. André Bureau, ancien président de CANCOM, a mis sur pied un groupe de travail dans le but "d'examiner la question de la distribution dans les collectivités canadiennes sous-desservies d'émissions retransmises par satellite". Il semble

que tous les groupes intéressés, à l'exception des citoyens, ont été consultés. Je vous ai écrit pour vous suggérer de rejeter les 34 recommandations à l'exception d'une seule, qui se lit comme suit : "La société Telesat devrait être soumise à une réglementation plus souple afin que sa capacité excédentaire puisse être exploitée au maximum".

En ce qui concerne les questions de l'interconnexion et de la prestation de services interurbains de transmission de données et de communications en phonie, il existe une seule voie à suivre - celle de la déréglementation, qui encourage la concurrence. Toute autre politique aura pour effet de priver les entreprises commerciales et le citoyen moyens des avantages de la nouvelle technologie et de tarifs concurrentiels. Il ne sera pas possible de continuer à agir comme par le passé alors que d'autres pays, tout particulièrement les Etats-Unis, se tournent vers l'avenir.

M. le Ministre, je ne suis pas venu ici pour représenter les intérêts d'un gouvernement ou d'une société de la Couronne - mais ceux de nos citoyens. De leur part, je vous recommande d'abolir l'organisation qui nuit le plus à l'industrie canadienne des télécommunications - j'ai nommé le CRTC. Il est impossible pour une entreprise privée quelle qu'elle soit d'être au service des citoyens si son rôle principal consiste à servir les intérêts du CRTC. L'existence même du CRTC limite la diffusion des signaux des stations de radio et de télévision; elle limite la réception des

signaux émis par les stations de télévision existantes; elle empêche le développement des services autres que les services de radiodiffusion; enfin elle a pour effet, le CRTC travaillant uniquement pour le compte de certains intérêts, de maintenir élevés et non concurrentiels les tarifs des services de télécommunications.

Le domaine des télécommunications exige un contrôle technique et celui-ci est exercé de façon tout à fait légitime par le ministère des Communications. Dans le cas des services de télécommunications locaux qui constituent un monopole, les tarifs pourraient être réglémentés par les administrations locales. Que tout le reste soit soumis aux forces du marché.

M. le Ministre, le gouvernement de la Colombie-Britannique est d'avis que la politique de notre pays en matière de télécommunications devrait s'inspirer de certains principes. Pour citer un homme politique bien connu qui est du côté du consommateur, il convient :

1. d'assurer l'accès universel aux services à des tarifs abordables;

2. de faire profiter tous les Canadiens de l'évolution de la technologie; et

3. d'assurer la compétitivité des entreprises canadiennes au niveau international.

J'espère que vous êtes d'accord avec ces principes et que vous élaborerez des politiques pour les mettre en oeuvre. Parce que, l'homme politique dont j'ai cité les paroles, c'est vous, bien entendu.

CA1
Z 2
-C 52

Publications

DOCUMENT: 830-216/010

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

Opening Statement

by

the Honourable Al Mackling, Q.C.,
Minister Responsible for
Manitoba Telecommunications Policy

Manitoba



MONTREAL, Quebec
February 27 & 28, 1986



Manitoba

GOVERNMENT OF MANITOBA

OPENING STATEMENT

TO

THE MEETING OF FEDERAL AND PROVINCIAL
MINISTERS RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

FEBRUARY 27, 1986

Honourable Al Mackling, Q.C.
Minister responsible for
Manitoba Telecommunications Policy

Telecommunications is a service which Canadians take for granted at home, and in places of work, hotel rooms, street corners, airports, hospital rooms, etc. We enjoy the benefits of a system that we can be proud of. It's importance to society far outstrips its cost; on average, Canadian families and businesses pay approximately one percent of their earnings to benefit from a telecommunications utility service which is extensively relied upon for the social, economic, cultural and political exchanges which make up our daily lives.

The telecommunications industry is also a national and regional economic development success story. Telephone companies and telecommunications equipment manufacturing plays a significant role in regional economies throughout the country, and a number of Canadian firms are among the world leaders in developing and marketing new high-technology telecommunications products.

Not all countries have been equally successful in maintaining high quality, affordable basic telecommunications services. In recent years, for instance, we have seen the telecommunications system in the United States move from a reliable, high quality utility model to a substantially deregulated system. This has resulted in an average 26% local rate increases over the past two years for residential subscribers and the imposition of "access charges" on all subscribers in that country. Some U.S. subscribers, particularly those in rural areas, experienced far greater rate hikes.

Reports in the media and in public opinion surveys indicate that American citizens do not approve of the changes which have occurred in their telecommunications system. A few big businesses have benefitted, but the majority of telephone users pay higher costs and gain no improvement in service.

Not only should Canadian governments take note that the results of US regulatory change have been undesirable for many, but the process experienced in the United States also serves as a good warning for Canadian policy makers. Our neighbours to the South allowed industry, regulators, and the courts to determine policy changes in the telecommunications industry. Much of the policy was established on the basis of actions by interested companies, their lawyers, and decisions by judges, not on the basis of analysis from engineers, impartial telecommunications economists, and representatives of the majority of consumers. As one US telecommunications planner has observed; the hypothesis of better service through competition was a hypothesis of lawyers, not engineers.

The Government of Manitoba firmly believes that a national telecommunications development process can be effectively managed through a partnership between governments. We should work

together to develop a telecommunications system which meets public needs in all regions of the country.

We must not let disputes in court change the nature of jurisdictional control over telecommunications services. Governments have the duty to pass laws which assign responsibility for regulation of the telecommunications system. If the laws which presently exist are not adequate to ensure the successful operation of regulatory authorities across Canada; then new laws must promptly be established.

Our experience to date demonstrates that control of telecommunications policy and regulation of telecommunications services by Manitoba Government agencies has allowed our telecommunications system to develop according to the needs of Manitobans.

For instance, a critical priority for Manitobans has always been to provide services at the most affordable rate possible. Not only are Manitoba's local rates the lowest for any province, but furthermore our toll rates for long distance calls within the province are far more affordable than calls of similar distance elsewhere in Canada. For instance, in federally regulated regions, local telephone service costs 60 to 80 percent more than it does in Manitoba, and a long distance call to an exchange 100 miles away costs 40-60% more than in Manitoba. What few people realize is that Manitoba's internal long distance rates are even cheaper than those in the United States.

Our priorities for further development in telecommunications fall into two key areas:

- To provide for all Manitobans a basic and improving standard of service at reasonable rates; and
- To capture for all Manitobans the economic and cultural benefits of new technologies.

Accordingly, the Government of Manitoba has recently requested that the Manitoba Telephone System review its rural Extended Area Service plan, to develop a Regional Calling Area program, which would allow rural/remote residents toll-free calling within their regional trading area. This is part of an overall enhancement of service provided in direct response to the needs of rural and Northern Manitobans, who play a key role in the economic growth of the Province.

In addition, the Government is encouraging rapid transition to state-of-the art digital switching equipment throughout the province, to ensure maximum flexibility and quality of service for all subscribers.

Even though each telephone system in Canada has to respond to different regional priorities, our national telecommunications system successfully meets these needs while at the same time providing an efficient national service. Our national telecommunications policy review must recognize the importance of this method of development, and let it continue to flourish.

The Government of Manitoba is prepared to participate actively in a federal/provincial process to develop a common base of information on telecommunications problems and potential solutions, and to find means of cooperation to ensure that the needs of every region in the country are met in a well researched development plan.

Recent evidence shows that ad hoc telecommunications policy initiatives of the previous federal administration which failed to obtain federal-provincial agreement have slowed the rate of implementation of technological improvements in many respects. All Canadians stand to benefit from a positive and cooperative relationship between governments to avoid policy conflicts and to develop telecommunications policy in the public interest.

Although the Government of Manitoba's priority lies primarily in improving telecommunications services to all Manitobans, there is also a need to develop some services which respond directly to the needs of large corporate telecommunications users. Major companies not only provide critical employment and economic activity in the nation and the Province, but, through their heavy use of telecommunications services, they also pay a substantial share of the overall telecommunications bill. If there are adjustments which can be made to improve access to telecommunications for such businesses without disrupting the overall regulation of telecommunications services, then they should be part of a well considered plan. However, we must not let the tail wag the dog. Business executives are in an advantageous position to lobby Governments for special arrangements to reduce their costs, but they are also among the biggest beneficiaries of the current system; they can reach 97% of Canadian households by telephone, through a high quality and reliable system. Sacrificing the quality and affordability of local services in order to offer special rates to businesses would be counter-productive for all parties.

In debates on telecommunications policy to date, and in the public polls undertaken by the Department of Communications, one very worrisome fact has become evident: whereas business leaders clearly understand what is at stake in the telecommunications policy review, consumers don't.

As elected representatives, it is our responsibility ensure that the needs of all telecommunications users in Canada are fully taken into account in the development of a well balanced national

telecommunications policy. At this conference, we must develop an effective means for Ministers to oversee the policy process and ensure the development of our telecommunications system on a just and equitable basis.

CA1
Z 2
-C 52

Government
Publications

DOCUMENT: 830-216/010

CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

Déclaration d'ouverture

par

Monsieur Al Mackling

Ministre chargé de la politique des télécommunications

Manitoba

MONTREAL (Québec)
Les 27 et 28 février 1986

DÉCLARATION D'OUVERTURE

DU GOUVERNEMENT DU MANITOBA

À

LA RÉUNION DES MINISTRES FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX
CHARGÉS DES COMMUNICATIONS

LES 27 ET 28 FÉVRIER

MONSIEUR AL MACKLING

Ministre chargé de la politique des télécommunications

Les télécommunications constituent un service auquel les Canadiens sont tellement habitués, que ce soit chez eux, au travail, dans les chambres d'hôtel, ou encore au coin de la rue, dans les aéroports, voire même dans les hôpitaux, qu'ils trouvent cela tout naturel. Nous profitons des avantages d'un système dont nous pouvons être fiers. Sa contribution au progrès de notre société nous en fait oublier le coût. Les familles et les entreprises canadiennes consacrent environ un pour cent de leurs revenus pour jouir d'un service que nous offrent les télécommunications, et qui occupe une place de taille dans les échanges sociaux, économiques, culturels et politiques qui marquent notre vie de tous les jours.

L'industrie des télécommunications est également une réussite sur le plan du développement économique national et régional. Les compagnies de téléphone et le secteur qui se consacre à la fabrication du matériel de télécommunications jouent un rôle important au sein des diverses économies régionales partout dans le pays, et un certain nombre de compagnies canadiennes, qui élaborent et vendent des produits de technologie de pointe en matière de télécommunications, figurent parmi les plus importantes sur le plan international.

Ce ne sont pas tous les pays qui ont réussi à offrir des services de télécommunications de haute qualité à des prix abordables. C'est ainsi qu'au cours des dernières années, nous avons vu les États-Unis passer d'un système de télécommunications, qui offrait des services de qualité sur lesquels on pouvait compter, à un système transformé par la déréglementation. Cela s'est traduit pour les particuliers abonnés par une hausse moyenne de 26 pour cent des tarifs locaux. Partout aux États-Unis les abonnés se sont vus imposer des "taxes d'accès"; certains même, plus particulièrement les habitants des régions rurales, ont connu des hausses de tarif beaucoup plus importantes.

À en croire les médias et les enquêtes menées auprès de la population, les Américains ne sont pas d'accord avec les changements qui ont bouleversé leur système de télécommunications. Bien que quelques grandes entreprises aient pu y gagner au change, la majorité des abonnés du téléphone paient davantage sans constater aucune amélioration dans les services.

Les gouvernements canadiens devraient se souvenir que beaucoup d'Américains réprouvent les changements effectués et leurs conséquences, et ceux qui élaborent nos politiques devraient se méfier du processus de déréglementation. Nos voisins du Sud ont permis à l'industrie, à ceux qui font les règlements et aux tribunaux de modifier la politique au sein de l'industrie des télécommunications. La majeure partie de cette politique est le résultat de poursuites intentées devant les tribunaux par des compagnies intéressées, et par leurs avocats, et découle en fait de décisions rendues par des juges. Elle n'est pas le fruit d'études menées par des ingénieurs, ni par des économistes impartiaux en matière de télécommunications, ni par des représentants de la majorité des abonnés. Comme le faisait remarquer un planificateur en télécommunications, l'idée que la concurrence permettrait d'offrir de meilleurs services venait des avocats et non des ingénieurs eux-mêmes.

Le gouvernement du Manitoba est persuadé que la collaboration entre les gouvernements peut mener à l'établissement d'un processus national efficace de développement des télécommunications. Nous devrions travailler de pair et mettre au point un système de télécommunications qui réponde aux besoins du public partout dans le pays.

Nous ne devons pas permettre, à la suite de procès, que le contrôle des services de télécommunications soit confié à d'autres secteurs. Les gouvernements se doivent d'adopter des lois qui définissent qui a compétence en matière de réglementation du système de télécommunications. Si les lois actuellement en vigueur ne permettent pas aux autorités qui ont compétence en la matière au Canada de gérer efficacement le système, de nouvelles lois devraient être adoptées au plus vite.

Notre expérience nous prouve que nous avons pu adapter nos services aux besoins des Manitobains parce que la politique et les services en matière de télécommunications sont soumis au contrôle des organismes du gouvernement de la province.

C'est ainsi que pouvoir offrir des services au tarif le plus avantageux pour tous a toujours été une priorité pour les Manitobains. Non seulement nos tarifs locaux sont les plus bas du pays, mais on paie beaucoup moins cher pour faire un appel interurbain dans la province que les abonnés des autres provinces qui font un appel de même distance. Dans les régions soumises aux règlements fédéraux, les appels locaux sont de 60 à 80 pour cent plus chers qu'au Manitoba et il en coûte de 40 à 60 pour cent de plus pour faire un appel interurbain dans un central situé à 100 milles. Bien peu se rendent compte que le prix des appels interurbains dans notre province est même moins élevé que le prix des appels interurbains en vigueur aux États-Unis.

En ce qui concerne le développement à venir des télécommunications, deux éléments nous tiennent particulièrement à cœur :

- offrir aux Manitobains des services de base en constante amélioration à des tarifs raisonnables;
- mettre au service de tous les Manitobains les avantages économiques et culturels que nous offrent les nouvelles technologies.

Le gouvernement du manitoba a donc demandé récemment à la Société de téléphone du Manitoba d'étudier son plan de service régional dans les régions rurales, et d'élaborer un programme de zone de départ régionale qui permettrait aux habitants des régions rurales et éloignées d'appeler sans frais au sein même de leur propre zone commerciale. Ceci fait partie d'un plan d'ensemble destiné à améliorer les services mis en oeuvre et visant à répondre aux besoins des Manitobains des régions rurales et du Nord qui jouent un rôle clé dans la croissance économique de la province.

En outre, le gouvernement encourage partout dans la province l'installation du matériel de commutation numérique le plus avancé afin que tous les abonnés puissent bénéficier d'un service facilement adaptable et de qualité.

Bien que les différents réseaux téléphoniques du Canada doivent satisfaire aux besoins prioritaires de leurs régions, notre système national de télécommunications a répondu à ces besoins tout en offrant un service efficace à l'échelle nationale. Il nous faut absolument reconnaître, au cours de l'examen de notre politique nationale des télécommunications, l'importance de cette méthode de développement et lui permettre de continuer à porter fruits.

Le gouvernement du Manitoba est prêt à contribuer activement à mettre sur pied conjointement avec les gouvernements fédéral et provinciaux une banque de données sur les problèmes en matière de télécommunications et à proposer des solutions possibles à ces problèmes, ainsi qu'à trouver des moyens de collaborer et de veiller ainsi à ce qu'on réponde aux besoins de toutes les régions du pays en mettant en oeuvre un plan de développement bien conçu.

Nous avons pu constater récemment que les projets ad hoc en matière de politique des télécommunications avancés par le précédent gouvernement fédéral qui n'avaient pas reçu l'accord des gouvernements fédéral et provinciaux, ont freiné, à bien des égards, les améliorations technologiques. Tous les Canadiens bénéficieront d'une collaboration constructive entre les gouvernements, collaboration qui évitera les conflits au niveau des politiques et facilitera l'élaboration d'une politique de développement des télécommunications qui est dans l'intérêt de tous.

Bien que le gouvernement du Manitoba ait d'abord choisi d'améliorer les services de télécommunications destinés à ses habitants, le besoin d'accroître les services qui répondent directement aux besoins des grandes compagnies qui les utilisent, se fait également sentir. En effet, ces grandes compagnies non seulement génèrent de précieux emplois et contribuent à l'activité économique aussi bien à l'échelle provinciale que nationale, mais étant d'importants abonnés, elles contribuent en grande partie au financement des services de télécommunications dans leur ensemble. si nous pouvons faciliter l'accès de ces grandes compagnies à nos services de télécommunications en apportant certains changements sans pour autant altérer l'équilibre général des

services, nous devrions en tenir compte si nous voulons mettre en oeuvre un plan bien pensé. Nous devons cependant nous garder de nous laisser dépasser. Les compagnies se trouvent bien placer pour faire pression auprès des gouvernements et obtenir une réduction de leurs coûts, mais n'oublions pas que ce sont elles qui profitent le plus du système actuel. Elles peuvent communiquer par téléphone avec 97 pour cent des ménages canadiens grâce à un réseau téléphonique de grande qualité et sur lequel on peut compter. Sacrifier la qualité et les tarifs peu élevés des services locaux pour offrir aux compagnies des tarifs spéciaux se ferait au détriment de tous.

Il ressort des discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent en matière de politique de télécommunications, ainsi que des sondages effectués auprès du public par le ministère des Communications, une réalité inquiétante : alors que les dirigeants d'entreprise comprennent parfaitement l'enjeu lorsque l'on parle d'examen de la politique des télécommunications, il n'en est pas de même pour les consommateurs.

En tant que représentants élus, il est de notre responsabilité de voir à ce que les besoins de tous les usagers des services de télécommunications au Canada soient intégralement pris en compte dans l'élaboration d'une politique nationale bien équilibrée. A la présente conférence, nous devons mettre au point un mécanisme efficace pour permettre aux ministres d'avoir une vue d'ensemble du processus d'élaboration des politiques et assurer la croissance de notre réseau de télécommunications de façon juste et équitable.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216 /011

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

Opening Remarks By The Honourable
Robert B. McCready, Minister of
Transportation (Responsible for
Communications)

New Brunswick

MONTREAL, Quebec
February 27 & 28, 1986

CONFERENCE OF

MINISTERS RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

MONTRÉAL, FEBRUARY 27, 1986

OPENING REMARKS BY

THE HONOURABLE ROBERT B. McCREADY

MINISTER OF TRANSPORTATION (RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS)

PROVINCE OF NEW BRUNSWICK

FELLOW MINISTERS, MEMBERS OF THE MEDIA, LADIES AND GENTLEMEN:

I WOULD FIRST LIKE TO THANK OUR CO-HOSTS FOR ORGANIZING THIS CONFERENCE WHICH WILL, HOPEFULLY, BRING OUR COUNTRY ONE STEP CLOSER TO A NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY BENEFITING ALL PARTICIPANTS.

AS WE DELIBERATE A TELECOMMUNICATIONS POLICY FOR CANADA, WE MUST ENSURE THAT CHANGES WILL, IN FACT, BE IN THE BEST PUBLIC INTEREST, AND NOT JUST BENEFIT ONE SECTOR OF OUR ECONOMY OR ONE REGION OF THE COUNTRY. WE MUST NOT LOSE SIGHT OF THE EXISTENCE OF AN EXCELLENT TELECOMMUNICATIONS SYSTEM NOW SERVING VIRTUALLY ALL AREAS OF CANADA.

(2)

IT HAS BEEN DEVELOPED IN SUCH A WAY THAT A PROVINCE LIKE NEW BRUNSWICK, WHICH DOESN'T ALWAYS ENJOY SERVICES ON A PAR WITH THE MORE POPULATED PROVINCES, NOW HAS A MODERN TELECOMMUNICATIONS SYSTEM PROVIDING A WIDE RANGE OF SERVICES AT REASONABLE COST. FOR EXAMPLE, NEW BRUNSWICK HAS THE SECOND LOWEST LONG DISTANCE RATES OF ALL PROVINCES IN CANADA AND 95% OF NEW BRUNSWICK HOUSEHOLDS HAVE AT LEAST ONE TELEPHONE. THE PROVISION OF THIS KIND OF SERVICE MUST BE MAINTAINED.

LOCAL RATES FOR BASIC SERVICE ARE KEPT LOW PARTLY DUE TO CONTRIBUTIONS OF LONG DISTANCE REVENUES. IF THESE REVENUES FROM LONG DISTANCE SERVICES ARE REDUCED TOO DRAMATICALLY THROUGH THE INTRODUCTION OF DOMESTIC COMPETITION IN MESSAGE TOLL SERVICE, LOCAL RATES WOULD HAVE TO INCREASE, POSSIBLY TO THE POINT WHERE UNIVERSALITY OF SERVICE COULD BE AFFECTED. THE QUESTION WHICH NEEDS TO BE ANSWERED IS: WILL THE LESS POPULATED PROVINCES, LIKE NEW BRUNSWICK, BE ABLE TO SUPPORT DOMESTIC COMPETITION? THE ANSWER TO THIS QUESTION MUST BE CONSIDERED VERY SERIOUSLY.

(3)

ALTHOUGH NEW BRUNSWICK WILL NOT LIKELY BE DIRECTLY AFFECTED TO ANY GREAT EXTENT IN THE NEAR FUTURE BY THE ROUTING OF CANADIAN TELEPHONE CALLS VIA CHEAPER AMERICAN NETWORKS, THE POSSIBILITY OF AN INDIRECT EFFECT THROUGH REDUCED REVENUES FROM TELECOM CANADA SETTLEMENTS IS CERTAINLY A VERY REAL THREAT. I AM, THEREFORE, ANXIOUSLY AWAITING THE RESULTS OF THE STUDY NOW BEING DONE FOR US BY D. A. FORD AND ASSOCIATES LTD.

DUE TO ITS LOCATION AND ITS SMALL POPULATION, NEW BRUNSWICK'S ECONOMY IS BECOMING VERY DEPENDENT ON QUICK ACCESSIBILITY TO ACCURATE INFORMATION WHICH WILL ONLY BE AVAILABLE THROUGH COMMUNICATIONS INFRASTRUCTURES INCORPORATING STATE OF THE ART TECHNOLOGY. MY GOVERNMENT IS ESTABLISHING POLICIES WHICH WILL CONTINUE TO ENHANCE ECONOMIC DEVELOPMENT IN OUR PROVINCE AND WHICH WILL RESULT IN NEW BRUNSWICK RESIDENTS BENEFITING AS MUCH AS POSSIBLE FROM HIGH TECHNOLOGY DEVELOPMENTS.

(4)

IN OUR PROVINCE, THE BOARD OF COMMISSIONERS OF PUBLIC UTILITIES HAS ADDRESSED THE MATTER OF "INTERCONNECTION IN THE TELECOMMUNICATIONS INDUSTRY IN NEW BRUNSWICK" AND IS EXPECTED TO PUBLISH ITS FINDINGS IN THE NEAR FUTURE. THIS BOARD ALSO RECENTLY COMPLETED A HEARING TO DISCUSS THE MAXIMUM RATE OF RETURN ALLOWED TO BE EARNED BY THE TELEPHONE COMPANY. THE ONGOING PRICING STUDY WILL PROVIDE VALUABLE INFORMATION ON THE VERY IMPORTANT ISSUE OF PRICING IN TELECOMMUNICATIONS.

I BELIEVE THAT IT IS EXTREMELY IMPORTANT THAT WE WORK AS A GROUP TOWARDS THE REALIZATION OF A NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY WHICH, WHILE TAKING INTO ACCOUNT OUR SPECIFIC REQUIREMENTS AS PROVINCES AND TERRITORIES, WILL PROVIDE A TRULY CANADIAN SOLUTION TO A CANADIAN PROBLEM IN THE CONTEXT OF GLOBAL TELECOMMUNICATIONS.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216 / 0

CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

Allocution d'ouverture par Monsieur Robert
B. McCready, Ministre des Transports
(Responsable des Communications)

Nouveau-Brunswick

MONTREAL (Québec)
Les 27 et 28 février 1

CONFÉRENCE DES MINISTRES

RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

MONTRÉAL, LE 27 FÉVRIER 1986

ALLOCUTION D'OUVERTURE PAR

MONSIEUR ROBERT B. MCCREADY

MINISTRE DES TRANSPORTS (RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS)

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

CHERS MINISTRES, MEMBRES DES MÉDIAS, MESDAMES ET MESSIEURS,

JE DÉSIRE TOUT D'ABORD REMERCIER NOS HÔTES D'AVOIR ORGANISÉ CETTE CONFÉRENCE QUI, J'ESPÈRE, NOUS PERMETTRA D'ÉTABLIR UNE POLITIQUE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU PROFIT DE TOUS LES PARTICIPANTS.

AU COURS DE NOS DISCUSSIONS SUR UNE POLITIQUE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS POUR LE CANADA, NOUS DEVONS VOIR À CE QUE LES CHANGEMENTS APPORTÉS SOIENT EFFECTIVEMENT DANS LE MEILLEUR INTÉRÊT DU PUBLIC ET QU'ILS NE FAVORISENT PAS SEULEMENT UN SECTEUR DE L'ÉCONOMIE OU UNE RÉGION DU PAYS. NOUS NE DEVONS PAS OUBLIER L'EXISTENCE DE L'EXCELLENT RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS QUI DESSERT ACTUELLEMENT PRÈSQUE TOUTES LES RÉGIONS DU CANADA.

CE RÉSEAU A ÉTÉ CONÇU DE FAÇON TELLE QU'UNE PROVINCE COMME LE NOUVEAU-BRUNSWICK, QUI NE BÉNÉFICIE PAS TOUJOURS DE SERVICES ÉQUIVALANT À CEUX DES PROVINCES PLUS POPULEUSES, PUISSE MAINTENANT JOUIR D'UN RÉSEAU MODERNE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS QUI FOURNIT UNE VASTE GAMME DE SERVICES À UN COÛT RAISONNABLE. PAR EXEMPLE, LE NOUVEAU-BRUNSWICK EST AU DEUXIÈME RANG POUR CE QUI EST DES TARIFS INTERURBAINS LES PLUS BAS DE TOUTES LES PROVINCES DU CANADA ET 95 % DES FOYERS DU NOUVEAU-BRUNSWICK ONT AU MOINS UN TÉLÉPHONE. LA PRESTATION DE CE GENRE DE SERVICE DOIT ÊTRE MAINTENUE.

LES TARIFS LOCAUX DES SERVICES DE BASE SONT PEU ÉLEVÉS À CAUSE, EN PARTIE, DES CONTRIBUTIONS DES RECETTES DE L'INTERURBAIN. SI CES RECETTES SONT RÉDUITES DE FAÇON TROP RADICALE PAR L'INTRODUCTION D'UNE CONCURRENCE INTERNE DANS LE DOMAINE DE LA COMMUNICATION INTERURBAINE, LES TARIFS LOCAUX DEVONT ÊTRE AUGMENTÉS, POSSIBLEMENT À UN POINT TEL QUE L'UNIVERSALITÉ DU SERVICE POURRAIT EN ÊTRE AFFECTÉE. IL FAUT TROUVER UNE RÉPONSE À LA QUESTION SUIVANTE : LES PROVINCES MOINS POPULEUSES, COMME LE NOUVEAU-BRUNSWICK, POURRONT-ELLES SUPPORTER UNE CONCURRENCE INTERNE? LA RÉPONSE À CETTE QUESTION DOIT ÊTRE ÉTUDIÉE TRÈS SÉRIEUSEMENT.

MÊME S'IL EST PROBABLE QUE LE NOUVEAU-BRUNSWICK NE SOIT PAS TOUCHÉ NI DIRECTEMENT NI SENSIBLEMENT, DANS UN PROCHE AVENIR, PAR L'ACHEMINEMENT DES APPELS TÉLÉPHONIQUES CANADIENS PAR L'ENTREMISE DES RÉSEAUX AMÉRICAINS MOINS COÛTEUX, IL N'EN RESTE PAS MOINS QUE LA POSSIBILITÉ DE CONSÉQUENCES INDIRECTES DE LA RÉDUCTION DU MONTANT DES RECETTES DES RÈGLEMENTS DE TELECOM CANADA PRÉSENTE UNE MENACE RÉELLE. J'ATTENDS DONC AVEC IMPATIENCE LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE ACTUELLEMENT MENÉE PAR D. A. FORD AND ASSOCIATES LTD.

EN RAISON DE L'EMPLACEMENT ET DE LA POPULATION PEU NOMBREUSE DU NOUVEAU-BRUNSWICK, SON ÉCONOMIE DÉPEND BEAUCOUP DE L'ACCÈS RAPIDE À DES RENSEIGNEMENTS PRÉCIS QUI SONT SEULEMENT DISPONIBLES PAR L'INFRASTRUCTURE DES COMMUNICATIONS QUI COMPREND LES ÉLÉMENTS TECHNIQUES LES PLUS MODERNES. MON GOUVERNEMENT ÉTABLIT DES POLITIQUES QUI CONTINUERONT À ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA PROVINCE ET QUI PERMETTRONT AUX RÉSIDENTS DU NOUVEAU-BRUNSWICK DE PROFITER AU MAXIMUM DES TOUTES DERNIÈRES DÉCOUVERTES TECHNOLOGIQUES.

DANS NOTRE PROVINCE, LA COMMISSION DES ENTREPRISES DE SERVICE PUBLIC A ÉTUDIÉ LA QUESTION DE "L'INTERCONNEXION DANS L'INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS AU NOUVEAU-BRUNSWICK" ET DOIT BIENTÔT PUBLIER SES CONCLUSIONS. LA COMMISSION A ÉGALEMENT TENU DES AUDIENCES EN VUE DE DISCUTER DU TAUX DE RENDEMENT MAXIMUM PERMIS POUR LA COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE. L'ÉTUDE CONTINUE SUR LES PRIX FOURNIRA DE PRÉCIEUX RENSEIGNEMENTS SUR LA QUESTION TRÈS IMPORTANTE DE LA FIXATION DES PRIX DANS LE DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

JE CROIS QU'IL EST TRÈS IMPORTANT QUE NOUS TRAVAILLIONS ENSEMBLE À LA RÉALISATION D'UNE POLITIQUE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS QUI, TOUT EN TENANT COMPTE DE NOS EXIGENCES PRÉCISES EN TANT QUE PROVINCES ET TERRITOIRES, FOURNIRA UNE SOLUTION VRAIMENT CANADIENNE À UN PROBLÈME CANADIEN DANS LE RÉSEAU GLOBAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216/012

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

Speaking Notes for an Opening Statement by the
Honourable Marcel Masse, Minister of Communications

Federal

Montreal, Quebec
February 27 & 28, 1986

CHECK AGAINST DELIVERY

"The communications of a nation are
as vital to its life as its defences,
and should receive at least as great
a measure of national protection."

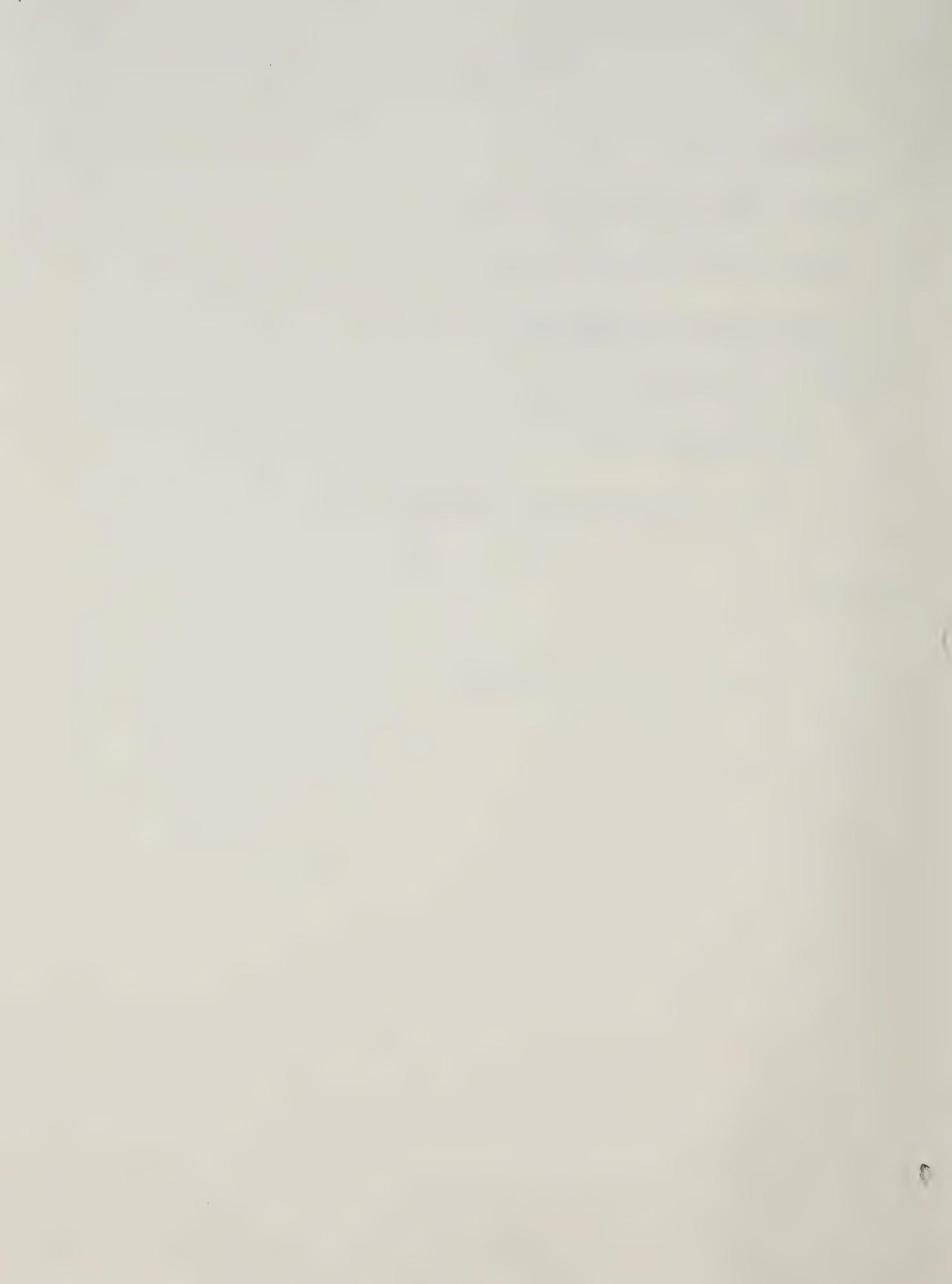
Report of the Canadian Royal
Commission on Communications,
1961

SPEAKING NOTES FOR AN OPENING STATEMENT
BY THE HONOURABLE MARCEL MASSE
MINISTER OF COMMUNICATIONS
M.P. FOR FRONTENAC
COMMITTEE OF MINISTERS/
INTERGOVERNMENTAL POSITION
PAPER

MONTREAL, QUEBEC
FEBRUARY 27, 1986

OUTLINE

1. INTRODUCTION
2. THE MOST COMMUNICATIONS-INTENSIVE COUNTRY
3. A NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY
4. FEDERAL-PROVINCIAL COLLABORATION: A NEW SPIRIT
 - 4.1 A JOINT INQUIRY
5. A TIME FOR ACTION
 - 5.1 SOME FIRM PROPOSALS AND BASIC PRINCIPLES
6. CONCLUSION



1. INTRODUCTION

LADIES AND GENTLEMEN:

IT IS INDEED A GREAT PLEASURE AND HONOUR FOR ME TO CO-CHAIR THIS CONFERENCE, THE FIRST MEETING OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS IN FOUR YEARS. IN THOSE FOUR YEARS, THERE HAVE BEEN MANY CHANGES -- NOT ONLY IN THE FACES AROUND THIS TABLE -- BUT ALSO IN CANADA'S PROSPECTS. WE HAVE SURVIVED A RECESSION, JOBS ARE NOW BEING CREATED AT A RECORD RATE, AND WE APPEAR SET FOR A PROLONGED PERIOD OF SOLID GROWTH.

THIS CONFERENCE IS ABOUT COMMUNICATIONS POLICY, SOCIAL IMPERATIVES, AND THEIR ROLE IN CANADA'S CONTINUING GROWTH. THEY GO TOGETHER IN THIS COUNTRY: CANADA IS A SOCIETY FOUNDED ON COMMUNICATIONS. FROM THE EARLIEST DAYS OF THE FUR TRADE, THROUGH THE DEVELOPMENT OF OUR WATERWAYS AND RAILWAYS, TELEGRAPH AND TELEPHONE, THE NATIONAL BROADCASTING SYSTEM, AND THE TRANS-CANADA HIGHWAY, OUR RESOLVE TO CREATE A SOVEREIGN COUNTRY HAS SPURRED US TO REACH OUT FROM EAST TO WEST, AND TO THE FAR NORTH, TO FORGE COMMUNICATIONS LINKS TO BRING OUR PEOPLE TOGETHER.

2. THE MOST COMMUNICATIONS-INTENSIVE COUNTRY

CONSEQUENTLY, AS WE ARE ALL AWARE, CANADA IS PERHAPS THE WORLD'S MOST COMMUNICATIONS-INTENSIVE COUNTRY. WE HAVE BUILT A SYSTEM WHICH MOST CONSIDER TO BE THE BEST IN THE WORLD. MORE THAN 98 PER CENT OF CANADIAN HOUSEHOLDS HAVE AT LEAST ONE TELEPHONE. THIS IS HIGHER THAN EVEN THE UNITED STATES. A WIDE RANGE OF SOPHISTICATED SERVICES ARE AVAILABLE TO MEET THE NEEDS OF THE BUSINESS COMMUNITY -- SERVICES SUCH AS DATA NETWORKS. CABLE TELEVISION IS AVAILABLE TO MORE THAN 80 PER CENT OF CANADIAN HOUSEHOLDS. OUR SATELLITE SYSTEM DELIVERS A WIDE RANGE OF RADIO AND TELEVISION PROGRAMMING TO THE MOST REMOTE AREAS OF CANADA. MOST COUNTRIES MARVEL AT THE PROGRESS WE HAVE MADE.

IN 1984, THE CANADIAN COMMUNICATIONS AND INFORMATICS SECTOR, EXCLUDING BROADCASTING AND THE CONTENT INDUSTRIES, EARNED REVENUES OF 21 BILLION DOLLARS, ACCOUNTED FOR 5 PER CENT OF GNP AND EMPLOYED SOME 200,000 CANADIANS. TAKING INTO ACCOUNT THE CULTURAL INDUSTRIES, THESE FIGURES SWELL TO 33.3 BILLION DOLLARS, 8 PER CENT OF GNP AND 470,000 JOBS, MAKING COMMUNICATIONS ONE OF THE LARGEST SECTORS IN THE ECONOMY, LARGER THAN RAILROADS AND AIRLINES COMBINED.

IN SPITE OF ALL THESE ACHIEVEMENTS, WE MUST NOT BE COMPLACENT. THE INDUSTRY HAS ALWAYS HAD TO FACE THE CHALLENGE OF RAPID CHANGE. WHAT IS NEW, TODAY, IS THE TYPE OF CHALLENGES IT NOW FACES. THESE ARE BROUGHT ABOUT BY INTERNATIONAL DEVELOPMENTS, THE RELENTLESS ADVANCE OF COMMUNICATIONS TECHNOLOGY, AND THE INCREASING ROLE OF EFFICIENT AND LOW-COST COMMUNICATIONS IN THE OPERATION AND MANAGEMENT OF A MODERN BUSINESS.

THE TRUE SIGNIFICANCE OF COMMUNICATIONS, THE REAL MEASURE OF ITS CONTRIBUTION TO OUR NATIONAL LIFE, LIES IN THE FACT THAT, IN EVERY SOCIETY, NO ECONOMIC OR SOCIAL ACTIVITY IS POSSIBLE WITHOUT COMMUNICATIONS. HOWEVER, IN OUR COMPLEX SOCIETY, INFORMATION HAS BECOME A STRATEGIC RESOURCE FOR ACHIEVING INTERNATIONAL COMPETITIVENESS. THE EFFECTIVE MANAGEMENT OF INFORMATION RESOURCES IS PERHAPS THE SINGLE MOST IMPORTANT CONTRIBUTOR TO GROWTH THROUGH ENHANCED PRODUCTIVITY, INNOVATION AND EXCELLENCE.

3. A NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY

THAT IS WHY, SHORTLY AFTER THE PROGRESSIVE CONSERVATIVE PARTY TOOK OFFICE, WE RECOGNIZED THE NEED FOR A NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY THAT WOULD TAKE ADVANTAGE OF THE RAPIDLY ADVANCING TECHNOLOGY TO SERVE THE GROWING DEMANDS OF CANADIANS FOR NEW TELECOMMUNICATIONS SERVICES. WE REFUSED TO IMPOSE SUCH A POLICY FROM ABOVE. QUITE THE CONTRARY, WE COMMITTED THIS GOVERNMENT TO ENGAGE IN EXTENSIVE CONSULTATIONS WITH THE PROVINCES, WITH INDUSTRY, WITH CONSUMERS AND WITH BUSINESS USERS.

MUCH CONSULTATION HAS TAKEN PLACE. WE FOUND A HIGH LEVEL OF SATISFACTION WITH THE PERFORMANCE OF THE TELEPHONE SYSTEM, BUT ALSO GROWING CONCERNS AMONG CONSUMERS -- ESPECIALLY THE AGED, THE HANDICAPPED AND THE POOR -- ABOUT THE POSSIBILITY OF SUBSTANTIAL INCREASES IN LOCAL RATES. WE FOUND THAT BUSINESS USERS ARE BECOMING INCREASINGLY CONCERNED ABOUT THE COST OF TELECOMMUNICATIONS SERVICES, ESPECIALLY LONG-DISTANCE. AND WE FOUND THAT THESE CONCERNS, FROM BUSINESS AND CONSUMER ALIKE, ARE INFLUENCED BY DEVELOPMENTS IN THE UNITED STATES. IN THAT COUNTRY, THE REGULATORY DECISIONS IN FAVOUR OF COMPETITION, TOGETHER WITH THE BREAKUP OF AT&T, HAVE FUNDAMENTALLY CHANGED THE TELECOMMUNICATIONS INDUSTRY.

THERE IS WIDESPREAD CONCERN THAT CANADA WILL FOLLOW THE UNITED STATES' LEAD.

LET ME REASSURE YOU RIGHT NOW THAT SUCH IS NOT THE GOVERNMENT OF CANADA'S

INTENTION. WE CANNOT BLINDLY FOLLOW THE UNITED STATES' EXAMPLE, BECAUSE WE

START FROM A DIFFERENT BASE; IT IS THE VERY STRUCTURE OF OUR INDUSTRY WHICH IS

DIFFERENT.

WE MUST FACE THE MAJOR QUESTIONS SQUARELY AND FIND OUR OWN ANSWERS TO THEM.

AMONG OTHER THINGS, WE MUST MAKE DECISIONS REGARDING OWNERSHIP. HISTORICALLY,

THE TELECOMMUNICATIONS SYSTEMS OF MOST INDUSTRIALIZED COUNTRIES HAVE BEEN

GOVERNMENT-OWNED. NORTH AMERICA CONSTITUTES AN EXCEPTION. IN CANADA, OUR

INDUSTRY, DESPITE ITS FRAGMENTATION, REMAINS ALMOST ENTIRELY UNDER CANADIAN

CONTROL. THIS SITUATION HAS SERVED OUR INTERESTS WELL.

IT IS POSSIBLE THAT FOREIGN COMPANIES MIGHT WANT TO OPERATE IN CANADA OR TO INVEST IN OUR TELECOMMUNICATIONS FIRMS. IN THE UNITED STATES, LEGISLATION HAS BEEN IN EFFECT FOR OVER 50 YEARS WHICH FORBIDS ANY FOREIGN COMPANY OR FINANCIAL INSTITUTION FROM ACQUIRING MORE THAN A 20% SHARE IN AN AMERICAN TELECOMMUNICATIONS COMPANY. WE, TOO, SHOULD CONSIDER WHICH ELEMENTS OF OUR SYSTEM ARE OF STRATEGIC IMPORTANCE AND OUGHT, THEREFORE, TO REMAIN UNDER CANADIAN CONTROL.

THE DIFFERENCES BETWEEN THE UNITED STATES SYSTEM AND OUR OWN ARE, IN FACT, CLEARLY MARKED, BOTH IN THE OWNERSHIP STRUCTURE AND IN THE REGULATION OF THE INDUSTRY ITSELF. BY COMPARISON WITH THE UNITED STATES, THE STRUCTURE OF OUR INDUSTRY IS EXTREMELY FRAGMENTED. THAT OUR SYSTEM WORKS AS WELL AS IT DOES IS A TRIBUTE TO THE INGENUITY AND PERSEVERANCE OF CANADIANS AND THEIR ABILITY TO WORK TOGETHER.

4. FEDERAL-PROVINCIAL COLLABORATION: A NEW SPIRIT

UNFORTUNATELY, WHEN WE CAME INTO OFFICE, WE FOUND THAT THIS VITAL WILLINGNESS TO WORK TOGETHER IN ADDRESSING TELECOMMUNICATIONS POLICY ISSUES -- AND ESPECIALLY THE WILLINGNESS OF FEDERAL AND PROVINCIAL GOVERNMENTS TO CO-OPERATE -- HAD BEEN ERODED AWAY. THERE WAS A WIDESPREAD VIEW IN MOST PROVINCES THAT THE FEDERAL GOVERNMENT WAS DETERMINED TO PROCEED ON A UNILATERAL BASIS WITH THE DEVELOPMENT OF TELECOMMUNICATIONS POLICIES THAT WOULD HAVE A PROFOUND IMPACT ON PROVINCIAL-REGULATED TELEPHONE COMPANIES.

THIS GOVERNMENT RECOGNIZED THAT PROVINCIAL GOVERNMENTS HAVE A LEGITIMATE AND ESSENTIAL ROLE IN THE DEVELOPMENT OF TELECOMMUNICATIONS POLICIES FOR CANADA.

AND SO, IN THE PAST YEAR, I HAVE DEVOTED MY EFFORTS AND THOSE OF MY OFFICIALS TO REBUILDING THE BRIDGES WITH PROVINCIAL GOVERNMENTS. I THINK WE HAVE SUCCEEDED, IN THAT COOPERATION IS NOW AT A HIGHER LEVEL THAN IT HAS EVER BEEN IN THE PAST.

SEVERAL JOINTLY FUNDED STUDIES HAVE BEEN COMPLETED OR ARE UNDER WAY TO INQUIRE INTO CRITICAL ASPECTS OF THE TELECOMMUNICATIONS INFRASTRUCTURE. SINCE THE FORMATION OF THE DEPARTMENT OF COMMUNICATIONS IN 1969, THERE IS NO RECORD OF ANY SIMILAR ACTIVITY INVOLVING BOTH LEVELS OF GOVERNMENT UNTIL THIS TIME.

4.1 A JOINT INQUIRY

PERHAPS THE MOST SIGNIFICANT EXAMPLE OF FEDERAL-PROVINCIAL COOPERATION IS THAT REPRESENTATIVES OF THE CRTC, TOGETHER WITH REPRESENTATIVES OF PROVINCIAL REGULATORS AND GOVERNMENT AGENCIES, HAVE NOW LAUNCHED A JOINT INQUIRY INTO THE METHODOLOGY AND PRINCIPLES THAT APPLY TO THE REGULATION OF TELECOMMUNICATIONS.

THIS INQUIRY, WHICH WILL RESULT IN A REPORT TO ME AND TO OTHER MINISTERS RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS ACROSS CANADA, ALSO REPRESENTS A DEGREE OF CO-OPERATION WHICH IS HITHERTO UNPRECEDENTED IN THIS COUNTRY. THE OBJECT OF THIS INQUIRY, AND OF THE JOINT STUDIES BETWEEN GOVERNMENTS, IS QUITE SIMPLE. IT IS TO CREATE AN AWARENESS BETWEEN AND AMONG THE TWO LEVELS OF GOVERNMENT AND THEIR REGULATORY AGENCIES OF THE INDISPENSABLE INTERACTION BETWEEN THEM. IT IS TO BUILD THE FRAMEWORK FOR DEVELOPING SOLUTIONS WHICH MAINTAIN THE ESSENTIAL NATIONAL INTEGRITY OF THE TELECOMMUNICATIONS INFRASTRUCTURE, WHILE AT THE SAME TIME TAKING REGIONAL DIFFERENCES INTO ACCOUNT. OUR TELECOMMUNICATIONS SYSTEM, LIKE THE COUNTRY ITSELF, WAS BUILT BECAUSE THERE WAS A WILL TO WORK TOWARD A COMMON GOAL. A "GO IT ALONE" APPROACH WAS NOT APPROPRIATE IN THE PAST, AND IT CANNOT SUCCEED NOW. THE VERY NATURE OF THE SYSTEM MAKES IT IMPERATIVE THAT GOVERNMENTS WORK TOGETHER.

I BELIEVE THIS SPIRIT OF COOPERATION NOW EXISTS. PROVINCIAL GOVERNMENTS HAVE DONE THEIR SHARE OVER THE PAST YEAR AND A HALF IN THE REBUILDING PROCESS. TOMORROW, FOR THE FIRST TIME IN FOUR YEARS, MINISTERS REPRESENTING BOTH LEVELS OF GOVERNMENT, INCLUDING THE YUKON AND NORTHWEST TERRITORIES, WILL SIT DOWN TOGETHER TO HAMMER OUT A CONSENSUS ON AN IMMEDIATE APPROACH TO RESOLUTION OF TELECOMMUNICATIONS POLICY ISSUES THAT STAND IN THE WAY OF PROGRESS.

5. A TIME FOR ACTION

THE TIME HAS COME FOR ACTION. CANADIANS FROM ALL WALKS OF LIFE ARE BECOMING AWARE OF THE BASIC ISSUES; THEY WANT TO SEE GOVERNMENTS COME TO GRIPS WITH THE PROBLEMS; THEY WANT TO BE ASSURED THAT SOMEONE IS AT THE HELM, THAT WE ARE NOT DRIFTING. CONSUMERS NEED ASSURANCES THAT GOVERNMENTS FULLY RECOGNIZE THE ESSENTIAL SOCIAL ROLE OF TELECOMMUNICATIONS, BUSINESS USERS WANT SYSTEMS THAT MEET THEIR NEEDS; AND GOVERNMENTS WANT TO ENSURE THAT THIS INDUSTRY CAN MAKE AN EVER-INCREASING CONTRIBUTION TO ECONOMIC GROWTH AND JOB CREATION.

5.1 SOME FIRM PROPOSALS AND BASIC PRINCIPLES

TOMORROW, I WILL BE IDENTIFYING, FOR DISCUSSION WITH YOU, MY COLLEAGUES, ISSUES THAT I BELIEVE COULD BE CRUCIAL TO THE DEVELOPMENT OF A POLICY FOR ALL OF CANADA. WE HAVE DONE MORE IN THE PAST TWELVE MONTHS THAN REBUILD OUR BRIDGES WITH THE PROVINCES. WE HAVE STUDIED DEVELOPMENTS IN MANY OTHER COUNTRIES. MY OFFICIALS AND I HAVE HELD NUMEROUS CONSULTATIONS WITH CONSUMERS, UNION AND BUSINESS-USER GROUPS, WITH THE INDUSTRY, WITH REGULATORS, AND WITH THE PROVINCES. TENS OF THOUSANDS OF INDIVIDUALS FROM ALL REGIONS OF CANADA HAVE WRITTEN TO ME TO EXPRESS THEIR VIEWS. WE HAVE RESISTED THE PRESSURE AND THE TEMPTATION TO ATTEMPT TO IMPOSE READY-MADE OR IMPORTED SOLUTIONS. INSTEAD WE HAVE LISTENED -- WE HAVE TAKEN THE TIME TO REVIEW THESE EMERGING POLICY ISSUES IN THE CANADIAN CONTEXT. I BELIEVE THAT OUR PROPOSALS WILL BE PRACTICAL AND WORKABLE.

LAST JUNE IN MONTEBELLO I ENUNCIATED FOUR PRINCIPLES THAT WILL GUIDE THE DEVELOPMENT OF TELECOMMUNICATIONS POLICY FOR CANADA.

FIRST, WE MUST ENSURE THE CONTINUED UNIVERSAL AVAILABILITY OF EFFICIENT, LOW-COST TELEPHONE SERVICE AT AN AFFORDABLE PRICE. NO POLICY WILL BE ACCEPTABLE IF IT IMPEDES THIS ESSENTIAL SOCIAL GOAL.

SECOND, WE MUST ENSURE THAT OUR TELECOMMUNICATIONS INDUSTRY, AND THE INDUSTRIES IT SERVES, CAN BE INTERNATIONALLY COMPETITIVE.

THIRD, WE MUST ENSURE THAT THE UNDOUBTED BENEFITS OF NEW TECHNOLOGY CAN BE MADE AVAILABLE TO ALL CANADIANS, REGARDLESS OF THEIR ECONOMIC CIRCUMSTANCES OR WHERE THEY LIVE.

FINALLY -- THE MESSAGE THAT I WILL NEVER TIRE OF REPEATING -- WE MUST FIND CANADIAN SOLUTIONS TO CANADIAN PROBLEMS.

I BELIEVE MY PROVINCIAL COLLEAGUES WILL WILLINGLY EMBRACE THESE PRINCIPLES.

PROVINCIAL GOVERNMENTS HAVE SUGGESTED TWO ADDITIONAL PRINCIPLES. THE FIRST IS

THAT GOVERNMENTS, NOT REGULATORS, SHOULD MAKE TELECOMMUNICATIONS POLICY.

PROVINCES ALSO WANT TO ENSURE THAT NEW POLICIES RECOGNIZE THE IMPORTANT ROLE OF

TELECOMMUNICATIONS IN REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT. THESE PRINCIPLES ARE

COMPLETELY ACCEPTABLE TO ME.

6. CONCLUSION

BECAUSE OF THE WONDERS OF COMMUNICATIONS TECHNOLOGY, THE WORLD IS A MUCH SMALLER

PLACE, WELL ON THE WAY TO BECOMING A SINGLE GLOBAL COMMUNITY. WE ARE FORTUNATE

THAT THIS UNIFYING FORCE -- COMMUNICATIONS -- IS AN AREA WHERE CANADIANS EXCEL.

WE START FROM A POSITION OF ADVANTAGE IN PURSUING THE ECONOMIC OPPORTUNITIES

THAT ARE EMERGING ALMOST DAILY. AN IMPORTANT STEP TOWARDS THESE GOALS IS THIS

MEETING, DURING WHICH I HOPE WE WILL AGREE ON THE NEED TO REVIEW AND MODIFY OUR

LONG-STANDING TELECOMMUNICATIONS STRUCTURES SO AS TO ATTAIN AN OVERALL CANADIAN

TELECOMMUNICATIONS POLICY.

WE MUST HAVE THE WISDOM TO MAINTAIN THOSE POLICIES WHICH HAVE CONTRIBUTED TO THE
ESSENTIAL SOCIAL GOAL OF UNIVERSAL AND AFFORDABLE TELEPHONE SERVICE. WE MUST
ENSURE THAT WE RETAIN FULL CONTROL OVER OUR INDISPENSABLE INFRASTRUCTURE SO THAT
IT MAY CONTINUE TO MEET THE NEEDS OF ALL CANADIANS. AND WE MUST HAVE THE
COURAGE AND THE DETERMINATION TO REVIEW POLICIES WHICH IMPEDE ECONOMIC GROWTH
AND PROGRESS. I AM OPTIMISTIC THAT WE CAN MEET THE CHALLENGE.

THANK YOU.

- 30 -

SP-86-8038E

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216/012

CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

Notes d'une allocution d'ouverture de
l'honorable Marcel Masse, Ministre des
Communications

Fédéral

MONTREAL (Québec)
Les 27 et 28 février 1986

A VÉRIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION

"Le système de communication d'un pays
est aussi indispensable à son existence
que celui de la défense, et il devrait
recevoir une protection nationale
tout aussi importante."

Rapport de la Commission royale
sur les communications, 1961

NOTES D'UNE ALLOCUTION D'OUVERTURE
DE L'HONORABLE MARCEL MASSE
DÉPUTÉ DE FRONTENAC
MINISTRE DES COMMUNICATIONS
COMITÉ DES MINISTRES/
ÉNONCÉ DE POSITION INTERGOUVERNEMENTAL

MONTRÉAL (QUÉBEC)
LE 27 FÉVRIER 1986

PLAN

1. INTRODUCTION
2. LE CANADA : UN PAYS ORIENTÉ VERS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS
3. UNE POLITIQUE CANADIENNE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
4. UN NOUVEL ESPRIT DE COLLABORATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE
 - 4.1 UNE ENQUÊTE CONJOINTE
5. LE TEMPS D'AGIR
 - 5.1 QUELQUES PROPOSITIONS FERMES ET PRINCIPES DE BASE
6. CONCLUSION

MESDAMES ET MESSIEURS,

1. INTRODUCTION

C'EST POUR MOI UN GRAND PLAISIR ET UN HONNEUR QUE DE COPRÉSIDER CETTE PREMIÈRE CONFÉRENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS EN QUATRE ANS. CETTE PÉRIODE A ÉTÉ MARQUÉE PAR DE NOMBREUX CHANGEMENTS, NON SEULEMENT DANS LA COMPOSITION DU GROUPE RÉUNI AUTOUR DE CETTE TABLE, OÙ JE DISCERNE DE NOUVEAUX VISAGES, MAIS ÉGALEMENT SUR LE PLAN DES PERSPECTIVES QUI SE PRÉSENTENT AU CANADA. NOUS AVONS TRAVERSÉ UNE RÉCÉSSION, LA CRÉATION D'EMPLOIS A MAINTENANT ATTEINT UN RYTHME SANS PRÉCÉDENT ET TOUT SEMBLE PRÉSAGER UNE LONGUE PÉRIODE DE VIGOUREUSE CROISSANCE.

CETTE CONFÉRENCE PORTE SUR LES POLITIQUES EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS, SUR LES IMPÉRATIFS SOCIAUX, ET SUR LEUR ROLE DANS NOTRE CROISSANCE ÉCONOMIQUE. CES DEUX ÉLÉMENTS VONT DE PAIR AU CANADA, PUISQUE NOTRE SOCIÉTÉ CANADIENNE EST FONDÉE SUR LES COMMUNICATIONS. DEPUIS L'ÉPOQUE LOINTAINE DU COMMERCE DES FOURRURES, ET TOUT AU LONG DU DÉVELOPPEMENT DE NOS VOIES NAVIGABLES, DES CHEMINS DE FER, DU TÉLÉGRAPHE ET DU TÉLÉPHONE, DU RÉSEAU NATIONAL DE RADIODIFFUSION ET DE LA ROUTE TRANSCANADIENNE, NOTRE VOLONTÉ DE CRÉER UN PAYS SOUVERAIN NOUS A POUSSÉS A FORGER DES LIENS ENTRE L'EST ET L'OUEST ET AVEC LE GRAND NORD POUR NOUS RAPPROCHER ET COMMUNIQUER ENTRE NOUS.

2. LE CANADA : UN PAYS ORIENTÉ VERS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

AINSI, NOUS EN SOMMES TOUS CONSCIENTS, LE CANADA EST AUJOURD'HUI LE PAYS QUI FAIT PROBABLEMENT L'UTILISATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS LA PLUS INTENSE AU MONDE. NOUS AVONS CONSTRUIT UN RÉSEAU DE COMMUNICATIONS QUE LA PLUPART CONSIDÈRENT COMME "LE MEILLEUR" AU MONDE. PLUS DE 98 P. CENT DES FOYERS CANADIENS POSSÈDENT AU MOINS UN APPAREIL TÉLÉPHONIQUE, CE QUI EST SUPÉRIEUR A CE QU'ON TROUVE AUX ÉTATS-UNIS. LE MILIEU DES AFFAIRES DISPOSE D'UNE VASTE GAMME DE SERVICES PERFECTIONNÉS QUI RÉPONDENT A SES BESOINS, PAR EXEMPLE, LES RÉSEAUX DE BASES DE DONNÉES. LA CABLODISTRIBUTION EST ACCESSIBLE A PLUS DE 80 P. CENT DES FOYERS CANADIENS ET NOTRE RÉSEAU DE SATELLITES TRANSMET UNE GRANDE VARIÉTÉ D'ÉMISSIONS DE RADIO ET DE TÉLÉVISION JUSQU'AUX RÉGIONS LES PLUS ÉLOIGNÉES DU CANADA. NOMBREUX SONT LES PAYS QUI ENVIENT NOS RÉALISATIONS.

EN 1984, LES RECETTES DU SECTEUR CANADIEN DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFORMATIQUE, A L'EXCLUSION DES INDUSTRIES DE LA RADIODIFFUSION ET DES SERVICES CONNEXES, ÉTAIENT DE L'ORDRE DE 21 MILLIARDS DE DOLLARS, SOIT 5 P. CENT DU PRODUIT NATIONAL BRUT. CE SECTEUR ÉTAIT SOURCE D'EMPLOIS POUR ENVIRON 200 000 CANADIENS. EN TENANT COMPTE DES INDUSTRIES CULTURELLES, LES RECETTES PASSENT A 33,3 MILLIARDS DE DOLLARS, SOIT 8 P. CENT DU PRODUIT NATIONAL BRUT, ET LE NOMBRE DES EMPLOIS ATTEINT 470 000. LE SECTEUR DES COMMUNICATIONS EST DONC L'UN DES PLUS IMPORTANTS DE L'ÉCONOMIE, SUPÉRIEUR AUX SECTEURS DES CHEMINS DE FER ET DES TRANSPORTEURS AÉRIENS RÉUNIS.

MALGRÉ TOUTES CES RÉALISATIONS, NOUS NE DEVONS PAS NOUS REPOSER SUR NOS LAURIERS. L'INDUSTRIE A TOUJOURS DÛ FAIRE FACE AU DÉFI DU CHANGEMENT RAPIDE. CE QU'IL Y A DE NOUVEAU AUJOURD'HUI, C'EST LE GENRE DE DÉFIS AUXQUELS ELLE FAIT FACE. CEUX-CI VIENNENT DES DÉVELOPPEMENTS SURVENUS SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE, DE L'AVANCEMENT INEXORABLE DE LA TECHNOLOGIE DES COMMUNICATIONS, ET DU RÔLE DE PLUS EN PLUS IMPORTANT QUE JOUENT DES COMMUNICATIONS EFFICACES ET PEU COÛTEUSES DANS L'EXPLOITATION DE LA GESTION DES ENTREPRISES MODERNES.

LA VÉRITABLE SIGNIFICATION DES COMMUNICATIONS, LA VÉRITABLE MESURE DE SA CONTRIBUTION A NOTRE VIE NATIONALE, RÉSIDENT DANS LE FAIT QUE DANS TOUTE SOCIÉTÉ, AUCUNE ACTIVITÉ SOCIALE OU ÉCONOMIQUE N'EST POSSIBLE SANS COMMUNICATIONS. TOUTEFOIS, DANS NOTRE SOCIÉTÉ COMPLEXE, L'INFORMATION EST DEVENUE UNE RESSOURCE STRATÉGIQUE POUR ATTEINDRE UNE CONCURRENCE INTERNATIONALE. LA GESTION EFFICACE DES RESSOURCES EN INFORMATION EST PEUT-ÊTRE LA PLUS IMPORTANTE CONTRIBUTION A LA CROISSANCE, GRACE A UNE PRODUCTIVITÉ SUPÉRIEURE, A L'INNOVATION ET A L'EXCELLENCE.

3. UNE POLITIQUE CANADIENNE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C'EST POURQUOI, PEU APRÈS SON ACCESSTION AU POUVOIR, LE PARTI PROGRESSISTE CONSERVATEUR A RECONNUS LA NÉCESSITÉ D'ÉLABORER UNE POLITIQUE CANADIENNE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AFIN QUE NOUS PUissions TIRER PROFIT DES PROGRÈS RAPIDES DE LA TECHNOLOGIE ET RÉPONDRE A LA DEMANDE CROISSANTE DES CANADIENS EN CE QUI A TRAIT A DE NOUVEAUX SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS. NOUS NOUS SOMMES REFUSÉS A IMPOSER UNE TELLE POLITIQUE. AU CONTRAIRE, LE GOUVERNEMENT S'EST ENGAGÉ A CONSULTER AMPLEMENT LES PROVINCES, L'INDUSTRIE, LES CONSOMMATEURS ET LES MILIEUX D'AFFAIRES.

UNE PARTIE DE CETTE CONSULTATION A DÉJA EU LIEU. NOUS AVONS CONSTATÉ UN TRÈS HAUT NIVEAU DE SATISFACTION QUANT AU SERVICE TÉLÉPHONIQUE, MAIS ÉGALEMENT QUE LES CONSOMMATEURS, SURTOUT LES PERSONNES DU TROISIÈME AGE, LES HANDICAPÉS ET LES DÉFAVORISÉS, NOURRISSAIENT DES INQUIÉTUDES CROISSANTES FACE A L'ÉVENTUALITÉ D'UNE AUGMENTATION NOTABLE DES TARIFS LOCAUX. NOUS AVONS ÉTÉ SENSIBILISÉS AU FAIT QUE LES ABONNÉS D'AFFAIRES SE PRÉOCCUPAIENT DE PLUS EN PLUS DU COÛT DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS, SURTOUT DES SERVICES INTERURBAINS. NOUS AVONS ENFIN ÉTABLI QUE TOUTES CES PRÉOCCUPATIONS, TANT AU SEIN DU MONDE DES AFFAIRES QUE CHEZ LES CONSOMMATEURS, S'INSPIRAIENT EN GRANDE PARTIE DES DÉVELOPPEMENTS SURVENUS AUX ÉTATS-UNIS. DANS CE PAYS, LES DÉCISIONS ADMINISTRATIVES VISANT A ENCOURAGER LA CONCURRENCE ET LE DÉMEMBREMENT DE LA SOCIÉTÉ AT&T, ONT MODIFIÉ DE FAÇON FONDAMENTALE ET IRRÉVERSIBLE L'INDUSTRIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

NOMBREUX SONT CEUX QUI CROIENT QUE LE CANADA SUIVRA L'EXEMPLE DES ÉTATS-UNIS.

LAISSEZ-MOI VOUS ASSURER DÈS MAINTENANT QUE LE GOUVERNEMENT DU CANADA N'EN A PAS L'INTENTION. NOUS NE POUVONS DONC PAS NOUS INSPIRER AVEUGLÉMENT DE L'EXPÉRIENCE DES ÉTATS-UNIS PUISQUE NOTRE SITUATION AU DÉPART N'EST PAS DU TOUT LA MÊME; C'EST LA STRUCTURE MÊME DE NOTRE INDUSTRIE QUI EST DIFFÉRENTE.

NOUS DEVRONS ABORDER DE FRONT LES GRANDES QUESTIONS ET TROUVER NOS PROPRES SOLUTIONS. ENTRE AUTRES CHOSES, NOUS DEVRONS PRENDRE DES DÉCISIONS CONCERNANT LA PROPRIÉTÉ. SUR UN PLAN HISTORIQUE, LES SYSTÈMES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA PLUPART DES PAYS INDUSTRIALISÉS ONT ÉTÉ PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT. L'AMÉRIQUE DU NORD CONSTITUE UNE EXCEPTION. AU CANADA, MALGRÉ SA FRAGMENTATION, NOTRE INDUSTRIE DEMEURE PRESQUE ENTRIÈREMENT SOUS CONTRÔLE CANADIEN. CETTE SITUATION A BIEN SERVI NOS INTÉRêTS.

IL EST POSSIBLE QUE DES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES PUISSENT VOULOIR S'ÉTABLIR AU CANADA OU INVESTIR DANS NOS SOCIÉTÉS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS. AUX ÉTATS-UNIS, IL EXISTE UNE LÉGISLATON EN VIGUEUR DEPUIS MAINTENANT 50 ANS QUI DÉFEND A TOUTE ENTREPRISE ÉTRANGÈRE OU A TOUTE INSTITUTION FINANCIÈRE ÉTRANGÈRE D'ACQUÉRIR PLUS DE 20 POUR CENT DES INTÉRÊTS D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS. NOUS DEVONS, NOUS AUSSI, ÉTABLIR QUELS ÉLÉMENTS DE NOTRE SYSTÈME SONT D'IMPORTANCE STRATÉGIQUE ET DEVRAIENT CONSÉQUEMMENT DEMEURER SOUS CONTRÔLE CANADIEN.

LES DIFFÉRENCES ENTRE LE SYSTÈME AMÉRICAIN SE REMARquent PARTICULIÈREMENT DANS LA STRUCTURE DE PROPRIÉTÉ ET DANS LE CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'INDUSTRIE. COMPARATIVEMENT AUX ÉTATS-UNIS, NOTRE INDUSTRIE EST TRÈS FRAGMENTÉE. LE BON FONCTIONNEMENT DE NOTRE SYSTÈME, DANS CES CIRCONSTANCES, TÉMOIGNE DE L'INGÉNIOSITÉ ET DE LA PERSÉVÉRANCE DES CANADIENS, AINSI QUE DE LEUR VOLONTÉ DE TRAVAILLER ENSEMBLE.

4. UN NOUVEL ESPRIT DE COLLABORATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE

LORSQUE NOUS AVONS ÉTÉ APPELÉS A FORMER LE GOUVERNEMENT, NOUS AVONS MALHEUREUSEMENT CONSTATÉ QUE CETTE VOLONTÉ ESSENTIELLE DE COLLABORER AU CHAPITRE DES POLITIQUES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS, ET PLUS PARTICULIÈREMENT L'ESPRIT DE COOPÉRATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS CANADIEN ET PROVINCIAUX S'ÉTAIENT DÉSAGRÉGÉS. LA PLUPART DES PROVINCES TENAIENT POUR ACQUIS QUE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ÉTAIT DÉTERMINÉ A PROCÉDER DE FAÇON UNILATÉRALE A L'ÉLABORATION DE POLITIQUES EN MATIÈRE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS QUI AURAIENT EU UNE INCIDENCE PROFONDE SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE SOUS RÉGLEMENTATION PROVINCIALE.

CE GOUVERNEMENT A DONC RECONNNU QUE LES PROVINCES JOUAIENT UN ROLE LÉGITIME ET
ESSENTIEL DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DU CANADA.
AINSI, L'AN DERNIER, MES REPRÉSENTANTS ET MOI-MÊME AVONS CONCENTRÉ NOS EFFORTS
SUR LE RÉTABLISSEMENT D'UN CLIMAT DE CONFIANCE AVEC LES GOUVERNEMENTS
PROVINCIAUX. JE CROIS QUE NOTRE DÉMARCHE A PORTÉ FRUIT PUISQU'IL EXISTE
AUJOURD'HUI UN DEGRÉ ÉLEVÉ DE COLLABORATION QUI NE S'ÉTAIT JAMAIS MANIFESTÉ DANS
LE PASSÉ. PLUSIEURS ÉTUDES CONJOINTES SUR LES ASPECTS NÉVRALGIQUES DE
L'INFRASTRUCTURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ONT ÉTÉ REALISÉES OU SONT EN COURS.
JAMAIS, DEPUIS LA CRÉATION DU MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS EN 1969, LES DEUX
PALIERS DE GOUVERNEMENT N'ONT PARTICIPÉ A AUTANT D'ACTIVITÉS.

4.1 UNE ENQUÊTE CONJOINTE

L'ÉTUDE CONJOINTE QU'ONT AMORCÉE LES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES (CRTC) ET CEUX DES ORGANISMES PROVINCIAUX DE RÉGLEMENTATION SUR LA MÉTHODOLOGIE ET LES PRINCIPES DONT S'INSPIRENT LES RÈGLEMENTS EN MATIÈRE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS, CONSTITUE UN EXEMPLE FRAPPANT DE CETTE COLLABORATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE. LE RAPPORT DE CET EXAMEN, QUI ME SERA REMIS, DE MÊME QU'AUX MINISTRES PROVINCIAUX RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS, SYMBOLISE UNE COOPÉRATION SANS PRÉCÉDENT AU CANADA. L'OBJECTIF DE CET EXAMEN ET DES AUTRES ÉTUDES CONJOINTES EST TRÈS SIMPLE : IL S'AGIT, D'UNE PART, DE SENSIBILISER LES GOUVERNEMENTS ET LEURS ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION A LEUR INTERACTION INDISPENSABLE. D'AUTRE PART, ELLES VISENT A CRÉER UN CADRE A L'INTÉRIEUR DUQUEL NOUS POURRONS ÉLABORER DES SOLUTIONS PROPRES A MAINTENIR L'INTÉGRITÉ ESSENTIELLE DE L'INFRASTRUCTURE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES, TOUT EN TENANT COMPTE DES DISPARITÉS RÉGIONALES. NOTRE RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATIONS, COMME LE PAYS LUI-MÊME, EST ISSU D'UNE VOLONTÉ DE TRAVAILLER ENSEMBLE A LA RÉALISATION D'UN BUT COMMUN. L'ACTION D'UN SEUL INTERVENANT N'A PAS RÉUSSI DANS LE PASSÉ ET ELLE N'AURAIT PAS PLUS DE SUCCÈS AUJOURD'HUI; LA NATURE MÊME DU SYSTÈME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS EXIGE LA COLLABORATION DE TOUS LES GOUVERNEMENTS.

)

JE CROIS QUE CET ESPRIT DE COOPÉRATION EXISTE MAINTENANT. LA PREUVE, C'EST QUE
LES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX ONT CONTRIBUÉ AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE ET
DEMIE A RÉTABLIR LE CLIMAT DE CONFIANCE. DEMAIN, POUR LA PREMIÈRE FOIS EN
QUATRE ANS, LES MINISTRES DE TOUS LES GOUVERNEMENTS, Y COMPRIS CEUX DU YUKON ET
DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST, SE RÉUNIRONT AUTOUR D'UNE MÊME TABLE ET
CHERCHERONT A FORGER UN CONSENSUS SUR UN PLAN D'ACTION A METTRE EN OEUVRE
IMMÉDIATEMENT EN VUE DE RÉGLER LES QUESTIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS QUI FONT OBSTACLE AU PROGRÈS.

)

5. LE TEMPS D'AGIR

LE TEMPS EST VENU D'AGIR. LES CANADIENS DE TOUTES CONDITIONS SOCIALES SONT DE PLUS EN PLUS SENSIBILISÉS AUX QUESTIONS FONDAMENTALES; ILS ATTENDENT DE LEURS GOUVERNEMENTS QU'ILS RÈGLENT LES PROBLÈMES; ILS VEULENT AVOIR LA CERTITUDE QUE LE GOUVERNAIL EST BIEN EN MAIN ET QUE NOUS N'ALLONS PAS A LA DÉRIVE. LES CONSOMMATEURS DOIVENT AVOIR L'ASSURANCE QUE LES GOUVERNEMENTS RECONNAISSENT PLEINEMENT LA DIMENSION SOCIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS. LES ABONNÉS DU MILIEU DES AFFAIRES EXIGENT DES RÉSEAUX QUI RÉPONDENT A LEURS BESOINS; ET LES GOUVERNEMENTS VEULENT QUE L'INDUSTRIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CONTRIBUE ENCORE PLUS A LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET A LA CRÉATION D'EMPLOIS.

5.1 QUELQUES PROPOSITIONS FERMES ET PRINCIPES DE BASE

DEMAIN, J'IDENTIFIERAI LES QUESTIONS QUI POURRAIENT CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT D'UNE POLITIQUE POUR TOUT LE PAYS, QUESTIONS SOUMISES POUR DISCUSSION AVEC VOUS MES COLLÈGUES PROVINCIAUX. NOUS AVONS FAIT PLUS, AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, QUE SIMPLEMENT RÉTABLIR LES BONNES RELATIONS AVEC LES PROVINCES. NOUS AVONS ÉTUDIÉ LES DÉVELOPPEMENTS SURVENUS DANS DE NOMBREUX AUTRES PAYS. MES FONCTIONNAIRES ET MOI-MÊME AVONS CONSULTÉ FRÉQUEMMENT DES GROUPES REPRÉSENTANT LES CONSOMMATEURS, LES SYNDICATS ET LES ABONNÉS D'AFFAIRES, SANS COMPTER LES INTERVENANTS DE L'INDUSTRIE, LES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION ET LES PROVINCES. DES DIZAINES DE MILLIERS DE CANADIENS DE TOUTES LES RÉGIONS DU PAYS M'ONT ÉCRIT POUR ME FAIRE PART DE LEURS POINTS DE VUE. NOUS AVONS SU RÉSISTER A LA PRESSION ET A LA TENTATION D'IMPOSER DES SOLUTIONS FACILES OU EMPRUNTÉES A L'ÉTRANGER. NOUS AVONS PLUTOT ÉCOUTÉ ET PRIS LE TEMPS NÉCESSAIRE POUR ÉTUDIER LES QUESTIONS QUI SE POSENT AU PLAN DES POLITIQUES, EN FONCTION DU CONTEXTE CANADIEN. JE CROIS QUE NOS PROPOSITIONS SERONT DONC PRATIQUES ET APPLICABLES.

EN JUIN DERNIER, A MONTEBELLO, J'AI ÉNONCÉ LES QUATRE PRINCIPES DONT DEVAIT S'INSPIRER L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU CANADA.

NOUS DEVONS PREMIÈREMENT ASSURER LE MAINTIEN DE L'ACCÈS UNIVERSEL A UN SERVICE TÉLÉPHONIQUE EFFICACE, A UN PRIX ABORDABLE. TOUTE POLITIQUE QUI IRAIT A L'ENCONTRE DE CET OBJECTIF SOCIAL FONDAMENTAL NE POURRAIT ÊTRE ACCEPTABLE.

EN DEUXIÈME LIEU NOUS DEVONS FAIRE EN SORTE QUE NOTRE INDUSTRIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET LES INDUSTRIES QU'ELLE DESSERT DEMEURENT CONCURRENTIELLES SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX.

NOUS DEVONS TROISIÈMEMENT ASSURER QUE TOUS LES CANADIENS PROFITENT DES RETOMBÉES CERTAINES DE LA NOUVELLE TECHNOLOGIE, QUELS QUE SOIENT LEUR SITUATION ÉCONOMIQUE ET L'ENDROIT OÙ ILS RÉSIDENT.

ENFIN, ET JE NE ME LASSERAI JAMAIS DE LE RÉPÉTER, NOUS DEVONS TROUVER DES SOLUTIONS CANADIENNES A NOS PROBLÈMES PROPRES.

JE CROIS QUE MES COLLÈGUES PROVINCIAUX N'AURONT AUCUNE HÉSITATION A ADHÉRER A CES PRINCIPES. LES PROVINCES ONT PROPOSÉ DEUX AUTRES PRINCIPES. TOUT D'ABORD, ELLES DEMANDENT QUE CE SOIENT LES GOUVERNEMENTS, ET NON LES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION, QUI ÉLABORENT LES POLITIQUES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS. ELLES INSISTENT ENSUITE POUR QUE LES NOUVELLES POLITIQUES TIENNENT COMPTE DU ROLE IMPORTANT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL. CES PRINCIPES M'APPARAISSENT TOUT A FAIT ACCEPTABLES.

6. CONCLUSION

GRACE A LA NOUVELLE TECHNOLOGIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, LE MONDE D'AUJOURD'HUI EST BEAUCOUP PLUS PETIT. NOUS SOMMES EN VOIE DE DEVENIR LE VILLAGE GLOBAL.

NOUS DEVONS NOUS RÉJOUIR DE NOS BRILLANTES RÉALISATIONS DANS LE DOMAINE DE CES INSTRUMENTS D'UNIFICATION QUE SONT LES COMMUNICATIONS. NOUS JOUISSENS AINSI AU DÉPART D'UNE POSITION AVANTAGEUSE POUR PROFITER DES POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES QUI S'OUFFRENT PRESQUE QUOTIDIENNEMENT. CETTE RENCONTRE CONSTITUE UNE ÉTAPE IMPORTANTE DE LA RÉALISATION DES BUTS QUE J'AI ÉNONCÉS. J'ESPÈRE QUE NOUS CONVIENDRONS AU COURS DE CETTE CONFÉRENCE DU BESOIN D'ÉTUDIER ET DE MODIFIER CES STRUCTURES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS, LESQUELLES ONT ÉTÉ ÉTABLIES IL Y A LONGTEMPS, DE FAÇON A ÉTABLIR UNE POLITIQUE GLOBALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

NOUS DEVRONS TOUTEFOIS AVOIR LA SAGESSE DE MAINTENIR LES POLITIQUES QUI NOUS ONT PERMIS D'ATTEINDRE CET OBJECTIF SOCIAL FONDAMENTAL QU'EST L'ACCÈS UNIVERSEL AU SERVICE TÉLÉPHONIQUE, A UN COÛT ABORDABLE. NOUS DEVONS AUSSI ASSURER QUE LES CANADIENS CONTINUENT D'EXERCER UN CONTROLE TOTAL SUR L'INFRASTRUCTURE INDISPENSABLE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DE TOUS LES CITOYENS. NOTRE DEVOIR EST AUSSI DE FAIRE PREUVE DE COURAGE ET DE DÉTERMINATION POUR RÉVISER LES POLITIQUES DÉMODÉES QUI FREINENT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LE PROGRÈS. JE SUIS SÛR QUE NOUS POUVONS RELEVER CE DÉFI.

MERCI.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216/013

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

Opening Statement
by
the Honourable Gary Lane,
Minister of Finance and Communications

Saskatchewan

MONTREAL, Quebec
February 27 & 28, 1986

OPENING STATEMENT

IT IS A PARTICULAR PLEASURE FOR ME TO HAVE THIS OPPORTUNITY TO MAKE A FEW COMMENTS TO YOU, MY COLLEAGUES, AS WE BEGIN THIS IMPORTANT MEETING. IN MAKING THEM, IT IS MY HOPE AND INTENTION TO OUTLINE THE PRINCIPAL CONCERNS AND OBJECTIVES OF SASKATCHEWAN CLEARLY, PRECISELY AND CANDIDLY. IN MY VIEW, IT IS ONLY BY LAYING OUT OUR RESPECTIVE POSITIONS FULLY AND FRANKLY THAT WE WILL BE ABLE TO UNDERSTAND WHERE WE STAND AND, FROM THERE, TO BE ABLE TO EXPLORE THE POSSIBILITIES OF MEANINGFUL AND CO-OPERATIVE ACTION.

THE LAST TIME THAT FEDERAL AND PROVINCIAL COMMUNICATIONS MINISTERS MET WAS IN MAY, 1982, IN CALGARY. SINCE THAT TIME, MUCH HAS CHANGED IN THE COMMUNICATIONS FIELD, AND I CONSIDER IT MOST UNFORTUNATE THAT WE HAVE NOT MET EARLIER TO SHARE VIEWS ON EMERGING ISSUES. INDEED, GIVEN THE MAGNITUDE OF THE CHANGES THAT HAVE TAKEN PLACE SINCE 1982, AND THE IMMENSITY OF THE ISSUES WE NOW FACE, IT IS ALL TOO OBVIOUS THAT EVERY EFFORT MUST BE MADE TO AVOID ALLOWING SUCH LONG PERIODS OF TIME TO ELAPSE BETWEEN OUR MEETINGS. THE PROBLEMS BEFORE US ARE TOO VITAL, THE ISSUES ARE CHANGING TOO RAPIDLY TO PERMIT US THE DUBIOUS LUXURY OF ATTEMPTING TO COMMUNICATE OTHER THAN FACE TO FACE.

... Two

PAGE TWO

EVEN THE MOST CURSORY REVIEW OF EVENTS SINCE 1982 DEMONSTRATES HOW DIFFERENT OUR TELECOMMUNICATIONS ENVIRONMENT HAS BECOME IN ONLY FOUR YEARS. SINCE 1982, WE HAVE SEEN POLICY AND REGULATORY ACTION TAKEN IN BROADCASTING, MICROWAVE, CELLULAR MOBILE RADIO, OWNERSHIP OF SATELLITE EARTH STATIONS, TERMINAL INTERCONNECTION, AND A HOST OF OTHER MATTERS AT BOTH THE FEDERAL AND PROVINCIAL LEVELS. IN EACH CASE, THESE ACTIONS HAVE HAD IMPORTANT IMPLICATIONS FOR ALL JURISDICTIONS INDIVIDUALLY AND COLLECTIVELY.

I CAN ONLY COMMEND AND APPLAUD MY FEDERAL COLLEAGUE FOR HAVING THE WISDOM AND FORESIGHT IN UNDERSTANDING THE NECESSITY FOR THIS MEETING, AND FOR USING HIS GOOD OFFICE TO ASSIST IN ITS CALLING.

IN TAKING THESE STEPS, HE ALSO INTRODUCED A REFRESHING AND MOST WELCOME NEW ELEMENT INTO OUR CONSULTATION. BY HIS STRONG PUBLIC STATEMENTS IN SUPPORT OF CO-OPERATION BETWEEN AND AMONG FEDERAL AND PROVINCIAL GOVERNMENTS, HE HAS RESPONDED TO ONE OF THE MOST POWERFUL AND PERSISTENT ASPIRATIONS OF ALL COMMUNICATIONS MINISTERS ... AN ASPIRATION WHICH HAS NOT ALWAYS BEEN SHARED BY HIS PREDECESSORS IN OTTAWA. I WANT TO ASSURE HIM THAT HIS POSITIVE AND UNEQUIVOCAL CALL FOR CO-OPERATION WILL NOT GO UNANSWERED BY SASKATCHEWAN.

... THREE

SASKATCHEWAN RECOGNIZES THAT THE VERY NATURE OF TELECOMMUNICATIONS AS A TECHNOLOGY, AS A SERVICE AND AS AN INDUSTRY HAS A NATIONAL DIMENSION AND SIGNIFICANCE. WE SEE THE NEED FOR NATIONAL INITIATIVES AND NATIONAL POLICY. IT IS THIS RECOGNITION THAT PERSUADES US THAT JOINT EFFORTS AND CO-OPERATION ARE NECESSARY AND DESIRABLE. AT THE SAME TIME, IT IS EQUALLY PLAIN THAT TELECOMMUNICATIONS HAS A PROVINCIAL DIMENSION AND SIGNIFICANCE THAT MUST WORK IN HARMONY WITH THE NATIONAL PERSPECTIVE. THESE REALITIES, LIKE MANY SUCH UNIQUELY CANADIAN REALITIES, ARE AT THE BASE OF CO-OPERATIVE EFFORTS.

IN FACT, I AM PLEASED TO REMIND MY COLLEAGUES THAT SASKATCHEWAN HAS CONSISTENTLY SHOWN THAT IT IS FULLY COMMITTED TO CO-OPERATE WHENEVER AND WHEREVER IT IS POSSIBLE TO DO SO. WE HAVE ACTIVELY PARTICIPATED IN JOINT PROJECTS FOR MANY YEARS. WE HAVE WORKED WITH OTHER PROVINCES AND THE FEDERAL GOVERNMENT ON CONSTITUTIONAL DISCUSSIONS AS THEY RELATE TO COMMUNICATIONS, ON NUMEROUS TASK FORCES, SUCH AS THE TASK FORCE ON JOINT REGULATORY MECHANISMS, AS WELL AS SPECIFIC STUDIES, SUCH AS THE PEAT MARWICK

... FOUR

STUDY OF THE IMPACTS OF COMPETITION ON MESSAGE TOLL TELEPHONE SERVICES. AT THIS MEETING, WE WILL CONFIRM AGAIN OUR UNSHAKABLE INTENTION TO CONTINUE THE PROCESS OF CO-OPERATION BY JOINING THE FEDERAL GOVERNMENT AND OTHER PROVINCES IN STUDIES ON PRICING, INTERNATIONAL COMPETITION AND REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT AS FAR AS THESE RELATE TO TELECOMMUNICATIONS.

A MARKED EXAMPLE OF THE EXCELLENT CO-OPERATION THAT HAS TAKEN PLACE BETWEEN OUR TWO GOVERNMENTS IS WITNESSED IN OUR HIGHLY SUCCESSFUL RURAL TELEVISION EXTENSION PROGRAM. I GIVE FULL CREDIT TO MR. MASSE FOR GIVING A NEW DIRECTION TO THE CRTC, IN THAT IT NOW ALLOWS SMALL MUNICIPAL GOVERNMENTS, TO HOLD LICENSES TO OWN AND OPERATE CABLE SYSTEMS. IN SASKATCHEWAN THIS MEANS THAT SEVERAL HUNDRED SMALL COMMUNITIES NOW HAVE THE OPPORTUNITY TO ACQUIRE ENHANCED TELEVISION SERVICES, AN OPPORTUNITY THAT DID NOT EXIST BEFORE.

WHILE IT IS OUR SINCERE HOPE, DESIRE AND INTENTION TO CONTINUE TO CO-OPERATE, SASKATCHEWAN DOES NOT CONFUSE CO-OPERATION WITH AGREEMENT AND CONSENT ON ALL ISSUES.

... Five

I BELIEVE WE ALL SHARE A COMMON WISH THAT OUR CONSULTATIONS WILL BE HELD IN A SPIRIT OF CALM DELIBERATION AND MUTUAL RESPECT. BUT I MUST SAY IN ALL CANDOR, THAT THERE ARE BASIC ISSUES WHERE AGREEMENT WILL BE DIFFICULT TO ACHIEVE FOR THE SIMPLE REASON THAT OUR FUNDAMENTAL VIEWS AND INTERESTS OF OUR RESPECTIVE CONSTITUENCIES MAY BE SHARPLY AT ODDS. FRANKLY, I SPEAK FOR AND ON BEHALF OF THE PEOPLE OF SASKATCHEWAN. I MAKE NO APOLOGIES FOR THAT; THAT IS WHY I AM HERE. NOR WILL I APOLOGIZE WHEN I MUST, WITHOUT RANCOUR, TAKE STRONG STANDS IN SUPPORT OF THOSE INTERESTS. I WOULD EXPECT NOTHING LESS FROM THE MANY MINISTERS AT THIS TABLE. IF WE WERE TO TAKE ANOTHER COURSE, IF WE WERE TO GLOSS OVER OUR DIFFERENCES IN AN EFFORT TO AVOID ALL ACRIMONY, WE MIGHT THEN WALK AWAY FROM THIS MEETING WITH A WARM FEELING, BUT WE WILL HAVE ACCOMPLISHED NOTHING OF SUBSTANCE AND MEANING.

HAVING SAID THIS, LET ME STATE IN THE CLEAREST AND PLAINEST WORDS THAT ARE AT MY COMMAND, EXACTLY WHAT SASKATCHEWAN'S INTERESTS ARE IN TELECOMMUNICATIONS.

FIRST AND FOREMOST, SASKATCHEWAN NOW ENJOYS A TELECOMMUNICATIONS INFRASTRUCTURE AND TELECOMMUNICATIONS SERVICES THAT ARE ON PAR WITH THE FINEST AND MOST MODERN IN THE WORLD. THOSE SERVICES HAVE BECOME ESSENTIAL TO THE ECONOMIC AND SOCIAL WELL-BEING OF OUR CITIZENS. IT IS OUR COMMITMENT TO THE PEOPLE OF SASKATCHEWAN THAT THEY WILL CONTINUE TO ENJOY THESE VITAL SERVICES AS THEY GROW IN THEIR REACH AND UTILITY.

SECOND, BASIC TELECOMMUNICATIONS SERVICES HAVE BEEN MADE UNIVERSALLY AVAILABLE AND ACCESSIBLE TO VIRTUALLY EVERY HOUSEHOLD IN SASKATCHEWAN BECAUSE THEY HAVE BEEN MADE AFFORDABLE BY REASON OF SPECIFIC AND CONSCIOUS POLICY. IT IS OUR COMMITMENT TO THE PEOPLE OF SASKATCHEWAN THAT THESE SERVICES WILL CONTINUE TO BE UNIVERSALLY AVAILABLE AND ACCESSIBLE BECAUSE THEY WILL CONTINUE TO BE AFFORDABLE. AT THE SAME TIME, IN ENSURING THE CONTINUANCE OF A UNIVERSAL SERVICE, WE WILL FIND UNACCEPTABLE ANY DEVICES OR TECHNIQUES THAT MIGHT CREATE A NEW FORM OF WELFARE AND INEVITABLY STIGMATIZE OUR CITIZENS.

... SEVEN

THIRD, THE PEOPLE OF SASKATCHEWAN OWN THEIR TELECOMMUNICATIONS INFRASTRUCTURE ON THE BASIS OF MANY DECADES OF INVESTMENT. THAT INFRASTRUCTURE NOT ONLY HAS BEEN THE ENGINE THROUGH WHICH TELECOMMUNICATIONS SERVICES HAVE BEEN MADE UNIVERSALLY AVAILABLE AND ACCESSIBLE, BUT IT ALSO HAS BECOME A PRIME FACTOR IN THE ECONOMIC LIFE OF OUR PROVINCE AS A MAJOR EMPLOYER OF OUR CITIZENS AND AS A MAJOR PURCHASER OF GOODS AND SUPPLIES. AS THE GOVERNMENT OF SASKATCHEWAN, WE ARE THE TRUSTEES OF THAT RESOURCE AND INVESTMENT. IT IS OUR DUTY TO PROTECT IT AND TO ENSURE THAT IT IS PASSED ON HEALTHY AND WHOLE TO THE FUTURE CITIZENS OF OUR PROVINCE.

FOURTH, ALTHOUGH THE QUESTION OF INTERNATIONAL COMPETITIVENESS WILL BE DEALT WITH SOME TIME TOMORROW, I WISH TO MAKE ONE OBSERVATION ON THIS NOW FROM THE SASKATCHEWAN PERSPECTIVE. MUCH IS SAID ON THIS TOPIC, BUT IT IS ALWAYS IN TERMS OF CANADA'S INTER-PROVINCIAL RATES BEING HIGHER THAN THOSE IN THE U.S. WE SHOULD NOT LOOK AT ONLY ONE SINGLE ITEM IN THE CANADIAN BASKET OF TELECOMMUNICATIONS SERVICES, RATHER WE SHOULD CONSIDER THE WHOLE BASKET AND THEN COMPARE IT WITH THE U.S. IN A STUDY CARRIED OUT LAST YEAR IN SASKATCHEWAN, WE TOOK FIVE TYPICAL COMPANIES AND COMPARED THEIR MONTHLY BILLINGS WITH THOSE OF FIVE SIMILAR COMPANIES IN THREE MID-WESTERN STATES. IN EVERY SINGLE INSTANCE, OUR FIVE COMPANIES CAME OUT AHEAD OF THE U.S. COMPANIES IN ALL

THREE STATES. YES, THEIR INTER-STATE CALLING WAS CHEAPER, BUT OUR BASIC BUSINESS MONTHLY RATE WAS LOWER; INTRA-PROVINCIAL CALLING WAS DRAMATICALLY LOWER; OUR DATA RATES WERE COMPETITIVE AS WERE CHARGES FOR OTHER SERVICES. IN SHORT, LET US NOT FOCUS ONLY ON THE INTER-PROVINCIAL CHARGES WHEN MAKING COMPARISONS WITH OUR NEIGHBOURS TO THE SOUTH. LET US FOCUS ON THE WHOLE BASKET, BECAUSE IT IS THE BASKET THAT SERVES THE PEOPLE OF OUR PROVINCE WELL.

FINALLY SASKATCHEWAN, FOR MANY DECADES, HAS EXERCISED JURISDICTION OVER THE REGULATION OF AND POLICY-SETTING FOR TELECOMMUNICATIONS. IT IS THIS JURISDICTION THAT HAS MADE OUR TELECOMMUNICATIONS INFRASTRUCTURE AND SERVICES RESPONSIVE TO THE SPECIFIC NEEDS AND DEMANDS OF OUR CITIZENS, REFLECTING OUR PROVINCE'S GOALS AND ASPIRATIONS. IT IS OUR INTENT TO CONTINUE TO EXERCISE THIS AUTHORITY ON BEHALF OF OUR CITIZENS.

THESE THEN, ARE OUR INTERESTS, ALTHOUGH IN THE LIGHT OF STATEMENTS MADE BY MY FEDERAL COLLEAGUE, PERHAPS THEY ALSO CAN BE CALLED OUR "PRINCIPLES."

INDEED, PERMIT ME A MOMENT TO DISCUSS OTHER OFTEN-QUOTED PRINCIPLES IN THE CONTEXT OF THE SASKATCHEWAN PRINCIPLES. I REALIZE THAT OUR AGENDA HAS SET ASIDE TIME TO ADDRESS THE QUESTION OF PRINCIPLES, SO I WILL BE BRIEF. OUR OFFICIALS HAVE PREPARED AN INTERESTING DOCUMENT CALLED AN "ENVIRONMENTAL OVERVIEW". WHILE I FOUND IT USEFUL FOR MY OFFICIALS TO PARTICIPATE IN THIS JOINT EFFORT, I WANT TO EMPHASIZE THAT THE "PRINCIPLES" TO WHICH SASKATCHEWAN MUST ADHERE IN ORDER TO PROTECT THE INTEREST OF ITS CITIZENS ARE NOT NECESSARILY CONSONANT WITH THOSE IDENTIFIED IN THE ENVIRONMENTAL OVERVIEW.

AT LEAST FOUR OF THE PRINCIPLES CITED IN THAT DOCUMENT ARE VIRTUALLY IDENTICAL TO THOSE ENUNCIATED BY MY FEDERAL COLLEAGUE LAST JUNE IN MONTEBELLO. WE APPRECIATE THAT THESE ARE THE "PREMISES" UPON WHICH HE WISHES US TO EXAMINE THE VARIOUS ISSUES BEFORE US, AND UNDERSTANDABLY THEY PRESENT A "FEDERAL" PERSPECTIVE. AS SUCH, WE RESPECTFULLY SUGGEST THAT IT IS NOT UP TO SASKATCHEWAN TO ENDORSE OR REJECT THE FEDERAL PERSPECTIVE, ANYMORE THAN IT IS UP TO THE FEDERAL GOVERNMENT TO CONFIRM OR REJECT OUR PERSPECTIVE. FOR THE PURPOSES OF BEGINNING OUR DIALOGUE, IT IS ENOUGH THAT WE IDENTIFY AND UNDERSTAND OUR RESPECTIVE POSITIONS. CONSEQUENTLY, I

... TEN

WOULD LIKE TO MAKE IT CLEAR, AT THE OUTSET, THAT WHILE SASKATCHEWAN WILL BE PLEASED TO DISCUSS THE PRINCIPLES IDENTIFIED IN THE ENVIRONMENTAL OVERVIEW PAPER, IT WILL RESTRICT ITSELF ONLY TO A DISCUSSION OF THOSE PRINCIPLES. WE WOULD HOPE THAT THERE WILL BE AN OPPORTUNITY TO NOTE AND DISCUSS OUR PRINCIPLES DURING OUR DELIBERATIONS HERE THIS WEEK.

THE PIVOTAL PRINCIPLE OF PRIORITY CONCERN TO SASKATCHEWAN IS THE MATTER OF JURISDICTION. IN LIGHT OF THE RECENT DECISION BY THE FEDERAL COURT OF APPEAL IN A CASE INVOLVING CNCP TELECOMMUNICATIONS AND ALBERTA GOVERNMENT TELEPHONES, THIS MATTER HAS BECOME ONE OF PARAMOUNT IMPORTANCE TO OUR PROVINCE. THE FEDERAL APPEAL COURT HAS TAKEN A DECISION WHICH, IN FACT, IS OF IMMEDIATE RELEVANCE AND CONCERN FOR ALL MINISTERS HERE TODAY AND FOR THE FUTURE OF OUR CONSULTATIONS.

WE HAVE GATHERED HERE TO CONSIDER WAYS AND MEANS OF WORKING TOGETHER TO ADDRESS A NUMBER OF KEY TELECOMMUNICATIONS ISSUES. IT IS OUR INTENT TO JOIN IN A CO-OPERATIVE ENDEAVOUR TO CONSIDER ISSUES OF MUTUAL CONCERN AND, IF POSSIBLE, TO BEGIN THE PROCESS OF DEVELOPING A NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY.

THOSE JOINT EFFORTS AND THE CO-OPERATION THAT WILL GIVE THEM MEANING AND LIFE ARE FOUNDED ON THE ASSUMPTION THAT THE HISTORIC RELATIONSHIPS AMONG THE GOVERNMENTS WILL CONTINUE INTO THE FUTURE. AS WE LOOK AT TELEPHONE PRICING, AS WE LOOK AT THE QUESTION OF COMPETITION, AS WE LOOK AT REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT, EACH GOVERNMENT MUST HAVE CONFIDENCE THAT ITS PARTICIPATION IS ROOTED IN A RECOGNITION OF A CONTINUING, EFFECTIVE ROLE IN TELECOMMUNICATIONS REGULATION AND POLICY SETTING, OR IN SOME CASES, AN ENHANCED ROLE. THE CNCP/AGT CASE HAS NOW RAISED THE POSSIBILITY THAT THESE RELATIONSHIPS MAY BE DEFINED BY JUDICIAL PROCESS. IT IS OUR VIEW THAT SUCH RELATIONSHIPS CANNOT AND SHOULD NOT BE DETERMINED BY THE COURTS, BUT RATHER BY THE ELECTED OFFICIALS OF OUR RESPECTIVE GOVERNMENTS.

THE COURTS MAY RULE TO DEFINE THE RELATIONSHIPS AMONG GOVERNMENTS IN THE FIELD OF TELECOMMUNICATIONS AS A BY-PRODUCT OF THEIR LEGAL INTERPRETATIONS, BUT THE JUDICIAL PROCESS DOES NOT PREVENT US, AS ELECTED OFFICIALS AND AS LEGISLATORS, FROM TAKING IMMEDIATE STEPS TO IDENTIFY THOSE RELATIONSHIPS AS WE WISH THEM TO BE AND TO TAKE THE APPROPRIATE ACTION TO CONFIRM THEM.

MR. MASSE, YOU YOURSELF HAVE WISELY OBSERVED THAT WE SHOULD "SEEK CANADIAN SOLUTIONS TO CANADIAN PROBLEMS" IN TELECOMMUNICATIONS; THAT WE SHOULD NOT LOOK TO OUR SOUTHERN NEIGHBOURS. HOWEVER, IF WE ALLOW OUR COURTS TO MAKE THE FINAL DETERMINATION ON JURISDICTION, AND IF WE ALLOW THE COURTS TO FINALLY DETERMINE WHICH COMPANIES COMPETE IN LONG DISTANCE, THEN I OFFER THAT WE ARE FOLLOWING DOWN THE VERY SAME TELECOMMUNICATIONS HIGHWAY THAT THE U.S. TOOK SOME YEARS BACK. AND THAT HIGHWAY LED TO CHAOS IN THAT COUNTRY. I AGREE WITH YOU MR. MASSE, THAT ALL OF US HERE TODAY SHOULD BE SEEKING CANADIAN SOLUTIONS.

THE QUESTION OF JURISDICTION HAS ALWAYS BEEN THE STARTING POINT FOR OUR CONSULTATIONS. NOW QUESTIONS ARE BEING RAISED ABOUT JURISDICTION AND OUR CONSULTATIONS CAN HAVE PURPOSE AND SUBSTANCE ONLY IF WE SHARE A COMMON UNDERSTANDING ABOUT THIS CRUCIAL ISSUE. AS I HAVE INDICATED EARLIER, IT IS OUR FIRM INTENTION TO CONTINUE TO EXERCISE JURISDICTION IN TELECOMMUNICATIONS. WE BELIEVE IT IS OF VITAL IMPORTANCE TO KNOW THE POLICIES, POSITIONS AND INTENTIONS OF OTHER GOVERNMENTS CONCERNING THIS CENTRAL ISSUE. CONSEQUENTLY, I SUBMIT THAT WE MUST ADD THE QUESTION OF JURISDICTION TO OUR AGENDA AS AN ITEM FOR URGENT DISCUSSION AND CONSIDERATION.

ASSUMING THAT WE CAN COME TO AN ACCORD ON OUR POSITIONS AND INTENTIONS WITH RESPECT TO THE KEY ISSUE OF JURISDICTION, THEN, AND ONLY THEN, WILL IT BE POSSIBLE TO ADDRESS THE PROBLEM ASSOCIATED WITH FORMULATING A JOINTLY-CONCEIVED NATIONAL POLICY ON TELECOMMUNICATIONS.

HERE AGAIN, HOWEVER, WE MUST CONSIDER AN IMMEDIATE AND URGENT PROBLEM. MINISTERS WILL APPRECIATE THAT ONE OF THE PRIME ITEMS FOR DISCUSSION LEADING TO A NEW TELECOMMUNICATIONS POLICY WILL BE THE MATTER OF COMPETITION IN LONG DISTANCE TELEPHONE SERVICE. THIS IS A SUBJECT WHICH HAS MAJOR POLICY IMPLICATIONS, AND IT HAS BEEN SASKATCHEWAN'S CONSISTENT POSITION THAT IT IS AN ISSUE TO BE RESOLVED BY ELECTED OFFICIALS, NOT REGULATORY TRIBUNALS.

YET, IT IS CLEAR THAT THE FEDERAL REGULATOR HAS, IN A RECENT DECISION ON INTEREXCHANGE COMPETITION, SET OUT POLICY PARAMETERS WITH RESPECT TO THE CONCEPT OF COMPETITION IN LONG DISTANCE SERVICE. THAT REGULATOR HAS MADE IT PLAIN THAT IT WILL READILY ALLOW LONG DISTANCE COMPETITION AS SOON AS IT RECEIVES AN APPLICATION ACCEPTABLE TO IT. IN OTHER WORDS, THIS REGULATOR HAS, IN ESSENCE, SET A POLICY OF NATIONAL SIGNIFICANCE THAT IS WAITING IN THE WINGS FOR THE MOMENT OF IMPLEMENTATION.

IN OUR VIEW, THIS SITUATION IS UNACCEPTABLE. IT IS UNACCEPTABLE FOR A REGULATOR TO PRE-EMPT THE LEGITIMATE ROLE AND FUNCTION OF ELECTED OFFICIALS. IT IS UNACCEPTABLE THAT THE DECISION OF A SINGLE REGULATOR HAS, IN EFFECT, ACTIVATED A TICKING BOMB THAT CAN ONLY SERVE TO PREJUDICE AND COMPLICATE CAREFUL, PRUDENT AND JUDICIOUS CONSIDERATION BY US, THE MINISTERS RESPONSIBLE FOR CANADA'S TELECOMMUNICATIONS POLICIES. IT IS UNACCEPTABLE THAT WE SHOULD BE PLACED UNDER SUCH UNREASONABLE PRESSURE BY A BODY THAT ULTIMATELY IS SUBORDINATE TO GOVERNMENT.

WE BELIEVE IT IS IMPERATIVE THAT THIS THREAT AND PRESSURE BE REMOVED IMMEDIATELY SO THAT THE CO-OPERATIVE EFFORTS OF THE MINISTERS CAN MOVE FORWARD WITH COOL AND CIRCUMSPECT CONSIDERATION. THEREFORE, AS A NECESSARY PRECURSOR TO OUR DELIBERATIONS ON POLICY AND AS A SIGN OF GOOD FAITH AND WILL, I SUGGEST THAT THE FEDERAL GOVERNMENT SHOULD ENSURE THAT BILL C-20 IS PASSED QUICKLY. AS SOON AS POSSIBLE THEREAFTER, THE FEDERAL GOVERNMENT SHOULD ISSUE THE APPROPRIATE POLICY DIRECTIVE TO ITS REGULATOR TO DESIST ALL FURTHER CONSIDERATION OF APPLICATIONS WITH RESPECT TO LONG DISTANCE COMPETITION, PENDING THE PROMULGATION OF A NEW NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY.

ALLOW ME JUST A FEW MORE SECONDS TO OUTLINE MY GOVERNMENT'S OPPOSITION TO THE ENTRY OF OTHERS INTO THE LONG DISTANCE BUSINESS. IT IS AN OPPOSITION ROOTED IN THE HISTORY OF OUR PROVINCE AND, I SUSPECT, MY NEIGHBOURING PRAIRIE PROVINCES.

SEVENTY-EIGHT YEARS AGO, WHEN SPARSELTY POPULATED SASKATCHEWAN WAS STILL IN ITS INFANCY, WE WERE LARGELY IGNORED BY THE EASTERN TELEPHONE COMPANIES. SO WE BUILT OUR OWN COMPANY WHEN BELL WANTED TO SERVE THE FEW URBAN AREAS, BUT NOT THE RURAL COMMUNITIES. SASKTEL TODAY IS A MODEL CROWN CORPORATION THAT SERVES WELL THE PEOPLE WHO OWN IT. THE MOST RECENT EDITION OF THE PRESTIGIOUS ENGLISH PUBLICATION, THE ECONOMIST, CITES SASKTEL AS "A TECHNICALLY SUPERB TELEPHONE SYSTEM, WHOSE CONSTRUCTION HELPED THE PROVINCE NURTURE MORE HIGH TECHNOLOGY FIRMS THAN MOST OTHER PARTS OF CANADA."

IN SHORT, WE VIEW OUR TELECOMMUNICATIONS COMPANY AS AN ESSENTIAL TOOL IN DEVELOPING OUR PROVINCE. IT IS OUR FUNDAMENTAL BELIEF THAT WE CANNOT ALLOW OTHERS TO USE OUR FACILITIES TO COMPETE HEAD ON WITH US IN THE MOST LUCRATIVE AREAS.

THANK YOU.

CA 1

Z 2

- C 52.

DOCUMENT: 830-216/013

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

Allocution d'ouverture

de

l'honorable Gary Lane,

ministre des Finances et des Communications

Saskatchewan



MONTRÉAL (Québec)

Les 27 et 28 février 1986

PLEASE NOTE

This document is made available by the Canadian Intergovernmental Conference Secretariat (CICS) for education and/or information purposes only. Any misuse of its contents is prohibited, nor can it be sold or otherwise used for commercial purposes. Reproduction of its contents for purposes other than education and/or information requires the prior authorization of the CICS.

VEUILLEZ NOTER

Ce document est distribué par le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC) à des fins éducatives et informatives seulement. Il est interdit de l'utiliser à mauvais escient, de le vendre ou de s'en servir à des fins commerciales. Il est également interdit d'en reproduire le contenu pour des fins autres que l'éducation ou l'information, à moins d'avoir obtenu au préalable l'autorisation du SCIC.

ALLOCUTION D'OUVERTURE

Je suis particulièrement heureux d'avoir l'occasion de vous faire part, chers collègues, de quelques observations au début de cette importante réunion. Ce faisant, j'ai l'intention d'exposer les principaux objectifs et préoccupations de la Saskatchewan d'une façon claire, franche et précise. À mon avis, ce n'est qu'en exposant nos positions respectives de façon exhaustive et en toute franchise que nous serons en mesure de comprendre où nous en sommes pour ensuite être mieux capables d'étudier les possibilités d'une action valable et coopérative.

La dernière rencontre des ministres fédéral et provinciaux des Communications remonte à mai 1982, à Calgary. Or, depuis ce temps, le domaine des communications a connu énormément de changements et je déplore fortement que nous n'ayons pu nous rencontrer plus tôt afin d'échanger nos vues sur les questions de l'heure. En fait, compte tenu de l'ampleur des changements qui sont survenus depuis 1982 et de l'importance des problèmes auxquels nous devons maintenant faire face, il saute aux yeux que nous devons tout mettre en oeuvre pour éviter d'espacer autant nos réunions. En effet, les problèmes dont nous sommes saisis

sont trop importants et la situation change trop rapidement pour que nous nous accordions le luxe de tenter de communiquer sans avoir à nous rencontrer.

Un examen des plus primaires suffit pour constater la mutation qu'a subie le domaine des télécommunications en quatre ans à peine. Depuis 1982, des politiques et des mesures de réglementation ont été adoptées en ce qui a trait à la radiodiffusion, aux micro-ondes, à la radio cellulaire, à la propriété de stations terrestres de relais de satellites, à l'interconnexion des terminaux et à toute une gamme d'autres questions aux paliers tant fédéral que provincial. Dans chaque cas, ces mesures ont eu des incidences importantes pour toutes les administrations individuellement et collectivement.

Je félicite donc chaleureusement mon collègue fédéral d'avoir eu la sagesse et l'intelligence de comprendre la nécessité de la tenue de cette réunion et d'avoir mis en oeuvre tous les moyens à sa disposition pour contribuer à sa convocation.

En prenant ces mesures, il a également apporté un nouvel élément rafraîchissant et très apprécié dans nos consultations. Par ses percutantes déclarations publiques

en faveur de la collaboration entre les gouvernements fédéral et provinciaux, il a répondu à l'une des aspirations les plus fortes et les plus constantes de tous les ministres des Communications... aspiration qui n'a pas toujours été partagée par ses prédecesseurs à Ottawa. Je tiens à l'assurer que son appel positif et non équivoque en faveur de la collaboration ne restera pas sans réponse en Saskatchewan.

La Saskatchewan reconnaît que, par sa nature même en tant que technologie, service et industrie, le domaine des télécommunications revêt une dimension et une importance nationales. Nous constatons la nécessité de disposer d'une politique et d'initiatives nationales. C'est d'ailleurs pourquoi nous croyons qu'il est nécessaire et souhaitable de joindre nos efforts et de collaborer. Par ailleurs, il est tout aussi clair que les télécommunications revêtent une dimension et une importance provinciales qui doivent être harmonisées avec la perspective nationale. Ces réalités, comme tant d'autres réalités si typiquement canadiennes, forment la base de notre coopération.

En fait, je suis heureux de pouvoir rappeler à mes collègues que la Saskatchewan a constamment montré qu'elle est pleinement prête à collaborer dans toute la mesure du

possible. Nous participons activement à des projets conjoints depuis nombre d'années. Nous avons travaillé de concert avec d'autres provinces et avec le gouvernement fédéral dans le cadre des discussions constitutionnelles relatives aux communications, au sein de nombreux groupes de travail, comme le Groupe de travail sur les mécanismes de réglementation communs, ainsi que pour des études particulières, comme l'étude Peat Marwick sur les incidences de la concurrence sur les services de communication interurbaine. Au cours de la présente réunion, nous confirmerons une fois de plus notre ferme intention de poursuivre ce processus de coopération en nous joignant au gouvernement fédéral et aux autres provinces pour des études sur la fixation des prix, la concurrence internationale et le développement économique régional dans la mesure où elles touchent les télécommunications.

Notre programme de télédiffusion en milieu rural, qui remporte un grand succès, constitue un exemple frappant de l'excellente collaboration qui existe entre nos deux gouvernements. Je reconnais pleinement le rôle qu'a joué M. Masse en donnant une nouvelle orientation au CRTC, en ce sens que celui-ci autorise maintenant les petites administrations municipales à détenir des permis de propriété et d'exploitation de systèmes de

câblodistribution. En Saskatchewan, cela signifie que plusieurs centaines de petites collectivités ont maintenant la possibilité, inexistante auparavant, d'obtenir de meilleurs services de télévision.

Bien que nous ayons sincèrement le désir, l'espoir et l'intention de continuer à collaborer, cette coopération n'équivaut pas nécessairement à un accord et à un consentement sur toutes les questions à l'étude.

Je crois que nous partageons tous un désir commun de tenir nos consultations dans un esprit de sérénité et de respect mutuel. Mais je dois préciser en toute candeur qu'il existe des questions fondamentales sur lesquelles il sera difficile d'en arriver à un accord pour la simple raison que nos vues fondamentales et que les intérêts de nos circonscriptions respectives sont parfois diamétralement opposés. En toute franchise, je représente la population de la Saskatchewan. Je ne m'en excuse pas puisque c'est précisément la raison pour laquelle je suis ici. Cela signifie en outre que je n'ai pas à m'excuser si je dois, sans rancune, prendre fermement position pour soutenir ces intérêts. D'ailleurs, je n'en attends pas moins des autres ministres ici réunis. Si nous devions agir différemment en nous contentant d'enrober nos divergences afin d'éviter tout

affrontement, nous partirions peut-être d'ici avec une bonne impression mais nous n'aurions rien accompli de substantiel ni de valable.

Cela dit, permettez-moi d'exposer dans les termes les plus clairs dont je puis me servir quels sont les intérêts de la Saskatchewan dans le domaine des télécommunications.

En tout premier lieu, la Saskatchewan dispose maintenant d'une infrastructure et de services de télécommunications qui équivalent aux systèmes les plus modernes et les plus perfectionnés qui existent dans le monde à l'heure actuelle. Ces services sont devenus essentiels au bien-être socio-économique de nos citoyens. Nous nous engageons envers la population de la Saskatchewan à faire en sorte qu'elle puisse continuer de jouir de ces services essentiels à mesure que ceux-ci accroîtront leur portée et leur utilité.

Deuxièmement, si les services de télécommunications fondamentaux ont été rendus accessibles à pratiquement tous les foyers de la Saskatchewan, c'est en raison d'une politique consciente et précise en ce sens. Nous nous sommes engagés envers la population de la Saskatchewan à faire en sorte que ces services continuent d'être

accessibles à tout en les gardant à un prix abordable. Par ailleurs, en assurant le maintien d'un service universel, nous n'accepterons pas les dispositifs ou les techniques susceptibles de créer une nouvelle forme de bien-être social et de stigmatiser ainsi inévitablement nos citoyens.

Troisièmement, la population de la Saskatchewan possède sa propre infrastructure de télécommunications par suite de nombreuses décennies d'investissement. Cette infrastructure n'a pas seulement été le moteur grâce auquel les services de télécommunications sont devenus accessibles pour tous, mais elle est également devenue un élément essentiel de la vie économique de notre province de par son importance en tant qu'employeur et en tant qu'acheteur de biens et services. Le gouvernement de la Saskatchewan a la responsabilité fiduciaire de ces ressources et de ces investissements. C'est donc notre devoir de les protéger et de faire en sorte de les transmettre en bon état et dans leur intégralité aux futurs citoyens de notre province.

Quatrièmement, même si nous traiterons de la concurrence internationale dans nos séances de demain, je tiens dès maintenant à faire une observation à ce sujet du point de vue de la Saskatchewan. La question suscite de nombreux commentaires mais les arguments invoqués reviennent

toujours au fait que les tarifs interprovinciaux sont plus élevés au Canada qu'aux États-Unis. Or, avant de faire des comparaisons avec les États-Unis, nous ne devrions pas tenir compte d'un seul élément de la gamme des services canadiens des télécommunications, mais plutôt de l'ensemble des services. Dans une étude effectuée l'an dernier en Saskatchewan, nous avons comparé les comptes mensuels de cinq sociétés représentatives de notre province avec ceux de cinq sociétés équivalentes dans trois États du Centre-Ouest des États-Unis. Dans chaque cas, nos cinq sociétés devançaient les sociétés américaines dans les trois États. D'accord, leurs tarifs entre États étaient inférieurs, mais notre taux mensuel commercial de base était moins élevé; le tarif des appels à l'intérieur de la province était de beaucoup inférieur et nos tarifs de données étaient concurrentiels tout comme la tarification des autres services. Autrement dit, ne tenons pas uniquement compte des tarifs interprovinciaux lorsque nous faisons des comparaisons avec nos voisins du Sud. Tenons plutôt compte de toute la gamme des services puisque c'est toute cette gamme qui sert si bien la population de notre province.

Enfin, rappelons que la Saskatchewan a, pendant de nombreuses décennies, exercé la compétence relative à la réglementation des télécommunications et à l'établissement

de politiques en la matière. C'est cette compétence qui a permis d'adapter nos services et notre infrastructure de télécommunications aux besoins précis de nos citoyens, compte tenu des buts et des aspirations de notre province. Nous avons l'intention de continuer à exercer ce pouvoir au nom de nos citoyens.

Voilà donc quels sont nos intérêts, qui, à la lumière des déclarations faites par mon collègue fédéral, pourraient tout aussi bien être appelés nos "principes".

D'ailleurs, permettez-moi de parler quelques instants de principes souvent cités dans le contexte de la Saskatchewan. Je sais que notre programme prévoit une certaine période pour l'étude de la question des principes, et je limiterai donc mes commentaires pour l'instant. Nos fonctionnaires ont préparé un intéressant document donnant un aperçu général de la situation. Même si je trouve utile que mes fonctionnaires participent à cet effort concerté, je tiens à préciser que les "principes" auxquels la Saskatchewan doit se conformer afin de protéger l'intérêt de ses citoyens ne coïncident pas nécessairement avec ceux relevés dans le document en question.

Au moins quatre des principes que renferme ce document sont pratiquement identiques à ceux qu'a énoncés mon collègue fédéral à Montebello en juin dernier. Nous croyons comprendre qu'il s'agit là de la base sur laquelle le ministre souhaite que nous examinions les diverses questions qui nous sont soumises, en fonction naturellement de la perspective "fédérale". À cet égard, nous soutenons respectueusement que la Saskatchewan n'a pas à approuver ou à rejeter la perspective fédérale pas plus que le gouvernement fédéral n'a à approuver ou à rejeter notre propre perspective. Aux fins d'une amorce de notre dialogue, contentons-nous d'identifier et de comprendre nos positions respectives. Par conséquent, je tiens à préciser dès le départ que même si la Saskatchewan est disposée à étudier les principes relevés dans l'aperçu général, elle se limitera strictement à une discussion de ces principes. Nous espérons avoir la possibilité de présenter nos principes et d'en discuter au cours de nos délibérations de cette semaine.

Pour la Saskatchewan, la question de la compétence constitue le principe le plus prioritaire. Compte tenu de la récente décision rendue par la Cour d'appel fédérale dans l'affaire concernant les télécommunications du CN/CP et l'Alberta Government Telephone, cette question a pris une

importance primordiale pour notre province. La Cour d'appel fédérale a pris une décision qui, en fait, concerne directement tous les ministres ici réunis aujourd'hui et touche directement l'avenir de nos consultations.

Nous sommes réunis afin d'étudier les moyens de travailler de concert en vue de régler un certain nombre de problèmes essentiels dans le domaine des télécommunications. Nous avons l'intention de nous joindre à une oeuvre de collaboration afin d'étudier les questions d'intérêt commun et, si possible, d'amorcer le processus d'élaboration d'une politique nationale en matière de télécommunications.

Ces efforts concertés et la coopération qui leur insufflera sens et vigueur se fondent sur la présomption que les relations historiques qui existent entre les gouvernements se poursuivront à l'avenir. Que sa participation touche l'établissement des tarifs téléphoniques, la question de la concurrence ou le développement économique régional, chaque gouvernement doit pouvoir sentir qu'un rôle efficace et permanent, voire un rôle accru, lui est reconnu dans la réglementation des télécommunications et l'établissement des politiques pertinentes. L'affaire CN-CP/AGT soulève maintenant la

possibilité que ces relations soient dorénavant définies par le processus judiciaire. A notre avis, pareilles relations ne peuvent et ne doivent pas être déterminées par les tribunaux, mais plutôt par les agents élus de nos gouvernements respectifs.

Les tribunaux peuvent indirectement, par leurs interprétations juridiques, rendre des décisions en vue de définir les relations entre gouvernements dans le domaine des télécommunications, mais le processus judiciaire ne nous empêche pas de prendre, en qualité d'élus et de législateurs, des mesures immédiates afin d'identifier ces relations telles que nous les souhaitons et de prendre les moyens appropriés pour les confirmer.

M. Masse, vous avez vous-même fait observer à juste titre que nous devrions trouver des solutions canadiennes à des problèmes canadiens dans le domaine des télécommunications et que nous ne devons pas nous tourner vers nos voisins du Sud. Cependant, si nous permettons à nos tribunaux de rendre des décisions définitives en matière de compétence et si nous les autorisons à avoir le dernier mot pour décider quelles sociétés peuvent se faire concurrence dans le domaine de l'interurbain, je crois que nous nous engageons dans la voie même que les États-Unis ont

empruntée dans le domaine des communications il y a quelques années. Or, cette voie les a menés au chaos. Je suis d'accord avec vous, M. Masse: nous tous qui sommes ici réunis aujourd'hui devons chercher des solutions canadiennes.

La question de la compétence a toujours constitué le point de départ de nos consultations. Or, cette question soulève maintenant certains doutes et nos consultations ne peuvent avoir un sens véritable que si nous partageons une même compréhension de cette question essentielle. Comme je l'ai déjà signalé, nous sommes fermement déterminés à continuer d'exercer notre compétence en matière de télécommunications. Nous croyons qu'il est essentiel de connaître les politiques, les positions et les intentions des autres gouvernements au sujet de cette question primordiale. Par conséquent, j'estime que nous devrions ajouter à notre ordre du jour la question de la compétence comme sujet devant prioritairement faire l'objet de notre étude et de nos discussions.

Ce n'est que si nous en arrivons à un accord sur nos positions et nos intentions au sujet de cette question primordiale que nous pourrons nous attaquer aux problèmes

associés à la formulation d'une politique nationale énoncée conjointement en matière de télécommunications.

Là encore, toutefois, nous devons nous attarder à un problème immédiat et urgent. Les ministres conviendront que l'un des principaux éléments de la discussion menant à l'élaboration d'une nouvelle politique de télécommunications sera la question de la concurrence dans le domaine des services téléphoniques interurbains. Il s'agit là d'un point qui a d'importantes incidences de principe et la Saskatchewan a toujours soutenu que cette question devait être réglée par des agents élus et non pas par les tribunaux responsables de la réglementation.

Il est évident que le responsable fédéral de la réglementation a, dans une décision récente sur la concurrence intercirconscription, établi des paramètres de principe concernant la concurrence dans le service interurbain. Ce responsable de la réglementation a nettement indiqué qu'il autorisera immédiatement la concurrence interurbaine dès qu'il recevra une demande qui lui est acceptable. Autrement dit, cet organisme de réglementation a véritablement établi une politique d'envergure nationale qu'il ne reste qu'à mettre en oeuvre.

A notre avis, cette situation est inacceptable. Il est inacceptable qu'un organisme de réglementation usurpe le rôle et les fonctions légitimes d'agents élus. Il est inacceptable que la décision d'un seul organisme de réglementation amorce une véritable bombe à retardement qui ne peut que biaiser et compliquer l'examen attentif, prudent et judicieux auquel nous procédons en tant que ministres responsables des politiques de télécommunications du Canada. Il est inacceptable que nous fassions l'objet de pressions aussi déraisonnables de la part d'un organisme qui, finalement, est subordonné au gouvernement.

Nous croyons qu'il importe que cette menace et ces pressions soient immédiatement retirées de sorte que les ministres puissent poursuivre leur oeuvre de collaboration avec détachement et circonspection. Par conséquent, je propose que, comme signe de bonne foi et de bonne volonté et en tant que préalable nécessaire à nos délibérations sur la question de la politique, le gouvernement fédéral veille à l'adoption rapide du projet de loi C-20. Le plus tôt possible par la suite, il y aurait lieu que le gouvernement fédéral donne à son organisme de réglementation la directive de principe appropriée visant à suspendre l'étude de toute nouvelle demande relative à la concurrence dans le domaine

de l'interurbain tant que n'aura pas été promulguée une nouvelle politique nationale de télécommunications.

Permettez-moi de prendre encore quelques secondes de votre temps pour exprimer l'opposition de mon gouvernement à l'arrivée d'autres intervenants dans le secteur de l'interurbain. C'est une opposition qui s'enracine dans l'histoire de notre province et, sans doute, dans celle de nos voisines, les provinces des Prairies.

Il y a soixante-dix-huit ans de cela, lorsque, à peine peuplée, la Saskatchewan commençait son existence, les sociétés de téléphone de l'Est ne se sont pratiquement pas souciées de nous. Nous avons donc construit notre propre compagnie quand la société Bell s'est montrée prête à desservir les quelques centres urbains mais non pas les collectivités rurales. Aujourd'hui, SaskTel est une société d'État modèle qui sert bien la population à laquelle elle appartient. Dans son plus récent numéro, la prestigieuse publication anglaise, The Economist, décrit SaskTel comme étant un système téléphonique techniquement impressionnant dont la construction a permis à la province d'accueillir plus d'entreprises de haute technologie que la plupart des autres régions du Canada.

En résumé, nous considérons que notre société de télécommunications est un outil essentiel pour l'évolution de notre province. Nous croyons fermement que nous ne pouvons pas permettre à d'autres d'utiliser nos installations pour nous faire carrément concurrence dans les secteurs les plus lucratifs.

Merci.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216/014

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

Opening Remarks by the Honourable Ed Fulton,
Minister of Transportation & Communications

Ontario

MONTREAL, Quebec
February 27 & 28, 1986

OPENING REMARKS

BY

THE HONOURABLE ED FULTON

ONTARIO MINISTER OF TRANSPORTATION AND COMMUNICATIONS

TO

THE FEDERAL-PROVINCIAL CONFERENCE OF
MINISTERS RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

Montreal

February 27, 1986

CHECK AGAINST DELIVERY

I AM PLEASED TO BE HERE TODAY REPRESENTING THE PROVINCE OF ONTARIO AS WE SEEK TO MAKE PROGRESS TOWARDS THE DEVELOPMENT OF A NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY IN CANADA. A TRULY NATIONAL POLICY IN TELECOMMUNICATIONS ... THAT IS, ONE WHICH IS BASED ON CONSENSUS FROM ALL ACROSS THE COUNTRY ... IS AN OBJECTIVE WHICH ONTARIO SUPPORTS FULLY AND WHICH IS OF CONSIDERABLE ECONOMIC AND SOCIAL IMPORTANCE TO OUR PROVINCE.

IT IS A VERY POSITIVE SIGN THAT THE PROCESS OF FEDERAL-PROVINCIAL CONSULTATION ON THIS SUBJECT HAS RESUMED. WE HAVE THE OPPORTUNITY, TODAY, TOMORROW, AND IN THE COMING MONTHS ... TO MAKE REAL PROGRESS IN PUTTING IN PLACE THE CORNERSTONES OF A NEW NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY DESIGNED TO DEAL WITH THE DYNAMIC REALITIES OF THE TELECOMMUNICATIONS WORLD OF TODAY AND TOMORROW.

TELECOMMUNICATIONS IS A VITAL PART OF THE SOCIAL AND ECONOMIC FABRIC OF THIS COUNTRY. TELECOMMUNICATIONS, LIKE THE BROADCASTING AND TRANSPORTATION NETWORKS, IS ONE OF THE KEY TIES THAT BIND OUR COUNTRY TOGETHER ... INFLUENCING THE WAY WE INTERACT WITH ONE ANOTHER ON AN INTERPERSONAL LEVEL, HELPING BRIDGE THE VAST DISTANCES ACROSS OUR COUNTRY AND BOLSTERING OUR INDUSTRIES' COMPETITIVENESS AND THEIR POSITION AT THE LEADING EDGE OF TECHNOLOGICAL INNOVATION.

AS WE BECOME MORE AND MORE AN INFORMATION-BASED SOCIETY, TELECOMMUNICATIONS PROVIDES THE INFRASTRUCTURE AND VITAL LINKAGE FOR ALL FORMS OF INFORMATION TECHNOLOGY. INFORMATION-INTENSIVE SECTORS OF OUR ECONOMY ... COMPUTER SERVICES, REAL ESTATE, INSURANCE, BANKING, HOTEL CHAINS AND AIRLINES, TO NAME A FEW ... ARE INCREASINGLY RELIANT ON EFFECTIVE AND EFFICIENT TELECOMMUNICATIONS ... NOT ONLY TO BE COMPETITIVE IN THE WORLD MARKETPLACE ... BUT TO PROVIDE THE BEST POSSIBLE SERVICE TO THE PUBLIC.

TELECOMMUNICATIONS IS VITAL TO THE SERVICE SECTOR ... IN WHICH FOUR OUT OF EVERY FIVE NEW JOBS ARE CREATED. POLICIES AND REGULATIONS GOVERNING TELECOMMUNICATIONS NEED TO BE RESPONSIVE TO THIS SECTOR'S NEEDS AND READILY ADAPTABLE TO TECHNOLOGICAL CHANGE. IF THE POLICY AND REGULATORY ENVIRONMENT ARE RIGHT, TELECOMMUNICATIONS CAN MAKE A MAJOR CONTRIBUTION TO IMPROVING PRODUCTIVITY IN EVERY SECTOR OF OUR ECONOMY ... FROM MANUFACTURING TO HEALTH SERVICES TO TOURISM.

IN ADDITION TO ITS ECONOMIC IMPORTANCE, TELECOMMUNICATIONS HAS BECOME AN ESSENTIAL AND INDISPENSIBLE SERVICE TO ALL CANADIANS. CANADA HAS ESTABLISHED A REMARKABLE RECORD. WE HAVE ACHIEVED ALMOST UNIVERSAL ACCESS TO TELEPHONE SERVICE AND WE HAVE ONE OF THE BEST AND MOST AFFORDABLE TELEPHONE SYSTEMS IN THE WORLD ... ONE WHICH WE SHOULD BE PROUD OF ... AS WE DISCUSS POLICY OPTIONS, WE SHOULD BE WORKING HARD TO MAINTAIN ITS HIGH STANDARD OF SERVICE

SEVERAL MAJOR ISSUES FACE US TODAY IN THE AREA OF TELECOMMUNICATIONS. DESPITE LONG-STANDING POLICY TRADITIONS WHICH HAVE MADE OUR TELEPHONE SYSTEM WHAT IT IS TODAY, THERE ARE PRESSURES FOR CHANGE, PRESSURES TO WHICH WE MUST RESPOND. IN ORDER TO DO THIS IN A CONSIDERED AND EFFECTIVE MANNER WE MUST GET ON WITH TACKLING THE JOB OF REACHING A CONSENSUS ON THE TENETS OF A NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY.

ALTHOUGH EACH OF US WILL FAVOUR CERTAIN STRATEGIES AS A MEANS FOR ARRIVING AT A NATIONAL POLICY, IT SEEMS CLEAR THAT EVERYONE ... FROM THE FEDERAL GOVERNMENT AND THE PROVINCES, THE TELEPHONE COMPANIES AND THEIR COMPETITORS, TO THE MANUFACTURERS, BUSINESS USERS, CONSUMERS AND LABOUR ... WANTS, AND UNDERSTANDS THE URGENT NEED FOR A NATIONAL POLICY.

I AM HERE TODAY TO OFFER ONTARIO'S ENDORSEMENT FOR THE KEY PRINCIPLES WHICH HAVE BEEN PROPOSED AS THE BASIS FOR A NEW NATIONAL POLICY. IN DEALING WITH MANY OF THE SPECIFIC ISSUES WHICH WE MUST COME TO TERMS WITH, ONTARIO AGREES THAT WE MUST:

- ENSURE UNIVERSAL ACCESS TO AFFORDABLE SERVICE;
- ENSURE THAT ALL CANADIANS BENEFIT FROM NEW TECHNOLOGY;
- ENSURE THE COMPETITIVENESS OF OUR INDUSTRIES IN THE WORLD MARKETPLACE;
- DEVELOP AN APPROACH FOR CANADA WHICH IS OUR OWN, AND NOT JUST A CARBON COPY OF DEVELOPMENTS ELSEWHERE;
- SUPPORT FAIR AND BALANCED REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT; AND
- REINFORCE THE COOPERATIVE GOVERNMENTAL RESPONSIBILITY FOR POLICY DEVELOPMENT.

IF, IN THE NEXT TWO DAYS WE CAN AGREE ON THESE PRINCIPLES, THEN I BELIEVE WE WILL HAVE MADE SIGNIFICANT PROGRESS.

WE MUST ALSO, HOWEVER, ADDRESS SOME KEY ISSUES WHICH ARE ON THE CANADIAN TELECOMMUNICATIONS PLATTER.

ONE OF THESE IS LOCAL TELEPHONE RATES AND UNIVERSAL ACCESS.

CANADA HAS ESTABLISHED ITS RECORD OF UNIVERSAL ACCESS TO TELEPHONE SERVICE BASED ON A POLICY OF LOW, FLAT-RATE LOCAL SERVICE PRICING COMBINED WITH EXCELLENT SERVICE FROM OUR TELEPHONE COMPANIES. IN DEVELOPING A NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY, THE BOTTOM LINE FOR ONTARIO IS ENSURING CONTINUED UNIVERSAL ACCESS TO BASIC LOCAL SERVICE AT AFFORDABLE RATES.

HERE WE HAVE A KEY FACTOR ... THAT LOCAL PHONE SERVICE MUST BE AFFORDABLE, SO THAT NO ONE IN OUR SOCIETY ... SENIORS, SMALL BUSINESS, THE DISABLED, VOLUNTEERS OR THE ECONOMICALLY DISADVANTAGED ... WILL EVER LOSE ACCESS TO WHAT HAS BECOME AN ESSENTIAL AND INDISPENSIBLE SERVICE.

SECOND, THERE IS THE ISSUE OF THE IMPORTANCE OF EFFICIENT AND REASONABLY PRICED TELECOMMUNICATIONS SERVICES FOR BUSINESS USERS. IT IS VITAL TO OUR ECONOMIC FUTURE THAT OUR INDUSTRIES REMAIN COMPETITIVE BECAUSE COMPETITIVE INDUSTRIES MEAN JOBS FOR CANADIANS. HIGH QUALITY AND REASONABLY-PRICED TELECOMMUNICATIONS SERVICES CAN HELP US ACCOMPLISH THAT.

ONTARIO, THEREFORE, SUPPORTS THE EFFORTS OF THE FEDERAL GOVERNMENT, THE CRTC AND INDUSTRY TO BRING DOWN THE COST OF TELECOMMUNICATIONS SERVICES TO BUSINESS USERS, PROVIDED OF COURSE, THAT IT IS NOT DONE AT THE EXPENSE OF THREATENING UNIVERSAL ACCESS TO BASIC SERVICE AT AFFORDABLE PRICES FOR CONSUMERS. AND WHILE MANY SEE THIS ISSUE AS A SIMPLE BALANCE SCALE ... WHEREBY IF ONE SET OF RATES GO UP ... THEN ANOTHER SET MUST COME DOWN, I DO NOT BELIEVE IT IS THAT SIMPLE. IN THE MONTHS TO COME ONTARIO WILL BE PARTICIPATING IN THE FEDERAL-PROVINCIAL EXAMINATION OF TELECOMMUNICATIONS PRICING, WHICH THE CRTC IS CHAIRING, IN ORDER TO CONTRIBUTE OUR VIEWS ON HOW WE CAN ACHIEVE BOTH LOW

AS FAR AS BUSINESS USERS ARE CONCERNED, ONTARIO BELIEVES IT IS IMPORTANT THAT WE DEVELOP AN ENVIRONMENT THAT PUTS A PREMIUM ON CHOICE OF SERVICES AND EQUIPMENT, THAT PROVIDES AN INCENTIVE TO DEVELOP NEW TECHNOLOGIES AND SERVICES AND THAT CONSCIOUSLY TAKES INTO ACCOUNT THE POTENTIAL FOR JOB CREATION AND ECONOMIC DEVELOPMENT. IN THE PAST FEW YEARS WE HAVE INCREASINGLY MOVED IN THAT DIRECTION AND WE BELIEVE IT IS IMPORTANT TO BEAR THESE OBJECTIVES IN MIND FOR THE FUTURE.

A FOURTH ISSUE IS THE NEED TO HARMONIZE OUR POLICIES AND REGULATIONS ACROSS THE COUNTRY. IF WE ARE TO MAKE PROGRESS TOWARDS A NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY IN THE SHORT TERM, THEN COORDINATING AND ENSURING CONSISTENCY IN OUR POLICY MAKING IS ESSENTIAL. TO THAT END, I STRONGLY SUPPORT THE IDEA OF A COUNCIL OF MINISTERS WHICH SHOULD MEET ON A REGULAR BASIS TO INITIATE AND MONITOR PROGRESS. ONTARIO ALSO SUPPORTS STRENGTHENING THE EFFORT TO ESTABLISH CONSISTENT NATIONAL STANDARDS ACROSS THE COUNTRY ... FOR EXAMPLE, IN THE AREAS OF EQUIPMENT, TERMINAL ATTACHMENT AND SERVICE.

FINALLY, MORE AND MORE WE ARE RECOGNIZING ... IN ALL PARTS OF THE COUNTRY ... THAT THE TELECOMMUNICATIONS INDUSTRY IS PLAYING, AND WILL CONTINUE TO PLAY, A MAJOR ROLE IN REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT. IN ONTARIO ALONE, THE TELECOMMUNICATIONS INDUSTRIES EMPLOY 80,000 PEOPLE, REPRESENT ALMOST 6% OF THE GROSS PROVINCIAL PRODUCT, AND ARE OF CONSIDERABLE STRATEGIC IMPORTANCE TO OUR SERVICE INDUSTRIES.

HOWEVER, AS ON THE NATIONAL LEVEL, THIS ECONOMIC ACTIVITY IS NOT SPREAD EVENLY THROUGHOUT THE PROVINCE. THERE ARE AREAS, LIKE NORTHERN ONTARIO, WHERE TELECOMMUNICATIONS IS VITALLY IMPORTANT AND CAN CONTRIBUTE SIGNIFICANTLY TO REGIONAL DEVELOPMENT.

OUR POLICIES FOR TELECOMMUNICATIONS AT THE NATIONAL LEVEL AND ACROSS THE COUNTRY SHOULD BE SUPPORTIVE OF THE OBJECTIVE OF ENHANCING REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT, AND WE CERTAINLY SUPPORT THE JOINT FEDERAL-PROVINCIAL STUDY ON THIS SUBJECT.

I WANT TO CONCLUDE BY AGAIN EMPHASIZING THE IMPORTANCE OF A NEW NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY FOR ONTARIO ... FOR OUR INDUSTRIES, OUR ECONOMY AND OUR CONSUMERS. AS WE PROGRESS THROUGH THE TRANSITION TO BECOMING AN INFORMATION SOCIETY, POLICIES WHICH ARE FLEXIBLE, RESPONSIVE TO CHANGE, AND ARE BASED ON A NATIONAL CONSENSUS WILL BE A KEY TO ACHIEVING OUR SOCIAL AND ECONOMIC GOALS. IF TODAY AND TOMORROW WE CAN COMMIT OURSELVES TO CONSENSUS, AGREE ON BASIC PRINCIPLES FOR A NEW NATIONAL TELECOMMUNICATIONS POLICY, AND AGREE ON A PROCESS TO RESOLVE THE OUTSTANDING ISSUES, WE WILL HAVE MADE SIGNIFICANT PROGRESS TO THAT END.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216/014

CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

Remarques d'ouverture par L'honorable
Ed Fulton, Ministre des Transports et
des Communications

Ontario



MONTREAL (Québec)
Les 27 et 28 février 1986

REMARQUES D'OUVERTURE

PAR

L'HONORABLE ED FULTON

MINISTRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS DE L'ONTARIO

À LA

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES

MINISTRES RESPONSABLES POUR LES COMMUNICATIONS

MONTREAL.

LE 27 FÉVRIER 1986

JE SUIS HEUREUX D'ÊTRE ICI AUJOURD'HUI REPRÉSENTANT LA PROVINCE DE L'ONTARIO ALORS QUE NOUS CHERCHONS À FAIRE DU PROGRÈS VERS LE DÉVELOPPEMENT D'UNE POLITIQUE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU CANADA. UNE VRAIE POLITIQUE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ... C'EST-À-DIRE, UNE BASÉE SUR LE CONSENTEMENT DE TOUT LE PAYS ... EST UN OBJECTIF QUE L'ONTARIO SUPPORTE TOUT À FAIT EST QUI EST D'UNE IMPORTANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE CONSIDÉRABLE À NOTRE PROVINCE.

C'EST UN SIGNE TRÈS POSITIF QUE LE PROCESSUS DES CONSULTATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES A RÉSUMÉ. NOUS AVONS L'OPPORTUNITÉ, AUJOURD'HUI, DEMAIN ET DANS LES MOIS À VENIR ... DE FAIRE DU PROGRÈS RÉEL EN METTANT AU POINT LES FONDATIONS D'UNE NOUVELLE POLITIQUE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DESIGNÉE À TRAITER AVEC LES REALITÉS DYNAMIQUES DU MONDE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS SONT UNE PARTIE VITALE DE LA STRUCTURE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DE NOTRE PAYS. LES TÉLÉCOMMUNICATIONS, COMME LA RADIODIFFUSION ET LES RÉSEAUX DE TRANSPORTATION SONT UN DES LIENS CLEFS QUI SERRENT NOTRE PAYS ENSEMBLE ... EN INFLUENÇANT LA FAÇON D'AGIR AVEC AUTRUI SUR UN NIVEAU INTERPERSONNEL, EN AIDANT À AFFRANCHIR LES DISTANCES VASTES DE NOTRE PAYS ET EN AUGMENTANT LA CONCURRENCE DE NOS INDUSTRIES ET LEURS POSITIONS DE PREMIER PLAN DANS L'INNOVATION TECHNIQUE.

COMME NOUS DEVENONS UNE SOCIÉTÉ BASÉE SUR L'INFORMATION, LES TÉLÉCOMMUNICATIONS NOUS FOURNISSENT L'INFRASTRUCTURE ET LES LIENS VITAUX POUR TOUTES LES FORMES DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION. LES SECTEURS INTENSIFS EN INFORMATION DE NOTRE ÉCONOMIE ... LES SERVICES À ORDINATEURS, LES IMMEUBLES, L'ASSURANCE, LES BANQUES, LES CHAÎNES D'HÔTEL ET D'AVIATION, POUR CITER QUELQU'UNS ... SE FIENT DE PLUS EN PLUS SUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS EFFECTIVES ET EFFICACES ... NON SEULEMENT POUR ÊTRE COMPÉTITIF DANS LE MARCHÉ MONDIAL ... MAIS AUSSI POUR FOURNIR LE MEILLEUR SERVICE AU PUBLIQUE.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS SONT VITALES AU SECTEUR DU SERVICE ... DANS LEQUEL QUATRE DES CINQ EMPLOIS NOUVEAUX SONT CRÉÉS. LES POLITIQUES ET LES RÉGLEMENTATIONS GOUVERNANT LES TÉLÉCOMMUNICATIONS DOIVENT POUVOIR RÉPONDRE AUX BESOINS DE CE SECTEUR ET ÊTRE FACILEMENT ADAPTABLE AUX CHANGEMENTS DE TECHNOLOGIE. SI L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET RÉGULATEUR EST CORRECT, LES TÉLÉCOMMUNICATIONS PEUVENT FAIRE UNE CONTRIBUTION MAJEURE À L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ DANS TOUS LES SECTEURS DE NOTRE ÉCONOMIE ... DE LA SANTÉ AU TOURISME.

EN PLUS DE SON IMPORTANCE ÉCONOMIQUE, LES TÉLÉCOMMUNICATIONS SONT DEVENUES UN SERVICE ESSENTIEL ET INDISPENSABLE POUR TOUS LES CANADIENS. LE CANADA A ÉTABLI UN RECORD REMARQUABLE. NOUS AVONS À PEU PRÈS ACCOMPLI L'ACCÈS UNIVERSEL AU SERVICE TÉLÉPHONIQUE, ET NOUS AVONS UN DES MEILLEURS ET MOINS DISPENDIEUX SERVICES TÉLÉPHONIQUES DANS LE MONDE ... UN DONT NOUS SOMMES FIERS ... TOUT EN DISCUtant DE CES OPTIONS DE POLITIQUE, NOUS DEVONS TRAVAILLER DUREMMENT À MAINTENIR LES HAUTS STANDARDS DU PAYS.

PLUSIEURS ISSUES MAJEURES NOUS FONT FACE AUJOURD'HUI DANS LE DOMAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS. EN DÉPIT DES ANCIENNES TRADITIONS DE POLITIQUE QUI ONT FAIT NOTRE SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE CE QU'IL EST AUJOURD'HUI, IL Y A DES PRESSIONS, POUR LE CHANGEMENT, DES PRESSIONS AUXQUELLES NOUS DEVONS RÉPONDRE. POUR EFFECTUER CELA DANS UNE MANIÈRE EFFECTIVE ET CONSIDÉRÉE NOUS DEVONS SURMONTER LA TÂCHE D'ARRIVER À UN ACCORD SUR LES NORMES D'UNE POLITIQUE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

MALGRÉ LE FAIT QUE CHACUN DE NOUS FAVORISERA CERTAINES STRATÉGIES COMME MOYENS POUR ARRIVER À UNE POLITIQUE NATIONALE, IL EST CLAIR QUE TOUS ... DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET DES PROVINCES, DES COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE ET DE LEURS COMPÉTITEURS, AUX MANUFACTURES, AUX ENTERPRISES QUI LES UTILISENT, AUX CONSOMMATEURS ET OUVRIERS ... VEULENT ET COMPRENNENT LE BESOIN URGENT D'UNE POLITIQUE NATIONALE.

JE SUIS ICI AUJOURD'HUI POUR OFFRIR L'ENDORSEMENT DE L'ONTARIO AUX PRINCIPES CLEFS QUI ONT ÉTÉ PROPOSÉS COMME BASE POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE NATIONALE. EN TRAITANT DE NOMBREUX ISSUES SPÉCIFIQUES QUE NOUS DEVONS ÊTRE D'ACCORD, ONTARIO CONSENTE QUE NOUS DEVONS:

- ASSURER L'ACCÈS UNIVERSEL AU SERVICE À UN PRIX DONT NOUS POUVONS NOUS PAYER;
- ASSURER QUE TOUS LES CANADIENS BÉNÉFICIENT DE LA NOUVELLE TECHNOLOGIE;
- ASSURER LA COMPÉTITIVITÉ DE NOS INDUSTRIES DANS LES MARCHÉS MONDIAUX;
- DÉVELOPPER UNE NOUVELLE APPROCHE POUR LE CANADA QUI EST LA NOTRE, ET QUI N'EST PAS UNE COPIE DE CARBON DES DÉVELOPPEMENTS AILLEURS;
- SUPPORTER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL D'UNE FAÇON ÉQUITABLE ET BALANÇÉE; ET
- RENFORCER LA RESPONSABILITÉ COOPÉRATIVE GOUVERNEMENTALE DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LA POLITIQUE.

SI, DANS LES QUELQUES JOURS PROCHAINS, NOUS POUVONS TOMBER D'ACCORD SUR CES PRINCIPES, ALORS JE CROIS QUE NOUS AURONS FAIT DU PROGRÈS SIGNIFICATIF.

NOUS DEVONS AUSSI, POURTANT, ADDRESSEZ CERTAINS ISSUES CLEFS SUR LE SUJET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENS. UNE DE CELLES-CI EST LES TAUX LOCAUX DU SERVICE TÉLÉPHONIQUE ET L'ACCÈS UNIVERSEL.

LE CANADA A ÉTABLI SON RECORD D'ACCÈS UNIVERSEL AU SERVICE TÉLÉPHONIQUE BASÉ SUR UNE POLITIQUE DE PRIX BAS ET À TAUX FIXE COMBINÉ AVEC LE SERVICE EXCELLENT DE NOS COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE. EN DÉVELOPPANT UNE POLITIQUE NATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS, LA LIGNE DE FOND POUR ONTARIO EST D'ASSURER LA CONTINUATION DE L'ACCÈS UNIVERSEL AU SERVICE LOCAL SIMPLE À DES TAUX RAISONNABLES.

ICI NOUS AVONS UN FACTEUR CLEF ... QUE LE SERVICE LOCAL TÉLÉPHONIQUE DOIT ÊTRE OFFERT À UN PRIX RAISONNABLE, POUR QUE PERSONNE DANS NOTRE SOCIÉTÉ ... LES ÂGÉS, LES PETITES ENTERPRISES, LES INFIRMES, LES VOLONTAIRES OU LES PERSONNES À REVENUES INFÉRIEURS ... JAMAIS PERDRONT L'ACCÈS À CE QUI EST DEVENU UN SERVICE ESSENTIEL ET INDISPENSABLE.

EN DEUXIÈME, IL Y A L'ISSUE DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS QUI SONT EFFICACES ET DONT LES PRIX SONT RAISONNABLES POUR LES UTILISATEURS EN AFFAIRES. C'EST VITAL À NOTRE FUTURE ÉCONOMIE QUE NOS INDUSTRIES RESTENT CONCURRENTIELLES PARCE QUE LES INDUSTRIES CONCURRENTIELLES SIGNIFIENT DES EMPLOIS POUR LES CANADIENS. LA HAUTE QUALITÉ ET LE SERVICE DE TELECOMMUNICATIONS FIXÉS À DES PRIX RAISONNABLES PEUVENT NOUS AIDER À ACCOMPLIR CELA.

ONTARIO, POUR CELA, SUPPORTE LES EFFORTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, DE LA CRTC ET DE L'INDUSTRIE POUR ABAISSER LES COÛTS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AUX UTILISATEURS EN AFFAIRE. POURVU QUE BIEN SÛR, CELA NE SOIT PAS EFFECTUÉ AUX DÉPENS DE MENACER L'ACCÈS UNIVERSEL AU SERVICE DE BASE À DES PRIX RAISONNABLES POUR LES CONSOMMATEURS. ET COMME PLUSIEURS REGARDENT CETTE ISSUE COMME UN SIMPLE BALANÇOIRE ... DANS LAQUELLE SI UN DES ENSEMBLES DES TAUX AUGMENTE ... UN AUTRE ENSEMBLE DOIT DIMINUER, JE NE CROIS PAS QUE C'EST SI SIMPLE. DANS CES MOIS À VENIR ONTARIO PARTICIPERA DANS L'EXAMINATION DE

LA FIXATION DES PRIX DANS CE SERVICE TÉLÉPHONIQUE, QUI EST DIRIGÉ PAR LA CRTC, AFIN DES CONTRIBUER NOS VUES SUR COMMENT NOUS POUVONS RÉUSSIR À AVOIR DES BAS TAUX POUR LES CONSOMMATEURS ET DES PRIX INFÉRIEURS POUR LE SERVICE A LONGUE DISTANCE POUR LES ENTERPRISES.

EN CE QUI CONCERNE LES USAGERS EN AFFAIRES, ONTARIO CROIT QU'IL EST IMPORTANT QUE NOUS DÉVELOPPIONS UN ENVIRONNMENT QUI MET UNE PRIME SUR LE CHOIX DES SERVICES ET ÉQUIPMENTS, QUI INCITE LE DÉVELOPPEMENT DES NOUVEAUX TECHNOLOGIES ET SERVICES, ET QUI CONSCIENCIEUSEMENT PREND EN CONSIDÉRATION LE POTENTIAL POUR LA CRÉATION DES NOUVEAUX EMPLOIS ET LE DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE. DURANT LES DERNIÈRES ANNÉES, NOUS SOMMES DIRIGÉS DE PLUS EN PLUS DANS CETTE DIRECTION ET NOUS CROYONS QU'IL EST IMPORTANT DE SUPPORTER CES OBJECTIFS DANS L'ESPRIT AU FUTURE.

UNE QUATRIÈME ISSUE EST LE BESOIN DE HARMONISER NOS POLITIQUES ET NOS RÉGLEMENTATIONS À TRAVERS LE PAYS. SI NOUS DEVONS FAIRE DU PROGRÈS VERS UNE POLITIQUE NATIONALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS À COURT TERME, IL EST ESSENTIEL ALORS DE COORDONNER ET D'ASSURER LA CONSISTANCE DANS LA FORMULATION DE NOTRE POLITIQUE. A CETTE FIN, JE SUPPORTE FORTEMENT L'IDÉE D'UN CONSEIL DES MINISTRES QUI DEVRAIT SE RENCONTRER RÉGULIÈREMENT POUR INITIER ET DIRIGER LE PROGRÈS. ONTARIO AUSSI SUPPORTE LE RENFORCEMENT DE L'EFFORT POUR ÉTABLIR DES STANDARDS NATIONAUX CONFORMES À TRAVERS LE PAYS ... PAR EXEMPLE, DANS LE DOMAINE DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'ATTACHMENT DES TERMINAUX ET SERVICE.

FINALEMENT, NOUS RECONNAISSENS DE PLUS EN PLUS ... DANS TOUTE LES PARTIES DU PAYS ... QUE L'INDUSTRIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS JOUE, ET CONTINUERA À JOUER, UN RÔLE MAJEUR DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL. EN ONTARIO SEULEMENT, LES INDUSTRIES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS EMPLOIENT 80,000 PERSONNES, PRÉSENTENT À PEU PRÈS 6% DU PRODUIT BRUT PROVINCIAL, ET SONT D'UNE IMPORTANCE STRATÉGIQUE CONSIDÉRABLE À NOS INDUSTRIES DE SERVICE.

POURTANT, SUR UN PLAN NATIONAL, CETTE ACTIVITE ÉCONOMIQUE N'EST PAS RÉPANDUE UNIFORMÉMENT À TRAVERS LA PROVINCE. IL Y A DES ENDROITS, COMME LE NORD DE L'ONTARIO, OÙ LES TÉLÉCOMMUNICATIONS SONT D'UNE IMPORTANCE VITALE ET PEUVENT CONTRIBUER SIGNIFICATIVEMENT AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL.

NOS POLITIQUES POUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS SUR UN PLAN NATIONAL ET À TRAVERS LE PAYS DEVRAIENT SUPPORTER L'OBJECTIF DE PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL, ET NOUS SUPPORTONS CERTAINEMENT L'ÉTUDE FÉDÉRALE-PROVINCIALE COMMUNE SUR CE SUJET.

JE VEUX CONCLURE EN APPUYANT ENCORE SUR L'IMPORTANCE D'UNE NOUVELLE POLITIQUE NATIONALE SUR LES COMMUNICATIONS POUR L'ONTARIO ... POUR NOS INDUSTRIES, NOTRE ÉCONOMIE ET NOS CONSOMMATEURS. EN PROGRESSANT VERS UNE PÉRIODE DE TRANSITION POUR DEVENIR UNE SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION, DES POLITIQUES QUI SONT FLEXIBLES, QUI RÉPONDENT AU CHANGEMENT, ET QUI SONT BASÉES SUR UN CONSENSUS NATIONAL SERONT LA CLEF POUR ACCOMPLIR NOS BUTS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES. SI AUJOURD'HUI ET DEMAIN NOUS POUVONS NOUS ENGAGER À UN ACCORD GÉNÉRAL, CONSENTER À DES PRINCIPES DE BASE POUR UNE POLITIQUE NOUVELLE NATIONALE SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS, ET CONSENTER À UN PROCÉDÉ À RESOUDRE LES ISSUES QUI RESTENT, NOUS AURONS FAIT DU PROGRÈS SIGNIFICATIF À CETTE FIN.

CA1
Z 2
-C 52

Government
Publications

DOCUMENT: 830-216 /015

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

Opening Remarks

by

Mr. Piers McDonald

Minister of Community and Transportation Services

Yukon

MONTREAL, Quebec
February 27 & 28, 1986

MR. CO-CHAIRMAN:

I AM PLEASED TO HAVE THE OPPORTUNITY TO PARTICIPATE IN THIS CONFERENCE AND TO PRESENT THE VIEWS OF THE YUKON GOVERNMENT.

I WILL HAVE TO ADMIT THAT NOT ONLY AM I A NOVICE AS A MINISTER RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS BUT ALSO THE YUKON GOVERNMENT ITSELF IS A NOVICE IN THE ESTABLISHMENT OF FIRM POLICY IN MATTERS RELATING TO TELECOMMUNICATIONS. SO THEREFORE - I TOO WILL HAVE TO WARN PEOPLE AGAINST EXPECTING PROFUNDITY FROM MY COMMENTS. WE ARE ENTERING THE WORLD OF COMMUNICATIONS ONLY NOW HAVING ONLY PROVIDED AD HOC RESPONSES (PRIMARILY) TO FEDERAL REGULATORY INITIATIVES.

WE HAVE TAKEN THE MAJOR INITIATIVE TO DEVELOP COMMUNICATIONS POLICY FOR THE FIRST TIME IN RESPONSE TO PUBLIC DEMAND IN THE YUKON TO HAVE THEIR GOVERNMENT TAKE A FIRM BUT FLEXIBLE STAND ON THE CRITICALLY IMPORTANT MATTERS RELATING TO TELECOMMUNICATIONS.

IN THE YUKON - WE HAVE A RATHER SPECIAL SITUATION (I'M SURE SHARED BY JURISDICTIONS LIKE THE N.W.T. AND REMOTE REGIONS OF THE PROVINCES) WHERE GREAT DISTANCES EXIST BETWEEN SPARSELY POPULATED AREAS MAKING THE IMPROVEMENT OF DISTANCE COMMUNICATIONS OUR GREATEST CHALLENGE. WE FEEL WE MUST TAKE THE



INITIATIVE TO TAKE MUCH GREATER ADVANTAGE OF NEW TECHNOLOGY (PARTICULARLY SATELLITE TECHNOLOGY) TO PROVIDE BETTER LINKS BETWEEN COMMUNITIES - AT THE SAME TIME AS PROVIDING SERVICES AT AFFORDABLE RATES TO ALL PEOPLE IN THE TERRITORY.

AFFORDABILITY, UNIVERSAL ACCESSABILITY AND RELIABILITY ARE THE BY-WORDS FOR COMMUNICATION POLICY DEVELOPMENT IN THE YUKON.

WE WOULD ENCOURAGE THE REGULATORY AUTHORITIES TO PERMIT JURISDICTIONS SIMILAR IN CHARACTER TO THE YUKON TO HAVE THE LATITUDE OR, FLEXIBILITY IF YOU LIKE, TO EXPLORE NEW INNOVATIVE WAYS TO IMPROVE THE QUALITY OF LIFE OF PEOPLE IN REMOTE REGIONS WITH RESPECT TO TELECOMMUNICATIONS.

THOUGH OUR JURISDICTION IS RELATIVELY SMALL WE STILL AVIDLY ENGAGE IN MANY OF THE SAME DEBATES THAT TAKE PLACE ELSEWHERE IN THE COUNTRY.

WE LOOK FORWARD TO THE DISCUSSIONS THAT WILL TAKE PLACE TODAY AND ARE EAGER TO ENGAGE FULLY IN NATIONAL DISCUSSIONS IN THE MONTHS AHEAD. IF THERE IS A CONSENSUS TO BE REACHED BETWEEN THE FEDERAL GOVERNMENT/PROVINCES AND TERRITORIES WE WOULD VERY MUCH LIKE TO PARTICIPATE IN DEVELOPING THAT CONSENSUS.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216/015

CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

Allocution d'ouverture

par

M. Piers McDonald

Ministre des Services communautaires et des transports

Yukon



MONTREAL (Québec)
Les 27 et 28 février 1986

M. LE COPRÉSIDENT :

C'EST AVEC PLAISIR QUE JE VAIS PRÉSENTER LES VUES DU GOUVERNEMENT DU YUKON ET PARTICIPER À CETTE CONFÉRENCE.

JE DOIS ADMETTRE QUE L'ÉTABLISSEMENT DE POLITIQUES EN MATIÈRE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS CONSTITUE UNE NOUVEAUTÉ POUR LE GOUVERNEMENT DU YUKON ET POUR MOI-MÊME. JE VOUS DEMANDERAI DONC DE NE PAS CHERCHER DANS MES OBSERVATIONS DES VUES TROP PROFONDES. NOUS VENONS À PEINE D'ENTRER DANS L'ÈRE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET JUSQU'À MAINTENANT NOUS NOUS SOMMES CONTENTÉS DE RÉAGIR CAS PAR CAS AUX INITIATIVES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION. C'EST LA PREMIÈRE FOIS QUE NOUS ÉLABORONS UNE POLITIQUE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, EN RÉPONSE À LA DEMANDE DES CITOYENS DU YUKON QUI SOUHAITENT QUE LEUR GOUVERNEMENT PRENNE UNE POSITION À LA FOIS FERME ET SOUPLE SUR LES QUESTIONS RATTACHÉES À CE DOMAINE.

LA SITUATION DU YUKON (TOUT COMME CELLE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET DES RÉGIONS ISOLÉES DES PROVINCES) EST TOUT À FAIT PARTICULIÈRE : LES COLLECTIVITÉS, À FAIBLE DENSITÉ DE POPULATION, SONT TRÈS ÉLOIGNÉES L'UNE DE L'AUTRE, CE QUI EXIGE UNE AMÉLIORATION DES MOYENS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS SUR DE LONGUES DISTANCES. NOUS PENSONS QU'IL CONVIENT D'EXPLOITER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES (EN PARTICULIER LA TECHNOLOGIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS PAR SATELLITE) EN VUE D'ASSURER UNE LIAISON PLUS ÉTROITE ENTRE LES COMMUNAUTÉS ET EN MÊME TEMPS DE FOURNIR À TOUS LES CITOYENS DU TERRITOIRE DES SERVICES À DES TARIFS ABORDABLES.

AU YUKON, LA FIABILITÉ DES SERVICES ET LEUR ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE À PRIX AVANTAGEUX SERONT LES MOTS-CLÉS DE NOTRE POLITIQUE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

NOUS ENCOURAGEONS LES AUTORITÉS RESPONSABLES DE LA RÉGLEMENTATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS À AUTORIZER LES RÉGIONS QUI, PAR LEURS CARACTÉRISTIQUES, RESSEMBLENT AU YUKON, À EXPLORER DE NOUVELLES FACONS NOVATRICES D'AMÉLIORER LES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS OFFERTS AUX CITOYENS DES RÉGIONS ÉLOIGNÉES ET, PAR LÀ, LEUR QUALITÉ DE VIE.

BIEN QUE NOTRE TERRITOIRE SOIT RELATIVEMENT PETIT, BON NOMBRE DES DÉBATS QUI SE DÉROULENT AILLEURS AU CANADA NOUS INTÉRESSENT ÉGALEMENT ICI.

NOUS AVONS HÂTE D'ENTAMER LES DISCUSSIONS AUXQUELLES LA CONFÉRENCE VA DONNER LIEU ET SOMMES PRÊTS À NOUS ENGAGER PLEINEMENT, DANS LES MOIS QUI VIENNENT, À DES DISCUSSIONS À L'ÉCHELLE NATIONALE. S'IL DOIT S'ÉTABLIR UN CONCENSUS ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, LES PROVINCES ET LES TERRITOIRES, NOUS COMPTONS Y APPORTER NOTRE CONTRIBUTION.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216/016

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS



Opening Remarks
by
The Honourable David King,
Minister of Technology, Research and Telecommunications

Alberta

MONTREAL, Quebec
February 27 & 28, 1986

I. INTRODUCTION

I welcome the opportunity to discuss telecommunications policy with my colleagues from across the country.

I note that previous Ministers of Communications have wrestled with this topic over the past 15 years in a number of different fora, ranging from bilateral negotiations to constitutional conferences.

At the onset, I would like to express my support for the process established with respect to this conference, particularly the joint studies that are being undertaken to provide a common information base.

I regard this conference as a timely opportunity for policymakers to examine and, hopefully, arrive at some consensus on our priorities regarding telecommunications.

In terms of outcome, I would suggest that our efforts should ultimately culminate in the development of a federal-provincial document which lays the foundation for a truly "national" and federal telecommunications policy.

Let me emphasize that a "national policy" need not imply uniformity. In fact, the earmark of a viable national policy in a diverse and federal state will be sufficiently flexible to accommodate varying regional/provincial priorities.

Many of you may share Alberta's views relating to certain telecom issues. I would be surprised, however, if there was unanimous agreement, and even more surprised if you accorded equal weight or significance to the various issues.

The challenge before us would therefore appear to be designing a policy which recognizes and respects these differences as well as the common ground that we share.

II It is important to express the perspective of the Government of Alberta on the matters before us at this conference.

A. PRINCIPLES UNDERLYING POLICIES/ACTIONS:

The Alberta Government's attitude towards telecommunications policy within our jurisdiction - as evidenced by our actions over the years - has consistently been characterized by the following two attitudes:

I. We believe that a telecommunications infrastructure is vital to economic and social development. Therefore, it is appropriate for the government to take a leadership role in setting policies and operating systems that shape the development of the telecommunications industry. We acquired this view in part from the City of Edmonton, which owns and operates a large, sophisticated independent telephone system which was established in 1888. As a result of the strength of this view throughout the province, my government is involved in the industry as the owner of a major telephone - now telecom - company.

As I shall speak extensively of priorities, it is appropriate to note that in Alberta, provincial government involvement in the telecommunications industry dates back to the 1906 - 1908 era. 1906 marks the first legislative appropriation in respect to telephone service, and 1908 marks the Government purchase of Bell interests within the province. Our involvement arose as a direct consequence of our priorities not being adequately served by the existing Bell Telephone Company.

Bell's expansion of service in Alberta was subject to the commercial constraint of adequate financial return, whereas the province's social and economic objectives were deemed to be more effectively served by the most rapid/widespread extension of telephone service possible.

Perhaps on a less visible plane, I would note that until 1958 Alberta Government Telephones (AGT) actually operated as a department of the Alberta government.

Currently the entire AGT Commission, and all of the company's senior executive officers, are appointed by Order-In-Council. Major telecommunications policy issues are subject to Cabinet approval.

Judge Pratte notwithstanding, it is clear that AGT operates within guidelines prescribed by the provincial government and that its operations reflect provincial priorities.

2. We also believe there must be a commitment to universal service at the lowest possible cost to the consumer.

In using this latter phrase I should emphasize that I use the term "lowest" as opposed to "affordable" deliberately. One of the fundamental justifications for government involvement in the industry has been, and continues to be, cost minimization in respect to telephone service.

I should also emphasize that I use the term "universal service" as opposed to "universal telephone service" deliberately. While the province's focus was initially on telephone service, the evolution of the industry is now leading us to consider "universal service" in the context of telecommunications as opposed merely to telephone service.

Since the government's purchase of Bell's Alberta assets, virtually every facet of AGT's development i.e., the introduction of new services, network expansion, and indeed, the company's very existence as a Crown entity, has reflected the commitment to universal service at the lowest possible cost.

Asset expansion has occurred in pursuit of "universal service" which in Alberta includes:

1. four-party service as the standard telephone service in rural areas,
2. more significantly, upgrading of the public network to accommodate the maximum telecom capacity - i.e., the delivery of the broadest array of services to the largest number of subscribers possible,
3. the introduction of non-basic services (mobile, data, video):
 - this last point is subject to the dual caveats that:
 - the non-basic services create no burden on basic services (or more specifically, subject to the caveat that they contribute financially to lowest cost universal telephone service), and
 - that they are offered on a competitive basis, to ensure that the expansion of universal service towards maximum use of the public switched telephone network occurs on the most efficient basis possible.

In summary, in Alberta we have a commitment to lowest cost universal service, both in terms of telephone and telecommunications services.

AGT's capital structure of virtually 100% debt financing and an unconditional provincial guarantee of its debt, are both indicative of the provincial commitment to providing basic service at the lowest possible rates.

To summarize this background:

- Insofar as:

1. Universal telephone service is now available (including the 4-party level of rural service previously mentioned and an extensive extended flat rate calling program),
2. the capacity of the public switched network is continually expanding, and
3. rates in Alberta are among the lowest in the nation,

it is apparent that AGT has served, and is serving, the government's objectives as designed.

Further, I would emphasize that with AGT boasting:

- assets of \$2.3 billion
- annual revenues exceeding 1 billion, and
- some 11,000 employees;

and Edmonton Telephones having:

- assets of \$600 million
- annual revenues of \$200 million
- some 2,000 employees;

thus, Alberta has made the largest direct financial commitment to its telecom objectives of any government in the country, including the federal government.

Having made such a commitment, it should come as no surprise that we would hope that a "national/federal policy" would similarly recognize these objectives.

However, recognizing that other areas of the country may want to pursue different priorities, I would be perfectly content with a "national/federal policy" which merely accommodated Alberta's objectives. That is, I see no need to impose Alberta's objectives on other jurisdictions but would be obliged to voice strong opposition to any policy which compromised the Government of Alberta's priorities regarding telecommunications within Alberta, not to mention its substantial investment in support of these priorities.

III. Alberta Perspective - current policy considerations

A. Issues of significance in Alberta

While I have focussed on the Alberta government's concerns regarding lowest cost universal service, I hope I have not left the impression that provincial policies and the development of the telecom industry have been completely one dimensional.

A number of provincial priorities are served by AGT and, in some cases, Edmonton Telephones:

- the companies have been particularly effective in filling local market demand, the most striking example being the extensive mobile network developed to serve the province's resource industries
- AGT's sophisticated network, integrating fiber optic and digital technology, reflects the provincial attitude towards the development of high-tech infrastructure.
- The extension of state-of-the art network architecture throughout the province is consistent with our posture regarding regional development and economic diversification in Alberta.
- Subsidiary operations not only involve high technology but take us into the international arena.

Moreover, the governments of the Province and City of Edmonton and the companies regularly evaluate and adjust their priorities and strategies in light of market changes.

For instance, we are in the process of evaluating the implications of upgrading our notion of universal service to include Individual Line Service in rural Alberta.

While not going into undue detail regarding these issues, I would not be speaking out of school to indicate that perhaps the major criteria against which they are judged is the impact on least cost universal service.

A significant improvement in the quality or capacity of service (i.e., Rural Individual Line Service (RILS) must be critically evaluated in light of any associated cost increases.

The point of note is that we evaluate the implications of any initiative/proposal in terms of our established priorities.

I have already acknowledged that priorities may vary among regions. But it should be noted that even if one assumes identical priorities, identical propositions may involve substantially differing ramifications, or even opposing ramifications.

Consider, for example, the previously mentioned proposal under consideration in Alberta (introduction of RILS). The ramifications in Quebec or Saskatchewan would be substantially different than those in Alberta even if one assumes the same priorities in all three areas.

My theme is that National Telecom Policy can only be effective if it can accommodate such regional difference.

Turning to Items arising from the Agenda ...

B. Issues of significance - at a national level

Of the issues which we will later be addressing in some detail, I have no doubt that two of the most contentious will be price restructuring and the role of competition in the telecom industry.

Like every other government at this table, Alberta has devoted considerable attention to these issues. As with the other issues I have mentioned, we have attempted to assess the impact of price restructuring/competition in terms of our fundamental objective - namely, least cost universal service.

I make this point to emphasize that in evaluating price restructuring and competition in the context of least cost universal service, we are simply applying the same litmus test that we apply to all propositions concerning telecommunications policy.

Furthermore, we are convinced of the validity of this test over time because it sees the benefits of new technologies, new service offering, etc. being offered via the public switched network to all sectors of the economy, i.e., the broadest array of customers possible.

While not trying to jump ahead on the agenda, I would like to offer the following general observations regarding price restructuring and competition:

In respect to price restructuring: no overwhelming market demand has emerged to realign prices with costs.

Certainly there is an ongoing pressure to reduce prices or keep prices as low as possible. But we have rarely, if ever, been exposed to a demand for increasing some prices while reducing others. Quite to the contrary, we have witnessed significant resistance to any proposed price increases, particularly in recent years.

Secondly, a merit of price restructuring which is frequently cited is that it will eliminate the disparity between prices and costs which governments have conveniently ignored and which have resulted in the elaborate system of cross-subsidies characteristic of telephone rates today.

Unfortunately, this argument fails to recognize that this system of cross-subsidies has been, and continues to be deliberate, at least in Alberta, because it is perfectly consistent with the Government of Alberta's objectives - convenient perhaps, deliberate - definitely.

Finally, I would note that price restructuring is a topic which is virtually never raised except in the context of a larger debate - most frequently, the debate concerning competition.

The Government of Alberta's natural predisposition towards competition is favourable and I will categorically state that we do not preclude competition in the telecommunications industry.

Indeed, with respect to telecom services, I note that the majority of such services are already offered on a competitive basis in Alberta.

Still further, I would note that these services are regarded as those having the greatest market growth potential.

However, recognizing that our fundamental objective relates to universal service, it logically follows that issues like competition in basic services and the price restructuring that would be needed to accommodate such competition must be demonstrated as enhancing or, at least, upholding our objectives re: lowest cost universal service.

To date, we have not been presented with any such demonstration nor have we been confronted with any significant demand to provide basic telephone services on a competitive basis because of technological, service availability or pricing deficiencies.

As I noted earlier, this view should not be interpreted as being anti-competitive. It is simply a cautious attitude arising from well-established priorities.

This is particularly important in view of the fact that the pressures we are currently facing point towards a continued demand for the expansion of basic services.

For instance, a recent survey identified limitations of multi-party service as the single largest source of customer dissatisfaction in Alberta.

Thus, there may be some justification in Alberta to focus on upgrading our concept of basic (universal) service as opposed to focussing on the merits of competition.

In any event. I will simply reiterate the point I have made previously: the ramifications of competition in the telecom industry may well vary from region to region.

It seems only sensible to design a national/federal policy in such a manner as to accommodate these variations.

SUMMARY

In closing, I would make note of the following factors:

I would expect a considerable degree of agreement among governments on a number of issues, including:

- (a) The importance of universal service,
- (b) the need to exploit the benefits offered by new technologies for the broadest base of customers as well as particular sectors,
- (c) perhaps, most significantly, the need to harmonize federal-provincial efforts.

With regard to this latter item, I have provided, and am willing to continue providing, both financial and staff support to conferences, studies, and other federal-provincial forums concerning national/federal telecom policy.

I would also make note that the federal Minister has spoken of "a distinctively Canadian" solution.

In this regard I would suggest that the hallmark of a distinctively Canadian solution will be recognized in a national/federal policy which allows for the expression of the regional differences which characterize this country.

While Alberta welcomes the opportunity to participate in any discussions regarding telecom issues, and is willing to acknowledge different priorities in other regions of the country, we will be most reluctant to see our priorities overridden in "the national interest". Alberta has endured considerable hardship as a consequence of such policies in past years.

As I noted at the outset, suitable flexibility and open discussion of issues such as will hopefully occur at this conference should lead to the successful implementation of a truly "national/federal telecom policy" in Canada.

Thank you.

1A1
Z2
- C02

DOCUMENT: 830-216/016

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

Allocution d'ouverture
par
l'honorable David King,
ministre chargé de la Technologie, de la Recherche et des
Télécommunications

Alberta



MONTRÉAL (Québec)
Les 27 et 28 février 1986

PLEASE NOTE

This document is made available by the Canadian Intergovernmental Conference Secretariat (CICS) for education and/or information purposes only. Any misuse of its contents is prohibited, nor can it be sold or otherwise used for commercial purposes. Reproduction of its contents for purposes other than education and/or information requires the prior authorization of the CICS.

VEUILLEZ NOTER

Ce document est distribué par le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC) à des fins éducatives et informatives seulement. Il est interdit de l'utiliser à mauvais escient, de le vendre ou de s'en servir à des fins commerciales. Il est également interdit d'en reproduire le contenu pour des fins autres que l'éducation ou l'information, à moins d'avoir obtenu au préalable l'autorisation du SCIC.

I. INTRODUCTION

Je suis enchanté d'avoir la possibilité de discuter de la politique des télécommunications avec mes collègues de partout au pays.

Depuis quinze ans, les ministres des Communications profitent de diverses tribunes, depuis les négociations bilatérales jusqu'aux conférences constitutionnelles, pour aborder cette question.

Dès le départ, j'aimerais souligner que j'appuie le processus établi pour mener à bien cette conférence, tout particulièrement les études conjointes entreprises pour fournir une base d'information commune.

Cette conférence fournit à tous ceux que concerne l'élaboration des politiques l'occasion idéale de se pencher sur les télécommunications et, espérons-le, d'en arriver à un certain consensus sur nos priorités.

Sur le plan des résultats éventuels de cette conférence, j'espère que nos efforts se traduiront par la rédaction d'un document fédéral-provincial établissant les fondations d'une politique fédérale des télécommunications qui serait véritablement une politique nationale.

Permettez-moi de vous rappeler qu'une "politique nationale" ne doit pas nécessairement être synonyme d'uniformité. En fait, la caractéristique d'une politique nationale viable dans un état fédéral et diversifié c'est qu'elle est suffisamment souple pour respecter les diverses priorités provinciales et régionales.

Bon nombre d'entre vous partagez peut-être les vues de l'Alberta au sujet de certains volets des télécommunications. Je serais toutefois surpris, qu'il y ait unanimité, et encore plus étonné que vous accordiez une signification ou un poids égal aux diverses questions.

À mon avis, il nous faut concevoir une politique qui sache reconnaître et respecter ces différences de même que les valeurs que nous partageons.

II. Il est important d'exprimer les vues du gouvernement de l'Alberta sur les questions qui figurent à notre ordre du jour.

A. LES PRINCIPES SOUS-TENDANT LES POLITIQUES ET LES MESURES:

L'attitude du gouvernement de l'Alberta à l'égard de la politique des télécommunications à l'intérieur de notre champ de compétence - comme en font foi nos initiatives au cours des ans - a constamment été dictée par les deux prémisses suivantes:

- I. Nous croyons que l'infrastructure des télécommunications est un élément essentiel du développement économique et social. En conséquence, il est tout indiqué pour le gouvernement d'assumer le leadership dans l'établissement des politiques et des systèmes d'exploitation qui façonnent le développement de l'industrie des télécommunications. Cette façon de voir les choses nous vient en partie de la ville d'Edmonton qui, depuis 1888, exploite un système téléphonique sophistiqué et indépendant. Étant donné que cette position recueille un fort soutien partout dans la province, mon gouvernement intervient dans ce secteur industriel en tant que propriétaire d'une importante compagnie de téléphone qui s'intéresse maintenant aux télécommunications.

Comme je parlerai en long et en large des priorités, il me faut souligner qu'en Alberta, la participation du gouvernement provincial dans le secteur des télécommunications remonte aux années 1906-1908. C'est en 1906 qu'étaient votés les premiers crédits concernant des services téléphoniques, et c'est en 1908, que le gouvernement albertain achetait les intérêts de Bell dans notre province. Notre intervention dans ce secteur est attribuable au fait que nos priorités n'étaient pas servies de façon satisfaisante par la Compagnie de téléphone Bell.

L'expansion des services de la Bell en Alberta était soumise à diverses contraintes commerciales, dont un rendement financier satisfaisant, tandis que, de l'avis du gouvernement, les objectifs de développement économique et social de la province pourraient être atteints plus efficacement par une extension rapide et globale des services téléphoniques.

Pour la petite histoire, soulignons que jusqu'en 1958, l'Alberta Government Telephones (AGT) était un ministère du gouvernement de l'Alberta.

Présentement, toute la Commission de l'AGT, et tous les cadres supérieurs de la compagnie sont nommés par décret. Les grandes orientations en matière de télécommunications sont soumises à l'approbation du Cabinet.

N'en déplaise au juge Pratte, il est clair que l'AGT n'outrepasse pas les directives prescrites par le gouvernement provincial et que son fonctionnement tient compte des priorités provinciales.

2. Nous croyons aussi au principe de l'universalité des services au plus bas coût possible.

Je tiens à souligner que c'est de façon délibérée que j'ai employé les termes "au plus bas coût possible" plutôt que "à un coût abordable". L'une des justifications fondamentales de la participation du gouvernement dans cette industrie a été, et continue d'être, la minimisation des coûts de services téléphoniques.

Je désire aussi souligner que j'ai délibérément parlé d'universalité des services et non d'universalité des services téléphoniques. Même si initialement la province a fait porter le gros de ses efforts sur les services téléphoniques, l'évolution de l'industrie nous amène maintenant à considérer la question de "l'universalité des services" dans le contexte des télécommunications par opposition aux seuls services téléphoniques.

Depuis que le gouvernement a acheté les éléments d'actif de la compagnie Bell en Alberta, presque tous les aspects du développement de l'AGT, c'est-à-dire l'introduction de nouveaux services, l'expansion du réseau, et en fait, l'existence même de la compagnie en tant que société de la Couronne, ont reflété l'engagement pris à l'égard de l'universalité des services au plus bas coût possible.

En poursuivant cet objectif, l'AGT a pris de l'expansion dans différents domaines:

1. le service téléphonique standard dans les régions rurales est de quatre abonnés par ligne,

2. de façon plus importante encore, le réseau public a été amélioré afin de maximiser les services de télécommunication, c'est-à-dire, d'offrir la plus grande variété de service au nombre le plus élevé d'abonnés,
3. des services non fondamentaux (équipement mobile, transmission de données, vidéo) sont maintenant offerts:
 - ces services sont offerts à condition:
 - qu'ils ne constituent aucun fardeau pour les services de base (tout au contraire, ils doivent permettre d'offrir des services téléphoniques au plus bas coût possible), et
 - qu'ils soient offerts sur une base concurrentielle afin que l'expansion de l'universalité des services vers une utilisation maximale du réseau commuté public se produise de la façon la plus efficace possible.

En résumé, l'Alberta est déterminé à offrir des services téléphoniques et de télécommunication universels, au plus bas coût possible.

La capitalisation de l'AGT, qui se finance par emprunt presque à 100 % et dont la dette est garantie par le gouvernement provincial traduisent bien la détermination de la province de fournir le service de base au tarif le plus bas.

En résumé:

- Dans la mesure où:
 1. un service téléphonique universel est maintenant offert (y compris le service téléphonique de quatre abonnés par ligne en région rurale et l'extension du système d'appels à tarif fixe),
 2. la capacité du réseau commuté public est continuellement en expansion, et
 3. les tarifs albertains sont parmi les plus bas du pays,

il est clair que l'AGT a servi et continue de servir les objectifs du gouvernement, comme cela est prévu dans son mandat.

En outre, soulignons que l'AGT compte:

- des éléments d'actifs de 2,3 milliards de dollars
- des recettes annuelles excédant le milliard de dollars, et
- environ 11 000 employés;

et que Edmonton Telephones compte:

- des éléments d'actifs de 600 millions de dollars
- des recettes annuelles de 200 millions de dollars, et
- environ 2 000 employés;

en conséquence, l'Alberta est, de tous les gouvernements du pays, y compris le gouvernement fédéral, celui qui a pris les engagements financiers directs les plus importants pour atteindre ses objectifs de télécommunication.

Après avoir pris un tel engagement, personne ne devrait se surprendre que nous espérons qu'une éventuelle politique nationale/fédérale en matière de télécommunication reconnaîsse l'importance de ces objectifs.

Cependant, reconnaissant que d'autres régions du pays peuvent souhaiter poursuivre des priorités différentes, je serais tout à fait disposé à accepter une politique nationale/fédérale qui se contenterait de tenir compte des objectifs de l'Alberta. En d'autres mots, je ne considère pas qu'il soit nécessaire d'imposer les objectifs de l'Alberta à d'autres provinces, mais nous nous sentirions obligés de nous opposer vivement à toute politique qui viendrait compromettre les priorités du gouvernement de l'Alberta en matière de télécommunication à l'intérieur de la province, sans oublier nos investissements importants à l'appui de ces priorités.

III. Perspective de l'Alberta sur les orientations possibles

A. Questions d'importance pour l'Alberta

Même si j'ai fait porter l'essentiel de mes propos sur les préoccupations du gouvernement de l'Alberta concernant l'universalité des services téléphoniques au plus bas coût possible, j'espère que je ne vous ai pas donné l'impression que les politiques provinciales et le développement de l'industrie des télécommunications ne sont axés que sur cet engagement important.

Un certain nombre de priorités provinciales sont poursuivies par l'AGT et, dans certains cas, par Edmonton Telephones :

- les compagnies ont été tout particulièrement efficaces pour satisfaire la demande des marchés locaux, l'exemple le plus frappant en ce domaine étant le large réseau mobile mis au point pour servir les industries du secteur primaire de la province
- Le réseau sophistiqué de l'AGT, une intégration qui fait appel aux fibres optiques et à la technologie numérique, montre bien l'attitude de la province à l'égard du développement d'une infrastructure de haute technologie.
- L'utilisation à la grandeur de la province d'un réseau de communication des plus modernes est compatible avec notre position à l'égard du développement régional et de la diversification économique en Alberta.
- Les activités secondaires ne concernent pas uniquement la haute technologie; elles nous amènent également sur les marchés internationaux.

En outre, les administrations provinciale et municipale et les compagnies évaluent et revoient régulièrement leurs priorités et stratégies à la lumière des changements qui se produisent sur le marché.

Par exemple, nous sommes présentement en train d'évaluer les conséquences d'étendre le principe de l'universalité des services en offrant des lignes individuelles dans les régions rurales.

Sans entrer dans les détails, je n'aurais pas tort d'affirmer que le critère le plus important peut-être en fonction duquel ces questions sont examinées sont leurs répercussions sur l'universalité des services au coût le moins élevé.

Toute amélioration importante dans la qualité ou la capacité des services (une ligne pour chaque client en région rurale, par exemple) doit être évaluée d'un œil critique à la lumière de l'augmentation connexe des coûts.

L'aspect le plus important est que nous évaluons les répercussions de toute initiative ou proposition en fonction des priorités que nous avons établies.

J'ai déjà convenu que les priorités peuvent varier entre régions. Mais il faudrait prendre note que même s'il y a identité des priorités, des propositions identiques peuvent entraîner des répercussions très différentes, voire même des oppositions.

Prenons, par exemple, la proposition mentionnée précédemment et qui est à l'étude présentement en Alberta (les lignes rurales individuelles). Les conséquences d'une telle proposition seraient substantiellement différentes au Québec ou en Saskatchewan, et ce, même si des priorités identiques étaient adoptées dans les trois régions.

Mon idée de fond est que la politique nationale des télécommunications ne peut être efficace que si elle peut tenir compte de ces différences régionales.

Je vais maintenant traiter de questions qui découlent de l'ordre du jour...

B. Questions d'importance au niveau national

De toutes les questions dont nous discuterons plus tard en détail, je n'ai aucun doute que les deux thèmes les plus litigieux seront la restructuration des tarifs et le rôle de la concurrence dans l'industrie des télécommunications.

À l'instar de tous les autres gouvernements à cette table, l'Alberta s'est penché longuement sur ces questions. Comme toujours, nous avons tenté d'évaluer les répercussions de la restructuration des tarifs et de la concurrence en fonction de

notre objectif fondamental - à savoir, l'universalisation des services téléphoniques, au moindre coût.

Au risque de me répéter, c'est la même démarche que nous avons adoptée à l'égard de toutes les propositions concernant la politique des télécommunications.

En outre, nous sommes convaincus de la validité de cette démarche car elle permet d'offrir les nouvelles technologies et les nouveaux services à tous les secteurs de l'économie, c'est-à-dire à la plus vaste gamme de clients possible, par l'intermédiaire du réseau public.

Sans vouloir sauter des points inscrit à l'ordre du jour, j'aimerais présenter ici quelques observations générales sur la restructuration des prix et la concurrence:

A l'égard de la restructuration des prix: la demande du marché ne justifie pas une restructuration des tarifs en fonction des coûts.

Il y a certainement une pression constante en vue de réduire les tarifs ou de les maintenir aussi bas que possible. Mais nous avons rarement, pour ne pas dire jamais, été témoins d'une demande visant à accroître certains tarifs tout en réduisant d'autres. Tout au contraire, nous avons senti une énorme résistance à toute augmentation proposée des tarifs, tout particulièrement au cours des dernières années.

En second lieu, l'avantage souvent citée de la restructuration des tarifs qui est, c'est-à-dire l'abolition des disparités entre les tarifs et les coûts que les gouvernements ont fort à propos décidé d'ignorer et qui ont entraîné la mise en place du système élaboré d'interfinancement qui caractérise la tarification des services téléphoniques de nos jours.

Malheureusement, cet argument néglige de tenir compte du fait que ce système d'interfinancement a été, et continue d'être délibéré, du moins en Alberta, parce qu'il est parfaitement compatible avec les objectifs du gouvernement de l'Alberta; utile peut-être; délibéré, certainement.

Enfin, je tiens à souligner que la restructuration des tarifs est une question qui n'est à peu près jamais soulevée, sauf dans le contexte de négociations plus vastes, le plus souvent, les négociations concernant la concurrence.

La concurrence bénéficie d'un préjugé favorable en Alberta et j'affirme catégoriquement que le gouvernement n'a pas l'intention de lui faire obstacle dans l'industrie des télécommunications.

En effet, en ce qui a trait aux services de télécommunications, je tiens à souligner que l'ensemble de ces services sont déjà offerts sur une base concurrentielle en Alberta. De plus, on considère que de tous les services offerts, ce sont eux qui ont le plus grand potentiel de croissance sur le marché.

Cependant, étant donné que notre objectif fondamental est l'universalité des services, la preuve doit être faite que la concurrence dans les services de base et la restructuration des tarifs qui deviendra alors nécessaire respecteront cet objectif ou contribueront à sa réalisation.

Jusqu'à maintenant, une telle preuve n'a pas été faite et on ne nous a pas prié instamment d'ouvrir les services téléphoniques de base à la concurrence en raison de déficiences sur les plans de la technologie, des services ou de la tarification.

Comme je l'ai indiqué plus tôt, il ne faudrait pas dans notre démarche voir une opposition à la concurrence. Il s'agit simplement d'une attitude prudente découlant de priorités bien établies. Cela est tout particulièrement important car les pressions qui s'exercent sur nous actuellement laissent prévoir une demande continue pour un accroissement des services de base.

Par exemple, une étude récente a permis de déterminer que les limitations du service des lignes collectives constituent la plus grande source d'insatisfaction des abonnés du service téléphonique en Alberta.

En conséquence, il est peut-être légitime en Alberta de s'intéresser surtout à renforcer notre concept de services (universels) de base et non à examiner les avantages de la concurrence.

De toute façon, comme je l'ai déjà dit, les répercussions de la concurrence dans l'industrie des télécommunications peuvent très bien varier d'une région à l'autre.

Il semble donc logique de concevoir une politique nationale/fédérale qui permette de faire face à ces variations.

RÉSUMÉ

En conclusion, je tiens à mentionner les facteurs suivants;

Je m'attends à ce que les divers gouvernements s'entendent sur un certain nombre de questions, à savoir:

- a) l'importance de l'universalité des services,
- b) la nécessité d'exploiter les avantages offerts par les nouvelles technologies au profit du plus grand nombre de clients et au profit de secteurs particuliers,
- c) la nécessité, et c'est peut-être l'aspect le plus important, d'harmoniser les efforts du fédéral et des provinces.

En ce qui a trait à ce dernier point, j'ai par le passé affecté, et je suis disposé à continuer de le faire, des ressources financières et du personnel aux conférences, études et autres tribunes fédérales-provinciales concernant une politique nationale/fédérale des télécommunications.

Je voudrais aussi mentionner que le ministre fédéral a parlé d'une solution typiquement canadienne en ce domaine.

À ce sujet, je crois que c'est seulement si la politique fédérale/nationale donne libre cours à l'expression des différences régionales qui caractérisent ce pays qu'on pourra parler de solution vraiment canadienne.

Même si l'Alberta voit d'un bon œil la possibilité de participer à toute discussion concernant le dossier des télécommunications, et si elle est disposée à reconnaître des priorités différentes dans d'autres régions du pays, nous serons des plus hésitants à ce que l'intérêt national vienne se substituer aux

priorités provinciales. L'Alberta a déjà fait les frais de telles politiques.

Comme je l'ai indiqué dès le départ, c'est en faisant preuve de souplesse et en discutant ouvertement de nos problèmes, comme nous aurons l'occasion au cours de cette conférence, que nous pourrons mettre en oeuvre une politique des télécommunications vraiment nationale et fédérale.

Je vous remercie beaucoup

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216/017

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

News Release

Conference



MONTREAL, Quebec
February 27 & 28, 1986

FEBRUARY 28, 1986

FOR IMMEDIATE RELEASE

Ministers establish co-operative basis for new telecommunications policy

MONTREAL -- At the close of their two-day conference on telecommunications, federal, provincial and territorial Ministers of Communications established a co-operative basis for formulating a new telecommunications policy.

Speaking on behalf of all participating ministers, co-chairpersons Federal Communications Minister Marcel Masse and Quebec Communications Minister Richard D. French attributed the success of the conference to the revitalized spirit of co-operation between the two orders of government and the recognition by all ministers of the need to work together in harmony in addressing issues critical to a policy serving the telecommunications needs of all Canadians.

Ministers unanimously endorsed the suggestion to set up a Committee of Ministers to maintain progress in developing the policy. The Committee will focus on development of acceptable policies, including those that affect interconnection, and roles and responsibilities of the federal, provincial and territorial governments in telecommunications. The Committee's work will be based on the fundamental principles put forward at the conference:

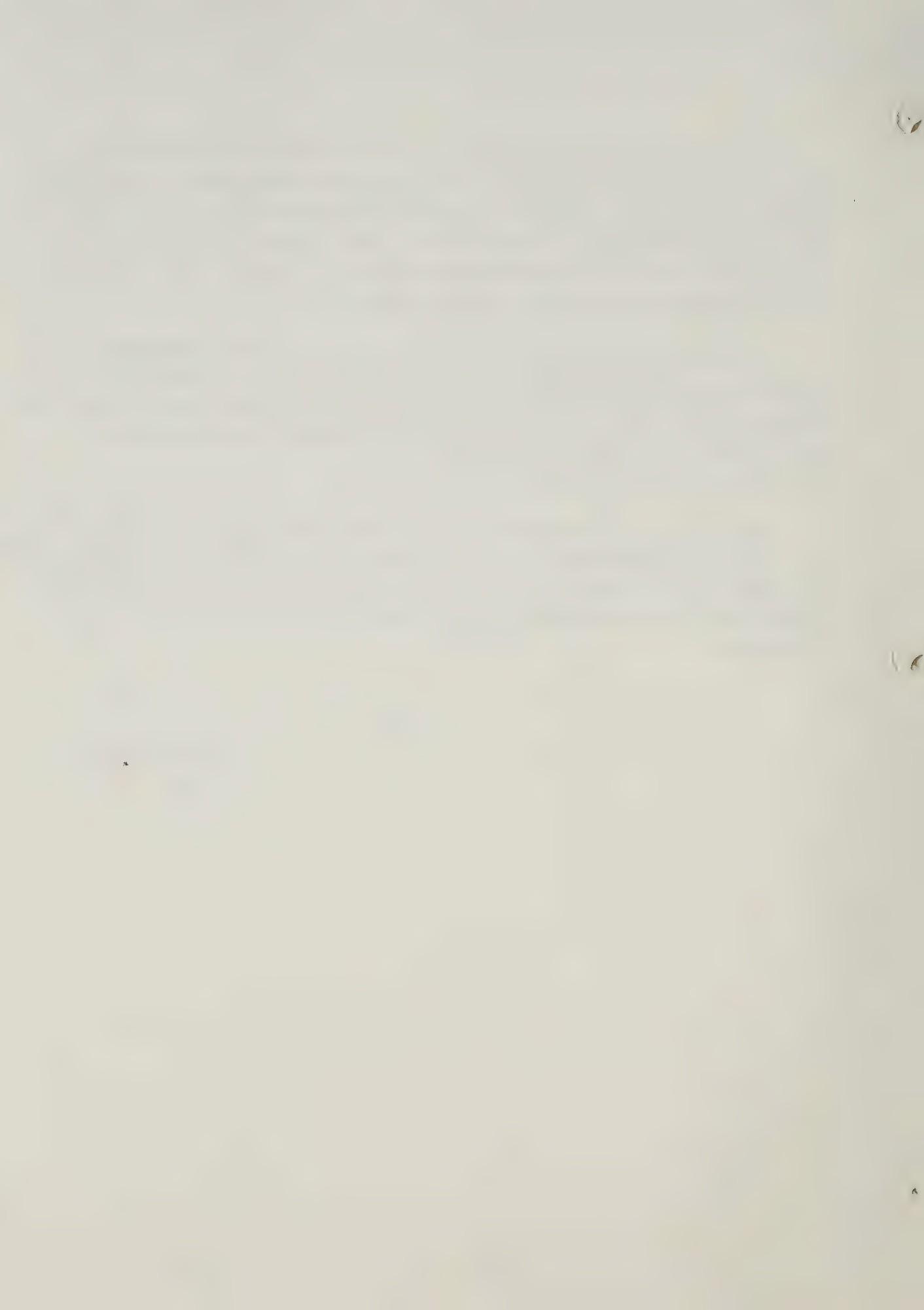
- universal access to telephone service at affordable prices;
- technological progress to benefit all Canadians;
- international competitiveness of Canadian industries;
- a uniquely Canadian approach;
- regional economic development;
- governmental responsibility for policy development.

The ministers agreed to give the priority to maintaining universal access to affordable telephone service for all Canadian consumers.

As examples of the collaboration that has marked intergovernmental relations in the past 18 months, participating ministers cited jointly funded studies now underway: Telecommunications Pricing and Universality of Service; and Impact of International Competition on the Canadian Telecommunications Industry and Users. The ministers also decided to jointly examine the impact of telecommunications on regional economic development.

Mr. Masse then invited his provincial and territorial colleagues to participate in an International Symposium of Ministers of Communications in Vancouver, from June 9 to 11, in conjunction with EXPO 86. The ministers also agreed that the occasion could be used for a meeting of the Committee of Ministers, to review progress of the work.

After two days of discussion, the ministers were united in their commitment to a continuing examination of a wide range of telecommunications issues to meet the challenges of advancing communications technology, growing international competition and the increasing role of communications in the lives of Canadians.



CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216/017

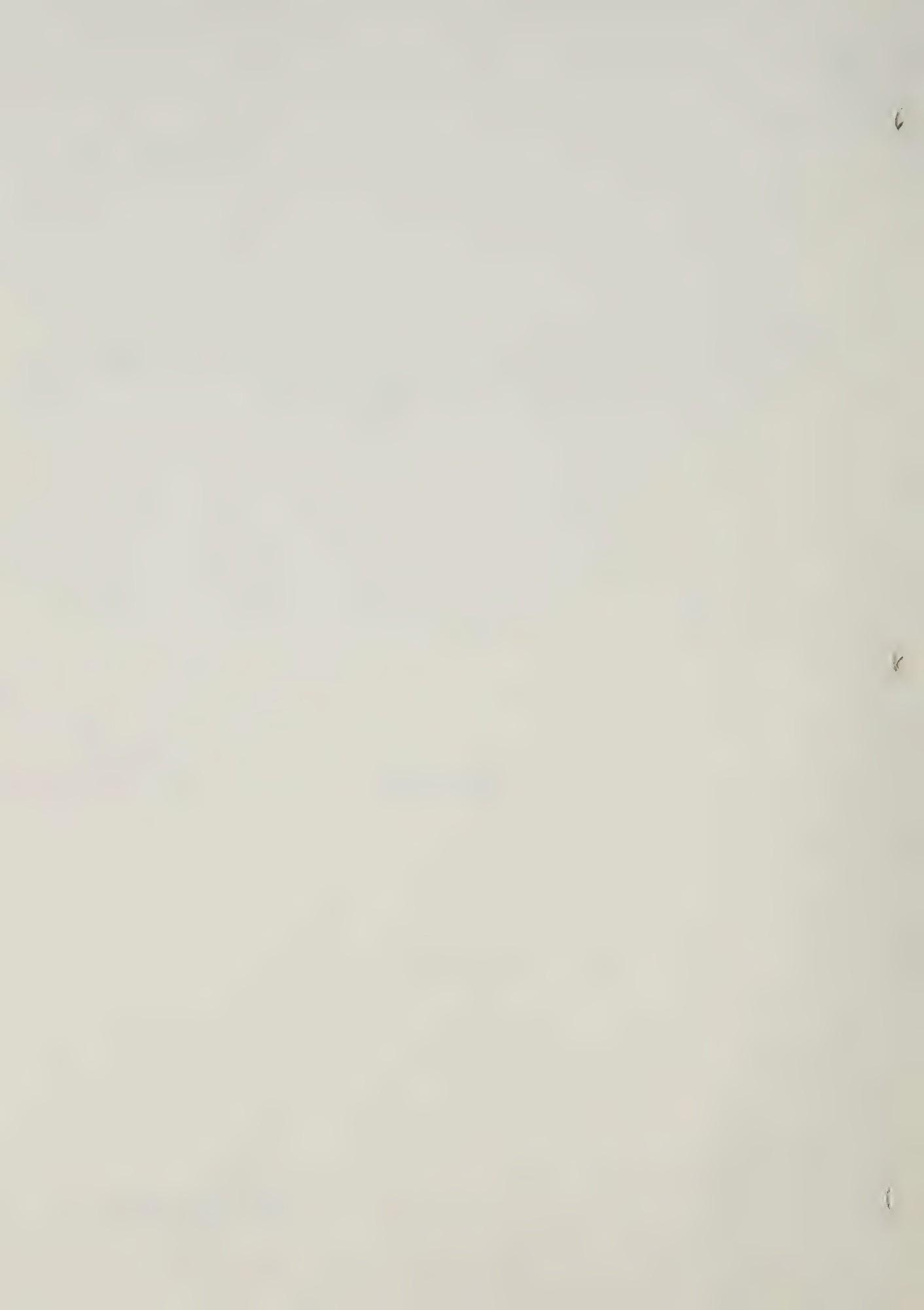
CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES

RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

Communiqué

Conférence

MONTREAL (Québec)
Les 27 et 28 février 1986



LE 28 FÉVRIER 1986

DIFFUSION IMMÉDIATE

Les ministres mettent au point un processus de concertation pour l'élaboration d'une nouvelle politique des télécommunications

MONTRÉAL -- Au terme de la conférence de deux jours qui a réuni les ministres des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux chargés des communications, ces derniers ont mis au point un processus de concertation pour l'élaboration d'une nouvelle politique des télécommunications

Prenant la parole au nom de tous les ministres participants, les coprésidents, soit le ministre des Communications du gouvernement du Canada, M. Marcel Massee, et son homologue du Québec, M. Richard D. French, ont attribué le succès de la conférence à un esprit de collaboration renouvelé entre les deux ordres de gouvernement et à la décision unanime des ministres de s'unir pour traiter en harmonie les questions inhérentes à une politique des télécommunications adaptée aux besoins de tous les Canadiens.

Les ministres ont accepté à l'unanimité la proposition de créer un comité qui sera chargé d'assurer la formulation de cette nouvelle politique. Ce comité orientera ses efforts vers l'élaboration de politiques acceptables, notamment celles qui touchent l'interconnexion, ainsi que vers la définition des rôles et des responsabilités des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux en matière de télécommunications. Le comité fondera ses travaux sur les principes exposés lors de la conférence :

- Accès universel au service téléphonique à prix abordables;
- Evolution technologique au profit de tous les Canadiens;
- Compétitivité des entreprises canadiennes au niveau international;
- Méthodes proprement canadiennes;
- Développement économique régional;
- Responsabilité gouvernementale pour l'élaboration des politiques.

Les ministres se sont entendus pour accorder la priorité au maintien de l'accès universel au service téléphonique, à prix abordables, pour tous les consommateurs canadiens.

(

(

(

Les ministres participants ont cité les études financées conjointement par les divers gouvernements intéressés pour illustrer l'esprit de collaboration qui a caractérisé les échanges fédéraux, provinciaux et territoriaux au cours des dix-huit derniers mois. Ces études portent sur la tarification des télécommunications et l'universalité des services, ainsi que sur l'impact de la concurrence internationale sur l'industrie canadienne des télécommunications et ses utilisateurs. Les ministres ont également convenu d'étudier conjointement l'impact des télécommunications sur le développement économique régional.

Par ailleurs, M. Masse a invité ses collègues des provinces et des territoires à participer à un Symposium international des ministres des Communications qui se tiendra à Vancouver, du 9 au 11 juin prochain, à l'occasion d'EXPO 86. Les participants se sont mis d'accord de profiter de cette occasion pour convoquer une réunion du Comité des ministres afin de faire le point sur les travaux en cours.

Au terme de leur rencontre de deux jours, les ministres se sont engagés d'un commun accord à poursuivre l'étude d'une vaste gamme de questions sur les télécommunications, en vue de relever les défis que posent la constante évolution des technologies de communication, l'intensification de la concurrence internationale et l'élargissement du rôle des communications dans la vie quotidienne des Canadiens.

(

{c

(

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216/019

Document
ations

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

MONTRÉAL

February 27 and 28, 1986

Les 27 et 28 février 1986

LIST OF PUBLIC DOCUMENTS

LISTE DES DOCUMENTS PUBLICS

DOCUMENT NO. N° DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
✓ 830-216/001		✓ Agenda of the conference ✓ Ordre du jour de la conférence
✓ 830-216/004	Québec	✓ Notes pour l'allocution de M. Richard French à la conférence des ministres responsables des Communications
	Quebec	✓ Notes for an Address to be given by Mr. Richard French at the Conference of Communications' Ministers
✓ 830-216/009	British Columbia	✓ Statement by the Honourable Patrick McGeer Minister Responsible for Communications, Province of British Columbia
	Colombie-Britanique	✓ Allocution de l'Honorable Patrick McGeer, Ministre responsable des télécommunications
✓ 830-216/010	Manitoba	✓ Opening Statement by the Honourable Al Mackling, Q.C., Minister Responsible for Manitoba Telecommunications Policy
	Manitoba	✓ Déclaration d'ouverture par Monsieur Al Mackling, Ministre chargé de la politique des télécommunications
✓ 830-216/011	New Brunswick	✓ Opening Remarks by the Honourable Robert E. McCready, Minister of Transportation (Responsible for Communications)
	Nouveau-Brunswick	✓ Allocution d'ouverture par Monsieur Robert E. McCready, Ministre des Transports (Responsable des communications)
✓ 830-216/012	Federal	✓ Speaking Notes for an opening Statement by the Honourable Marcel Masse, Minister of Communications
	Fédéral	Notes d'une allocution d'ouverture de l'honorable Marcel Masse, Ministre des Communications

DOCUMENT NO. N° DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
830-216/013	Saskatchewan	✓ Opening Statement by the Honourable Gary Lane, Minister of Finance and Communications
	Saskatchewan	
830-216/014	Ontario	✓ Opening Remarks by the Honourable Ed Fulton, Minister of Transportation and Communications
	Ontario	✓ Remarques d'ouverture par l'honorable Ed Fulton, Ministre des Transports et des communications
830-216/015	Yukon	✓ Opening Remarks by Mr. Piers McDonald, Minister of Community and Transportation Services
	Yukon	✓ Allocution d'ouverture par M. Piers McDonald, Ministre des Services communautaires et des transports
830-216/016	Alberta	✓ Opening Remarks by the Honourable David King, Minister of Technology, Research and Telecommunications
830-216/017	Conference	✓ News Release
	Conférence	✓ Communiqué

DOCUMENT: 830-217/015

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL MEETING
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR
FINANCIAL INSTITUTIONS

Press Communiqué

Vancouver, B.C.
March 3 & 4, 1986

Federal and provincial ministers responsible for financial institutions concluded a two-day meeting in Vancouver agreeing to implement measures to strengthen confidence of consumers and investors in financial institutions and to improve supervision and regulation of the industry.

The ministers also discussed federal proposals for Interest Act amendments to encourage borrowers and lenders to conclude long-term mortgage agreements and issues related to availability and affordability of commercial liability insurance.

Another purpose was to give the public and the industry a signal on the future direction of financial institutions regulation and supervision.

Ministers agreed to the following initiatives:

1. To improve federal-provincial coordination of financial institutions regulation, while respecting each jurisdiction, by:
 - regular federal-provincial ministers' meetings with a continuing committee of officials to facilitate consultations and the development of coordinated policy responses to changes in the industry;
 - enhancing information-sharing among jurisdictions and the Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC) and the Régie de l'assurance-dépôts du Québec;

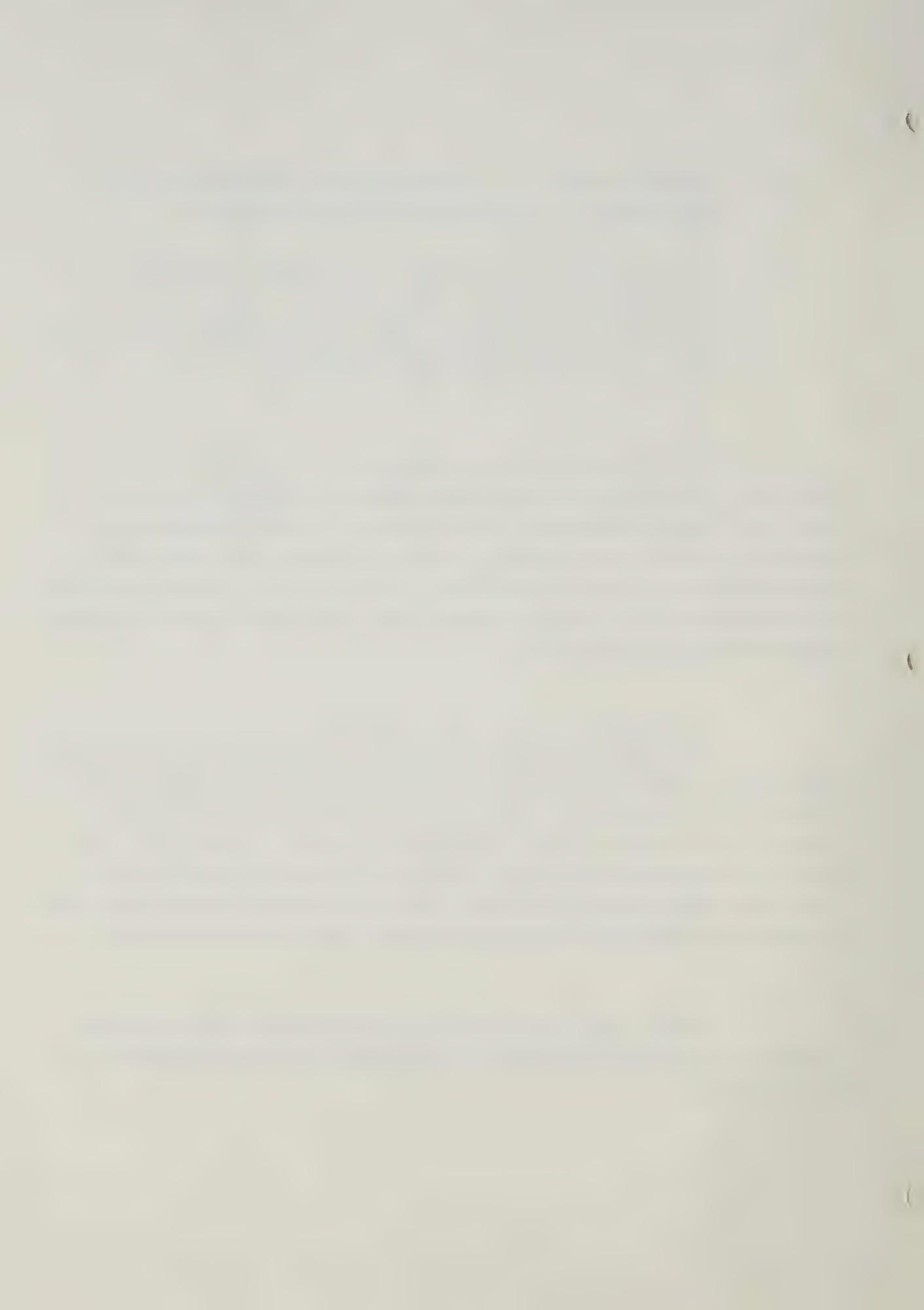
- working towards a data base on federal and provincial financial institutions, as well as a directory of ownership, to provide a sounder basis for decisions of regulators;
 - ensuring consultation in cases when the interests of more than one jurisdiction are involved in decisions to rehabilitate or liquidate a financial institution;
2. To improve financial institutions regulation by:
- standardizing inspection procedures and reporting forms;
 - strengthening monitoring to reveal earlier signs of problems;
 - tightening controls over self-dealing through a ban with limited exceptions and continuing work to develop a common definition of restricted parties and transactions to be covered by the ban;
 - agreeing on a prudent portfolio approach with quantitative restrictions as the framework for the regulation of investments;
 - working towards a common definition of commercial lending to more properly define the role of financial institutions in this area;

- exploring ways to investigate and resolve consumer complaints of conflicts of interest abuses;
- raising standards of care of directors, managers and officers of financial institutions, and the professionals who serve them, particularly with respect to actions which may affect solvency.

After discussions on commercial liability insurance, ministers concluded provinces are facing different problems and that each should encourage the industry to take leadership in efforts to solve the problem. Various initiatives are being considered and in some instances, put in place. Superintendents of Insurance in all jurisdictions will continue to work actively together towards solutions.

Also endorsed were proposals to stimulate the long-term residential mortgage market and provide consumers with a right to prepay their mortgages. Current provisions in the federal Interest Act which inhibit mortgages of terms longer than five years will be removed. Full disclosure of all mortgage terms, including prepayment penalties, will be required and efforts will be made to develop standard disclosure forms across Canada.

Federal and provincial officials will continue work already in progress to advance decisions taken by ministers at this meeting.



CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT : 830-217/015

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES
DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Communiqué de presse

Vancouver (C.-B.)
Les 3 et 4 mars 1986

Les ministres fédéraux et provinciaux responsables des institutions financières ont conclu leur réunion de deux jours à Vancouver en s'engageant à prendre des mesures pour renforcer la confiance des consommateurs et des investisseurs dans les institutions financières et pour améliorer la surveillance et la réglementation de l'industrie.

Les Ministres ont également parlé de propositions fédérales relatives à des amendements à la Loi sur l'intérêt visant à encourager les emprunteurs et les prêteurs à signer des accords hypothécaires à long terme, ainsi que de questions se rapportant à la disponibilité et à l'accessibilité de l'assurance responsabilité commerciale.

La nécessité de donner au public et à l'industrie une indication de l'orientation future de la réglementation et de la surveillance des institutions financières était un autre objectif de la réunion.

Les Ministres se sont entendus pour prendre les mesures suivantes:

1. Améliorer la coordination des activités fédérales-provinciales de surveillance des institutions financières, dans le respect de chaque juridiction, en faisant appel à:

- des réunions régulières des ministres fédéraux-provinciaux et la formation d'un comité permanent de leurs représentants en vue de faciliter les consultations et la mise en place de mesures coordonnées adaptées à l'évolution de l'organisation et du climat de l'industrie;

- un meilleur échange de l'information entre les compétences et la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), et la Régie de l'assurance-dépôts du Québec;
- l'établissement d'une banque de données relative aux institutions financières fédérales et provinciales ainsi qu'un répertoire portant sur la propriété du capital, afin de donner aux organismes de réglementation une base plus solide sur laquelle fonder leurs décisions;
- une meilleure réglementation qui garantisse des consultations dans les cas où la décision de renflouer ou de liquider une institution financière touche les intérêts de plus d'une compétence.

2. Améliorer la réglementation des institutions financières en:

- normalisant les méthodes d'inspection et les formules de rapport;
- renforçant la surveillance pour découvrir les premiers indices de difficultés;
- renforçant le contrôle des transactions intéressées en imposant leur interdiction avec quelques exceptions, et en poursuivant l'élaboration d'une définition commune des parties et des transactions visées par l'interdiction;
- définissant des principes de gestion prudente de portefeuille comprenant des normes quantitatives, devant servir de cadre de travail à la réglementation des investissements;

- ° s'efforçant de trouver une définition commune du prêt commercial pour définir plus exactement le rôle dans ce domaine des institutions financières;

- ° cherchant des façons d'examiner les plaintes de consommateurs relatives à des abus en matière de conflits d'intérêts et d'y donner suite;

- ° établissant des règles plus strictes de conduite prudente pour les directeurs, gestionnaires et cadres d'institutions financières, et les membres des professions libérales qui les servent, surtout en ce qui concerne des actions qui peuvent influer sur la solvabilité de l'institution.

Après avoir discuté de l'assurance de responsabilité commerciale, les Ministres ont conclu que les circonstances étaient différentes dans chaque province et que chacune d'entre elles devrait encourager l'industrie à prendre en main les efforts en vue de régler le problème. On examine, à l'heure actuelle, plusieurs projets qui, dans certains cas, sont mis à exécution. Les Surintendants des Assurances de toutes les juridictions continueront à collaborer activement pour trouver des solutions.

On a également appuyé des propositions visant à stimuler le marché des hypothèques résidentielles à long terme et à donner le droit aux consommateurs de payer leur hypothèque de façon anticipée. On supprimera les dispositions actuelles de la Loi fédérale sur l'intérêt, qui interdisent les hypothèques d'une durée de plus de cinq ans. On exigera un exposé complet, clair et vérifique de toutes les modalités de l'hypothèque, y compris les pénalités prévues pour le paiement anticipé, et l'on s'efforcera de rédiger des formulaires standards d'exposés dans tout le pays.

Les représentants fédéraux et provinciaux poursuivront les travaux en cours pour donner suite aux décisions prises par les Ministres à cette réunion.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-217/018

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL MEETING
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR
FINANCIAL INSTITUTIONS

Statement by Mr. Pierre Fortier, Minister
for Privatization

Québec

Vancouver, B.C.
March 3 & 4, 1986

FEDERAL-PROVINCIAL TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR FINANCIAL INSTITUTIONS

Statement by Mr. Pierre Fortier, minister for Privatization

With non banking financial institutions worth over \$30 billion in assets, Québec has a definite influence in the Canadian financial industry. This fact is not lost on Québec, which explains why the concerns expressed at this conference have already largely been met in Québec.

To begin with, from 1983 financial institutions were no longer under the jurisdiction of the minister responsible for Consumer Affairs. In that year was formed a central supervisory and control agency, the Inspector General of Financial Institutions, which is responsible for the carrying on of the administration of the laws on financial institutions and vested with the necessary powers. In addition, the Insurance Amendment Act, 1984, often called Bill 75, began the process of deregulation of insurance companies in Canada without compromising consumer protection in any way. A bill now in process on trust and loan companies will carry the reform further in the same direction. Recently, again, the Government of Québec declared its firm intention to provide for the establishment of international financial centres in Montreal. The federal government would seem ready to cooperate in this venture, according to the federal budget speech of last week.

That is to say that, given the circumstances, it is redundant to state that Québec recognizes the need to revise the legislation and regulations on financial institutions which come under its jurisdiction. In fact, this process had already begun before 1983. What Québec wishes to state clearly, however, is that it intends, in completing the revision of the laws and regulations, to take the fullest possible account of the economic and political circumstances in which these institutions developed and acquired the reputations for reliability and efficiency which they now enjoy.

We wish to see the reform carried out without dislocating the existing structures in the industry and with the continuance of the system of shared jurisdiction over financial institutions which has allowed the development of a solid industry, and which is one more strand in the Canadian fabric.

We also welcome with satisfaction and interest the wish for reform of the legislation expressed by the federal government in its green paper. We share the fundamental objectives set out, particularly those intended to improve the efficiency of the Canadian financial system by facilitating its adaptation to the new rules of competition on the national and international markets, to strengthen the confidence of consumers and investors in our financial institutions and to improve the effectiveness of supervision and control by the public authorities.

This general statement of our position requires, however, a degree of definition and nuance on certain points, which we may state as follows:

The need for adequate supervision does not in our view require the establishment of a NATIONAL FINANCIAL ADMINISTRATION AGENCY. The constitutional problems raised by such a proposal are reason enough to reject it. But on closer examination it readily becomes apparent that the objective pursued by the proposal can be achieved by better coordination and closer cooperation between the supervising authorities. This is the approach favoured by Québec.

While recognizing the merits of the arguments in favour of a system of widely held ownership, Québec will continue to allow closely held ownership of trust compagnies and insurance companies. This position is understandable when it is remembered that few institutions are contemplated by this measure. In fact, most Québec insurance companies are mutual companies, while the credit union movement is by far the most important of the deposit institutions. Considering these facts, we think it is more realistic to preserve an existing structure that has proved its worth and to place it under adequate supervision and control of transfers of shares and changes of control.

As regards foreign ownership, Québec continues to impose the 10% and 25% limits. This rule may sooner or later be called into question, even if for no other reason than to accommodate the demands of reciprocity following upon the penetration of foreign markets by our financial institutions. It seems premature to us, however, to modify these requirements before the free trade talks are more advanced. On the other hand, the establishment of international financial centres in Montreal could lead us to reconsider this question.

Québec considers it of vital importance to give broader powers to the non-banking financial institutions in the matter of commercial loans. This is a fundamental aspect of the reform as we perceive it which would enable trust, loan and insurance companies to diversify their investments. It is also the simplest and safest means to increase competition in the field of commercial loans, one of the stated objectives of the green paper. The same reasoning applies to consumer loans.

The demands of competition also lead us to allow for the development of networking provided however that monitoring of the specific competence required for each type of product is maintained over the agents and that adequate controls are established to prevent conflicts of interest.

The deregulation of financial institutions is an irreversible movement which is a reflection of changes in the economy and in technology. It is essential to the development of our financial institutions that they be able to adapt to this new North American environment.

As in the case of insurance, we project an orderly deregulation of the chartered financial institutions of Québec, allowing them to carry on complementary activities and authorizing them to hold affiliates which carry on other kind of financial activities, with separate regulation of each kind of activities. However, strict rules would be established to provide adequate control over actual or possible conflicts of interest.

Québec, like many other speakers to this issue, has objected to the federal proposal that there be compulsory financial holding companies subject to federal control. Most Québec institutions would be affected by this proposal, the dislocating effects of which on the industry have been pointed out time and again.

It must not be forgotten that Québec already has several financial holding companies of not inconsiderable size, with ramifications outside Québec borders and even Canadian borders. The Desjardins cooperative movement is one example. In an interview appearing in the newspaper Les Affaires, on October 5th, 1985, the president of the Desjardins movement expressed his concern about the federal proposal, rather paradoxically, in the following terms:

«We would like to remain under provincial jurisdiction. That is part of our history. In the beginning, around 1910, the federal government twice refused to grant us a charter. The Ottawa people probably thought our movement wasn't very serious. Now that we have 20 billion dollars in assets, they want to regulate us.» (Translation).

It may be seen from this that the special character of certain Québec financial institutions does not prevent them from making an important contribution to the Canadian financial industry.

It can be stated without fear of contradiction that the financial community does not favour this proposal. Furthermore, it is unacceptable constitutionally, since it would impinge on provincial jurisdiction over these institutions. The objective pursued by this proposal may be attained as a secondary effect of other measures, such as the creation of uniformity among the laws on self-dealing, and better cooperation between the supervisory bodies.

Self-dealing must be severely regulated. For deposit institutions in particular, we advocate the prohibition of self-dealing on principle, with certain specific statutory exceptions. Requirements will also be imposed regarding disclosure of interests and control of stock transfers for large stock-holders.

Another crucial aspect over which regulation and control is in urgent need of improvement is conflict of interest. In our view, measures should be adopted to forbid internal exchange of information (China Wall), and to require institutions to disclose their conflicting interests to their clients and to repair damage resulting from conflicts of interest.

Among other regulatory measures we foresee are the adoption of quantitative rules on investments, the enlargement of the role of external auditors and the stiffening of requirements for directors. In regard to actuaries, allow me to remind you that since 1984, Québec requires general insurance companies to have their reserves certified by actuaries. What is proposed in the various documents submitted is therefore already in operation in Québec.

All these new provisions would be of no practical use if provision were not also made for adequate supervision. The public authorities of each jurisdiction have a fundamental duty to provide such supervision over the institutions established under their laws.

Québec has already demonstrated that it intends to exercise effective supervision over its financial institutions by creating, as I have pointed out, the position of Inspector General of Financial Institutions. The complement to this step will be brought about upon the revision of the statutes governing trust and loan companies by the introduction of more severe controls and the granting of specific powers of intervention to the Inspector General.

On the subject of deposit insurance, we obviously do not share all your concerns, since Québec already has its own system which has proved to be economical and profitable for Québec institutions in the present circumstances. Also, the various proposals on such matters as the composition of the board of directors of the Canada Deposit Insurance Corporation and the means proposed to make up its deficit are not directly our concern. I would like to point out however that Québec has a pure insurance system and intends to continue on this principle. We believe, in other words, that it is preferable to separate the roles of supervision and guaranty, this giving the Régie de l'assurance-dépôts du Québec clear and undivided responsibility in its field of application and greater freedom in its decisions regarding institutions in default. On the other hand, adequate powers of supervision, control and intervention, based on the prevention system, will remain in the hands of the Inspector General of Financial Institutions.

Much has been made of the question of altering the present coverage of deposit insurance, and numerous suggestions have been presented. The present coverage, last revised in 1983 under circumstances of which all are aware, seems amply sufficient to us because the proposed changes do not upon examination appear to us likely to bring about the desired results. In our opinion, a reduction of the guaranty by coinsurance runs the risk of worsening the instability now prevalent in the market, does not really establish the discipline we are seeking because consumers are not in a position to make a well informed decision on the institutions and, especially, it would likely unduly favour the larger institutions to the detriment of the smaller institutions.

It may be seen, therefore, that Québec, which has already taken a position on the major stakes in the reform of financial institutions by its Act respecting the Inspector General of Financial Institutions and its Bill 75 respecting insurance, intends to continue in the same direction. The discussions carried on at this conference have made it clear that there is agreement on the fundamental objectives and that Québec is ready to participate in a common effort to translate them as quickly as possible into actual legislation and administrative practice. We are also in favour of:

- the standardizing of disclosure requirements for the various institutions;
- greater cooperation between the supervisory bodies in developing tests for solvency and contingency;
- fuller exchange of information on the inspection methods and practices of the supervisory bodies;
- greater similarity, although not necessarily uniformity, of legislation among the various jurisdictions;
- joint inspection measures for institutions operating in more than one jurisdiction.

This much desired common effort can be made without encroaching on any of the separate jurisdictions. It is up to each of them to provide itself with the necessary means to fully assume its part in the pursuit of the objectives we are setting before us. On this basis, you can count on support from Québec.

VANCOUVER, March 4th, 1986.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT : 830-217/018

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES
DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Déclaration de Monsieur Pierre Fortier, ministre
délégué à la Privatisation

Québec

Vancouver (C.-B.)
Les 3 et 4 mars 1986

CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES
RESPONSABLES DES INSTITUTIONS FINANCIERES

Déclaration de monsieur Pierre Fortier, ministre délégué
à la Privatisation

Doté d'un réseau d'institutions financières non bancaires de plus de 30 milliards \$ d'actifs, le Québec exerce une influence certaine dans le milieu financier canadien. Il en est conscient et c'est pourquoi les préoccupations qui ont fait l'objet de nos échanges au cours de cette conférence ont déjà, pour une large part, trouvé réponse au Québec.

En effet, en 1983, le domaine des institutions financières a cessé de faire partie du ministère responsable de la protection des consommateurs. Cette année-là a été créée une agence centrale de surveillance et de contrôle, l'Inspecteur général des institutions financières. Cette agence est chargée de l'administration des lois des institutions financières et investie de pouvoirs lui permettant d'assumer son rôle. En 1984, la Loi sur les assurances, mieux connue sous l'appellation de Loi 75, a opéré le début du décloisonnement au Canada des compagnies d'assurance sans compromettre en aucune manière la sécurité des consommateurs. La Loi sur les compagnies de fiducie et de prêt, dont le projet est en cours, poursuivra la démarche et s'inscrira dans la même lignée. Enfin, tout récemment, le gouvernement du Québec a annoncé sa ferme intention de favoriser l'implantation de centres internationaux à Montréal, projet auquel le gouvernement fédéral semble disposé à collaborer si l'on se reporte au discours sur le budget fédéral de la semaine dernière.

Tout ceci pour dire que, dans ces circonstances, il est superflu d'affirmer que le Québec reconnaît le besoin de réviser la législation et la réglementation sur les institutions financières qui relèvent de sa juridiction. En effet, ce processus était déjà en marche avant 1983. Ce qu'il importe de dire, c'est qu'il entend compléter cette révision dans le respect le plus complet possible de la réalité économique et politique dans laquelle les institutions se sont développées et ont acquis la réputation de confiance et d'efficacité qu'on leur reconnaît aujourd'hui.

Nous souhaitons que cette réforme se fasse en évitant des perturbations dans les structures de l'industrie et en respectant intégralement le régime de juridiction partagée sur les institutions financières qui a permis le développement d'une industrie solide et qui contribue à la richesse de la société canadienne.

Aussi, accueillons-nous avec satisfaction et intérêt la volonté de réforme législative formulée par le gouvernement fédéral dans son Livre vert. Nous en partageons les objectifs fondamentaux, notamment ceux qui ont pour but d'améliorer l'efficacité du système financier canadien en lui facilitant l'adaptation aux nouvelles règles de concurrence sur les marchés nationaux et internationaux, de renforcer la confiance des consommateurs et des épargnants dans nos institutions financières et d'améliorer l'efficacité de la surveillance et du contrôle par les autorités publiques.

Cette prise de position générale requiert cependant des précisions et nuances sur certains sujets qu'il importe maintenant de vous exposer.

Les impératifs d'une surveillance adéquate ne requièrissent pas, selon nous, l'établissement d'une AGENCE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE. Les problèmes constitutionnels qu'engendre une telle proposition seraient suffisants à eux seuls pour la repousser. Mais, à l'analyse, on se rend vite compte que l'objectif recherché par cette proposition peut être atteint par une meilleure coordination et une meilleure collaboration des autorités de surveillance. C'est cette voie que le Québec privilégie.

Tout en reconnaissant le bien-fondé des arguments en faveur d'un régime de propriété ouverte, Québec continuera de permettre la propriété fermée des sociétés de fiducie et des compagnies d'assurance. Cette position se comprend dans un contexte où peu d'institutions sont visées par cette mesure. En effet, dans le secteur des assurances, la plupart des compagnies québécoises sont des mutuelles, alors que dans le secteur des institutions de dépôts, le mouvement des caisses d'épargne et de crédit est de loin le plus important. Dès lors, il nous semble plus réaliste de conserver une structure existante qui a fait ses preuves et de l'assujettir à un régime de contrôle adéquat sur les transferts d'actions et les changements de contrôle.

En ce qui concerne la propriété étrangère, Québec maintient toujours les limites de 10% et 25%. Cette règle pourra être remise en question tôt ou tard, ne serait-ce que pour accorder la réciprocité par suite de la pénétration de nos institutions financières sur les marchés étrangers. Il nous semble prématuroé cependant de modifier ces dispositions tant que les pourparlers sur le libre-échange ne seront pas plus avancés. Cependant, l'établissement de centres financiers internationaux à Montréal pourrait nous amener à reconsidérer la question.

Québec considère comme vital l'élargissement des pouvoirs des institutions financières non bancaires en matière de prêt commercial. Il s'agit là d'un aspect fondamental de la réforme que nous envisageons qui doit permettre aux compagnies de fiducie, de prêt et d'assurance de diversifier leurs placements. C'est aussi le moyen le plus facile et le plus sûr d'accroître la concurrence en matière de prêt commercial, un des objectifs affirmés du Livre vert. Le même raisonnement vaut pour le prêt aux consommateurs.

Les exigences de la concurrence nous amènent aussi à permettre le développement de réseaux de vente de produits financiers diversifiés, à la condition toutefois qu'un contrôle de compétence spécifique à chaque type de produit soit maintenu pour les agents et que des dispositions soient prises pour prévenir les conflits d'intérêts.

Le décloisonnement des institutions financières est un phénomène irréversible qui correspond à des changements de nature économique et technologique. Il est essentiel au développement des institutions financières québécoises dans le nouveau contexte qui prévaut en Amérique de Nord.

Comme dans le cas des assurances, nous envisageons un décloisonnement ordonné des institutions financières à charte du Québec en permettant l'exercice d'activités complémentaires et en autorisant la détention de filiales exerçant des activités d'une autre nature financière, le tout de manière à régir distinctement les genres d'activités. Toutefois, des règles rigoureuses seraient établies pour contrôler adéquatement les situations réelles et potentielles de conflits d'intérêts.

Le Québec s'est objecté, comme beaucoup d'autres intervenants, à la proposition fédérale d'un holding financier obligatoire assujetti à un contrôle fédéral. La plupart des institutions québécoises seraient affectées par cette proposition dont les effets perturbateurs sur l'industrie ont été maintes fois signalés.

Il faut savoir en effet que le Québec jouit déjà de plusieurs holdings financiers d'une dimension fort respectable, et dont les ramifications débordent les cadres du Québec et même ceux du Canada. Le mouvement coopératif Desjardins en est une illustration. Son président avait l'occasion, le 5 octobre 1985, dans une entrevue qu'il accordait au journal Les Affaires, d'exprimer ses inquiétudes concernant la proposition fédérale d'une manière paradoxale dans les termes suivants:

«On a le goût de rester sous juridiction provinciale. Pour nous, cela fait partie de notre histoire. Au tout début, vers 1910, le gouvernement fédéral nous a refusé une charte à deux reprises. Les gens d'Ottawa trouvaient probablement que notre mouvement n'était pas sérieux. Maintenant que nous avons 20 milliards de dollars d'actifs, ils veulent nous réglementer.»

Ceci illustre que le caractère particulier de certaines institutions financières du Québec ne les empêche pas d'apporter une contribution importante au monde financier canadien.

Sans risque de se tromper, l'on peut affirmer que le milieu financier n'est pas favorable à une telle proposition qui, en outre, est inacceptable sur le plan constitutionnel parce que de nature à porter atteinte à la juridiction du Québec sur ses institutions. Le but recherché par cette proposition

peut être atteint par d'autres moyens, notamment par l'harmonisation des lois sur les transactions intéressées et une meilleure coopération des autorités de surveillance.

Les transactions intéressées doivent être l'objet de règles sévères. Pour les institutions de dépôts notamment, nous préconisons une interdiction de principe des transactions intéressées, sauf certaines exceptions prévues dans la loi. Des exigences seront également établies en matière de divulgation d'intérêts et de contrôle sur les transferts d'actions pour les actionnaires importants.

Les conflits d'intérêts sont un autre aspect crucial sur lequel la réglementation et les contrôles requièrent des améliorations urgentes. Nous envisageons à cet égard des mesures visant à interdire la circulation interne de l'information (mur de Chine), à obliger les institutions à déclarer aux clients leurs intérêts conflictuels et à réparer les préjudices résultant de conflits d'intérêts.

Parmi les autres mesures que nous envisageons sur le plan de la réglementation, signalons l'adoption de règles quantitatives concernant les placements, l'élargissement du rôle des vérificateurs externes et un rehaussement des exigences à l'égard des administrateurs. Quant aux actuaires, je me permets de vous rappeler que depuis 1984, Québec exige la certification des réserves par des actuaires pour les compagnies d'assurances générales. Ce qui est proposé dans les divers documents soumis est donc en opération au Québec.

Toutes ces nouvelles dispositions n'auraient aucune portée pratique sans un dispositif de surveillance adéquat. C'est là une responsabilité fondamentale des pouvoirs publics qu'il

incombe à chaque juridiction d'assurer à l'égard des institutions constituées en vertu de ses lois.

Le Québec a déjà montré sa volonté d'assurer une surveillance efficace de ses institutions financières en instituant, comme je l'ai signalé, le poste d'Inspecteur général des institutions financières. Cette démarche sera complétée à l'occasion de la révision des lois de sociétés de fiducie et de prêt par l'introduction de règles plus rigoureuses de contrôle et par l'attribution de pouvoirs spécifiques d'intervention à l'Inspecteur général.

Quant au sujet de l'assurance-dépôts, vous comprendrez que, pour une large part, nos préoccupations divergent, du fait que le Québec possède déjà son propre système qui s'avère économique et profitable pour les institutions québécoises dans les circonstances présentes. Aussi, toutes les propositions concernant par exemple la composition du conseil d'administration de la SADC et les moyens envisagés pour combler son déficit ne nous concernent pas directement. Je tiens à préciser cependant que le régime du Québec est celui d'une assurance pure et qu'il entend maintenir ce principe. Nous croyons en effet qu'il est préférable de séparer les rôles de surveillance et de garantie, donnant ainsi à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec une responsabilité claire et non partagée dans son champ d'application et une plus grande liberté dans ses décisions à l'égard des institutions en défaut. Par contre, les pouvoirs adéquats de surveillance, de contrôle et d'intervention basés sur le système de prévention, continueront d'être concentrés chez l'Inspecteur général des institutions financières.

Il a été abondamment question de modifier la couverture actuelle d'assurance-dépôts et à cet égard, les suggestions ont été multiples. La couverture actuelle, dont la dernière révision remonte à 1983 dans les circonstances que l'on connaît, nous paraît amplement suffisante car, après analyse, les changements suggérés ne nous semblent pas susceptibles de donner les résultats espérés. Une réduction de garantie par la coassurance risque, selon nous, d'amplifier l'instabilité qui prévaut actuellement dans le marché, n'instaure pas vraiment la discipline que l'on recherche parce que les consommateurs ne sont pas en mesure de porter un jugement adéquat sur les institutions et surtout est susceptible de favoriser indûment les institutions importantes au détriment des institutions plus petites.

Comme on peut le constater, le Québec qui, par sa Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et sa Loi 75 sur les assurances, a déjà pris position sur les grands enjeux de la réforme des institutions financières, entend poursuivre son action. Les travaux de cette rencontre ont démontré qu'il y a entente sur les objectifs fondamentaux et que le Québec se déclare prêt à s'associer à une démarche collective pour les traduire le plus rapidement possible dans des textes législatifs et des pratiques administratives. Aussi, nous favorisons :

- une uniformisation de la divulgation exigée des diverses institutions;
- un échange d'informations entre les juridictions pour faciliter la surveillance et le contrôle des institutions;
- une collaboration plus grande entre les autorités de surveillance pour le développement de tests de solvabilité et de tests de prévoyance;

- un échange plus élaboré d'informations sur les méthodes et les pratiques d'inspection des autorités de surveillance;
- une harmonisation des législations qui ne signifie pas toutefois une identité;
- des démarches conjointes d'inspection à l'égard d'institutions opérant dans plus d'une juridiction.

Cette démarche collective tant souhaitée est réalisable dans le respect et la sauvegarde des juridictions respectives. Il appartient à chaque instance de se doter des moyens requis pour assumer pleinement son rôle en vue d'atteindre les objectifs que collectivement nous nous fixons. Suivant ces principes, vous pouvez compter sur l'appui du Québec.

Vancouver, le 4 mars 1986.

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL MEETING
OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR FINANCIAL INSTITUTIONS

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES RESPONSABLES DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

March 3-4, 1986

Les 3 et 4 mars 1986

Vancouver

LIST OF PUBLIC DOCUMENTS

LISTE DES DOCUMENTS PUBLICS

DOCUMENT NO. N° DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
830-217/015		✓ Press Communiqué ✓ Communiqué de presse
830-217/018	Québec	✓ Déclaration de Monsieur Pierre Fortier, Ministre délégué à la Privatisation
	Quebec	✓ Statement by Mr. Pierre Fortier, Minister for Privatization
830-217/022	Secretariat	✓ List of Public Documents
	Secrétariat	✓ Liste des documents publics



CA 1

Z 2

- C 52

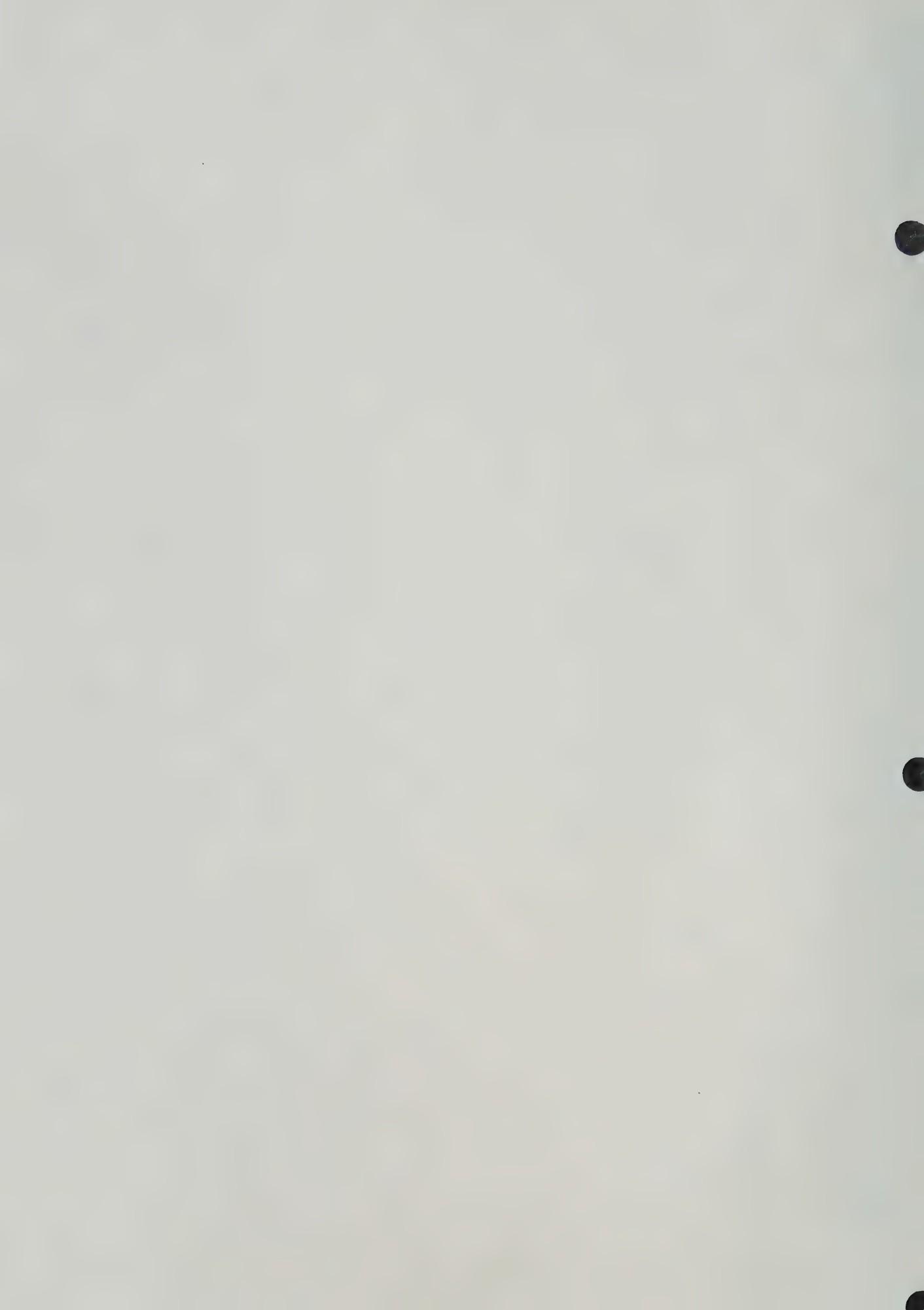
Document: 830-218/001

FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

Final Agenda

OTTAWA, Ontario

March 20-21, 1986



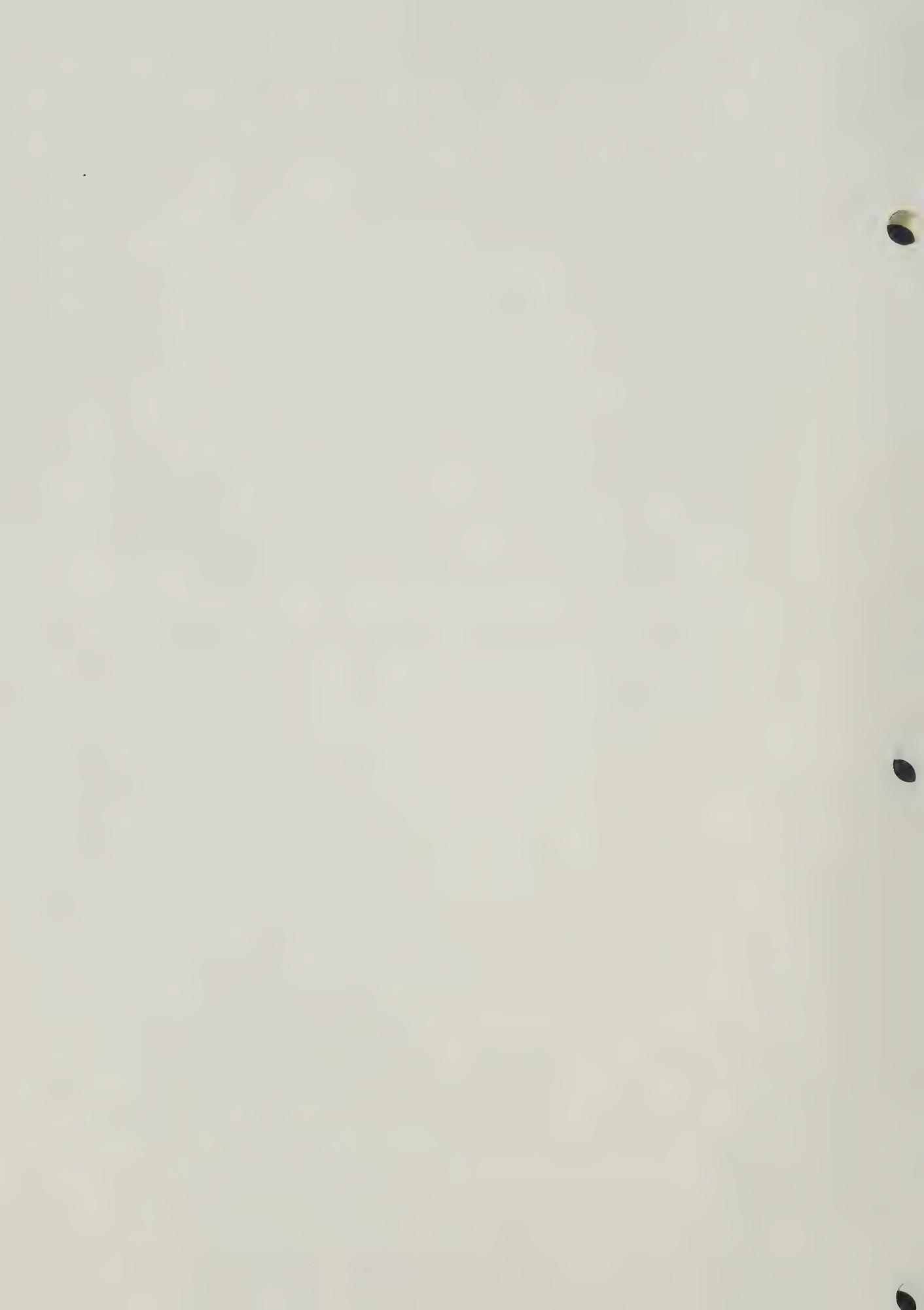
FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

OTTAWA, Ontario

March 20-21, 1986

FINAL AGENDA

- Approval of Agenda
- Opening Statements
- 1. Self-Government, Land and Resources
 - a) Composite Amendments of the Assembly of First Nations
 - b) Other Proposals of the Aboriginal Associations
 - c) Items in the 1983 Constitutional Accord
- 2. Process Relating to the 1987 First Ministers' Conference
- Wrap-up



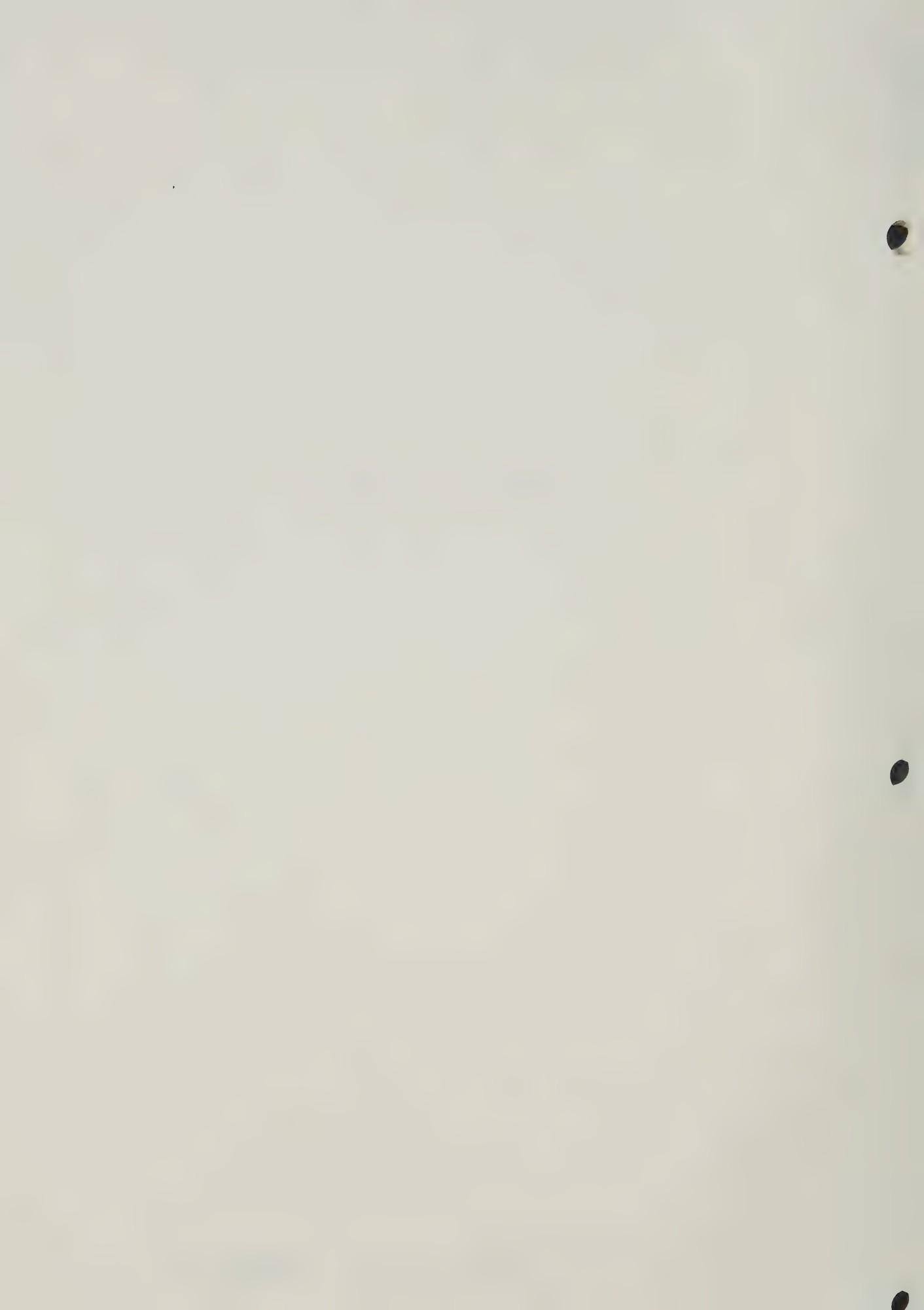
RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES



Ordre du jour définitif

OTTAWA (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986



RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

OTTAWA (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986

ORDRE DU JOUR DÉFINITIF

- Approbation de l'ordre du jour
- Allocutions d'ouverture
- 1. Autonomie gouvernementale, territoire et ressources
 - a) Ébauche des amendements globaux proposés par l'Assemblée des premières nations
 - b) Autres propositions adressées par les associations autochtones
 - c) Points de l'accord constitutionnel de 1983
- 2. Processus relatif à la Conférence des Premiers ministres de 1987
- Conclusion



CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-216/004

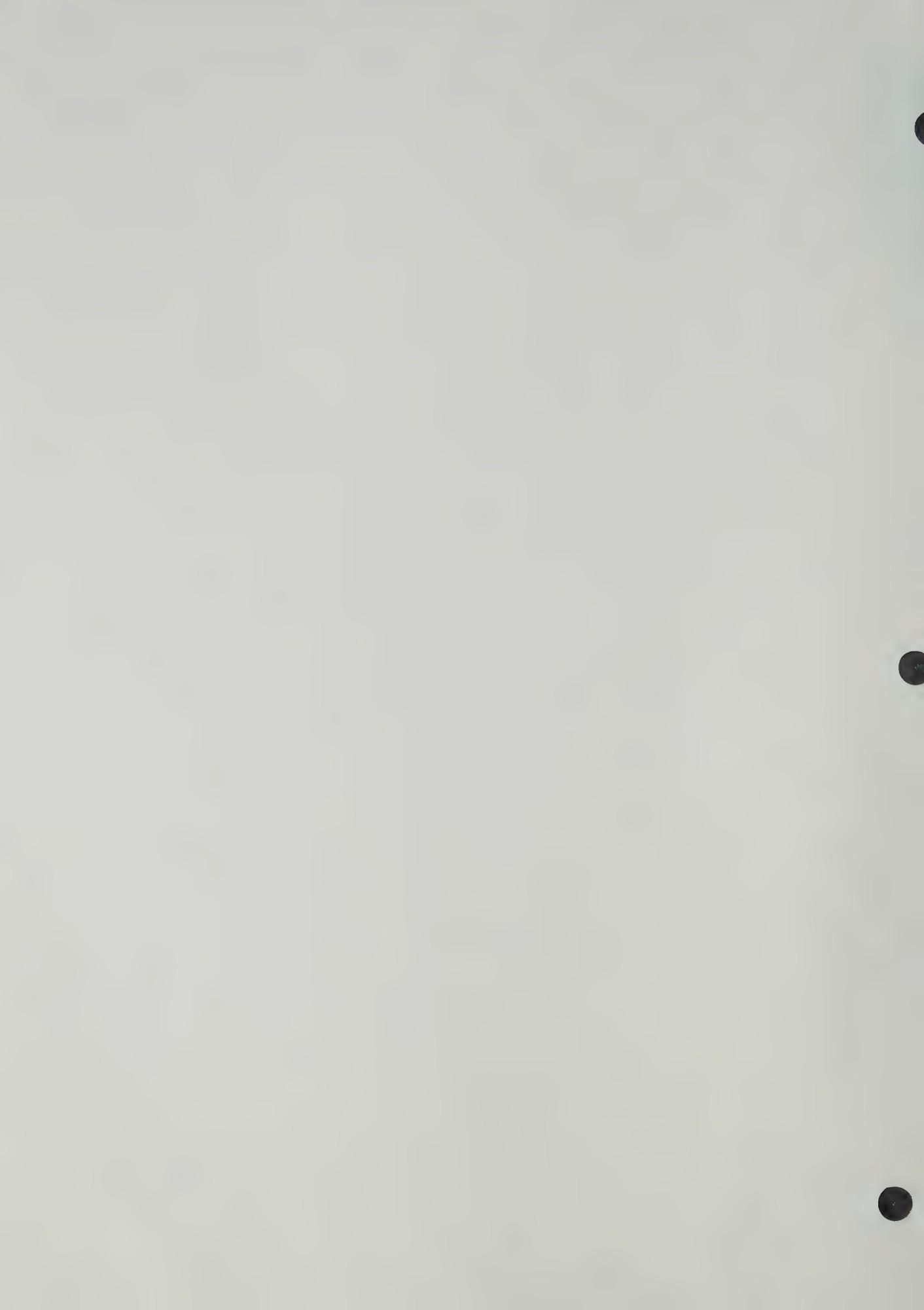
FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF MINISTERS
RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS

Notes for an address to be given by Mr. Richard French
at the Conference of Communications' Ministers

Quebec



MONTREAL, Quebec
February 27 & 28, 1986



NOTES FOR AN ADDRESS
TO BE GIVEN BY MR. RICHARD FRENCH
AT
THE CONFERENCE OF COMMUNICATIONS MINISTERS

MONTRÉAL
FEBRUARY 27, 1986



I TAKE GREAT PLEASURE IN WELCOMING YOU TO QUÉBEC, AND TO THIS FEDERAL, PROVINCIAL AND TERRITORIAL CONFERENCE WHICH OPENS TODAY. THIS CONFERENCE COULD CONSTITUTE A LANDMARK IN THE HISTORY OF COMMUNICATIONS IN CANADA.

THE LAST TWO DECADES HAVE BEEN MARKED BY SUSTAINED POLITICAL DEBATES; THE LAST FEDERAL-PROVINCIAL CONFERENCE DATES BACK TO MARCH 1982. UNFORTUNATELY THOSE DEBATES BROUGHT NO SOLUTIONS TO THE MAJOR QUESTIONS UNDER DISCUSSION. ON THE OTHER HAND, DURING THAT SAME PERIOD, THE POWER OF THE REGULATORY BODIES FLOURISHED. IN THE ABSENCE OF POLITICAL CONTROLS, THOSE ORGANIZATIONS, THROUGH THEIR DECISIONS, CLEARLY FASHIONED THE TELECOMMUNICATIONS SECTOR.

THE CONFERENCE WHICH OPENS TODAY BEARS PROMISE: IT IS A CLEAR EXPRESSION OF THE DETERMINATION OF ALL THE MINISTERS RESPONSIBLE FOR COMMUNICATIONS TO DRAFT EFFICIENT POLICIES ON TELECOMMUNICATIONS, BEYOND OUR DIVERSITIES AND TO FIND THE MEANS OF IMPLEMENTING IT.

COMMUNICATIONS - AND PARTICULARLY TELECOMMUNICATIONS - RANKS AMONG ONE OF CANADA'S MOST IMPORTANT ACTIVITY SECTORS. INDEED, WITH ASSETS TOTALLING MORE THAN \$20 BILLIONS,

CANADA'S TELECOMMUNICATIONS COMPANIES REPRESENT THIS COUNTRY'S MOST IMPORTANT HIGH TECHNOLOGY INDUSTRIAL SECTOR. TELECOMMUNICATIONS IS ONE OF THE SECTORS WHICH RECEIVES THE MOST INVESTMENT IN RESEARCH AND DEVELOPMENT. THIS INDUSTRY ALSO MAKES A MAJOR CONTRIBUTION TO CANADA'S INFLUENCE ABROAD.

AS SOON AS THEY CAN, OUR GOVERNMENTS MUST AGREE AS TO OBJECTIVES, DRAW UP MAJOR GUIDELINES, AND ESTABLISH NECESSARY POLICIES FOR THIS CRITICAL SECTOR.

IN THE PAST, THE PEOPLE GENERALLY HAVE BEEN SATISFIED WITH THE QUALITY AND COST OF SERVICE OFFERED THEM. THE MONOPOLY SITUATION OF TELEPHONE COMPANIES MADE IT POSSIBLE TO ENCOURAGE A RATE-SETTING POLICY CENTRED PRIMARILY AROUND UNIVERSAL ACCESSIBILITY OF BASIC SERVICE. BUT TELECOMMUNICATIONS ARE ENTERING A PERIOD OF DEEP-ROOTED CHANGE, AND THE WHOLE SYSTEM RISKS UPHEAVAL. ALL PARTIES - INDIVIDUALS, CONSUMER GROUPS, LABOUR UNIONS AND COMPANIES - ARE WAITING FOR THE STATE TO PLAY ITS PART AND LEGISLATE TO GIVE THIS PHENOMENON SOME DIRECTION. THE WELFARE OF THE GENERAL PUBLIC REQUIRES THAT THE GOVERNMENTS MAINTAIN UNIVERSAL ACCESS TO BASIC SERVICES.

THE CHALLENGES

DIGITAL COMMUNICATIONS, INTERCONNECTIONS, COMPUTER PROCESSING, AND COMPETITION BETWEEN FIRMS AND BETWEEN COUNTRIES ALL THESE HAVE LITERALLY KNOCKED THE TRADITIONAL COMMUNICATIONS INDUSTRY WHICH WE HAVE ALWAYS KNOWN INTO A STATE OF UPHEAVAL.

OVER THE PAST FIFTEEN YEARS, OUR NEIGHBOURS TO THE SOUTH HAVE GRADUALLY OPENED THE DOORS TO COMPETITION. WITH THE DISMEMBERMENT OF THE BELL SYSTEM, THIS PROCESS WAS ACCELERATED.

IN 1983, THE BIGGEST AMERICAN COMPANY, AT&T, WITH ASSETS OF \$150 BILLION, WAS BROKEN DOWN INTO SEVEN REGIONAL CONGLOMERATES AND ONE COMPANY SPECIALIZED IN THE MANAGEMENT OF INTER-CITY TRAFFIC. THUS BEGAN A NEW ERA OF COMPETITION BETWEEN VARIOUS CARRIERS AND VARIOUS DATA PROCESSING FIRMS.

IN ENGLAND AND JAPAN, THE REPERCUSSIONS FROM THIS EVENT WERE NOT LONG IN BEING FELT. LIKE THE OTHER INDUSTRIALIZED COUNTRIES, CANADA IS NOW UNDER PRESSURE TO HAVE ITS POLICIES FOLLOW THE AMERICAN MAINSTREAM. IN

RECENT YEARS, A DEGREE OF COMPETITION HAS BEGUN TO APPEAR IN THE CANADIAN TELECOMMUNICATIONS SECTOR.

ONE THING IS CERTAIN: WE CANNOT REMAIN INDIFFERENT TO WHAT IS GOING ON IN THE UNITED STATES. IN THE FACE OF THE CHALLENGES CONFRONTING US, OUR DUTY LIES IN WORKING TOGETHER TO FIND METHODS SUITABLE FOR PRESERVING SERVICE QUALITY AND KEEPING OUR FELLOW CITIZENS SATISFIED. WE MUST ALSO MAKE SURE THAT OUR FIRMS CONTINUE TO COMPETE INTERNATIONALLY, AND THAT THEIR INFLUENCE ABROAD CONTINUES TO EXPAND.

THE FUTURE OF OUR INDUSTRIAL DEVELOPMENT, THEN, AND OF OUR TELECOMMUNICATIONS NETWORK, DEPENDS TO A CERTAIN DEGREE ON THE CHOICES WE WILL BE CALLED UPON TO MAKE IN THE AREA OF TELECOMMUNICATIONS.

IF WE ARE TO MAKE THESE CHOICES, WE SHALL HAVE TO WORK TOGETHER, AND HERE WE WILL FACE PROBLEMS. FOR IT IS IMPOSSIBLE TO FORGET THAT PAST FEDERAL-PROVINCIAL CONFERENCES, ON COMMUNICATIONS AND ON OTHER TOPICS, HAVE BEEN HAUNTED BY THE SPECTER OF JURISDICTIONS. THE BACKDROP TO ALL DISCUSSIONS HAS ALWAYS BEEN THE SHARING OF POWERS IN MATTERS OF TELECOMMUNICATIONS. BECAUSE IT HAS BEEN IMPOSSIBLE TO AGREE ON THIS IS MATTER, A NUMBER OF ATTEMPTS TO ARRIVE AT A AN OVERALL CONSENSUS HAVE BEEN ABORTED.

LEARNING FROM HISTORY, THEN, WE CANNOT IGNORE THESE QUESTIONS IF WE ARE TO ARRIVE AT A CONSENSUS. AND HISTORY ALSO TEACHES US THAT, IF WE ARE TO ARRIVE AT PRACTICAL SOLUTIONS, THE QUESTIONS MUST BE LOOKED AT WITH A RECEPTIVE AND SERENE ATTITUDE.

THE PROVISIONS OF THE CANADIAN CONSTITUTION WITH REGARD TO TELECOMMUNICATIONS ARE NOT COMPLICATED, BUT THEY HAVE BEEN ALTERED BY THE HAZARDS OF HISTORY. TODAY SHARING OF JURISDICTIONS HAS BECOME, TO SAY THE LEAST, A COMPLEX MATTER. AND WHO KNOWS WHAT DIRECTION THIS CONSTITUTIONAL TANGLE WILL BE FORCED TO TAKE IN THE LIGHT OF FUTURE COURT DECISIONS?. IT IS IN THE GOVERNMENTS' OWN INTEREST TO ACT QUICKLY.

WE HAVE NO CHOICE, THEN, BUT TO AGREE AMONG OURSELVES, AND TO DEVELOP A CONSENSUS WITH A VIEW TO MAKING THE INTERESTS OF THE FEDERAL, PROVINCIAL AND TERRITORIAL GOVERNMENTS COMPATIBLE. IN RECENT MONTHS, GOOD PROGRESS HAS BEEN MADE TOWARD THIS END. OUR RESPECTIVE OFFICIALS HAVE SUCCEEDED IN AGREEING ON HOW TO PRESENT VARIOUS PROBLEMS WHICH FACE THE TELECOMMUNICATIONS WORLD.

TOMORROW, THEY WILL BE SUBMITTING AN ELABORATE TEXT TO THE MINISTERS FOR THEIR EXAMINATION. IN THAT TEXT, OUR OFFICIALS HAVE DRAFTED A DESCRIPTION OF THE PRESENT STAKES AND PRINCIPLES WHICH COULD GUIDE THAT EXAMINATION. THIS IS A SOLID BASE, AND I SUGGEST WE MAKE USE OF IT. IT IS AN INSTRUMENT FOR ARRIVING TOGETHER AT THE CONSENSUS WE NEED IF WE ARE TO PLAY THE ROLE FOR WHICH WE HAVE BEEN ELECTED BY THE PEOPLE.

THE TASK TO WHICH YOU HAVE BEEN SUMMONED IS NOT AN EASY ONE. OUR PREDECESSORS SAW ITS LIMITATIONS. THE VAST MAJORITY OF US ARE ATTENDING OUR FIRST CONFERENCE OF COMMUNICATIONS MINISTERS. WE CAN BE OPEN-MINDED, AND INDEED WE MUST. WE MUST APPROACH THE QUESTIONS CLEARLY AND FRANKLY.

THIS IS AN EXERCISE WHOSE SCOPE IS FAR-REACHING. TO BE SURE, IT INVOLVES COMPROMISE. BUT LET US REMEMBER THAT COMPROMISES WILL HELP FASHION A POLICY WITH REPERCUSSIONS FOR GENERATIONS TO COME.

I DO NOT EXPECT THIS CONFERENCE TO SETTLE IN ONE FELL SWOOP ALL THE QUESTIONS I HAVE RAISED. THIS IS BUT A RENEWAL OF CONTACTS DURING WHICH A TRUE DIALOGUE CAN BE INITIATED.

MAY THIS CONFERENCE, THEN, MARK THE BEGINNING OF A PROCESS TO BE CONTINUED TOGETHER OVER THE COMING MONTHS. THE PURPOSE OF THIS STEP IS TO PUT EACH OF OUR CARDS CLEARLY ON THE TABLE, AND LUCIDLY AND RESPONSIBLY TO SEEK OUT THOSE SOLUTIONS BEST SUITED TO THE PEOPLE WHOM WE REPRESENT. FOR MY PART, I HAVE NO PRECONCEIVED IDEAS.

GOOD LUCK TO ALL OF US. I AM CONFIDENT THAT WE SHALL MEET THE CHALLENGES BEFORE US.

CA1
Z 2
-C 52

Document: 830-218/005

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Ébauche des amendements globaux proposés
par l'APN (Révisée le 13 déc. 1984)

déposée par
l'Assemblée des premières nations
à la
Réunion fédérale-provinciale de haut fonctionnaires
sur les questions
constitutionnelles intéressant les autochtones
tenue à Montréal le 20 février 1986
(840-393/009)

OTTAWA (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986

ÉBAUCHE DES AMENDEMENTS GLOBAUX PROPOSÉS PAR L'APN (REVISÉE LE 13 DÉC. 1984)

Paragraphe 35(1)

Le titre souverain, les droits autochtones et les droits issus de traités des peuples autochtones du Canada sont par les présentes reconnus, confirmés et garantis.

Article 35.1

Pour plus de certitude, le titre et les droits dont il est fait mention au paragraphe 35(1) sont des droits collectifs et individuels et comprennent, entre autres, les suivants :

- (a) les droits de propriété et la compétence sur tous les territoires traditionnels de chaque première nation et sur les ressources qu'ils contiennent, sous réserve seulement de tout autre droit ou compétence acquis par suite de la ratification véritable et officielle de traités par les premières nations concernées;
- (b) le droit inhérent de chaque première nation à l'autonomie politique et sa capacité de déterminer les rapports entre les droits collectifs et individuels dont il est fait mention dans le présent article.

Article 35.2

Le Parlement et le gouvernement du Canada ont, avec les premières nations, des relations spéciales et fiduciaires, dont la responsabilité de fournir des ressources financières aux administrations de ces nations.

Paragraphe 35.3(1)

Dans les régions du Canada qui ne font pas l'objet de traités, le Parlement et les assemblées législatives provinciales, ainsi que le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux s'engagent, selon le champ de compétence de chacun, à négocier, conclure et appliquer avec chaque première nation des traités ou ententes visant à faire respecter, dans les différentes régions du Canada, les droits respectifs de chacune, soit, entre autres, les suivants :

- (a) les droits relatifs aux terres et aux ressources et les droits de propriété;
- (b) les rapports de compétence appropriés entre les gouvernements fédéral et provinciaux et les administrations des premières nations;

- (c) les mécanismes financiers appropriés applicables entre le gouvernement du Canada et chaque première nation et propres à lui permettre de diriger ses affaires et de fournir à ses membres des services comparables à ceux qui, en général, sont offerts aux Canadiens, compte tenu des besoins spéciaux de chaque première nation dans les domaines social, politique, culturel et économique;
- (d) toutes autres questions sur lesquelles les parties se sont entendues.

Paragraphe 35.3(2)

Dans les régions du Canada qui font l'objet de traités, le Parlement et le gouvernement du Canada, conjointement avec les premières nations concernées, négocieront ou renégocieront, définiront, concluront et appliqueront, avec chacune des premières nations, des traités ou ententes afin de faire respecter, dans les différentes régions du Canada, les droits respectifs de chacune, soit, entre autres, les suivants :

- (a) les droits relatifs aux terres et aux ressources et les droits de propriété;
- (b) les rapports de compétence appropriés entre les gouvernements fédéral et provinciaux et les administrations des premières nations;
- (c) l'esprit et l'objet des traités, la véritable signification des relations découlant des traités, de traités particuliers ou des droits issus de traités particuliers;
- (d) les mécanismes financiers appropriés applicables entre le gouvernement du Canada et chaque première nation et propres à lui permettre de diriger ses affaires et de fournir à ses membres des services comparables à ceux qui, en général, sont offerts aux Canadiens, compte tenu des besoins spéciaux de chaque première nation dans les domaines politique, économique, social et culturel.

L'assemblée législative et le gouvernement d'une province participeront aux négociations, si tel est le choix des premières nations concernées, dans la mesure de ses attributions et de ses intérêts.

Paragraphe 35.3(3)

Le paragraphe 35.3(1) s'applique également aux premières nations qui veulent renégocier leurs traités, ainsi qu'aux premières nations qui habitent des régions soumises à des traités qu'elles n'ont pas vraiment ratifié officiellement.

Paragraphe 35.3(4)

Le Parlement et les assemblées législatives provinciales doivent prendre les mesures nécessaires pour faire appliquer comme il se doit les négociations, traités ou ententes dont il est fait mention aux paragraphes (1) à (3) du présent article.

Paragraphe 35.3(5)

Le présente partie n'étend daucune manière les pouvoirs législatifs du Parlement ou de toute assemblée législative.

Article 35.4

Les conditions de tout traité ou entente conclu à la suite de négociations tenues aux termes de l'article 35.3 sont censés être des droits issus de traités aux termes du paragraphe 35(1).

Article 35.5

Les articles 35.3 et 35.4 ne portent pas atteinte au paragraphe 35(1) ni aux articles 35.1 et 35.2.



CA1
Z 2
-C 52

Document: 830-218/007

FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

The Status of Constitutional Efforts
to Entrench Aboriginal Self-Government and
Priorities for the 86-87 Process

tabled by the
Inuit Committee on National Issues
at the
Federal-Provincial Meeting of Senior Officials
on Aboriginal Constitutional Matters
held in Montreal on February 20, 1986
(840-393/007)



OTTAWA, Ontario

March 20-21, 1986



ՃԱԾԿ ԵԱԾՐԼՐ ԱՇՎՈՒՆ-ՐԸ ԵՈԼՀԸ
ԽՆԵԼ ԿԱՆԱԼԻՄԱՆԻ ԲԼՈՒԳԻ ՍԵ ԿԱՄԱՆԻ

108

二二八

THE STATUS OF CONSTITUTIONAL EFFORTS TO ENTRENCH ABORIGINAL SELF-GOVERNMENT AND PRIORITIES FOR THE 86-87 PROCESS

1. The current constitutional reform process has succeeded insofar that it has:

- a) identified Aboriginal Self-Government as the centerpiece of any reform effort;
 - b) developed a general framework by which self-government rights can be entrenched in the constitution;
 - c) obtained a general agreement among the majority of the participants that a self-government agreement is both a legitimate and immediate goal of the constitutional process.

2. Substantial progress has been realized on an Aboriginal Self-Government amendment insofar that:

- a) there is general agreement among the majority of the participants that the constitution should recognize and affirm the rights of the Aboriginal Peoples to self-government, that the precise details and nature of these rights should be set out in agreements, and that these agreements should be constitutionally protected;
 - b) discussions have identified the specific obstacles which stand in the way of agreement on wording for a self-government amendment, namely, that proposals to entrench greater provincial authority in aboriginal matters is a source of contention, and, that disagreement exists over the "commitment to negotiate" clause or other means of ensuring "constructive damage to the status quo".

3. In resuming the preparatory process leading up to the 1987 First Ministers Conference, it is ICNI's position that:

- a) the entrenchment of Aboriginal Self-Government rights must remain the first order of business, as it would be foolhardy not to concentrate efforts in the one area that, to date, holds the greatest potential for success;



b) that the priority and immediate objective of the initial phase of the preparatory process must center around developing solutions to overcome the obstacles to an agreement on a self-government amendment.

4. In order to facilitate discussions and proposals on alternative wording to overcome obstacles to a self-government amendment, ICNI proposes that the Officials Meeting proceed to :

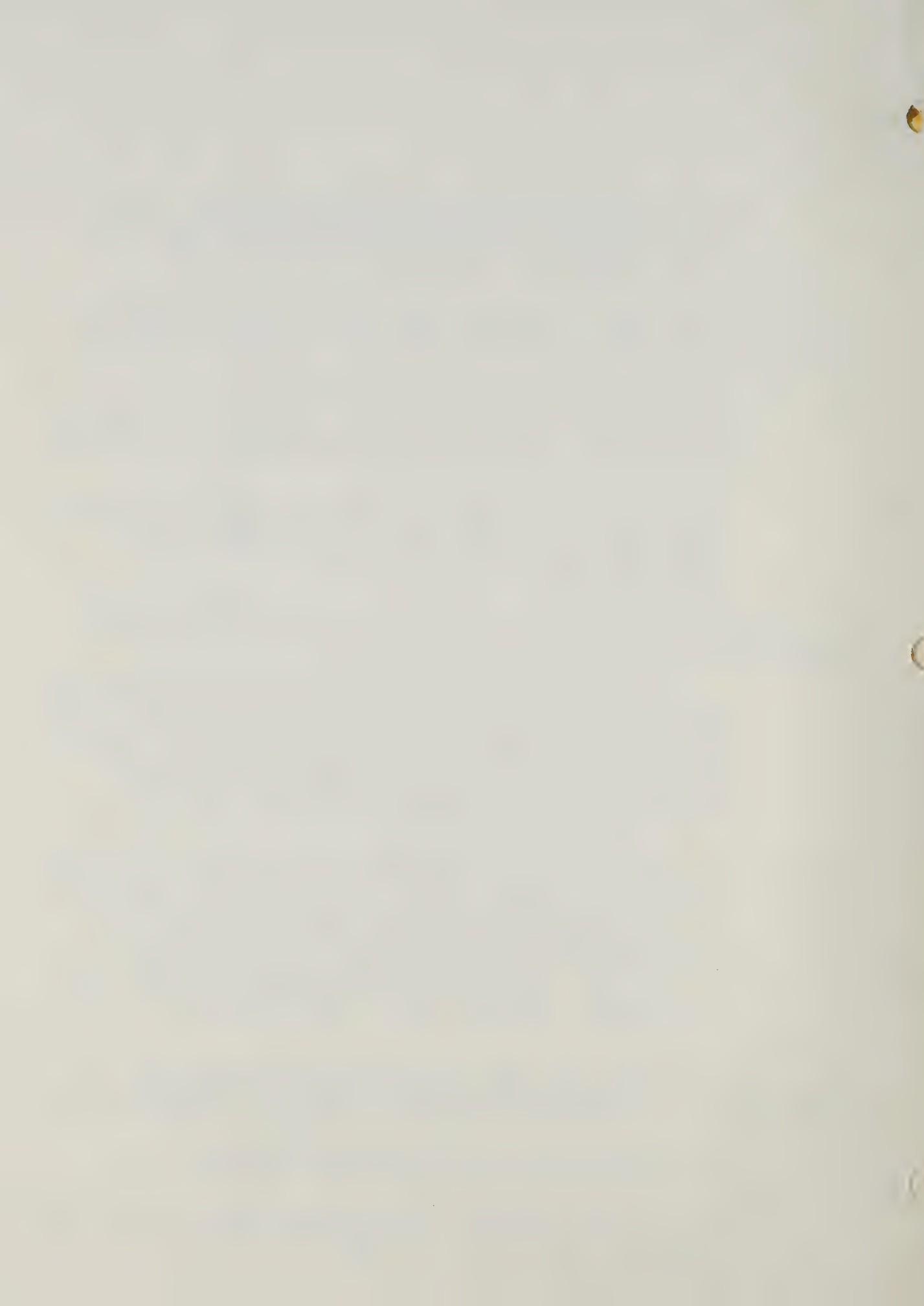
- a) take inventory and examine various positions regarding the entrenchment of Aboriginal Self-Government with the goal of precisely identifying obstacles for which alternative wording will have to be found;
- b) develop and recommend an agenda and process which clearly has as its objective the development of alternative wording for those areas identified as posing obstacles.

5. By way of a review and summary of the Inuit objections to the proposals tabled on both the first and second days of the 1985 FMC, ICNI reiterates its position that:

- a) any meaningful constitutional amendment must ensure "constructive damage to the status quo". However, this will not be the case for an amendment which does not include a "commitment to negotiate" clause, as such an amendment by itself will not assure the Aboriginal Peoples that self-government rights will become constitutionally protected.
- b) the Canadian Constitution does not adequately address the rights and needs of the Aboriginal Peoples, and that the current reform process must be reserved for the benefit of Aboriginal Peoples. In abiding by this principle, ICNI believes that the demand or alleged need to entrench greater provincial authority in aboriginal matters must be re-examined. (ICNI has tabled under separate cover a discussion paper on this subject.)

6. In view of the fact that the 1987 FMC is the last to be guaranteed by virtue of section 37.1 of the Constitution, ICNI proposes that the meeting of officials agree to recommend that:

- a) the upcoming First Ministers Conference be held as late as possible, preferably April 15 & 16, 1987.
- b) that the preparatory process incorporate the maximum number of Ministerial Level Meetings possible prior to the FMC of April 15 & 16, 1987.



CA1
Z 2
-C 52

Document: 830-218/007

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Le point sur les efforts déployés
pour faire inscrire dans la constitution l'autonomie
gouvernementale des peuples autochtones
et sur les questions prioritaires pour le processus
de 1986-1987

déposé par le
Comité inuit sur les affaires nationales
à la
Réunion fédérale-provinciale de haut fonctionnaires
sur les questions
constitutionnelles intéressant les autochtones
tenue à Montréal le 20 février 1986
(840-393/007)

OTTAWA (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986



LE POINT SUR LES EFFORTS DÉPLOYÉS
POUR FAIRE INSCRIRE DANS LA CONSTITUTION L'AUTONOMIE
GOVERNEMENTALE DES PEUPLES AUTOCHTONES
ET SUR LES QUESTIONS PRIORITAIRES POUR LE PROCESSUS
DE 1986-1987

1. Jusqu'ici, le processus de la réforme constitutionnelle a été un succès dans la mesure où il a permis:

- a) de déterminer que l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones constitue le point central de toute tentative de réforme;
- b) d'élaborer un cadre général à partir duquel les droits à l'autonomie gouvernementale pourront être inscrits dans la Constitution, et,
- c) de faire entériner par la majorité des participants que la conclusion d'un accord relatif à l'autonomie gouvernementale constitue un objectif légitime et immédiat du processus constitutionnel.

2. Des progrès importants ont été accomplis au chapitre de l'adoption d'une modification portant sur l'autonomie gouvernementale des autochtones, en ce sens:

- a) que la majorité des participants ont convenu qu'il y aurait lieu de reconnaître et de confirmer dans la Constitution les droits des peuples autochtones à une autonomie gouvernementale, que les détails précis et la nature de ces droits devraient être énoncés dans des accords et que ces accords devraient être protégés par la Constitution;
- b) qu'il a été possible au cours des discussions de faire ressortir les obstacles particuliers qui empêchent de s'entendre sur le libellé d'une modification relative à l'autonomie gouvernementale, et plus particulièrement, que les propositions visant à inscrire dans la Constitution un accroissement des pouvoirs des provinces dans les questions relatives aux autochtones sont une source de contestation et qu'il existe des divergences concernant la disposition relative à "l'engagement à négocier" ou à d'autres façons de modifier positivement le statu quo.

3. Au moment où nous entamons le processus préparatoire à la Conférence des Premiers ministres de 1987, le CIAN est d'avis:

- a) que l'inscription dans la Constitution des droits à l'autonomie gouvernementale des autochtones doit demeurer au premier plan de l'ordre du jour, car il serait malavisé de ne pas concentrer nos efforts dans le domaine qui, jusqu'ici, a les plus grandes chances de réussite;



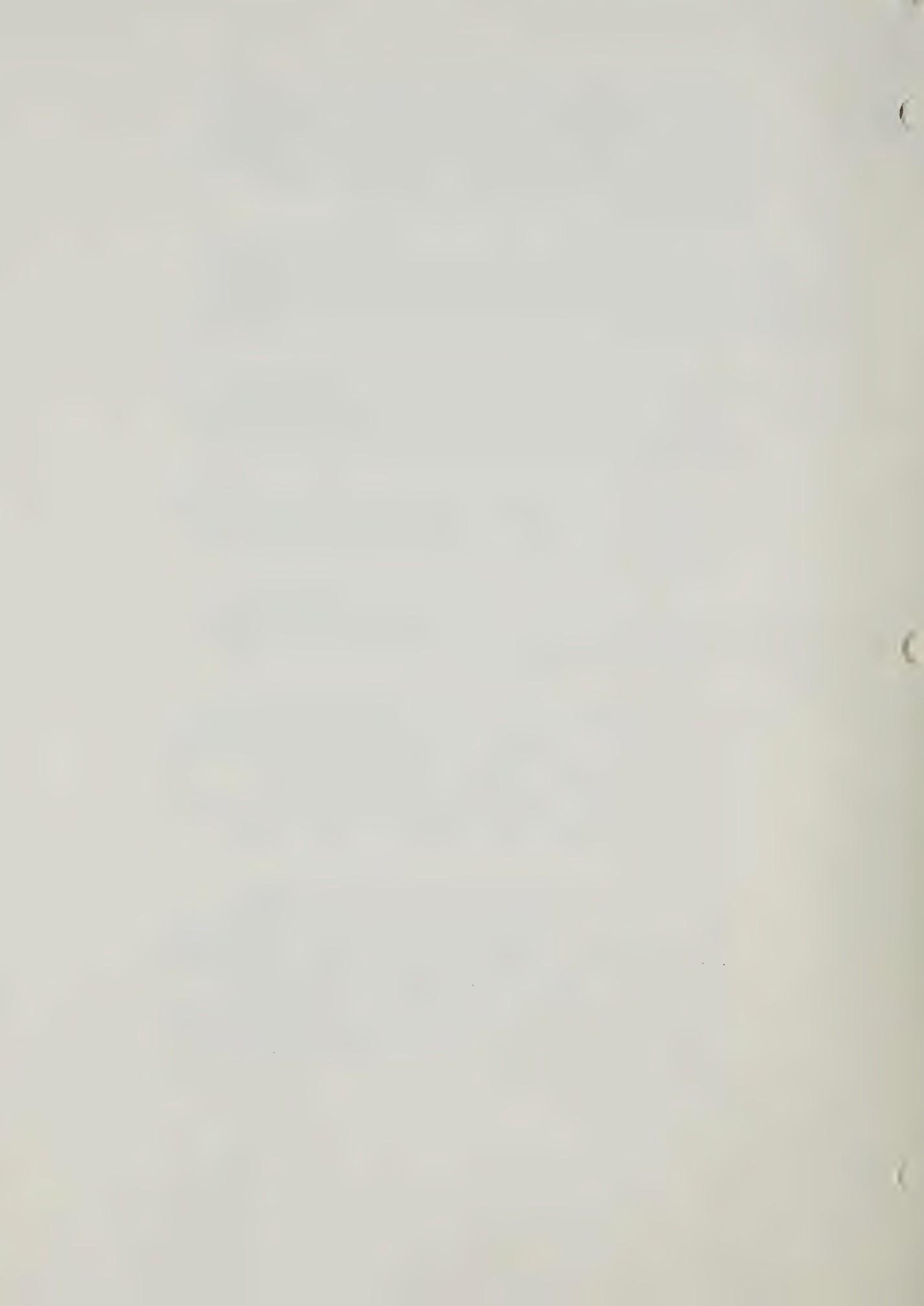
b) que l'objectif prioritaire et immédiat de la phase initiale du processus préparatoire doit s'articuler autour de l'élaboration de solutions visant à surmonter les obstacles à la conclusion d'un accord relatif à une modification portant sur l'autonomie gouvernementale.

4. Afin de faciliter les discussions et les propositions concernant les divers libellés qui permettraient de surmonter les obstacles à la conclusion d'un accord, le CIAN propose que les mesures suivantes soient prises au cours de la réunion des fonctionnaires:

- a) faire un relevé des diverses propositions relatives à l'inscription dans la Constitution de l'autonomie gouvernementale des autochtones et les examiner afin de déterminer exactement quels sont les obstacles et de trouver une formulation différente;
- b) élaborer et recommander un ordre du jour et un processus dont l'objectif évident serait de trouver une formulation différente des passages qui suscitent des problèmes.

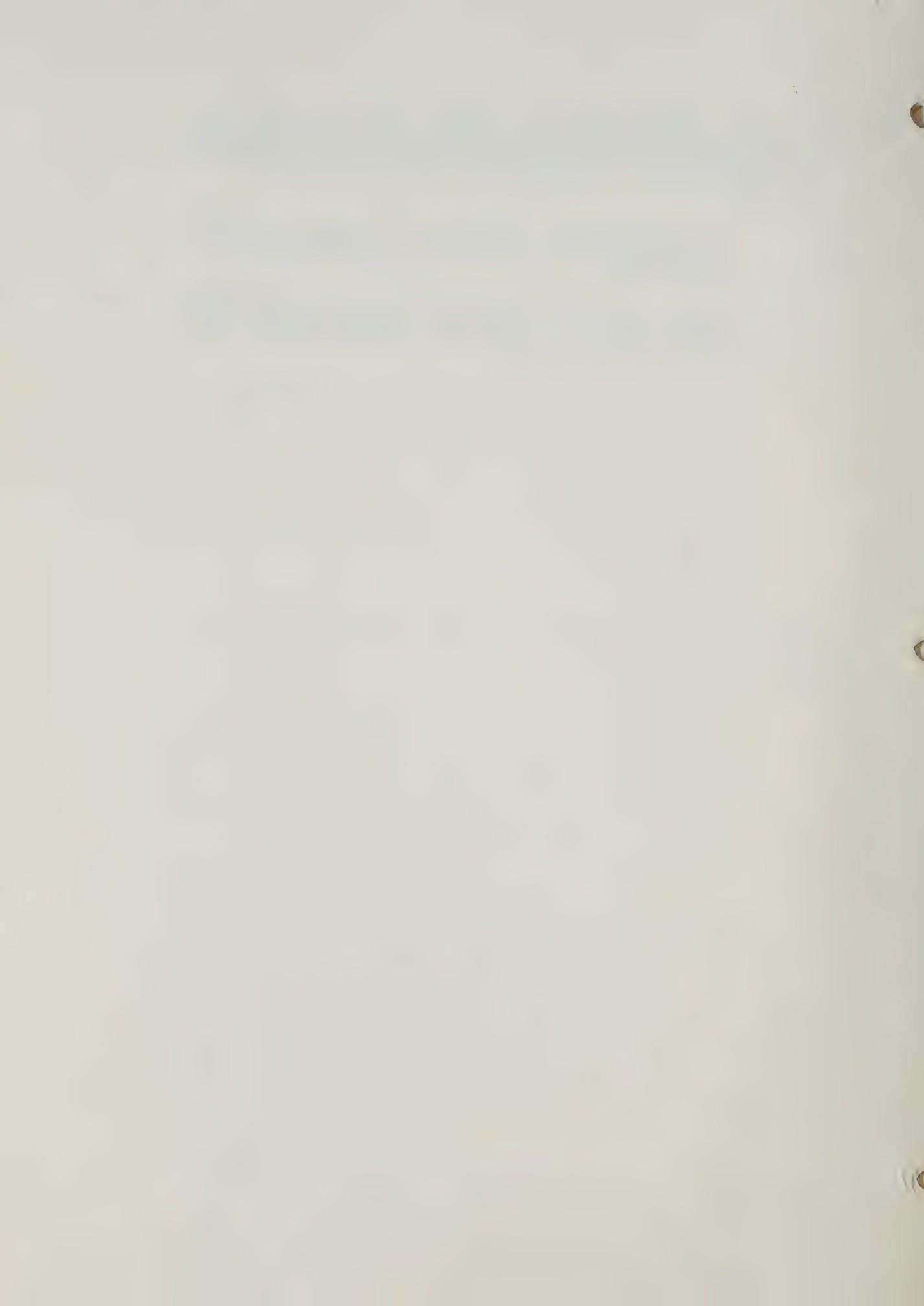
5. Afin de passer en revue et de résumer les objections formulées par les Inuit relativement aux propositions déposées le premier et le deuxième jours de la CPM de 1985, le CIAN réitère sa position, c'est-à-dire:

- a) que pour être valable, toute modification constitutionnelle doit faire en sorte que le statu quo soit amélioré. Toutefois, il n'en sera pas ainsi d'une modification qui ne prévoit pas "d'engagement à négocier", car une modification de ce genre ne garantirait pas aux peuples autochtones que le droit à l'autonomie gouvernementale serait protégé dans la Constitution;
- b) que la Constitution canadienne ne traite pas adéquatement des droits et des besoins des peuples autochtones, et que le processus de réforme actuel ne doit profiter qu'aux peuples autochtones. Conformément à ce principe, le CIAN croit qu'il y aurait lieu de réexaminer la demande ou la nécessité présumée d'inscrire dans la Constitution des pouvoirs accrus pour les provinces dans les questions relatives aux autochtones. (Le CIAN a déposé un document de travail distinct sur cette question.)



6. Comme la CPM de 1987 est la dernière qui est garantie par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle, le CIAN propose que les fonctionnaires conviennent à la réunion de recommander ce qui suit:

- a) que la prochaine Conférence des Premiers ministres se tienne le plus tard possible, de préférence les 15 et 16 avril 1987;
- b) que le processus préparatoire comporte le plus grand nombre possible de réunions de ministres avant la CPM des 15 et 16 avril 1987.



CA1
Z 2
-C 52

Document: 830-218/008



FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Proposed 1985 Accord
Relating to the
Aboriginal Peoples of Canada
April 1, 1985

tabled by the
Federal Government
at the
First Ministers' Conference
on
Aboriginal
Constitutional Matters
held in Ottawa
on April 2-3, 1985

(800-20/013)

Projet d'accord de 1985
concernant les
peuples autochtones du Canada
le 1^{er} avril 1985

déposé par le
gouvernement fédéral
à la
Conférence des
Premiers ministres
sur les questions
constitutionnelles intéressant
les autochtones
tenue à Ottawa
les 2 et 3 avril 1985

OTTAWA, Ontario

March 20-21, 1986

OTTAWA (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986



PROPOSED 1985 ACCORD
RELATING TO THE
ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

PROJET D'ACCORD DE 1985
CONCERNANT LES
PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

Le 1 avril 1985

PROJET D'ACCORD DE 1985
CONCERNANT LES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

[Les passages entre crochets visent la proposition de modification constitutionnelle]

Considérant:

qu'en raison de la spécificité des peuples autochtones du Canada, descendants des premiers habitants du pays, et des droits dont ils jouissent du fait de leur qualité même d'autochtones, des traités et des accords de règlement de leurs revendications territoriales, ainsi que de leur citoyenneté canadienne, il convient:

- [(a) que les droits des peuples autochtones soient protégés par la Constitution du Canada,
- (b) qu'ils aient la possibilité de disposer de mécanismes d'autonomie gouvernementale adaptés à leur situation particulière et aussi d'exercer pleinement leurs droits de citoyens du Canada et d'habitants des provinces ou territoires,
- (c) qu'ils soient libres de vivre selon leurs us et coutumes ainsi que de sauvegarder et d'utiliser leurs langues;

qu'il s'est tenu les 2 et 3 avril 1985, en application de l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982, une conférence constitutionnelle, réunissant le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux, aux travaux de laquelle les représentants des peuples autochtones du Canada et des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest avaient été invités à participer;

que les gouvernements fédéral et provinciaux, avec l'appui des représentants des peuples autochtones du Canada et celui des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, sont convenus:

- [(a) qu'il y aurait lieu de modifier la Constitution du Canada afin:
- (i) d'y inscrire la reconnaissance et la confirmation des droits des peuples autochtones du Canada à l'autonomie gouvernementale, au sein de la fédération canadienne, dans les cas où ces droits sont prévus dans des accords négociés,

April 1, 1985

PROPOSED 1985 ACCORD
RELATING TO THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

The portions of the Accord highlighted in square brackets relate to the constitutional amendment proposal

WHEREAS the aboriginal peoples of Canada, being descendants of the first inhabitants of Canada, are unique peoples in Canada enjoying the rights that flow from their status as aboriginal peoples, from treaties and from land claims agreements, as well as rights flowing from Canadian citizenship, and it is fitting that

- (a) there be protection of rights of aboriginal peoples in the Constitution of Canada,
- (b) they have the opportunity to have self-government arrangements to meet their special circumstances as well as the opportunity to exercise their full rights as citizens of Canada and residents of the provinces and territories, and
- (c) they have the freedom to live in accordance with their own cultural heritage and to use and maintain their distinct languages;

AND WHEREAS, pursuant to section 37.1 of the Constitution Act, 1982, a constitutional conference composed of the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces was held on April 2 and 3, 1985, to which representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories were invited;

AND WHEREAS it was agreed by the government of Canada and the provincial governments, with the support of representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, that

- (a) the Constitution of Canada should be amended
 - (i) to recognize and affirm the rights of the aboriginal peoples of Canada to self-government within the Canadian federation, where those rights are set out in negotiated agreements, and

- (ii) d'engager le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux à participer à des négociations visant la conclusion avec les autochtones d'accords relatifs à l'autonomie gouvernementale qui correspondent à la situation particulière de ces peuples,
- (b) qu'il y aurait également lieu de modifier la Constitution du Canada afin d'y préciser la garantie d'égalité des droits dont bénéficient les autochtones des deux sexes,
- (c) qu'il y aurait lieu de définir les modalités des discussions qui précéderont la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982,
- (d) que les gouvernements et les autochtones bénéficiaient de toute amélioration apportée à la collaboration entre le fédéral, les provinces et les territoires à l'égard des questions, et plus spécialement des programmes et des services, intéressant les peuples autochtones du Canada,
- (e) que les gouvernements et les peuples autochtones du Canada bénéficiaient de toute amélioration des renseignements statistiques relatifs aux autochtones, surtout grâce au recensement général prévu pour 1986,

les gouvernements fédéral et provinciaux sont convenus de ce qui suit:

PARTIE I

AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE ET [ÉGALITÉ DES DROITS]

1. Le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux déposeront ou feront déposer avant le 31 décembre 1985, devant le Sénat et la Chambre des communes et devant les assemblées législatives respectivement, une résolution, établie en la forme de celle qui figure à l'annexe I, autorisant la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada.
2. Les accords visés au [projet d'alinéa 35.01(2)a) de la Loi constitutionnelle de 1982 visé à l'annexe I] devront avoir au besoin pour objet:
 - (a) d'accroître la compétence des autochtones sur les territoires qui leur ont été affectés et leurs responsabilités à l'égard de ceux-ci;

- (ii) to commit the government of Canada and the provincial governments to participate in negotiations directed toward concluding agreements with aboriginal people relating to self-government that are appropriate to the particular circumstances of those people,
- (b) the Constitution of Canada should be further amended to clarify the provisions relating to equality rights for aboriginal men and women,
- (c) direction should be provided for the continuing discussions leading up to the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982,
- (d) governments and aboriginal peoples would benefit from a greater degree of federal-provincial-territorial cooperation with respect to matters affecting the aboriginal peoples of Canada, including programs and services provided to them, and
- (e) governments and the aboriginal peoples of Canada would benefit from better statistical information relating to the circumstances of aboriginal peoples, which could be achieved most efficiently by means of the proposed 1986 Census of Canada;

NOW THEREFORE the government of Canada and the provincial governments hereby agree as follows:

PART I

SELF-GOVERNMENT [AND EQUALITY RIGHTS]

- 1. The Prime Minister of Canada will lay or cause to be laid before the Senate and House of Commons, and the first ministers of the provinces will lay or cause to be laid before their legislative assemblies, prior to December 31, 1985, a resolution in the form set out in Schedule I to authorize an amendment to the Constitution of Canada to be made by proclamation issued by Her Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada.
- 2. The objectives of agreements negotiated pursuant to [the proposed paragraph 35.01 (2)(a) of the Constitution Act, 1982 set out in Schedule I] shall be, where appropriate,
 - (a) to allow aboriginal people increased authority over and responsibility for lands that have been or may be reserved or set aside for their use;
 - (b) to ensure increased participation of the aboriginal peoples of Canada in government decision-making that directly affects them;

- (b) de faire participer les peuples autochtones du Canada de plus près au processus de prise de décisions gouvernementales qui les touchent directement;
- (c) de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine culturel des peuples autochtones du Canada;
- (d) de reconnaître la place particulière des peuples autochtones du Canada.

3. Dans les négociations prévues au [projet d'alinéa 35.01(2)a) de la Loi constitutionnelle de 1982 visé à l'annexe I], il peut être tenu compte des éléments suivants:

- (a) le fait que les accords relatifs à l'autonomie gouvernementale des autochtones peuvent comporter divers accords fondés sur les besoins et la situation propres de ces derniers, en ce qui concerne notamment les gouvernements à caractère ethnique ou public, les modifications à apporter aux structures gouvernementales existantes pour les adapter à la situation particulière des peuples autochtones du Canada, ou la prise en charge des programmes et services et la participation à leur mise en oeuvre ou à leur prestation;
- (b) le fait que les autochtones concernés disposent d'une assise territoriale définissable;
- (c) les droits et libertés -- notamment ancestraux ou issus de traités -- des autochtones concernés;
- (d) les droits et libertés des non-autochtones au sein des collectivités ou des régions où vivent les autochtones;
- (e) les rapports éventuels entre les questions négociées et les accords de règlement des revendications territoriales qui ont fait l'objet de négociations, le font ou peuvent le devenir, avec les autochtones concernés.

4. Les négociations prévues au [projet d'alinéa 35.01(2)a) de la Loi constitutionnelle de 1982 visé à l'annexe I] pourront porter sur toute question relative à l'autonomie gouvernementale et, notamment, sur:

- (a) l'appartenance au groupe d'autochtones concernés;
- (b) la nature et les pouvoirs des institutions gouvernementales;
- (c) les attributions de ces institutions et la prise en charge par elles de certains programmes et services;

- (c) to maintain and enhance the distinct culture and heritage of the aboriginal peoples of Canada; and
 - (d) to recognize the unique position of the aboriginal peoples of Canada.
3. The negotiations referred to in [the proposed paragraph 35.01 (2)(a) of the Constitution Act, 1982 set out in Schedule I] may have regard to the following factors:
- (a) that agreements relating to self-government for aboriginal people may encompass a variety of arrangements based on the particular needs and circumstances of those people, including ethnic-based government, public government, modifications to existing governmental structures to accommodate the unique circumstances of the aboriginal peoples of Canada and management of, and involvement in, the delivery of programs and services;
 - (b) the existence of an identifiable land base for the aboriginal people concerned;
 - (c) aboriginal and treaty rights, or other rights and freedoms, of the aboriginal people concerned;
 - (d) the rights and freedoms of the non-aboriginal people in the communities or regions where the aboriginal people live; and
 - (e) any relationship between the matters being negotiated and land claims agreements that have been, are being or may be negotiated with the aboriginal people concerned.
4. The negotiations referred to in [the proposed paragraph 35.01 (2)(a) of the Constitution Act, 1982 set out in Schedule I] may address any appropriate matter relating to self-government including, among other matters,
- (a) membership in the group of aboriginal people concerned;
 - (b) the nature and powers of the institutions of self-government;
 - (c) responsibilities of, and programs and services to be provided by, the institutions of self-government;
 - (d) the definition of the geographic areas over which the institutions of self-government will have jurisdiction;
 - (e) resources to which the institutions of self-government will have access;
 - (f) fiscal arrangements and other bases of economic support for the institutions of self-government; and

- (d) la délimitation du territoire relevant de leur compétence;
- (e) les ressources auxquelles elles auront accès;
- (f) les arrangements fiscaux et autres dispositions à prendre en vue de leur soutien économique;
- (g) les droits distincts des autochtones concernés.

- 5. Entre la date de signature du présent accord et celle à laquelle entrera en vigueur la modification constitutionnelle dont le texte figure à l'annexe I, les gouvernements fédéral et provinciaux, en consultation avec les représentants des autochtones, prendront toutes mesures nécessaires pour engager les négociations prévues par la modification constitutionnelle en question.
- 6. Le groupe ministériel visé à l'article 8 du présent accord sera régulièrement informé des progrès des négociations visées à [la modification constitutionnelle figurant à l'annexe I].

PARTIE II

PRÉPARATIFS DE LA PROCHAINE CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE

- 7. Afin de préparer la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982, les gouvernements fédéral et provinciaux organiseront les réunions qu'exigeront d'une part la discussion des questions inscrites à l'ordre du jour de la conférence constitutionnelle des 15 et 16 mars 1983 et figurant dans l'Accord constitutionnel de 1983 sur les droits des autochtones, d'autre part l'étude des mesures constitutionnelles proposées par les représentants des peuples autochtones du Canada, étant entendu que des représentants des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest ainsi que les représentants des peuples autochtones du Canada participeront aux réunions en question.
- 8. Un groupe constitué de ministres fédéraux et provinciaux, de représentants des peuples autochtones du Canada et de représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest se réunira au moins deux fois dans les douze mois suivant la date de signature du présent accord, et au moins deux autres fois entre l'expiration de cette période et la date de la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982. Les réunions en question seront présidées par le ministre fédéral désigné à cet effet.

(g) distinct rights for the aboriginal people concerned.

5. During the period between the date this Accord is signed and the date the constitutional amendment set out in Schedule I comes into force, the government of Canada and the provincial governments, in consultation with representatives of aboriginal people, shall take such measures as are necessary to commence the negotiations contemplated by that amendment.
6. Periodic reports on the progress of negotiations contemplated by [the constitutional amendment set out in Schedule I] shall be made to the ministerial meetings referred to in article 8 of this Accord.

PART II

PREPARATIONS FOR CONSTITUTIONAL CONFERENCE

7. In preparation for the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982, the government of Canada and the provincial governments shall, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada and representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, conduct such meetings as are necessary to deal with the items included in the agenda of the constitutional conference held on March 15 and 16, 1983 and listed in the 1983 Constitutional Accord on Aboriginal Rights and to deal with the constitutional proposals of the representatives of the aboriginal peoples of Canada.
8. Ministerial meetings, composed of designated ministers of the government of Canada and the provincial governments, representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, under the chairmanship of a designated minister of the government of Canada, shall be convened at least twice in the twelve month period immediately following the date this Accord is signed, and at least twice in the period between the end of that twelve month period and the date on which the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitutional Act, 1982 is held.
9. The ministerial meetings referred to in article 8 of this Accord shall
 - (a) issue directions as to work to be undertaken by technical or other working groups and review and assess that work on a periodic basis;
 - (b) seek to reach agreement or consensus on issues to be laid before first ministers at the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982; and

9. Le groupe visé à l'article 8 du présent accord aura pour mission:

- (a) de déterminer les tâches que devront accomplir notamment les équipes de spécialistes qui auront été constituées, ainsi que d'analyser périodiquement le travail effectué par celles-ci;
- (b) de tenter d'en arriver à un accord ou à une convergence de vues sur les questions qu'il convient d'inscrire à l'ordre du jour de la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982;
- (c) de recevoir, conformément à l'article 6 du présent accord, les rapports sur le progrès des négociations en cause.

PARTIE III

AUTRES ENGAGEMENTS À L'ÉGARD DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

10. Les gouvernements fédéral et provinciaux, avec la participation des peuples autochtones du Canada et des représentants élus du gouvernement du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, sont également d'accord sur les questions touchant ces peuples énumérées aux annexes II et III.

PARTIE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11. Le présent accord n'a pas pour effet d'empêcher ou de remplacer les discussions, bilatérales ou autres, ou la conclusion d'accords, entre les gouvernements et les divers peuples autochtones du Canada.

- (c) receive periodic reports, in accordance with article 6 of this Accord, on the progress of negotiations referred to in that article.

PART III

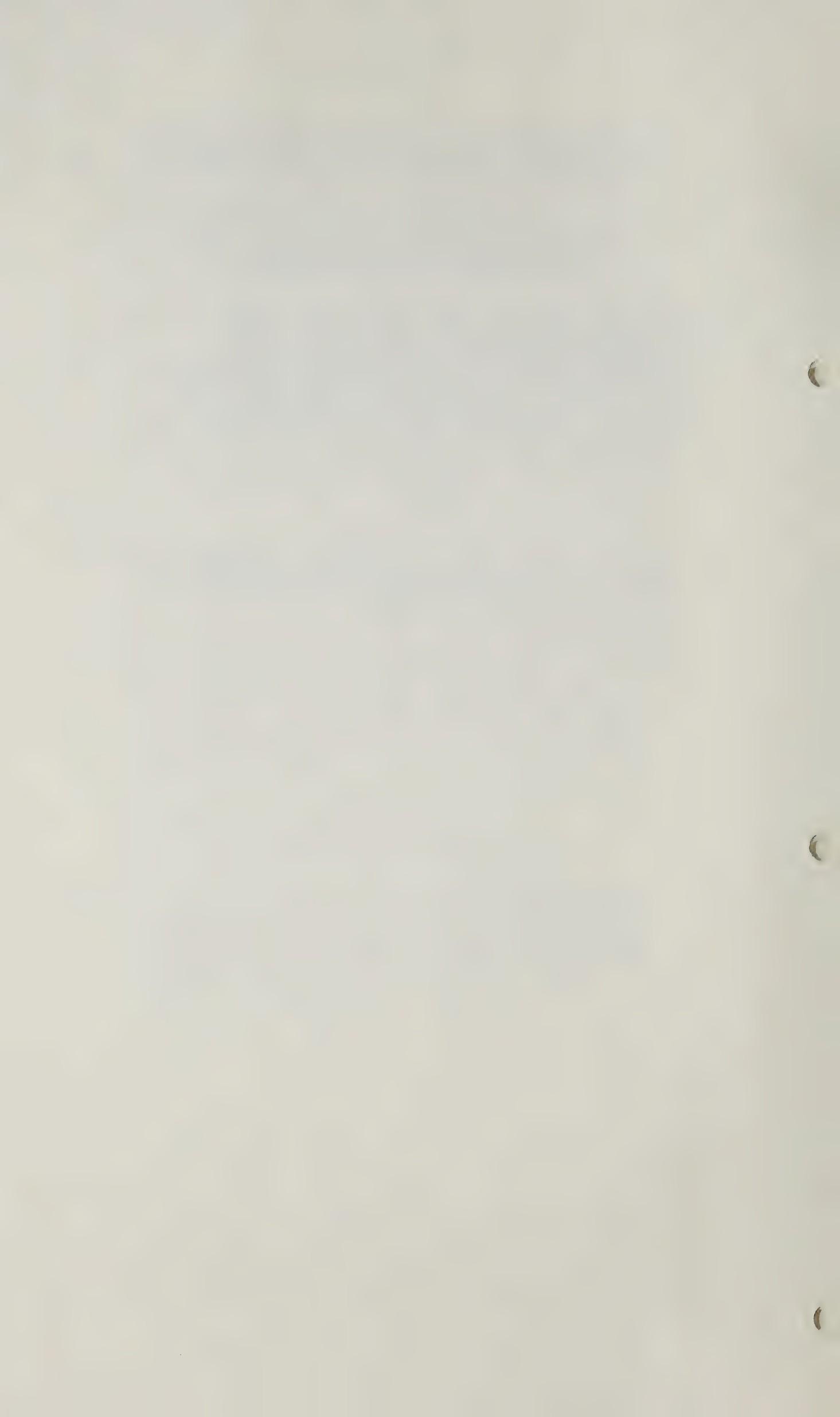
FURTHER UNDERTAKINGS RELATING TO
THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

10. The government of Canada and the provincial governments, with the participation of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, further agree on the matters affecting the aboriginal peoples of Canada set out in Schedules II and III.

PART IV

GENERAL

11. Nothing in this Accord is intended to preclude, or substitute for, any bilateral or other discussions or agreements between governments and the various aboriginal peoples of Canada.



Signed at Ottawa this 3rd day
of April, 1985 by the
government of Canada and the
provincial governments:

Fait à Ottawa le 3 avril 1985,
par le gouvernement du Canada
et les gouvernements
provinciaux:

Canada

Ontario

British Columbia
Colombie-Britannique

Québec

Prince Edward Island
Île-du-Prince-Édouard

Nova Scotia
Nouvelle-Écosse

Saskatchewan

New Brunswick
Nouveau-Brunswick

Alberta

Manitoba

Newfoundland
Terre-Neuve

WITH THE PARTICIPATION OF:

AVEC LA PARTICIPATION DES:

Assembly of First
Nations
Assemblée des
premières nations

Inuit Committee on
National Issues
Comité inuit sur les
affaires nationales

Métis National Council
Ralliement national
des Métis

Native Council of
Canada
Conseil des
autochtones du Canada

Yukon Territory
Territoire du
Yukon

Northwest Territories
Territoires du
Nord-Ouest

A N N E X E I

RÉSOLUTION

Motion de résolution autorisant la modification de la Constitution du Canada

Considérant que la Loi constitutionnelle de 1982 prévoit que la Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée à la fois par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes et par des résolutions des assemblées législatives dans les conditions prévues à l'article 38,

(le Sénat) (la Chambre des communes) (l'assemblée législative de) a résolu d'autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

SCHEDULE I

RESOLUTION

Motion for a Resolution to authorize an amendment to the Constitution of Canada

WHEREAS the Constitution Act, 1982 provides that an amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and resolutions of the legislative assemblies as provided for in section 38 thereof;

NOW THEREFORE the (Senate) (House of Commons) (legislative assembly) resolves that an amendment to the Constitution of Canada be authorized to be made by proclamation issued by Her Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada in accordance with the schedule hereto.

A N N E X E

MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DU CANADA

[Modification éventuelle des droits à l'égalité]

1. La Loi constitutionnelle de 1982 est modifiée par insertion, après l'article 35, de ce qui suit:

Droits à
l'autonomie
gouvernementale

"35.01(1) Sont reconnus et confirmés les droits des peuples autochtones du Canada à l'autonomie gouvernementale au sein de la fédération canadienne prévus par tout accord visé à l'article 35.02.

Engagement
relatif aux
négociations

(2) Les gouvernements fédéral et provinciaux s'engagent, dans la mesure de leur compétence respective, à:

(a) participer à des négociations en vue de conclure avec les représentants des autochtones vivant au sein de collectivités ou dans des régions particulières des accords relatifs à l'autonomie gouvernementale qui correspondent à la situation particulière de ceux-ci;

(b) discuter avec les représentants des autochtones de chacune des provinces, du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest du calendrier, de la nature et de la portée de ces négociations.

Participation
des territoires

(3) Le gouvernement fédéral peut inviter le gouvernement du territoire du Yukon ou celui des territoires du Nord-Ouest à participer aux négociations visées à l'alinéa (2)a), si elles portent sur des collectivités ou régions de ce ou ces territoires.

Application du
paragraphe 35.01(1)

35.02 Pour l'application du paragraphe 35.01(1), les droits des peuples autochtones du Canada à l'autonomie gouvernementale peuvent être prévus dans tout accord conclu avec les représentants des autochtones sous le régime de l'alinéa 35.01(2)a) et qui, à la fois:

SCHEDULE

AMENDMENT TO THE CONSTITUTION OF CANADA

[Possible Equality Rights Amendment]

1. The Constitution Act, 1982 is amended by adding thereto, immediately after section 35 thereof, the following sections:

Rights to self-government

"35.01(1) The rights of the aboriginal peoples of Canada to self-government, within the context of the Canadian federation, that are set out in agreements in accordance with section 35.02 are hereby recognized and affirmed.

Commitment relating to negotiations for self-government

(2) The government of Canada and the provincial governments are committed, to the extent that each has authority, to

(a) participating in negotiations directed toward concluding, with representatives of aboriginal people living in particular communities or regions, agreements relating to self-government that are appropriate to the particular circumstances of those people; and

(b) discussing with representatives of aboriginal people from each province and from the Yukon Territory and Northwest Territories the timing, nature and scope of the negotiations referred to in paragraph (a).

Participation of territories

(3) The government of Canada may invite the government of the Yukon Territory or the Northwest Territories to participate in negotiations referred to in paragraph (2)(a) where the negotiations relate to communities or regions within the Yukon Territory or the Northwest Territories, as the case may be.

Application of section 35.01(1)

35.02 The rights of the aboriginal peoples of Canada to self-government may, for the purposes of subsection 35.01(1), be set out in agreements concluded pursuant to paragraph 35.01(2)(a) with representatives of aboriginal people that

(a) comporte une déclaration où il est fait état de l'application du paragraphe 35.01(1) à ces droits;

(b) est approuvé par une loi fédérale et une loi de chaque province où vivent ces autochtones."

2. L'article 61 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Mentions

"61. Toute mention de la Loi constitutionnelle de 1982 ou des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 est réputée constituer également une mention de toute modification qui y est apportée."

TITRE

3. Titre de la présente modification: Modification constitutionnelle de année de la proclamation (peuples autochtones du Canada).

(a) include a declaration to the effect that subsection 35.01(1) applies to those rights; and

(b) are approved by an Act of Parliament and Acts of the legislatures of any provinces in which those aboriginal people live."

2. Section 61 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

References

"61. A reference to the Constitution Act, 1982, or a reference to the Constitution Acts 1867 to 1982, shall be deemed to include a reference to any amendments thereto."

3. This Amendment may be cited as the Constitution Amendment, year of proclamation (Aboriginal peoples of Canada).

A N N E X E II

COLLABORATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE À
L'ÉGARD DES QUESTIONS INTÉRESSANT LES PEUPLES
AUTOCHTONES DU CANADA

1. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux s'engagent à veiller au mieux-être socio-économique des peuples autochtones du Canada et à coordonner les programmes et services fédéraux, provinciaux ou territoriaux qui leur sont destinés.
2. Pour réaliser ces objectifs, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux auront régulièrement, avec la participation des représentants des peuples autochtones du Canada, des discussions bilatérales ou multilatérales, selon le cas, qui viseront:
 - (a) à déterminer leurs mandats et obligations respectifs à l'égard des peuples autochtones du Canada;
 - (b) à améliorer leur collaboration en ce qui concerne les interventions de l'État touchant directement les peuples autochtones du Canada, et notamment les programmes et services, de manière que ces interventions soient aussi efficaces que possible;
 - (c) à confier aux institutions gouvernementales des peuples autochtones du Canada, lorsqu'il y a lieu, le soin de concevoir et de mettre en oeuvre les programmes, ou de dispenser les services, publics.

SCHEDULE II

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL COOPERATION
ON MATTERS AFFECTING
THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

1. The government of Canada and the provincial and territorial governments are committed to improving the socio-economic conditions of the aboriginal peoples of Canada and to coordinating federal, provincial and territorial programs and services for them.
2. In order to achieve the objectives set out in article 1 of this Schedule, the government of Canada and the provincial and territorial governments shall, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada, enter into regular discussions, on a bilateral or multilateral basis as appropriate, which shall have the following additional objectives:
 - (a) the determination of the respective roles and responsibilities of the government of Canada and the provincial and territorial governments toward the aboriginal peoples of Canada;
 - (b) the improvement of federal-provincial-territorial cooperation with respect to the provision of programs and services, as well as other government initiatives, to the aboriginal peoples of Canada so as to maximize their effectiveness; and
 - (c) the transfer to institutions of self-government for the aboriginal peoples of Canada, where appropriate, of responsibility for the design and administration of government programs and services.

A N N E X E III

STATISTIQUES SUR LES PEUPLES
AUTOCHTONES DU CANADA

1. Les gouvernements fédéral et provinciaux, les gouvernements des territoires et les représentants des peuples autochtones du Canada ont besoin de meilleures données socio-économiques au sujet de ces peuples, et plus spécialement en matière démographique, afin de pouvoir plus facilement adapter leur action aux besoins sociaux, économiques et culturels de ces peuples.
2. En conséquence, les gouvernements fédéral et provinciaux, avec la participation des représentants des peuples autochtones du Canada et de ceux des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, constitueront immédiatement un groupe de travail chargé de définir la façon dont les informations provenant du recensement national de 1986 pourraient être exploitées pour réaliser l'objectif susmentionné et, si nécessaire, de prévoir les renseignements supplémentaires utiles; ce groupe présentera ses recommandations aux participants au plus tard à la fin de mai 1985.
3. La solution que le groupe de travail prévu à l'article 2 de la présente annexe amènera à proposer comportera des recommandations sur la consultation et l'exploitation des données obtenues et sur les modalités suivant lesquelles seront partagés les frais d'application des mesures de prise de données qui s'ajouteront au recensement de 1986 proprement dit.

SCHEDULE III

STATISTICAL DATA RESPECTING
THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

1. It is recognized that the government of Canada, the provincial and territorial governments and representatives of the aboriginal peoples of Canada are in need of improved data relating to the socio-economic situation of the aboriginal peoples of Canada, including the numbers and geographic concentrations of those peoples, so as to facilitate the structuring of initiatives to better meet their social, economic and cultural needs.
2. In order to obtain data referred to in article 1 of this Schedule, the government of Canada and the provincial governments, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada and representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, shall forthwith establish a technical working group for the purpose of developing a proposal to use the 1986 Census of Canada and, if considered necessary, to supplement information taken therefrom, which group shall present its recommendations to the participants no later than the end of May, 1985.
3. The proposal referred to in article 2 of this Schedule shall include recommendations for use of and access to the data obtained and for cost-sharing with respect to the implementation of measures to obtain data that are to be taken in addition to measures taken within the existing structure of the 1986 Census of Canada.

CA1
Z 2
-C 52

Document: 830-218/008



FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Proposed 1985 Accord
Relating to the
Aboriginal Peoples of Canada
April 1, 1985

tabled by the
Federal Government
at the
First Ministers' Conference
on
Aboriginal
Constitutional Matters
held in Ottawa
on April 2-3, 1985

Projet d'accord de 1985
concernant les
peuples autochtones du Canada
le 1^{er} avril 1985

déposé par le
gouvernement fédéral
à la
Conférence des
Premiers ministres
sur les questions
constitutionnelles intéressant
les autochtones
tenue à Ottawa
les 2 et 3 avril 1985

(800-20/013)

OTTAWA, Ontario

March 20-21, 1986

OTTAWA (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986

PROPOSED 1985 ACCORD
RELATING TO THE
ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

PROJET D'ACCORD DE 1985
CONCERNANT LES
PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

Le 1 avril 1985

PROJET D'ACCORD DE 1985
CONCERNANT LES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

[Les passages entre crochets visent la proposition de modification constitutionnelle]

Considérant:

qu'en raison de la spécificité des peuples autochtones du Canada, descendants des premiers habitants du pays, et des droits dont ils jouissent du fait de leur qualité même d'autochtones, des traités et des accords de règlement de leurs revendications territoriales, ainsi que de leur citoyenneté canadienne, il convient:

- [(a) que les droits des peuples autochtones soient protégés par la Constitution du Canada,
- (b) qu'ils aient la possibilité de disposer de mécanismes d'autonomie gouvernementale adaptés à leur situation particulière et aussi d'exercer pleinement leurs droits de citoyens du Canada et d'habitants des provinces ou territoires,
- (c) qu'ils soient libres de vivre selon leurs us et coutumes ainsi que de sauvegarder et d'utiliser leurs langues;

qu'il s'est tenu les 2 et 3 avril 1985, en application de l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982, une conférence constitutionnelle, réunissant le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux, aux travaux de laquelle les représentants des peuples autochtones du Canada et des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest avaient été invités à participer;

que les gouvernements fédéral et provinciaux, avec l'appui des représentants des peuples autochtones du Canada et celui des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, sont convenus:

- [(a) qu'il y aurait lieu de modifier la Constitution du Canada afin:
- (i) d'y inscrire la reconnaissance et la confirmation des droits des peuples autochtones du Canada à l'autonomie gouvernementale, au sein de la fédération canadienne, dans les cas où ces droits sont prévus dans des accords négociés,

April 1, 1985

PROPOSED 1985 ACCORD
RELATING TO THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

[The portions of the Accord highlighted in square brackets relate to the constitutional amendment proposal]

WHEREAS the aboriginal peoples of Canada, being descendants of the first inhabitants of Canada, are unique peoples in Canada enjoying the rights that flow from their status as aboriginal peoples, from treaties and from land claims agreements, as well as rights flowing from Canadian citizenship, and it is fitting that

- [(a) there be protection of rights of aboriginal peoples in the Constitution of Canada,
- (b) they have the opportunity to have self-government arrangements to meet their special circumstances as well as the opportunity to exercise their full rights as citizens of Canada and residents of the provinces and territories, and
- (c) they have the freedom to live in accordance with their own cultural heritage and to use and maintain their distinct languages;

AND WHEREAS, pursuant to section 37.1 of the Constitution Act, 1982, a constitutional conference composed of the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces was held on April 2 and 3, 1985, to which representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories were invited;

AND WHEREAS it was agreed by the government of Canada and the provincial governments, with the support of representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, that

- [(a) the Constitution of Canada should be amended
 - (i) to recognize and affirm the rights of the aboriginal peoples of Canada to self-government within the Canadian federation, where those rights are set out in negotiated agreements, and

- (ii) d'engager le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux à participer à des négociations visant la conclusion avec les autochtones d'accords relatifs à l'autonomie gouvernementale qui correspondent à la situation particulière de ces peuples,
- (b) qu'il y aurait également lieu de modifier la Constitution du Canada afin d'y préciser la garantie d'égalité des droits dont bénéficient les autochtones des deux sexes,
- (c) qu'il y aurait lieu de définir les modalités des discussions qui précéderont la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982,
- (d) que les gouvernements et les autochtones bénéficieraient de toute amélioration apportée à la collaboration entre le fédéral, les provinces et les territoires à l'égard des questions, et plus spécialement des programmes et des services, intéressant les peuples autochtones du Canada,
- (e) que les gouvernements et les peuples autochtones du Canada bénéficieraient de toute amélioration des renseignements statistiques relatifs aux autochtones, surtout grâce au recensement général prévu pour 1986,

les gouvernements fédéral et provinciaux sont convenus de ce qui suit:

PARTIE I

AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE ET [ÉGALITÉ DES DROITS]

- 1. Le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux déposeront ou feront déposer avant le 31 décembre 1985, devant le Sénat et la Chambre des communes et devant les assemblées législatives respectivement, une résolution, établie en la forme de celle qui figure à l'annexe I, autorisant la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada.
- 2. Les accords visés au [projet d'alinéa 35.01(2)a) de la Loi constitutionnelle de 1982 visé à l'annexe I] devront avoir au besoin pour objet:
 - (a) d'accroître la compétence des autochtones sur les territoires qui leur ont été affectés et leurs responsabilités à l'égard de ceux-ci;

- (ii) to commit the government of Canada and the provincial governments to participate in negotiations directed toward concluding agreements with aboriginal people relating to self-government that are appropriate to the particular circumstances of those people,
- (b) the Constitution of Canada should be further amended to clarify the provisions relating to equality rights for aboriginal men and women,
- (c) direction should be provided for the continuing discussions leading up to the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982,
- (d) governments and aboriginal peoples would benefit from a greater degree of federal-provincial-territorial cooperation with respect to matters affecting the aboriginal peoples of Canada, including programs and services provided to them, and
- (e) governments and the aboriginal peoples of Canada would benefit from better statistical information relating to the circumstances of aboriginal peoples, which could be achieved most efficiently by means of the proposed 1986 Census of Canada;

NOW THEREFORE the government of Canada and the provincial governments hereby agree as follows:

PART I

SELF-GOVERNMENT [AND EQUALITY RIGHTS]

1. The Prime Minister of Canada will lay or cause to be laid before the Senate and House of Commons, and the first ministers of the provinces will lay or cause to be laid before their legislative assemblies, prior to December 31, 1985, a resolution in the form set out in Schedule I to authorize an amendment to the Constitution of Canada to be made by proclamation issued by Her Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada.
2. The objectives of agreements negotiated pursuant to [the proposed paragraph 35.01 (2)(a) of the Constitution Act, 1982 set out in Schedule I] shall be, where appropriate,
 - (a) to allow aboriginal people increased authority over and responsibility for lands that have been or may be reserved or set aside for their use;
 - (b) to ensure increased participation of the aboriginal peoples of Canada in government decision-making that directly affects them;

- (b) de faire participer les peuples autochtones du Canada de plus près au processus de prise de décisions gouvernementales qui les touchent directement;
- (c) de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine culturel des peuples autochtones du Canada;
- (d) de reconnaître la place particulière des peuples autochtones du Canada.

3. Dans les négociations prévues au [projet d'alinéa 35.01(2)a) de la Loi constitutionnelle de 1982 visé à l'annexe I], il peut être tenu compte des éléments suivants:

- (a) le fait que les accords relatifs à l'autonomie gouvernementale des autochtones peuvent comporter divers accords fondés sur les besoins et la situation propres de ces derniers, en ce qui concerne notamment les gouvernements à caractère ethnique ou public, les modifications à apporter aux structures gouvernementales existantes pour les adapter à la situation particulière des peuples autochtones du Canada, ou la prise en charge des programmes et services et la participation à leur mise en œuvre ou à leur prestation;
 - (b) le fait que les autochtones concernés disposent d'une assise territoriale définissable;
 - (c) les droits et libertés -- notamment ancestraux ou issus de traités -- des autochtones concernés;
 - (d) les droits et libertés des non-autochtones au sein des collectivités ou des régions où vivent les autochtones;
 - (e) les rapports éventuels entre les questions négociées et les accords de règlement des revendications territoriales qui ont fait l'objet de négociations, le font ou peuvent le devenir, avec les autochtones concernés.
4. Les négociations prévues au [projet d'alinéa 35.01(2)a) de la Loi constitutionnelle de 1982 visé à l'annexe I] pourront porter sur toute question relative à l'autonomie gouvernementale et, notamment, sur:
- (a) l'appartenance au groupe d'autochtones concernés;
 - (b) la nature et les pouvoirs des institutions gouvernementales;
 - (c) les attributions de ces institutions et la prise en charge par elles de certains programmes et services;

- (c) to maintain and enhance the distinct culture and heritage of the aboriginal peoples of Canada; and
 - (d) to recognize the unique position of the aboriginal peoples of Canada.
3. The negotiations referred to in [the proposed paragraph 35.01 (2)(a) of the Constitution Act, 1982 set out in Schedule I] may have regard to the following factors:
- (a) that agreements relating to self-government for aboriginal people may encompass a variety of arrangements based on the particular needs and circumstances of those people, including ethnic-based government, public government, modifications to existing governmental structures to accommodate the unique circumstances of the aboriginal peoples of Canada and management of, and involvement in, the delivery of programs and services;
 - (b) the existence of an identifiable land base for the aboriginal people concerned;
 - (c) aboriginal and treaty rights, or other rights and freedoms, of the aboriginal people concerned;
 - (d) the rights and freedoms of the non-aboriginal people in the communities or regions where the aboriginal people live; and
 - (e) any relationship between the matters being negotiated and land claims agreements that have been, are being or may be negotiated with the aboriginal people concerned.
4. The negotiations referred to in [the proposed paragraph 35.01 (2)(a) of the Constitution Act, 1982 set out in Schedule I] may address any appropriate matter relating to self-government including, among other matters,
- (a) membership in the group of aboriginal people concerned;
 - (b) the nature and powers of the institutions of self-government;
 - (c) responsibilities of, and programs and services to be provided by, the institutions of self-government;
 - (d) the definition of the geographic areas over which the institutions of self-government will have jurisdiction;
 - (e) resources to which the institutions of self-government will have access;
 - (f) fiscal arrangements and other bases of economic support for the institutions of self-government; and

- (d) la délimitation du territoire relevant de leur compétence;
- (e) les ressources auxquelles elles auront accès;
- (f) les arrangements fiscaux et autres dispositions à prendre en vue de leur soutien économique;
- (g) les droits distincts des autochtones concernés.

- 5. Entre la date de signature du présent accord et celle à laquelle entrera en vigueur la modification constitutionnelle dont le texte figure à l'annexe I, les gouvernements fédéral et provinciaux, en consultation avec les représentants des autochtones, prendront toutes mesures nécessaires pour engager les négociations prévues par la modification constitutionnelle en question.
- 6. Le groupe ministériel visé à l'article 8 du présent accord sera régulièrement informé des progrès des négociations visées à [la modification constitutionnelle figurant à l'annexe I].

PARTIE II

PRÉPARATIFS DE LA PROCHAINE CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE

- 7. Afin de préparer la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982, les gouvernements fédéral et provinciaux organiseront les réunions qu'exigeront d'une part la discussion des questions inscrites à l'ordre du jour de la conférence constitutionnelle des 15 et 16 mars 1983 et figurant dans l'Accord constitutionnel de 1983 sur les droits des autochtones, d'autre part l'étude des mesures constitutionnelles proposées par les représentants des peuples autochtones du Canada, étant entendu que des représentants des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest ainsi que les représentants des peuples autochtones du Canada participeront aux réunions en question.
- 8. Un groupe constitué de ministres fédéraux et provinciaux, de représentants des peuples autochtones du Canada et de représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest se réunira au moins deux fois dans les douze mois suivant la date de signature du présent accord, et au moins deux autres fois entre l'expiration de cette période et la date de la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982. Les réunions en question seront présidées par le ministre fédéral désigné à cet effet.

(g) distinct rights for the aboriginal people concerned.

5. During the period between the date this Accord is signed and the date the constitutional amendment set out in Schedule I comes into force, the government of Canada and the provincial governments, in consultation with representatives of aboriginal people, shall take such measures as are necessary to commence the negotiations contemplated by that amendment.
6. Periodic reports on the progress of negotiations contemplated by [the constitutional amendment set out in Schedule I] shall be made to the ministerial meetings referred to in article 8 of this Accord.

PART II

PREPARATIONS FOR CONSTITUTIONAL CONFERENCE

7. In preparation for the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982, the government of Canada and the provincial governments shall, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada and representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, conduct such meetings as are necessary to deal with the items included in the agenda of the constitutional conference held on March 15 and 16, 1983 and listed in the 1983 Constitutional Accord on Aboriginal Rights and to deal with the constitutional proposals of the representatives of the aboriginal peoples of Canada.
8. Ministerial meetings, composed of designated ministers of the government of Canada and the provincial governments, representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, under the chairmanship of a designated minister of the government of Canada, shall be convened at least twice in the twelve month period immediately following the date this Accord is signed, and at least twice in the period between the end of that twelve month period and the date on which the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitutional Act, 1982 is held.
9. The ministerial meetings referred to in article 8 of this Accord shall
 - (a) issue directions as to work to be undertaken by technical or other working groups and review and assess that work on a periodic basis;
 - (b) seek to reach agreement or consensus on issues to be laid before first ministers at the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982; and

9. Le groupe visé à l'article 8 du présent accord aura pour mission:
- (a) de déterminer les tâches que devront accomplir notamment les équipes de spécialistes qui auront été constituées, ainsi que d'analyser périodiquement le travail effectué par celles-ci;
 - (b) de tenter d'en arriver à un accord ou à une convergence de vues sur les questions qu'il convient d'inscrire à l'ordre du jour de la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982;
 - (c) de recevoir, conformément à l'article 6 du présent accord, les rapports sur le progrès des négociations en cause.

PARTIE III

AUTRES ENGAGEMENTS À L'ÉGARD DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

10. Les gouvernements fédéral et provinciaux, avec la participation des peuples autochtones du Canada et des représentants élus du gouvernement du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, sont également d'accord sur les questions touchant ces peuples énumérées aux annexes II et III.

PARTIE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11. Le présent accord n'a pas pour effet d'empêcher ou de remplacer les discussions, bilatérales ou autres, ou la conclusion d'accords, entre les gouvernements et les divers peuples autochtones du Canada.

- (c) receive periodic reports, in accordance with article 6 of this Accord, on the progress of negotiations referred to in that article.

PART III

FURTHER UNDERTAKINGS RELATING TO
THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

10. The government of Canada and the provincial governments, with the participation of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, further agree on the matters affecting the aboriginal peoples of Canada set out in Schedules II and III.

PART IV

GENERAL

11. Nothing in this Accord is intended to preclude, or substitute for, any bilateral or other discussions or agreements between governments and the various aboriginal peoples of Canada.

signed at Ottawa this 3rd day
of April, 1985 by the
Government of Canada and the
provincial governments:

Fait à Ottawa le 3 avril 1985,
par le gouvernement du Canada
et les gouvernements
provinciaux:

Canada

Ontario

British Columbia
Colombie-Britannique

Québec

Prince Edward Island
Île-du-Prince-Édouard

Nova Scotia
Nouvelle-Écosse

Saskatchewan

New Brunswick
Nouveau-Brunswick

Alberta

Manitoba

Newfoundland
Terre-Neuve

WITH THE PARTICIPATION OF:

AVEC LA PARTICIPATION DES:

Assembly of First
Nations
Assemblée des
premières nations

Inuit Committee on
National Issues
Comité inuit sur les
affaires nationales

Métis National Council
Ralliement national
des Métis

Native Council of
Canada
Conseil des
autochtones du Canada

Yukon Territory
Territoire du
Yukon

Northwest Territories
Territoires du
Nord-Ouest

A N N E X E I

RÉSOLUTION

Motion de résolution autorisant la modification de la
Constitution du Canada

Considérant que la Loi constitutionnelle de 1982 prévoit que la Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée à la fois par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes et par des résolutions des assemblées législatives dans les conditions prévues à l'article 38,

(le Sénat) (la Chambre des communes) (l'assemblée législative de) a résolu d'autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

SCHEDULE I

RESOLUTION

Motion for a Resolution to authorize an amendment to the Constitution of Canada

WHEREAS the Constitution Act, 1982 provides that an amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and resolutions of the legislative assemblies as provided for in section 38 thereof;

NOW THEREFORE the (Senate) (House of Commons) (legislative assembly) resolves that an amendment to the Constitution of Canada be authorized to be made by proclamation issued by Her Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada in accordance with the schedule hereto.

A N N E X E

MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DU CANADA

[Modification éventuelle des droits à l'égalité]

1. La Loi constitutionnelle de 1982 est modifiée par insertion, après l'article 35, de ce qui suit:

Droits à
l'autonomie
gouvernementale

"35.01(1) Sont reconnus et confirmés les droits des peuples autochtones du Canada à l'autonomie gouvernementale au sein de la fédération canadienne prévus par tout accord visé à l'article 35.02.

Engagement
relatif aux
négociations

(2) Les gouvernements fédéral et provinciaux s'engagent, dans la mesure de leur compétence respective, à:

(a) participer à des négociations en vue de conclure avec les représentants des autochtones vivant au sein de collectivités ou dans des régions particulières des accords relatifs à l'autonomie gouvernementale qui correspondent à la situation particulière de ceux-ci;

(b) discuter avec les représentants des autochtones de chacune des provinces, du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest du calendrier, de la nature et de la portée de ces négociations.

Participation
des territoires

(3) Le gouvernement fédéral peut inviter le gouvernement du territoire du Yukon ou celui des territoires du Nord-Ouest à participer aux négociations visées à l'alinéa (2)a), si elles portent sur des collectivités ou régions de ce ou ces territoires.

Application du
paragraphe 35.01(1)

35.02 Pour l'application du paragraphe 35.01(1), les droits des peuples autochtones du Canada à l'autonomie gouvernementale peuvent être prévus dans tout accord conclu avec les représentants des autochtones sous le régime de l'alinéa 35.01(2)a) et qui, à la fois:

SCHEDULE

AMENDMENT TO THE CONSTITUTION OF CANADA

[Possible Equality Rights Amendment]

1. The Constitution Act, 1982 is amended by adding thereto, immediately after section 35 thereof, the following sections:

Rights to self-government

"35.01(1) The rights of the aboriginal peoples of Canada to self-government, within the context of the Canadian federation, that are set out in agreements in accordance with section 35.02 are hereby recognized and affirmed.

Commitment relating to negotiations for self-government

(2) The government of Canada and the provincial governments are committed, to the extent that each has authority, to

(a) participating in negotiations directed toward concluding, with representatives of aboriginal people living in particular communities or regions, agreements relating to self-government that are appropriate to the particular circumstances of those people; and

(b) discussing with representatives of aboriginal people from each province and from the Yukon Territory and Northwest Territories the timing, nature and scope of the negotiations referred to in paragraph (a).

Participation of territories

(3) The government of Canada may invite the government of the Yukon Territory or the Northwest Territories to participate in negotiations referred to in paragraph (2)(a) where the negotiations relate to communities or regions within the Yukon Territory or the Northwest Territories, as the case may be.

Application of section 35.01(1)

35.02 The rights of the aboriginal peoples of Canada to self-government may, for the purposes of subsection 35.01(1), be set out in agreements concluded pursuant to paragraph 35.01(2)(a) with representatives of aboriginal people that

(a) comporte une déclaration où il est fait état de l'application du paragraphe 35.01(1) à ces droits;

(b) est approuvé par une loi fédérale et une loi de chaque province où vivent ces autochtones."

2. L'article 61 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Mentions

"61. Toute mention de la Loi constitutionnelle de 1982 ou des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 est réputée constituer également une mention de toute modification qui y est apportée."

TITRE

3. Titre de la présente modification: Modification constitutionnelle de année de la proclamation (peuples autochtones du Canada).

(a) include a declaration to the effect that subsection 35.01(1) applies to those rights; and

(b) are approved by an Act of Parliament and Acts of the legislatures of any provinces in which those aboriginal people live."

2. Section 61 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

References

"61. A reference to the Constitution Act, 1982, or a reference to the Constitution Acts 1867 to 1982, shall be deemed to include a reference to any amendments thereto."

3. This Amendment may be cited as the Constitution Amendment, year of proclamation (Aboriginal peoples of Canada).

A N N E X E II

COLLABORATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE À
L'ÉGARD DES QUESTIONS INTÉRESSANT LES PEUPLES
AUTOCHTONES DU CANADA

1. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux s'engagent à veiller au mieux-être socio-économique des peuples autochtones du Canada et à coordonner les programmes et services fédéraux, provinciaux ou territoriaux qui leur sont destinés.
2. Pour réaliser ces objectifs, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux auront régulièrement, avec la participation des représentants des peuples autochtones du Canada, des discussions bilatérales ou multilatérales, selon le cas, qui viseront:
 - (a) à déterminer leurs mandats et obligations respectifs à l'égard des peuples autochtones du Canada;
 - (b) à améliorer leur collaboration en ce qui concerne les interventions de l'État touchant directement les peuples autochtones du Canada, et notamment les programmes et services, de manière que ces interventions soient aussi efficaces que possible;
 - (c) à confier aux institutions gouvernementales des peuples autochtones du Canada, lorsqu'il y a lieu, le soin de concevoir et de mettre en œuvre les programmes, ou de dispenser les services, publics.

SCHEDULE II

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL COOPERATION
ON MATTERS AFFECTING
THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

1. The government of Canada and the provincial and territorial governments are committed to improving the socio-economic conditions of the aboriginal peoples of Canada and to coordinating federal, provincial and territorial programs and services for them.
2. In order to achieve the objectives set out in article 1 of this Schedule, the government of Canada and the provincial and territorial governments shall, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada, enter into regular discussions, on a bilateral or multilateral basis as appropriate, which shall have the following additional objectives:
 - (a) the determination of the respective roles and responsibilities of the government of Canada and the provincial and territorial governments toward the aboriginal peoples of Canada;
 - (b) the improvement of federal-provincial-territorial cooperation with respect to the provision of programs and services, as well as other government initiatives, to the aboriginal peoples of Canada so as to maximize their effectiveness; and
 - (c) the transfer to institutions of self-government for the aboriginal peoples of Canada, where appropriate, of responsibility for the design and administration of government programs and services.

A N N E X E III

STATISTIQUES SUR LES PEUPLES
AUTOCHTONES DU CANADA

1. Les gouvernements fédéral et provinciaux, les gouvernements des territoires et les représentants des peuples autochtones du Canada ont besoin de meilleures données socio-économiques au sujet de ces peuples, et plus spécialement en matière démographique, afin de pouvoir plus facilement adapter leur action aux besoins sociaux, économiques et culturels de ces peuples.
2. En conséquence, les gouvernements fédéral et provinciaux, avec la participation des représentants des peuples autochtones du Canada et de ceux des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, constitueront immédiatement un groupe de travail chargé de définir la façon dont les informations provenant du recensement national de 1986 pourraient être exploitées pour réaliser l'objectif susmentionné et, si nécessaire, de prévoir les renseignements supplémentaires utiles; ce groupe présentera ses recommandations aux participants au plus tard à la fin de mai 1985.
3. La solution que le groupe de travail prévu à l'article 2 de la présente annexe amènera à proposer comportera des recommandations sur la consultation et l'exploitation des données obtenues et sur les modalités suivant lesquelles seront partagés les frais d'application des mesures de prise de données qui s'ajouteront au recensement de 1986 proprement dit.

SCHEDULE III

STATISTICAL DATA RESPECTING
THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

1. It is recognized that the government of Canada, the provincial and territorial governments and representatives of the aboriginal peoples of Canada are in need of improved data relating to the socio-economic situation of the aboriginal peoples of Canada, including the numbers and geographic concentrations of those peoples, so as to facilitate the structuring of initiatives to better meet their social, economic and cultural needs.
2. In order to obtain data referred to in article 1 of this Schedule, the government of Canada and the provincial governments, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada and representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, shall forthwith establish a technical working group for the purpose of developing a proposal to use the 1986 Census of Canada and, if considered necessary, to supplement information taken therefrom, which group shall present its recommendations to the participants no later than the end of May, 1985.
3. The proposal referred to in article 2 of this Schedule shall include recommendations for use of and access to the data obtained and for cost-sharing with respect to the implementation of measures to obtain data that are to be taken in addition to measures taken within the existing structure of the 1986 Census of Canada.

Z 2
-C 52

FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES



Proposed 1985 Accord
Relating to the
Aboriginal Peoples of Canada
April 3, 1985

tabled by the
Federal Government
at the
First Ministers' Conference
on
Aboriginal
Constitutional Matters
held in Ottawa
on April 2-3, 1985

Projet d'accord de 1985
concernant les
peuples autochtones du Canada
le 3 avril 1985

déposé par le
gouvernement fédéral
à la
Conférence des
Premiers ministres
sur les questions
constitutionnelles intéressant
les autochtones
tenue à Ottawa
les 2 et 3 avril 1985

(800-20/041)

OTTAWA, Ontario

March 20-21, 1986

OTTAWA (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986

PROPOSED 1985 ACCORD
RELATING TO THE
ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

PROJET D'ACCORD DE 1985
CONCERNANT LES
PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

April 3, 1985

PROPOSED 1985 ACCORD
RELATING TO THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

WHEREAS the aboriginal peoples of Canada, being descendants of the first inhabitants of Canada, are unique peoples in Canada enjoying the rights that flow from their status as aboriginal peoples, from treaties and from land claims agreements, as well as rights flowing from Canadian citizenship, and it is fitting that

- (a) there be protection of rights of aboriginal peoples in the Constitution of Canada,
- (b) they have the opportunity to have self-government arrangements to meet their special circumstances as well as the opportunity to exercise their full rights as citizens of Canada and residents of the provinces and territories, and
- (c) they have the freedom to live in accordance with their own cultural heritage and to use and maintain their distinct languages;

AND WHEREAS, pursuant to section 37.1 of the Constitution Act, 1982, a constitutional conference composed of the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces was held on April 2 and 3, 1985, to which representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories were invited;

AND WHEREAS it was agreed by the government of Canada and the provincial governments, with the support of representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, that

- (a) the Constitution of Canada should be amended to recognize and affirm the rights of the aboriginal peoples of Canada to self-government within the Canadian federation, where those rights are set out in negotiated agreements,

Le 3 avril 1985

PROJET D'ACCORD DE 1985
CONCERNANT LES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

Considérant :

qu'en raison de la spécificité des peuples autochtones du Canada, descendants des premiers habitants du pays, et des droits dont ils jouissent du fait de leur qualité même d'autochtones, des traités et des accords de règlement de leurs revendications territoriales, ainsi que de leur citoyenneté canadienne, il convient :

- (a) que les droits des peuples autochtones soient protégés par la Constitution du Canada,
- (b) qu'ils aient la possibilité de disposer de mécanismes d'autonomie gouvernementale adaptés à leur situation particulière et aussi d'exercer pleinement leurs droits de citoyens du Canada et d'habitants des provinces ou territoires,
- (c) qu'ils soient libres de vivre selon leurs us et coutumes ainsi que de sauvegarder et d'utiliser leurs langues;

qu'il s'est tenu les 2 et 3 avril 1985, en application de l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982, une conférence constitutionnelle, réunissant le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux, aux travaux de laquelle les représentants des peuples autochtones du Canada et des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest avaient été invités à participer;

que les gouvernements fédéral et provinciaux, avec l'appui des représentants des peuples autochtones du Canada et celui des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, sont convenus :

- (a) qu'il y aurait lieu de modifier la Constitution du Canada afin d'y inscrire la reconnaissance et la confirmation des droits des peuples autochtones du Canada à l'autonomie gouvernementale, au sein de la fédération canadienne, dans les cas où ces droits sont prévus dans des accords négociés,

- (b) the Constitution of Canada should be further amended to clarify the provisions relating to equality rights for aboriginal men and women;
- (c) direction should be provided for the continuing discussions leading up to the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982,
- (d) governments and aboriginal peoples would benefit from a greater degree of federal-provincial-territorial cooperation with respect to matters affecting the aboriginal peoples of Canada, including programs and services provided to them, and
- (e) governments and the aboriginal peoples of Canada would benefit from better statistical information relating to the circumstances of aboriginal peoples, which could be achieved most efficiently by means of the proposed 1986 Census of Canada;

NOW THEREFORE the government of Canada and the provincial governments hereby agree as follows:

PART I

SELF-GOVERNMENT [AND EQUALITY RIGHTS]

1. The Prime Minister of Canada will lay or cause to be laid before the Senate and House of Commons, and the first ministers of the provinces will lay or cause to be laid before their legislative assemblies, prior to December 31, 1985, a resolution in the form set out in Schedule I to authorize an amendment to the Constitution of Canada to be made by proclamation issued by Her Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada.
2. The government of Canada and the provincial governments are committed, to the extent that each has authority, to
 - (a) participating in negotiations directed toward concluding, with representatives of aboriginal people living in particular communities or regions, agreements relating to self-government that are appropriate to the particular circumstances of those people; and
 - (b) discussing with representatives of aboriginal people from each province the timing, nature and scope of the negotiations referred to in paragraph (a).

- (b) qu'il y aurait également lieu de modifier la Constitution du Canada afin d'y préciser la garantie d'égalité des droits dont bénéficient les autochtones des deux sexes,
- (c) qu'il y aurait lieu de définir les modalités des discussions qui précéderont la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982,
- (d) que les gouvernements et les autochtones bénéficiaient de toute amélioration apportée à la collaboration entre le fédéral, les provinces et les territoires à l'égard des questions, et plus spécialement des programmes et des services, intéressant les peuples autochtones du Canada,
- (e) que les gouvernements et les peuples autochtones du Canada bénéficiaient de toute amélioration des renseignements statistiques relatifs aux autochtones, surtout grâce au recensement général prévu pour 1986,

les gouvernements fédéral et provinciaux sont convenus de ce qui suit :

PARTIE I

AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE ET [ÉGALITÉ DES DROITS]

1. Le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux déposeront ou feront déposer avant le 31 décembre 1985, devant le Sénat et la Chambre des communes et devant les assemblées législatives respectivement, une résolution, établie en la forme de celle qui figure à l'annexe I, autorisant la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada.
2. Les gouvernements fédéral et provinciaux s'enengagent, dans la mesure de leur compétence respective, à :
 - (a) participer à des négociations en vue de conclure avec les représentants des autochtones vivant au sein de collectivités

3. The government of Canada and the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories are committed to participating in negotiations directed toward concluding, with representatives of aboriginal people living in particular communities or regions, agreements relating to self-government that are appropriate to the particular circumstances of those people, and the minister of the government of Canada responsible for the negotiations shall invite elected representatives of the government of the Yukon Territory or the Northwest Territories to participate in those negotiations where, after consultation with representatives of the aboriginal peoples of Canada from the Yukon Territory or the Northwest Territories, as the case may be, the minister is of the opinion that those negotiations directly affect the Yukon Territory or the Northwest Territories, as the case may be.
4. The objectives of agreements negotiated pursuant to article 2 of this Accord shall be, where appropriate,
 - (a) to allow aboriginal people increased authority over and responsibility for lands that have been or may be reserved or set aside for their use;
 - (b) to ensure increased participation of the aboriginal peoples of Canada in government decision-making that directly affects them;
 - (c) to maintain and enhance the distinct culture and heritage of the aboriginal peoples of Canada; and
 - (d) to recognize the unique position of the aboriginal peoples of Canada.
5. The negotiations referred to in article 2 of this Accord may have regard to the following factors:
 - (a) that agreements relating to self-government for aboriginal people may encompass a variety of arrangements based on the particular needs and circumstances of those people, including ethnic-based government, public government, modifications to existing governmental structures to accommodate the unique circumstances of the aboriginal peoples of Canada and management of, and involvement in, the delivery of programs and services;
 - (b) the existence of an identifiable land base for the aboriginal people concerned;
 - (c) aboriginal and treaty rights, or other rights and freedoms, of the aboriginal people concerned;
 - (d) the rights and freedoms of the non-aboriginal people in the communities or regions where the aboriginal people live; and

ou dans des régions particulières des accords relatifs à l'autonomie gouvernementale qui correspondent à la situation particulière de ceux-ci;

- (b) discuter avec les représentants des autochtones de chacune des provinces du calendrier, de la nature et de la portée de ces négociations.
3. Le gouvernement fédéral et les gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest s'engagent à participer à des négociations en vue de conclure avec les représentants des autochtones vivant au sein de collectivités ou dans des régions particulières des accords relatifs à l'autonomie gouvernementale qui correspondent à la situation particulière de ceux-ci. Le ministre fédéral responsable de ces négociations invite les représentants élus de ces gouvernements à y participer s'il estime, après avoir consulté les représentants des peuples autochtones du Canada de l'un ou l'autre territoire, qu'elles intéressent directement l'un ou l'autre territoire.
4. Les accords visés à l'article 2 du présent accord devront avoir au besoin pour objet :
- (a) d'accroître la compétence des autochtones sur les territoires qui leur ont été affectés et leurs responsabilités à l'égard de ceux-ci;
- (b) de faire participer les peuples autochtones du Canada de plus près au processus de prise de décisions gouvernementales qui les touchent directement;
- (c) de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine culturel des peuples autochtones du Canada;
- (d) de reconnaître la place particulière des peuples autochtones du Canada.
5. Dans les négociations prévues à l'article 2 du présent accord, il peut être tenu compte des éléments suivants :
- (a) le fait que les accords relatifs à l'autonomie gouvernementale des autochtones peuvent comporter divers accords fondés sur les besoins et la situation propres de ces derniers, en ce qui concerne notamment les gouvernements à caractère ethnique ou public, les modifications à apporter aux structures gouvernementales existantes pour les adapter

- (e) any relationship between the matters being negotiated and land claims agreements that have been, are being or may be negotiated with the aboriginal people concerned.
6. The negotiations referred to in article 2 of this Accord may address any appropriate matter relating to self-government including, among other matters,
- (a) membership in the group of aboriginal people concerned;
 - (b) the nature and powers of the institutions of self-government;
 - (c) responsibilities of, and programs and services to be provided by, the institutions of self-government;
 - (d) the definition of the geographic areas over which the institutions of self-government will have jurisdiction;
 - (e) resources to which the institutions of self-government will have access;
 - (f) fiscal arrangements and other bases of economic support for the institutions of self-government; and
 - (g) distinct rights for the aboriginal people concerned.
7. During the period between the date this Accord is signed and the date the constitutional amendment set out in Schedule I comes into force, the government of Canada and the provincial governments, in consultation with representatives of aboriginal people, shall take such measures as may be appropriate to commence the negotiations contemplated in article 2 of this Accord.
8. Periodic reports on the negotiations referred to in article 2 of this Accord shall be made to the ministerial meetings referred to in article 10 of this Accord.

PART II

PREPARATIONS FOR CONSTITUTIONAL CONFERENCE

9. In preparation for the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982, the government of Canada and the provincial governments shall, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada and representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, conduct such meetings as are necessary to deal with the items included in the agenda of the constitutional conference held

à la situation particulière des peuples autochtones du Canada, ou la prise en charge des programmes et services et la participation à leur mise en oeuvre ou à leur prestation;

- (b) le fait que les autochtones concernés disposent d'une assise territoriale définissable;
- (c) les droits et libertés -- notamment ancestraux ou issus de traités -- des autochtones concernés;
- (d) les droits et libertés des non-autochtones au sein des collectivités ou des régions où vivent les autochtones;
- (e) les rapports éventuels entre les questions négociées et les accords de règlement des revendications territoriales qui ont fait l'objet de négociations, le font ou peuvent le devenir, avec les autochtones concernés.

6. Les négociations prévues à l'article 2 du présent accord pourront porter sur toute question relative à l'autonomie gouvernementale et, notamment, sur :

- (a) l'appartenance au groupe d'autochtones concernés;
- (b) la nature et les pouvoirs des institutions gouvernementales;
- (c) les attributions de ces institutions et la prise en charge par elles de certains programmes et services;
- (d) la délimitation du territoire relevant de leur compétence;
- (e) les ressources auxquelles elles auront accès;
- (f) les arrangements fiscaux et autres dispositions à prendre en vue de leur soutien économique;
- (g) les droits distincts des autochtones concernés.

7. Entre la date de signature du présent accord et celle à laquelle entrera en vigueur la modification constitutionnelle dont le texte figure à l'annexe I, les gouvernements fédéral et provinciaux, en consultation avec les représentants des autochtones, prendront toutes mesures éventuellement indiquées pour engager les négociations visées à l'article 2 du présent accord.

8. Le groupe visé à l'article 10 du présent accord sera régulièrement informé des négociations visées à l'article 2 du présent accord.

on March 15 and 16, 1983 and listed in the 1983 Constitutional Accord on Aboriginal Rights and to deal with the constitutional proposals of the representatives of the aboriginal peoples of Canada.

10. Ministerial meetings, composed of designated ministers of the government of Canada and the provincial governments, representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, under the chairmanship of a designated minister of the government of Canada, shall be convened at least twice in the twelve month period immediately following the date this Accord is signed, and at least twice in the period between the end of that twelve month period and the date on which the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitutional Act, 1982 is held.
11. The ministerial meetings referred to in article 10 of this Accord shall
 - (a) issue directions as to work to be undertaken by technical or other working groups and review and assess that work on a periodic basis;
 - (b) receive periodic reports, in accordance with article 8 of this Accord, on the negotiations referred to in that article and consider further constitutional amendments relating to self-government; and
 - (c) seek to reach agreement or consensus on issues to be laid before first ministers at the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982.

PART III

SECOND CONSTITUTIONAL CONFERENCE REQUIRED BY SECTION 37.1 OF THE CONSTITUTION ACT, 1982

12. The second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982 shall have included in its agenda an item relating to self-government for the aboriginal peoples of Canada.

PART IV

FURTHER UNDERTAKINGS RELATING TO THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

13. The government of Canada and the provincial governments, with the participation of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, further agree on the matters affecting the aboriginal peoples of Canada set out in Schedules II and III.

PARTIE II

PRÉPARATIFS DE LA PROCHAINE CONFÉRENCE
CONSTITUTIONNELLE

9. Afin de préparer la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982, les gouvernements fédéral et provinciaux organiseront les réunions qu'exigeront d'une part la discussion des questions inscrites à l'ordre du jour de la conférence constitutionnelle des 15 et 16 mars 1983 et figurant dans l'Accord constitutionnel de 1983 sur les droits des autochtones, d'autre part l'étude des mesures constitutionnelles proposées par les représentants des peuples autochtones du Canada, étant entendu que des représentants des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest ainsi que les représentants des peuples autochtones du Canada participeront aux réunions en question.
10. Un groupe constitué de ministres fédéraux et provinciaux, de représentants des peuples autochtones du Canada et de représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest se réunira au moins deux fois dans les douze mois suivant la date de signature du présent accord, et au moins deux autres fois entre l'expiration de cette période et la date de la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982. Les réunions en question seront présidées par le ministre fédéral désigné à cet effet.
11. Le groupe visé à l'article 10 du présent accord aura pour mission :
 - (a) de déterminer les tâches que devront accomplir notamment les équipes de spécialistes qui auront été constituées, ainsi que d'analyser périodiquement le travail effectué par celles-ci;
 - (b) de recevoir, conformément à l'article 8 du présent accord, les rapports sur les négociations en cause et d'étudier tout projet de modification constitutionnelle qui peut en résulter.
 - (c) de tenter d'en arriver à un accord ou à une convergence de vues sur les questions qu'il convient d'inscrire à l'ordre du jour de la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982;

PART V

GENERAL

14. Nothing in this Accord is intended to preclude, or substitute for, any bilateral or other discussions or agreements between governments and the various aboriginal peoples of Canada.

PARTIE III

DEUXIÈME CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE PRÉVUE À
L'ARTICLE 37.1 DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982

12. La deuxième conférence constitutionnelle prévue à l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982 verra inscrit à son ordre du jour un point relatif à l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones du Canada.

PARTIE IV

AUTRES ENGAGEMENTS À L'ÉGARD DES
PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

13. Les gouvernements fédéral et provinciaux, avec la participation des peuples autochtones du Canada et des représentants élus du gouvernement du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, sont également d'accord sur les questions touchant ces peuples énumérées aux annexes II et III.

PARTIE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14. Le présent accord n'a pas pour effet d'empêcher ou de remplacer les discussions, bilatérales ou autres, ou la conclusion d'accords, entre les gouvernements et les divers peuples autochtones du Canada.

Signed at Ottawa this 3rd day
of April, 1985 by the
government of Canada and the
provincial governments:

Fait à Ottawa le 3 avril 1985
par le gouvernement du Canada
et les gouvernements
 provinciaux:

Canada

Ontario

British Columbia
Colombie-Britannique

Québec

Prince Edward Island
Île-du-Prince-Édouard

Nova Scotia
Nouvelle-Écosse

Saskatchewan

New Brunswick
Nouveau-Brunswick

Alberta

Manitoba

Newfoundland
Terre-Neuve

WITH THE PARTICIPATION OF:

AVEC LA PARTICIPATION DES

Assembly of First
Nations
Assemblée des
premières nations

Inuit Committee on
National Issues
Comité inuit sur les
affaires nationales

Métis National Council
Ralliement national
des Métis

Native Council of
Canada
Conseil des
autochtones du Canada

Yukon Territory
Territoire du
Yukon

Northwest Territories
Territoires du
Nord-Ouest

Signed at Ottawa this 3rd day
of April, 1985 by the
government of Canada and the
provincial governments:

Fait à Ottawa le 3 avril 1985,
par le gouvernement du Canada
et les gouvernements
 provinciaux:

Canada

Ontario

British Columbia
Colombie-Britannique

Québec

Prince Edward Island
Île-du-Prince-Édouard

Nova Scotia
Nouvelle-Écosse

Saskatchewan

New Brunswick
Nouveau-Brunswick

Alberta

Manitoba

Newfoundland
Terre-Neuve

WITH THE PARTICIPATION OF:

AVEC LA PARTICIPATION DES:

Assembly of First
Nations
Assemblée des
premières nations

Inuit Committee on
National Issues
Comité inuit sur les
affaires nationales

Métis National Council
Ralliement national
des Métis

Native Council of
Canada
Conseil des
autochtones du Canada

Yukon Territory
Territoire du
Yukon

Northwest Territories
Territoires du
Nord-Ouest

SCHEDULE I

RESOLUTION

Motion for a Resolution to authorize an amendment to the Constitution of Canada

WHEREAS the Constitution Act, 1982 provides that an amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and resolutions of the legislative assemblies as provided for in section 38 thereof;

NOW THEREFORE the (Senate) (House of Commons) (legislative assembly) resolves that an amendment to the Constitution of Canada be authorized to be made by proclamation issued by Her Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada in accordance with the schedule hereto.

A N N E X E I

RÉSOLUTION

Motion de résolution autorisant la modification de la
Constitution du Canada

Considérant que la Loi constitutionnelle de 1982 prévoit que la Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée à la fois par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes et par des résolutions des assemblées législatives dans les conditions prévues à l'article 38,

(le Sénat) (la Chambre des communes) (l'assemblée législative de) a résolu d'autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

SCHEDULE

AMENDMENT TO THE CONSTITUTION OF CANADA

[Possible Equality Rights Amendment]

1. The Constitution Act, 1982 is amended by adding thereto, immediately after section 35 thereof, the following section:

Rights to
self-
government

"35.01 (1) The rights of the aboriginal peoples of Canada to self-government, within the context of the Canadian federation, that are set out in agreements referred to in subsection (2) are hereby recognized and affirmed.

Agreements

(2) Subsection (1) applies in respect of any agreement with representatives of aboriginal people that sets out rights of self-government and that

- (a) includes a declaration that subsection (1) applies; and
- (b) is approved by an Act of Parliament and Acts of the legislatures of any provinces in which those aboriginal people live.

Rights not
affected

(3) Nothing in this section abrogates or derogates from any rights to self-government, or any other rights, of the aboriginal peoples of Canada.

2. Section 61 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

References

"61. A reference to the Constitution Act, 1982, or a reference to the Constitution Acts 1867 to 1982, shall be deemed to include a reference to any amendments thereto."

3. This Amendment may be cited as the Constitution Amendment, year of proclamation (Aboriginal peoples of Canada).

ANNEXE

MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DU CANADA

[Modification éventuelle des droits à l'égalité]

1. La Loi constitutionnelle de 1982 est modifiée par insertion, après l'article 35, de ce qui suit:

Droits à
l'autonomie
gouvernementale

35.01 (1) Sont reconnus et confirmés les droits des peuples autochtones du Canada à l'autonomie gouvernementale au sein de la fédération canadienne prévus par tout accord visé au paragraphe (2).

Accords

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux accords portant sur les droits à l'autonomie gouvernementale avec des représentants des peuples autochtones qui, à la fois:

- (a) comportent une déclaration où il est fait état de l'application de ce paragraphe (1);
- (b) sont approuvés par une loi fédérale et une loi de la législature de chaque province où vivent ces autochtones.

Protection des droits

-- (3) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits à l'autonomie gouvernementale ou autres qu'ont les peuples autochtones du Canada.

2. L'article 61 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Mentions

"61. Toute mention de la Loi constitutionnelle de 1982 ou des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 est réputée constituer également une mention de toute modification qui y est apportée."

3. Titre de la présente modification: Modification constitutionnelle de année de la proclamation (peuples autochtones du Canada).

SCHEDULE II

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL COOPERATION
ON MATTERS AFFECTING
THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

1. The government of Canada and the provincial and territorial governments are committed to improving the socio-economic conditions of the aboriginal peoples of Canada and to coordinating federal, provincial and territorial programs and services for them.
2. In order to achieve the objectives set out in article 1 of this Schedule, the government of Canada and the provincial and territorial governments shall, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada, enter into regular discussions, on a bilateral or multilateral basis as appropriate, which shall have the following additional objectives:
 - (a) the determination of the respective roles and responsibilities of the government of Canada and the provincial and territorial governments toward the aboriginal peoples of Canada;
 - (b) the improvement of federal-provincial-territorial cooperation with respect to the provision of programs and services, as well as other government initiatives, to the aboriginal peoples of Canada so as to maximize their effectiveness; and
 - (c) the transfer to institutions of self-government for the aboriginal peoples of Canada, where appropriate, of responsibility for the design and administration of government programs and services.

A N N E X E II

COLLABORATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE À
L'ÉGARD DES QUESTIONS INTÉRESSANT LES PEUPLES
AUTOCHTONES DU CANADA

1. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux s'engagent à veiller au mieux-être socio-économique des peuples autochtones du Canada et à coordonner les programmes et services fédéraux, provinciaux ou territoriaux qui leur sont destinés.
2. Pour réaliser ces objectifs, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux auront régulièrement, avec la participation des représentants des peuples autochtones du Canada, des discussions bilatérales ou multilatérales, selon le cas, qui viseront:
 - (a) à déterminer leurs mandats et obligations respectifs à l'égard des peuples autochtones du Canada;
 - (b) à améliorer leur collaboration en ce qui concerne les interventions de l'État touchant directement les peuples autochtones du Canada, et notamment les programmes et services, de manière que ces interventions soient aussi efficaces que possible;
 - (c) à confier aux institutions gouvernementales des peuples autochtones du Canada, lorsqu'il y a lieu, le soin de concevoir et de mettre en oeuvre les programmes, ou de dispenser les services, publics.

SCHEDULE III

STATISTICAL DATA RESPECTING
THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

1. It is recognized that the government of Canada, the provincial and territorial governments and representatives of the aboriginal peoples of Canada are in need of improved data relating to the socio-economic situation of the aboriginal peoples of Canada, including the numbers and geographic concentrations of those peoples, so as to facilitate the structuring of initiatives to better meet their social, economic and cultural needs.
2. In order to obtain data referred to in article 1 of this Schedule, the government of Canada and the provincial governments, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada and representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, shall forthwith establish a technical working group for the purpose of developing a proposal to use the 1986 Census of Canada and, if considered necessary, to supplement information taken therefrom, which group shall present its recommendations to the participants no later than the end of May, 1985.
3. The proposal referred to in article 2 of this Schedule shall include recommendations for use of and access to the data obtained and for cost-sharing with respect to the implementation of measures to obtain data that are to be taken in addition to measures taken within the existing structure of the 1986 Census of Canada.

A N N E X E III

STATISTIQUES SUR LES PEUPLES
AUTOCHTONES DU CANADA

1. Les gouvernements fédéral et provinciaux, les gouvernements des territoires et les représentants des peuples autochtones du Canada ont besoin de meilleures données socio-économiques au sujet de ces peuples, et plus spécialement en matière démographique, afin de pouvoir plus facilement adapter leur action aux besoins sociaux, économiques et culturels de ces peuples.
2. En conséquence, les gouvernements fédéral et provinciaux, avec la participation des représentants des peuples autochtones du Canada et de ceux des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, constitueront immédiatement un groupe de travail chargé de définir la façon dont les informations provenant du recensement national de 1986 pourraient être exploitées pour réaliser l'objectif susmentionné et, si nécessaire de prévoir les renseignements supplémentaires utiles; ce groupe présentera ses recommandations aux participants au plus tard à la fin de mai 1985.
3. La solution que le groupe de travail prévu à l'article 2 de la présente annexe amènera à proposer comportera des recommandations sur la consultation et l'exploitation des données obtenues et sur les modalités suivant lesquelles seront partagés les frais d'application des mesures de prise de données qui s'ajouteront au recensement de 1986 proprement dit.

CA1

Z 2

-C 52

Document: 830-218/009

FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

MAY 2 21986

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES



Proposed 1985 Accord
Relating to the
Aboriginal Peoples of Canada
April 3, 1985

tabled by the
Federal Government
at the
First Ministers' Conference
on
Aboriginal
Constitutional Matters
held in Ottawa
on April 2-3, 1985

(800-20/041)

Projet d'accord de 1985
concernant les
peuples autochtones du Canada
le 3 avril 1985

déposé par le
gouvernement fédéral
à la
Conférence des
Premiers ministres
sur les questions
constitutionnelles intéressant
les autochtones
tenue à Ottawa
les 2 et 3 avril 1985

OTTAWA, Ontario

March 20-21, 1986

OTTAWA (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986

PROPOSED 1985 ACCORD
RELATING TO THE
ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

PROJET D'ACCORD DE 1985
CONCERNANT LES
PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

April 3, 1985

PROPOSED 1985 ACCORD
RELATING TO THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

WHEREAS the aboriginal peoples of Canada, being descendants of the first inhabitants of Canada, are unique peoples in Canada enjoying the rights that flow from their status as aboriginal peoples, from treaties and from land claims agreements, as well as rights flowing from Canadian citizenship, and it is fitting that

- (a) there be protection of rights of aboriginal peoples in the Constitution of Canada,
- (b) they have the opportunity to have self-government arrangements to meet their special circumstances as well as the opportunity to exercise their full rights as citizens of Canada and residents of the provinces and territories, and
- (c) they have the freedom to live in accordance with their own cultural heritage and to use and maintain their distinct languages;

AND WHEREAS, pursuant to section 37.1 of the Constitution Act, 1982, a constitutional conference composed of the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces was held on April 2 and 3, 1985, to which representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories were invited;

AND WHEREAS it was agreed by the government of Canada and the provincial governments, with the support of representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, that

- (a) the Constitution of Canada should be amended to recognize and affirm the rights of the aboriginal peoples of Canada to self-government within the Canadian federation, where those rights are set out in negotiated agreements,

Le 3 avril 1985

PROJET D'ACCORD DE 1985
CONCERNANT LES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

Considérant :

qu'en raison de la spécificité des peuples autochtones du Canada, descendants des premiers habitants du pays, et des droits dont ils jouissent du fait de leur qualité même d'autochtones, des traités et des accords de règlement de leurs revendications territoriales, ainsi que de leur citoyenneté canadienne, il convient :

- (a) que les droits des peuples autochtones soient protégés par la Constitution du Canada,
- (b) qu'ils aient la possibilité de disposer de mécanismes d'autonomie gouvernementale adaptés à leur situation particulière et aussi d'exercer pleinement leurs droits de citoyens du Canada et d'habitants des provinces ou territoires,
- (c) qu'ils soient libres de vivre selon leurs us et coutumes ainsi que de sauvegarder et d'utiliser leurs langues;

qu'il s'est tenu les 2 et 3 avril 1985, en application de l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982, une conférence constitutionnelle, réunissant le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux, aux travaux de laquelle les représentants des peuples autochtones du Canada et des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest avaient été invités à participer;

que les gouvernements fédéral et provinciaux, avec l'appui des représentants des peuples autochtones du Canada et celui des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, sont convenus :

- (a) qu'il y aurait lieu de modifier la Constitution du Canada afin d'y inscrire la reconnaissance et la confirmation des droits des peuples autochtones du Canada à l'autonomie gouvernementale, au sein de la fédération canadienne, dans les cas où ces droits sont prévus dans des accords négociés,

- (b) the Constitution of Canada should be further amended to clarify the provisions relating to equality rights for aboriginal men and women;
- (c) direction should be provided for the continuing discussions leading up to the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982,
- (d) governments and aboriginal peoples would benefit from a greater degree of federal-provincial-territorial cooperation with respect to matters affecting the aboriginal peoples of Canada, including programs and services provided to them, and
- (e) governments and the aboriginal peoples of Canada would benefit from better statistical information relating to the circumstances of aboriginal peoples, which could be achieved most efficiently by means of the proposed 1986 Census of Canada;

NOW THEREFORE the government of Canada and the provincial governments hereby agree as follows:

PART I

SELF-GOVERNMENT [AND EQUALITY RIGHTS]

1. The Prime Minister of Canada will lay or cause to be laid before the Senate and House of Commons, and the first ministers of the provinces will lay or cause to be laid before their legislative assemblies, prior to December 31, 1985, a resolution in the form set out in Schedule I to authorize an amendment to the Constitution of Canada to be made by proclamation issued by Her Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada.
2. The government of Canada and the provincial governments are committed, to the extent that each has authority, to
 - (a) participating in negotiations directed toward concluding, with representatives of aboriginal people living in particular communities or regions, agreements relating to self-government that are appropriate to the particular circumstances of those people; and
 - (b) discussing with representatives of aboriginal people from each province the timing, nature and scope of the negotiations referred to in paragraph (a).

- (b) qu'il y aurait également lieu de modifier la Constitution du Canada afin d'y préciser la garantie d'égalité des droits dont bénéficient les autochtones des deux sexes,
- (c) qu'il y aurait lieu de définir les modalités des discussions qui précéderont la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982,
- (d) que les gouvernements et les autochtones bénéficieraient de toute amélioration apportée à la collaboration entre le fédéral, les provinces et les territoires à l'égard des questions, et plus spécialement des programmes et des services, intéressant les peuples autochtones du Canada,
- (e) que les gouvernements et les peuples autochtones du Canada bénéficieraient de toute amélioration des renseignements statistiques relatifs aux autochtones, surtout grâce au recensement général prévu pour 1986,

les gouvernements fédéral et provinciaux sont convenus de ce qui suit :

PARTIE I

AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE ET [ÉGALITÉ DES DROITS]

1. Le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux déposeront ou feront déposer avant le 31 décembre 1985, devant le Sénat et la Chambre des communes et devant les assemblées législatives respectivement, une résolution, établie en la forme de celle qui figure à l'annexe I, autorisant la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada.
2. Les gouvernements fédéral et provinciaux s'engagent, dans la mesure de leur compétence respective, à :
 - (a) participer à des négociations en vue de conclure avec les représentants des autochtones vivant au sein de collectivités

3. The government of Canada and the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories are committed to participating in negotiations directed toward concluding, with representatives of aboriginal people living in particular communities or regions, agreements relating to self-government that are appropriate to the particular circumstances of those people, and the minister of the government of Canada responsible for the negotiations shall invite elected representatives of the government of the Yukon Territory or the Northwest Territories to participate in those negotiations where, after consultation with representatives of the aboriginal peoples of Canada from the Yukon Territory or the Northwest Territories, as the case may be, the minister is of the opinion that those negotiations directly affect the Yukon Territory or the Northwest Territories, as the case may be.
4. The objectives of agreements negotiated pursuant to article 2 of this Accord shall be, where appropriate,
 - (a) to allow aboriginal people increased authority over and responsibility for lands that have been or may be reserved or set aside for their use;
 - (b) to ensure increased participation of the aboriginal peoples of Canada in government decision-making that directly affects them;
 - (c) to maintain and enhance the distinct culture and heritage of the aboriginal peoples of Canada; and
 - (d) to recognize the unique position of the aboriginal peoples of Canada.
5. The negotiations referred to in article 2 of this Accord may have regard to the following factors:
 - (a) that agreements relating to self-government for aboriginal people may encompass a variety of arrangements based on the particular needs and circumstances of those people, including ethnic-based government, public government, modifications to existing governmental structures to accommodate the unique circumstances of the aboriginal peoples of Canada and management of, and involvement in, the delivery of programs and services;
 - (b) the existence of an identifiable land base for the aboriginal people concerned;
 - (c) aboriginal and treaty rights, or other rights and freedoms, of the aboriginal people concerned;
 - (d) the rights and freedoms of the non-aboriginal people in the communities or regions where the aboriginal people live; and

ou dans des régions particulières des accords relatifs à l'autonomie gouvernementale qui correspondent à la situation particulière de ceux-ci;

- (b) discuter avec les représentants des autochtones de chacune des provinces du calendrier, de la nature et de la portée de ces négociations.
- 3. Le gouvernement fédéral et les gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest s'engagent à participer à des négociations en vue de conclure avec les représentants des autochtones vivant au sein de collectivités ou dans des régions particulières des accords relatifs à l'autonomie gouvernementale qui correspondent à la situation particulière de ceux-ci. Le ministre fédéral responsable de ces négociations invite les représentants élus de ces gouvernements à y participer s'il estime, après avoir consulté les représentants des peuples autochtones du Canada de l'un ou l'autre territoire, qu'elles intéressent directement l'un ou l'autre territoire.
- 4. Les accords visés à l'article 2 du présent accord devront avoir au besoin pour objet :
 - (a) d'accroître la compétence des autochtones sur les territoires qui leur ont été affectés et leurs responsabilités à l'égard de ceux-ci;
 - (b) de faire participer les peuples autochtones du Canada de plus près au processus de prise de décisions gouvernementales qui les touchent directement;
 - (c) de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine culturel des peuples autochtones du Canada;
 - (d) de reconnaître la place particulière des peuples autochtones du Canada.
- 5. Dans les négociations prévues à l'article 2 du présent accord, il peut être tenu compte des éléments suivants :
 - (a) le fait que les accords relatifs à l'autonomie gouvernementale des autochtones peuvent comporter divers accords fondés sur les besoins et la situation propres de ces derniers, en ce qui concerne notamment les gouvernements à caractère ethnique ou public, les modifications à apporter aux structures gouvernementales existantes pour les adapter

- (e) any relationship between the matters being negotiated and land claims agreements that have been, are being or may be negotiated with the aboriginal people concerned.
6. The negotiations referred to in article 2 of this Accord may address any appropriate matter relating to self-government including, among other matters,
- (a) membership in the group of aboriginal people concerned;
 - (b) the nature and powers of the institutions of self-government;
 - (c) responsibilities of, and programs and services to be provided by, the institutions of self-government;
 - (d) the definition of the geographic areas over which the institutions of self-government will have jurisdiction;
 - (e) resources to which the institutions of self-government will have access;
 - (f) fiscal arrangements and other bases of economic support for the institutions of self-government; and
 - (g) distinct rights for the aboriginal people concerned.
7. During the period between the date this Accord is signed and the date the constitutional amendment set out in Schedule I comes into force, the government of Canada and the provincial governments, in consultation with representatives of aboriginal people, shall take such measures as may be appropriate to commence the negotiations contemplated in article 2 of this Accord.
8. Periodic reports on the negotiations referred to in article 2 of this Accord shall be made to the ministerial meetings referred to in article 10 of this Accord.

PART II

PREPARATIONS FOR CONSTITUTIONAL CONFERENCE

9. In preparation for the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982, the government of Canada and the provincial governments shall, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada and representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, conduct such meetings as are necessary to deal with the items included in the agenda of the constitutional conference held

à la situation particulière des peuples autochtones du Canada, ou la prise en charge des programmes et services et la participation à leur mise en oeuvre ou à leur prestation;

- (b) le fait que les autochtones concernés disposent d'une assise territoriale définissable;
 - (c) les droits et libertés -- notamment ancestraux ou issus de traités -- des autochtones concernés;
 - (d) les droits et libertés des non-autochtones au sein des collectivités ou des régions où vivent les autochtones;
 - (e) les rapports éventuels entre les questions négociées et les accords de règlement des revendications territoriales qui ont fait l'objet de négociations, le font ou peuvent le devenir, avec les autochtones concernés.
6. Les négociations prévues à l'article 2 du présent accord pourront porter sur toute question relative à l'autonomie gouvernementale et, notamment, sur :
- (a) l'appartenance au groupe d'autochtones concernés;
 - (b) la nature et les pouvoirs des institutions gouvernementales;
 - (c) les attributions de ces institutions et la prise en charge par elles de certains programmes et services;
 - (d) la délimitation du territoire relevant de leur compétence;
 - (e) les ressources auxquelles elles auront accès;
 - (f) les arrangements fiscaux et autres dispositions à prendre en vue de leur soutien économique;
 - (g) les droits distincts des autochtones concernés.
7. Entre la date de signature du présent accord et celle à laquelle entrera en vigueur la modification constitutionnelle dont le texte figure à l'annexe I, les gouvernements fédéral et provinciaux, en consultation avec les représentants des autochtones, prendront toutes mesures éventuellement indiquées pour engager les négociations visées à l'article 2 du présent accord.
8. Le groupe visé à l'article 10 du présent accord sera régulièrement informé des négociations visées à l'article 2 du présent accord.

on March 15 and 16, 1983 and listed in the 1983 Constitutional Accord on Aboriginal Rights and to deal with the constitutional proposals of the representatives of the aboriginal peoples of Canada.

10. Ministerial meetings, composed of designated ministers of the government of Canada and the provincial governments, representatives of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, under the chairmanship of a designated minister of the government of Canada, shall be convened at least twice in the twelve month period immediately following the date this Accord is signed, and at least twice in the period between the end of that twelve month period and the date on which the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitutional Act, 1982 is held.
11. The ministerial meetings referred to in article 10 of this Accord shall
 - (a) issue directions as to work to be undertaken by technical or other working groups and review and assess that work on a periodic basis;
 - (b) receive periodic reports, in accordance with article 8 of this Accord, on the negotiations referred to in that article and consider further constitutional amendments relating to self-government; and
 - (c) seek to reach agreement or consensus on issues to be laid before first ministers at the second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982.

PART III

SECOND CONSTITUTIONAL CONFERENCE REQUIRED BY SECTION 37.1 OF THE CONSTITUTION ACT, 1982

12. The second constitutional conference required by section 37.1 of the Constitution Act, 1982 shall have included in its agenda an item relating to self-government for the aboriginal peoples of Canada.

PART IV

FURTHER UNDERTAKINGS RELATING TO THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

13. The government of Canada and the provincial governments, with the participation of the aboriginal peoples of Canada and elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, further agree on the matters affecting the aboriginal peoples of Canada set out in Schedules II and III.

PARTIE II

PRÉPARATIFS DE LA PROCHAINE CONFÉRENCE
CONSTITUTIONNELLE

9. Afin de préparer la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982, les gouvernements fédéral et provinciaux organiseront les réunions qu'exigeront d'une part la discussion des questions inscrites à l'ordre du jour de la conférence constitutionnelle des 15 et 16 mars 1983 et figurant dans l'Accord constitutionnel de 1983 sur les droits des autochtones, d'autre part l'étude des mesures constitutionnelles proposées par les représentants des peuples autochtones du Canada, étant entendu que des représentants des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest ainsi que les représentants des peuples autochtones du Canada participeront aux réunions en question.
10. Un groupe constitué de ministres fédéraux et provinciaux, de représentants des peuples autochtones du Canada et de représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest se réunira au moins deux fois dans les douze mois suivant la date de signature du présent accord, et au moins deux autres fois entre l'expiration de cette période et la date de la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982. Les réunions en question seront présidées par le ministre fédéral désigné à cet effet.
11. Le groupe visé à l'article 10 du présent accord aura pour mission :
 - (a) de déterminer les tâches que devront accomplir notamment les équipes de spécialistes qui auront été constituées, ainsi que d'analyser périodiquement le travail effectué par celles-ci;
 - (b) de recevoir, conformément à l'article 8 du présent accord, les rapports sur les négociations en cause et d'étudier tout projet de modification constitutionnelle qui peut en résulter.
 - (c) de tenter d'en arriver à un accord ou à une convergence de vues sur les questions qu'il convient d'inscrire à l'ordre du jour de la deuxième conférence constitutionnelle prévue par l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982;

PART V

GENERAL

14. Nothing in this Accord is intended to preclude, or substitute for, any bilateral or other discussions or agreements between governments and the various aboriginal peoples of Canada.

PARTIE III

DEUXIÈME CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE PRÉVUE À
L'ARTICLE 37.1 DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982

12. La deuxième conférence constitutionnelle prévue à l'article 37.1 de la Loi constitutionnelle de 1982 verra inscrit à son ordre du jour un point relatif à l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones du Canada.

PARTIE IV

AUTRES ENGAGEMENTS À L'ÉGARD DES
PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA

13. Les gouvernements fédéral et provinciaux, avec la participation des peuples autochtones du Canada et des représentants élus du gouvernement du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, sont également d'accord sur les questions touchant ces peuples énumérées aux annexes II et III.

PARTIE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14. Le présent accord n'a pas pour effet d'empêcher ou de remplacer les discussions, bilatérales ou autres, ou la conclusion d'accords, entre les gouvernements et les divers peuples autochtones du Canada.

Signed at Ottawa this 3rd day
of April, 1985 by the
government of Canada and the
provincial governments:

Fait à Ottawa le 3 avril 1985
par le gouvernement du Canada
et les gouvernements
 provinciaux:

Canada

Ontario

British Columbia
Colombie-Britannique

Québec

Prince Edward Island
Île-du-Prince-Édouard

Nova Scotia
Nouvelle-Écosse

Saskatchewan

New Brunswick
Nouveau-Brunswick

Alberta

Manitoba

Newfoundland
Terre-Neuve

WITH THE PARTICIPATION OF:

AVEC LA PARTICIPATION DE

Assembly of First
Nations
Assemblée des
premières nations

Inuit Committee on
National Issues
Comité inuit sur les
affaires nationales

Métis National Council
Ralliement national
des Métis

Native Council of
Canada
Conseil des
autochtones du Canada

Yukon Territory
Territoire du
Yukon

Northwest Territories
Territoires du
Nord-Ouest

Signed at Ottawa this 3rd day
of April, 1985 by the
government of Canada and the
provincial governments:

Fait à Ottawa le 3 avril 1985,
par le gouvernement du Canada
et les gouvernements
 provinciaux:

Canada

Ontario

British Columbia
Colombie-Britannique

Québec

Prince Edward Island
Île-du-Prince-Édouard

Nova Scotia
Nouvelle-Écosse

Saskatchewan

New Brunswick
Nouveau-Brunswick

Alberta

Manitoba

Newfoundland
Terre-Neuve

WITH THE PARTICIPATION OF:

AVEC LA PARTICIPATION DES:

Assembly of First
Nations
Assemblée des
premières nations

Inuit Committee on
National Issues
Comité inuit sur les
affaires nationales

Métis National Council
Ralliement national
des Métis

Native Council of
Canada
Conseil des
autochtones du Canada

Yukon Territory
Territoire du
Yukon

Northwest Territories
Territoires du
Nord-Ouest

SCHEDULE I

RESOLUTION

Motion for a Resolution to authorize an amendment to the Constitution of Canada

WHEREAS the Constitution Act, 1982 provides that an amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and resolutions of the legislative assemblies as provided for in section 38 thereof;

NOW THEREFORE the (Senate) (House of Commons) (legislative assembly) resolves that an amendment to the Constitution of Canada be authorized to be made by proclamation issued by Her Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada in accordance with the schedule hereto.

A N N E X E I

RÉSOLUTION

Motion de résolution autorisant la modification de la
Constitution du Canada

Considérant que la Loi constitutionnelle de 1982 prévoit que la Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée à la fois par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes et par des résolutions des assemblées législatives dans les conditions prévues à l'article 38,

(le Sénat) (la Chambre des communes) (l'assemblée législative de) a résolu d'autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

SCHEDULE

AMENDMENT TO THE CONSTITUTION OF CANADA

[Possible Equality Rights Amendment]

1. The Constitution Act, 1982 is amended by adding thereto, immediately after section 35 thereof, the following section:

Rights to self-government

"35.01 (1) The rights of the aboriginal peoples of Canada to self-government, within the context of the Canadian federation, that are set out in agreements referred to in subsection (2) are hereby recognized and affirmed.

Agreements

(2) Subsection (1) applies in respect of any agreement with representatives of aboriginal people that sets out rights of self-government and that

- (a) includes a declaration that subsection (1) applies; and
- (b) is approved by an Act of Parliament and Acts of the legislatures of any provinces in which those aboriginal people live.

Rights not affected

(3) Nothing in this section abrogates or derogates from any rights to self-government, or any other rights, of the aboriginal peoples of Canada.

2. Section 61 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

References

"61. A reference to the Constitution Act, 1982, or a reference to the Constitution Acts 1867 to 1982, shall be deemed to include a reference to any amendments thereto."

3. This Amendment may be cited as the Constitution Amendment, year of proclamation (Aboriginal peoples of Canada).

A N N E X E

MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DU CANADA

[Modification éventuelle des droits à l'égalité]

1. La Loi constitutionnelle de 1982 est modifiée par insertion, après l'article 35, de ce qui suit:

Droits à
l'autonomie
gouvernementale

35.01 (1) Sont reconnus et confirmés les droits des peuples autochtones du Canada à l'autonomie gouvernementale au sein de la fédération canadienne prévus par tout accord visé au paragraphe (2).

Accords

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux accords portant sur les droits à l'autonomie gouvernementale avec des représentants des peuples autochtones qui, à la fois:

- (a) comportent une déclaration où il est fait état de l'application de ce paragraphe (1);
- (b) sont approuvés par une loi fédérale et une loi de la législature de chaque province où vivent ces autochtones.

Protection des droits

(3) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits à l'autonomie gouvernementale ou autres qu'ont les peuples autochtones du Canada.

2. L'article 61 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Mentions

"61. Toute mention de la Loi constitutionnelle de 1982 ou des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 est réputée constituer également une mention de toute modification qui y est apportée."

3. Titre de la présente modification: Modification constitutionnelle de année de la proclamation (peuples autochtones du Canada).

SCHEDULE II

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL COOPERATION
ON MATTERS AFFECTING
THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

1. The government of Canada and the provincial and territorial governments are committed to improving the socio-economic conditions of the aboriginal peoples of Canada and to coordinating federal, provincial and territorial programs and services for them.
2. In order to achieve the objectives set out in article 1 of this Schedule, the government of Canada and the provincial and territorial governments shall, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada, enter into regular discussions, on a bilateral or multilateral basis as appropriate, which shall have the following additional objectives:
 - (a) the determination of the respective roles and responsibilities of the government of Canada and the provincial and territorial governments toward the aboriginal peoples of Canada;
 - (b) the improvement of federal-provincial-territorial cooperation with respect to the provision of programs and services, as well as other government initiatives, to the aboriginal peoples of Canada so as to maximize their effectiveness; and
 - (c) the transfer to institutions of self-government for the aboriginal peoples of Canada, where appropriate, of responsibility for the design and administration of government programs and services.

A N N E X E II

COLLABORATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE À
L'ÉGARD DES QUESTIONS INTÉRESSANT LES PEUPLES
AUTOCHTONES DU CANADA

1. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux s'engagent à veiller au mieux-être socio-économique des peuples autochtones du Canada et à coordonner les programmes et services fédéraux, provinciaux ou territoriaux qui leur sont destinés.
2. Pour réaliser ces objectifs, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux auront régulièrement, avec la participation des représentants des peuples autochtones du Canada, des discussions bilatérales ou multilatérales, selon le cas, qui viseront:
 - (a) à déterminer leurs mandats et obligations respectifs à l'égard des peuples autochtones du Canada;
 - (b) à améliorer leur collaboration en ce qui concerne les interventions de l'État touchant directement les peuples autochtones du Canada, et notamment les programmes et services, de manière que ces interventions soient aussi efficaces que possible;
 - (c) à confier aux institutions gouvernementales des peuples autochtones du Canada, lorsqu'il y a lieu, le soin de concevoir et de mettre en oeuvre les programmes, ou de dispenser les services, publics.

SCHEDULE III

STATISTICAL DATA RESPECTING
THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

1. It is recognized that the government of Canada, the provincial and territorial governments and representatives of the aboriginal peoples of Canada are in need of improved data relating to the socio-economic situation of the aboriginal peoples of Canada, including the numbers and geographic concentrations of those peoples, so as to facilitate the structuring of initiatives to better meet their social, economic and cultural needs.
2. In order to obtain data referred to in article 1 of this Schedule, the government of Canada and the provincial governments, with the participation of representatives of the aboriginal peoples of Canada and representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories, shall forthwith establish a technical working group for the purpose of developing a proposal to use the 1986 Census of Canada and, if considered necessary, to supplement information taken therefrom, which group shall present its recommendations to the participants no later than the end of May, 1985.
3. The proposal referred to in article 2 of this Schedule shall include recommendations for use of and access to the data obtained and for cost-sharing with respect to the implementation of measures to obtain data that are to be taken in addition to measures taken within the existing structure of the 1986 Census of Canada.

A N N E X E III

STATISTIQUES SUR LES PEUPLES
AUTOCHTONES DU CANADA

1. Les gouvernements fédéral et provinciaux, les gouvernements des territoires et les représentants des peuples autochtones du Canada ont besoin de meilleures données socio-économiques au sujet de ces peuples, et plus spécialement en matière démographique, afin de pouvoir plus facilement adapter leur action aux besoins sociaux, économiques et culturels de ces peuples.
2. En conséquence, les gouvernements fédéral et provinciaux, avec la participation des représentants des peuples autochtones du Canada et de ceux des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, constitueront immédiatement un groupe de travail chargé de définir la façon dont les informations provenant du recensement national de 1986 pourraient être exploitées pour réaliser l'objectif susmentionné et, si nécessaire de prévoir les renseignements supplémentaires utiles; ce groupe présentera ses recommandations aux participants au plus tard à la fin de mai 1985.
3. La solution que le groupe de travail prévu à l'article 2 de la présente annexe amènera à proposer comportera des recommandations sur la consultation et l'exploitation des données obtenues et sur les modalités suivant lesquelles seront partagés les frais d'application des mesures de prise de données qui s'ajouteront au recensement de 1986 proprement dit.

CA1
Z 2
-C 52

Document: 830-218/011

FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

British Columbia Proposal

tabled at the
First Ministers' Conference
on Aboriginal Constitutional Matters
held in Ottawa on April 2-3, 1985
(800-20/035)

OTTAWA, Ontario

March 20-21, 1986

BRITISH COLUMBIA PROPOSAL

1. The Constitution Act, 1982, is amended by adding thereto, immediately after section 35 thereof, the following sections:

35.01 The aboriginal peoples of Canada are entitled to rights of self-government, within the context of the sovereign authority of the Parliament of Canada and the Legislatures of provinces now provided for in the Constitution of Canada, that are set out in agreements in accordance with section 35.02.

35.02 For the purposes of S.35.01 agreements that are concluded with representatives of the aboriginal people shall

(a) be appropriate to the particular circumstances of those people, and

(b) include a declaration to the effect that 35.01 applies to those rights and require approval by an Act of Parliament and Acts of the Legislatures of any province or the Yukon Territory and the Northwest Territories in which those aboriginal people live.

2. Section 61 of the said Act is repealed and the following substituted therefore:

61. A reference to the Constitution Act, 1982, or a reference to the Constitution Acts 1867 to 1982, shall be deemed to include a reference to any amendments thereto.

3. This amendment may be cited as the Constitution Amendment, year of proclamation (Aboriginal peoples of Canada).

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Proposition du gouvernement de la
Colombie-Britannique

déposée à la
Conférence des Premiers ministres
sur les questions
constitutionnelles intéressant les autochtones
tenue à Ottawa les 2 et 3 avril 1985
(800-20/035)

OTTAWA (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986

PROPOSITION DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

1. La Loi constitutionnelle de 1982 est modifiée par l'adjonction, après l'article 35, de ce qui suit :

35.01 Le Parlement du Canada et les législatures des provinces exerçant l'autorité souveraine conformément à la Constitution actuelle du Canada, les peuples autochtones du Canada possèdent les droits à l'autonomie gouvernementale prévus par tout accord conclu aux termes de l'article 35.02.

35.02 Pour l'application du paragraphe 35.01, les accords conclus avec les représentants des peuples autochtones doivent

a) correspondre à la situation particulière de ceux-ci,
et

b) comporter une déclaration faisant état de l'application de l'article 35.01 à ces droits et être approuvés par une loi fédérale et une loi de chaque province ou territoire où vivent ces autochtones.

2. L'article 61 de ladite loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

61. Toute mention de la Loi constitutionnelle de 1982 ou des Lois constitutionnelles de 1867 à 1982 est réputée constituer également une mention de toute modification qui y est apportée.

3. Titre de la présente modification : Modification constitutionnelle de (année de la proclamation) (peuples autochtones du Canada).

FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

Essential Elements to Constitutional Change

M.N.C.



OTTAWA, Ontario

March 20-21, 1986

"ESSENTIAL ELEMENTS"

1. The Constitution requires amending in order to recognize the right of aboriginal peoples to self-government.
2. The amendment must commit governments to the extent that each has authority to negotiate the jurisdiction and powers of self-government and land.
3. The Constitution must provide protection for negotiated self-government agreements.
4. The amendment must not prejudice the rights of the aboriginal peoples already recognized in the Constitution.

CA1
Z 2
-C 52

Government
Prints

DOCUMENT: 830-218/012

Traduction du Secrétariat

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES MINISTRES
SUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES
INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Éléments essentiels à une
modification constitutionnelle

RNM



Ottawa (Ontario)
Les 20 et 21 mars 1986

ELEMENTS ESSENTIELS

1. La Constitution doit être modifiée de façon que le droit des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale y soit reconnu.
2. La modification doit lier les gouvernements dans la mesure où chacun a le pouvoir de négocier la compétence et les pouvoirs relatifs à l'autonomie gouvernementale et aux revendications territoriales.
3. La Constitution doit protéger les accords négociés au chapitre de l'autonomie gouvernementale.
4. La modification ne doit pas porter atteinte aux droits des peuples autochtones qui sont déjà reconnus dans la Constitution.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-218/013

FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

OPENING REMARKS

METIS NATIONAL COUNCIL



OTTAWA, ONTARIO
MARCH 20-21, 1986

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

LE CONSEIL NATIONAL MÉTIS TIENT À ÉTABLIR SES INTENTIONS ET SES ESPOIRS DÈS LE DÉBUT DE CES DISCUSSIONS.

LE RALLIEMENT EST PLUS QUE JAMAIS DÉTERMINÉ À CONCLURE, À LA CONFÉRENCE DES PREMIER MINISTRES DE 1987, UNE ENTENTE TOUCHANT UNE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE QUI RECONNAÎTRAIT L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES AUTOCHTONES.

TENANT COMPTE DE CE DÉSIR, NOUS CROYONS QUE NOUS DEVONS BATIR SUR CE CONSENSUS DÉVELOPPÉ À LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES EN 1985.

LA PROPOSITION RELATIVE À L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DÉPOSÉE L'ANNÉE DERNIÈRE NE RÉPONDAIT PAS AUX ATTENTES DE CERTAINES DES PARTIES, MAIS ELLE A QUAND MÊME DÉMONTRÉ QUE CE PRINCIPE EST POLITIQUEMENT ACCEPTABLE AUJOURD'HUI AU CANADA.

HOW WE RENDER THAT POLITICAL WILL INTO AN ACCEPTABLE SELF-GOVERNMENT AMENDMENT MUST FORM THE FOCUS OF THIS YEAR'S DISCUSSIONS.

WE MAY DIFFER ON THE BEST APPROACH TO IMPLEMENTING SELF-GOVERNMENT IN THE CONSTITUTION. HOWEVER, WE DO NOT DIFFER ON THE NEED TO ENTRENCH SELF-GOVERNMENT.

THE METIS NATIONAL COUNCIL IS TABLING A DOCUMENT ENTITLED "ESSENTIAL ELEMENTS TO CONSTITUTIONAL CHANGE".

THE COUNCIL BELIEVES THAT THESE ELEMENTS PROVIDE A POSITIVE BEGINNING TO ACHIEVING THE NECESSARY CONSENSUS REQUIRED TO REACH AN AGREEMENT ON ABORIGINAL SELF-GOVERNMENT.

WE FURTHER BELIEVE THAT THE FOLLOWING ESSENTIAL ELEMENTS ACCOMMODATE THE DIFFERING ASPIRATIONS OF EACH OF THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA.

THESE ELEMENTS ARE:

FIRST, THAT THE CONSTITUTION REQUIRES AMENDING IN ORDER TO RECOGNIZE THE RIGHT OF ABORIGINAL PEOPLES TO SELF-GOVERNMENT.

SECONDLY, THAT THE AMENDMENT MUST COMMIT GOVERNMENTS TO THE EXTENT THAT EACH HAS AUTHORITY TO NEGOTIATE THE JURISDICTION AND POWERS OF SELF-GOVERNMENT AND LAND.

THIRDLY, THAT THE CONSTITUTION MUST PROVIDE PROTECTION FOR NEGOTIATED SELF-GOVERNMENT AGREEMENTS.

LASTLY, THAT THE AMENDMENT MUST NOT PREJUDICE THE RIGHTS OF THE ABORIGINAL PEOPLES ALREADY RECOGNIZED IN THE CONSTITUTION.

EN TERMINANT, NOUS SOUHAITONS LA BIENVENUE AUX
REPRÉSENTANTS DE LA BELLE PROVINCE AVEC L'ESPOIR QU'ILS
PARTICIPERONT BIENTÔT À CES DISCUSSIONS HISTORIQUES. LA NATION
MÉTISSE CONNAIT DEPUIS TOUJOURS L'APPUI CHALEUREUX QUE LE QUÉBEC A
EU ENVERS ELLE.

THANK YOU MISTER CHAIRMAN.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-218/013

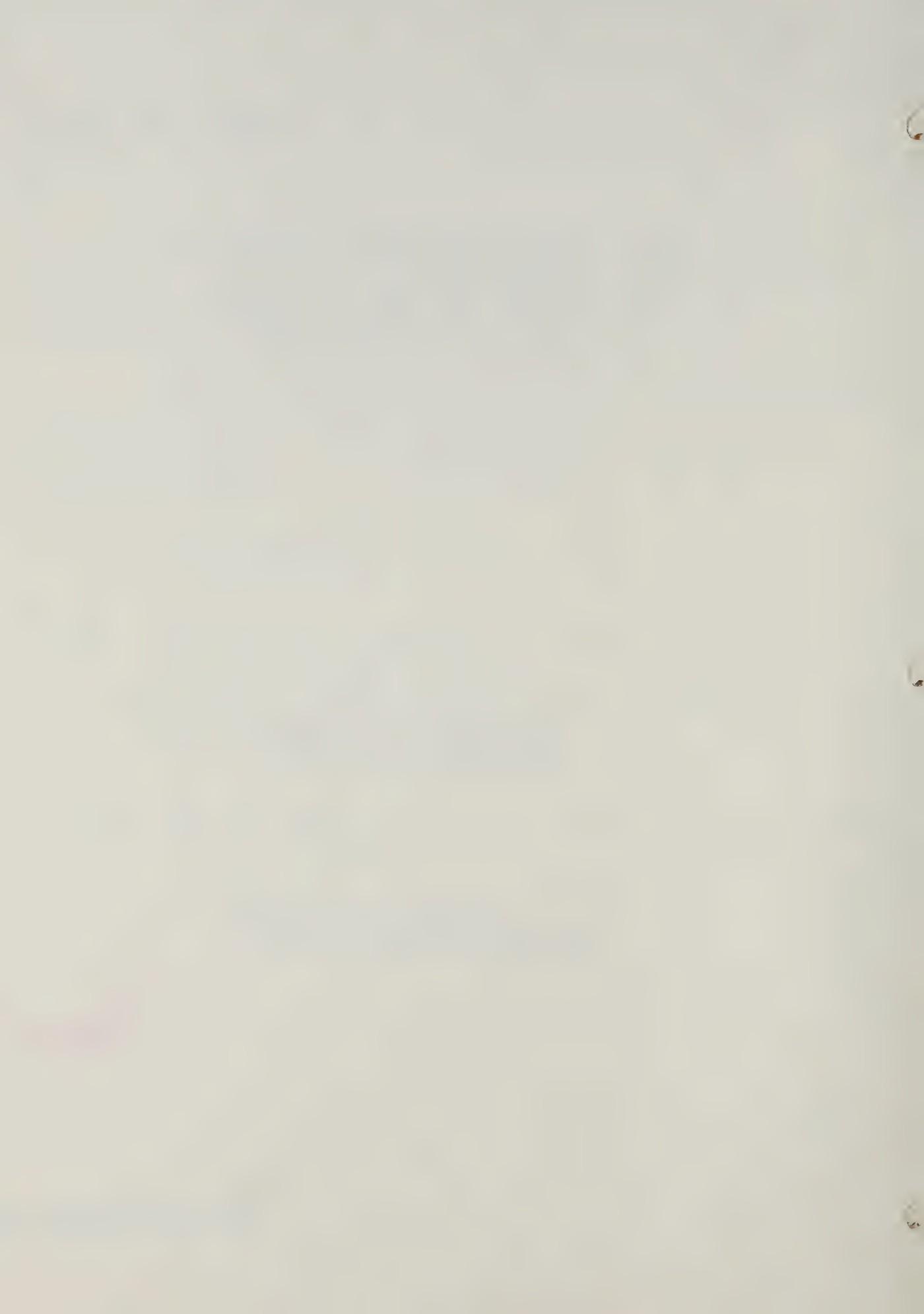
Government
Publications

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES MINISTRES
SUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES
INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

ALLOCUTION D'OUVERTURE

RALLIEMENT NATIONAL DES MÉTIS

OTTAWA (ONTARIO)
LES 20 ET 21 MARS 1986



MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

LE CONSEIL NATIONAL MÉTIS TIENT À ÉTABLIR SES INTENTIONS ET SES ESPOIRS DÈS LE DÉBUT DE CES DISCUSSIONS.

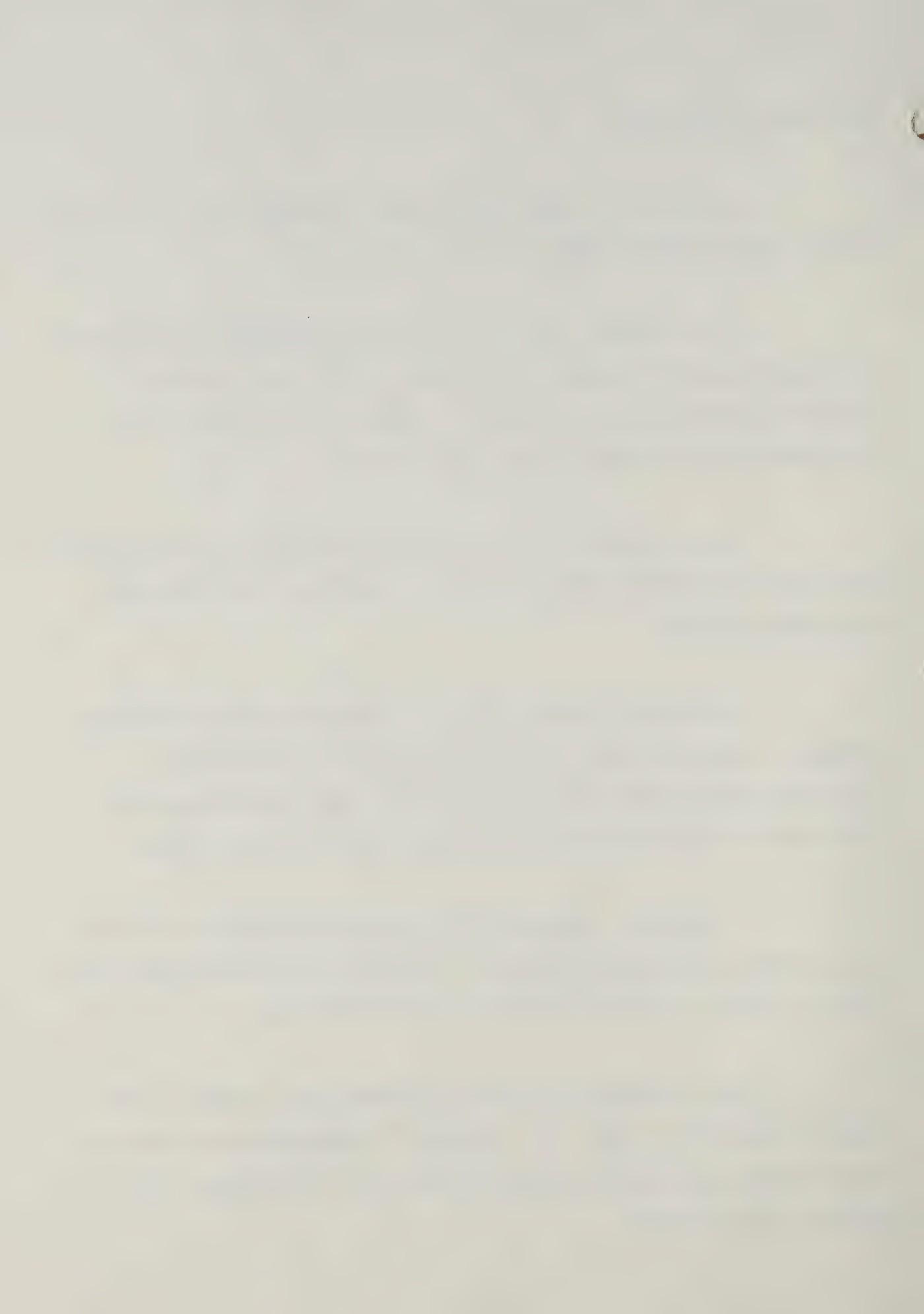
LE RALLIEMENT EST PLUS QUE JAMAIS DÉTERMINÉ À CONCLURE, À LA CONFÉRENCE DES PREMIER MINISTRES DE 1987, UNE ENTENTE TOUCHANT UNE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE QUI RECONNAÎTRAIT L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES AUTOCHTONES.

TENANT COMPTE DE CE DÉSIR, NOUS CROYONS QUE NOUS DEVONS BATIR SUR CE CONSENSUS DÉVELOPPÉ À LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES EN 1985.

LA PROPOSITION RELATIVE À L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DÉPOSÉE L'ANNÉE DERNIÈRE NE RÉPONDAIT PAS AUX ATTENTES DE CERTAINES DES PARTIES, MAIS ELLE A QUAND MÊME DÉMONTRÉ QUE CE PRINCIPE EST POLITIQUEMENT ACCEPTABLE AUJOURD'HUI AU CANADA.

LA FAÇON DE TRADUIRE CETTE VOLONTÉ POLITIQUE DANS UNE MODIFICATION ACCEPTABLE TOUCHANT L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DOIT ÊTRE AU CENTRE DE NOS DÉLIBÉRATIONS DE CETTE ANNÉE.

Nous différons peut-être d'opinion sur la meilleure façon d'inscrire le droit à l'autonomie gouvernementale dans la Constitution, mais nous sommes du même avis pour ce qui est de la nécessité de le faire.



LE RALLIEMENT NATIONAL DES MÉTIS DÉPOSE UN DOCUMENT INTITULÉ "ÉLÉMENTS ESSENTIELS À UNE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE".

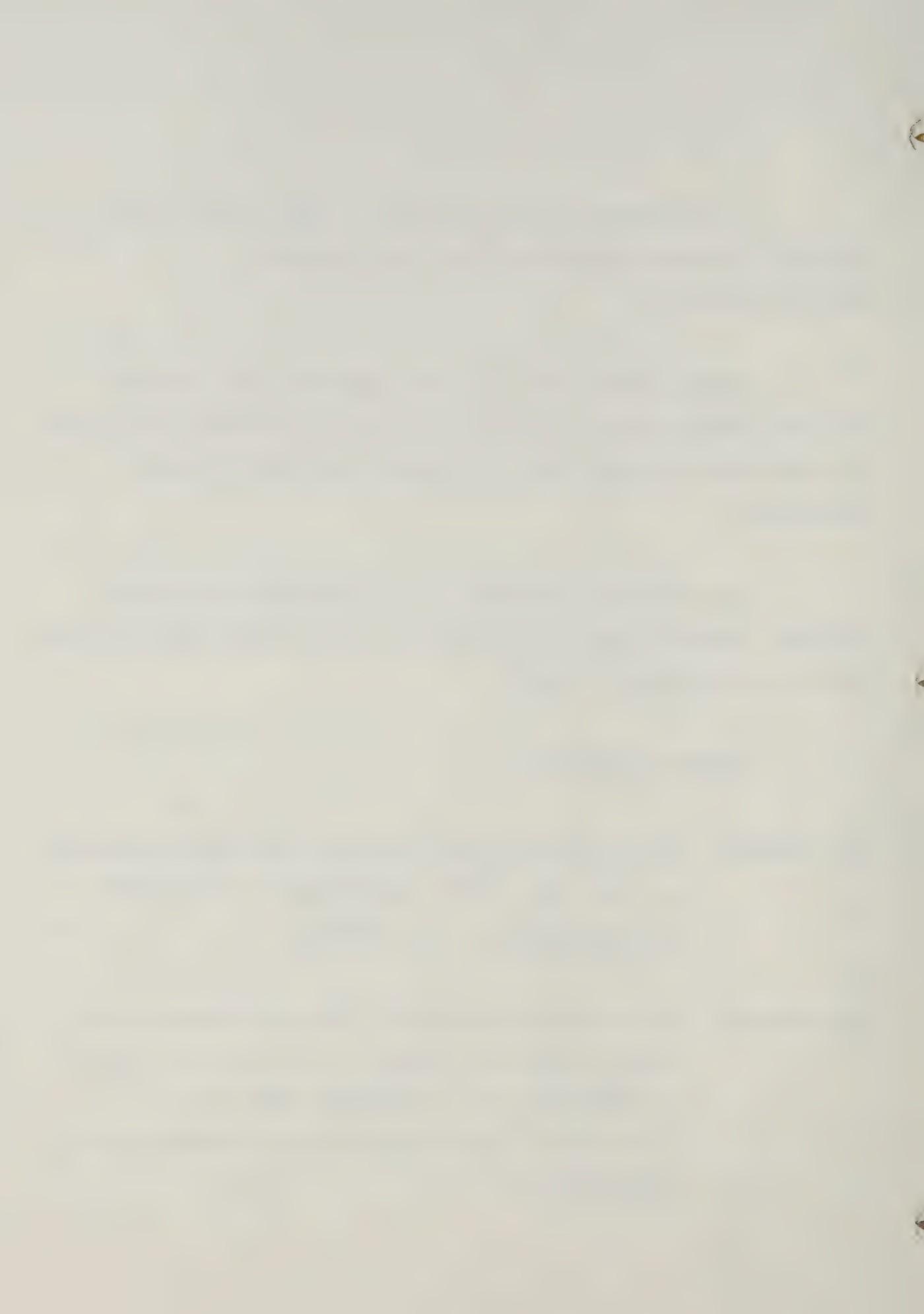
LE RALLIEMENT CROIT QUE CES ÉLÉMENTS CONSTITUENT UN POINT DE DÉPART POSITIF EN VUE DE PARVENIR AU CONSENSUS NÉCESSAIRE POUR CONCLURE UN ACCORD SUR L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES AUTOCHTONES.

NOUS CROYONS ÉGALEMENT QUE LES ÉLÉMENTS ESSENTIELS SUIVANTS TIENNENT COMPTE DES DIFFÉRENTES ASPIRATIONS DE CHACUN DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA.

VOICI CES ÉLÉMENTS :

PREMIÈREMENT, QUE LA CONSTITUTION DOIT ÊTRE MODIFIÉE DE FAÇON QUE LE DROIT DES PEUPLES AUTOCHTONES À L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE Y SOIT RECONNNU.

DEUXIÈMEMENT, QUE LA MODIFICATION DOIT LIER LES GOUVERNEMENTS DANS LA MESURE OÙ CHACUN A LE POUVOIR DE NÉGOCIER LA COMPÉTENCE ET LES POUVOIRS RELATIFS À L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE ET AUX REVENDICATIONS TERRITORIALES.



TROISIÈMEMENT, QUE LA CONSTITUTION DOIT PROTÉGER LES ACCORDS
NÉGOCIÉS AU CHAPITRE DE L'AUTONOMIE
GOUVERNEMENTALE.

ET ENFIN, QUE LA MODIFICATION NE DOIT PAS PORTER ATTEINTE AUX
DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES QUI SONT DÉJÀ
RECONNUS DANS LA CONSTITUTION.

EN TERMINANT, NOUS SOUHAITONS LA BIENVENUE AUX
REPRÉSENTANTS DE LA BELLE PROVINCE AVEC L'ESPOIR QU'ILS
PARTICIPERONT BIENTÔT À CES DISCUSSIONS HISTORIQUES. LA NATION
MÉTISSE CONNAIT DEPUIS TOUJOURS L'APPUI CHALEUREUX QUE LE QUÉBEC A
EU ENVERS ELLE.

MERCI, MONSIEUR LE PRÉSIDENT.



CA1
Z 2
-C 52

Document: 830-218/014
Government of Canada

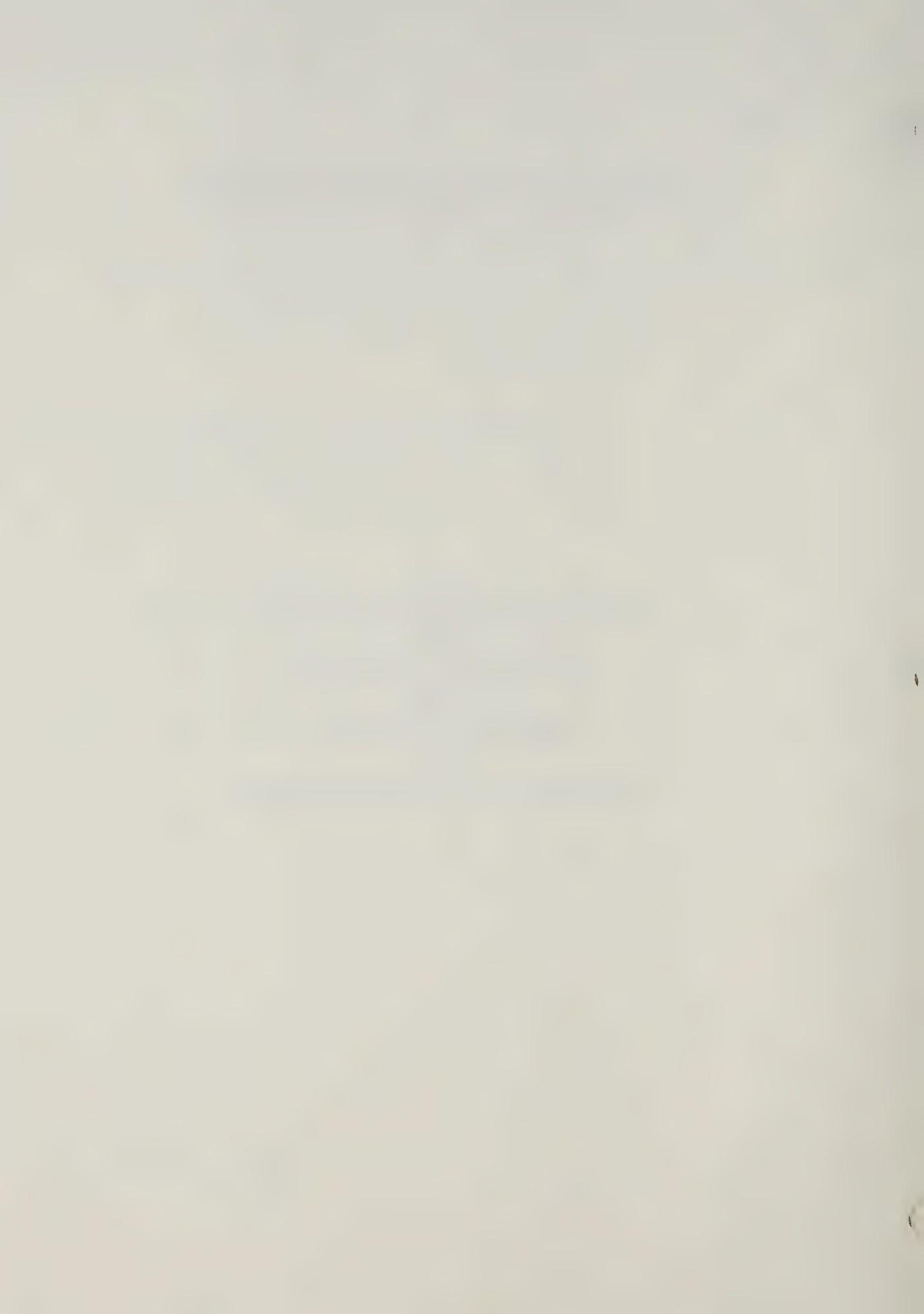
FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

Notes for an Opening Statement
by the
Native Council of Canada
to the
Meeting of Ministers
on
Aboriginal Constitutional Matters

N.C.C.

OTTAWA, Ontario

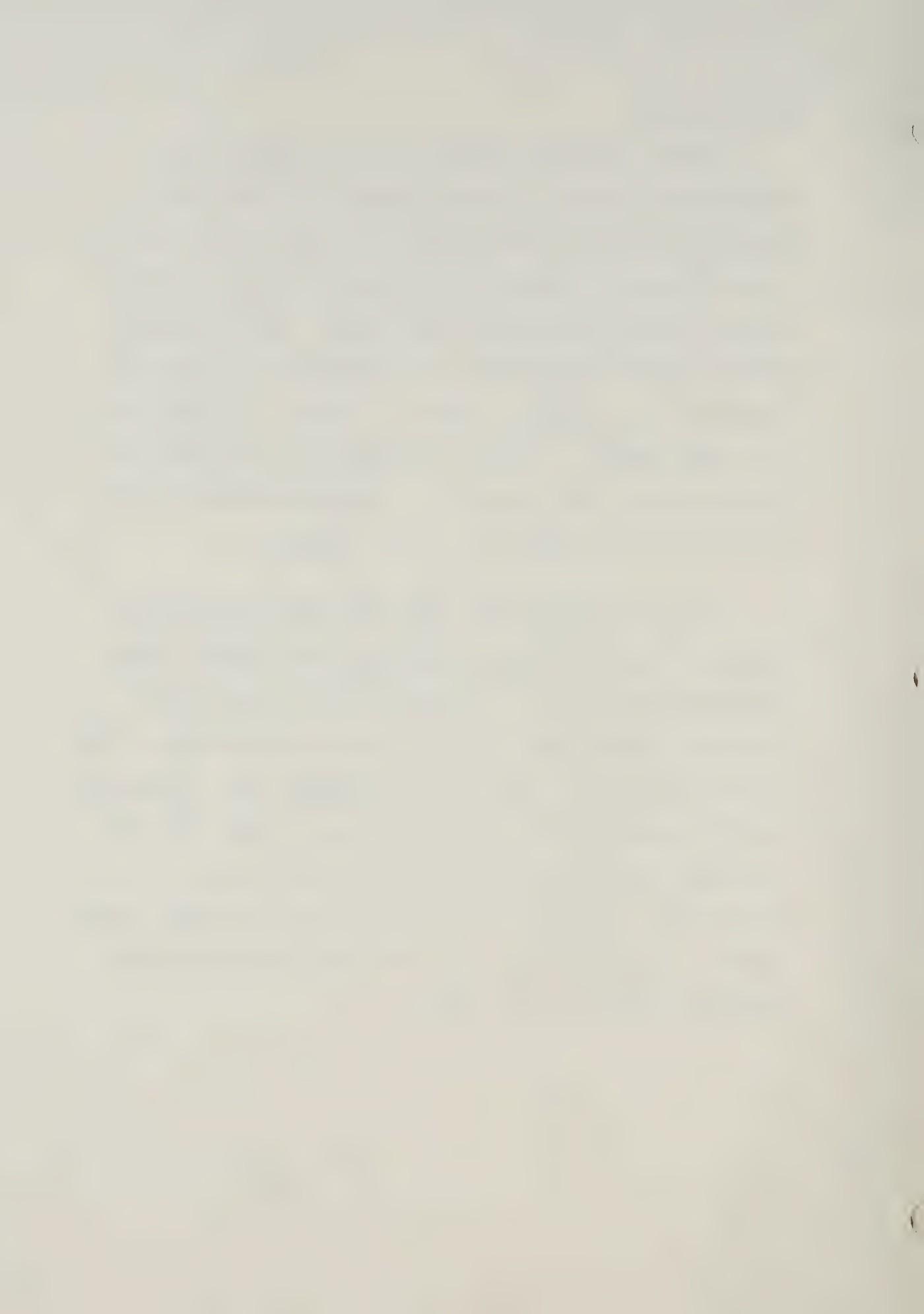
March 20-21, 1986



Mr. Chairman:

At the specific request of my Provincial and Territorial leaders, I have agreed to present our opening remarks to this meeting. I realize you have a lot of ground to cover in the next two days, so I am going to keep our remarks very brief. But I am here specifically to emphasize the importance we place on addressing the issue of equity of access to rights for our constituents. We want to establish this right at the outset so that there is no misunderstanding of the intent of our delegation at this meeting.

As my colleague told your officials at our last meeting, the NCC --which represents the largest number of Aboriginal people in Canada-- finds itself at a distinct disadvantage in this multi-lateral forum. Even if this process is completely successful and entrenches all of the Aboriginal and Treaty rights that have been discussed around this table in the last several years, most of our constituency will be unable to access those rights on an equitable basis with the other Aboriginal peoples sitting at this table.



That is why we have specifically placed the item:- "EQUITY OF ACCESS TO ABORIGINAL RIGHTS" on the table for this meeting. The NCC has a specific and unavoidable responsibility to ensure, before we reach the end of this process, that its constituents are provided with the mechanisms to access the Aboriginal, treaty, and other rights that are, and will be, entrenched in the Constitution.

There have been a number of really disturbing developments just since your last meeting in Montreal which makes the position of our constituents even more tenuous.

We are aware of one court case which is trying to legally prevent some of our constituents from accessing their right to registration under Bill C-31.

Just yesterday we received the report of the Federal Claims Review Commission and, although we were happy to see accommodation proposed for our constituency in the territories, we find many of the concerns of our people south of 60 all but ignored.

The less we say about the Nielson report, the easier it will be to keep my promise of brevity, but you only have to look at the list of federal benefits marked "unavailable" to Metis and Non-Status to grasp the very real concern that we have to establish equity for our constituency.

But all of these things emphasize our central concern. There are too many pressures which tend to block the access of our constituents to their birthright -- and very few working toward resolution of that critical problem. We intend to change that situation.

Between now and the '87 meeting we intend to propose a range of mechanisms to resolve the equity issue. In the meantime we are prepared to discuss the other agenda items outlined here. But everyone is now forewarned that our discussions will be prefaced by an insistence that specific accommodation must be guaranteed to the constituency of the Native Council of Canada for equitable access to the rights we will be discussing under the various agenda items.



CA1
Z 2
-C 52

Government
Publications

DOCUMENT: 830-218/014

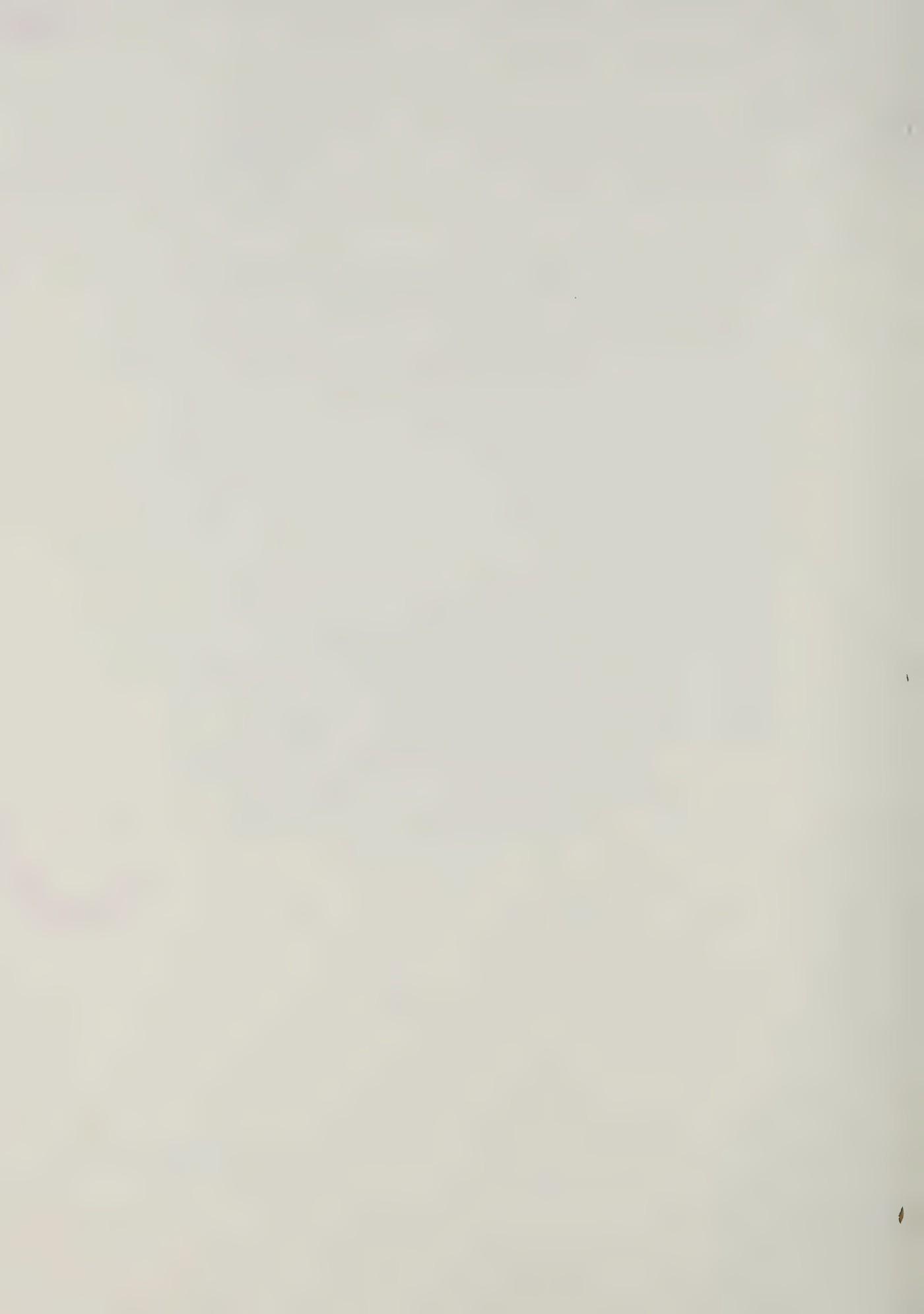
Traduction du Secrétariat

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES MINISTRES
SUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES
INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Notes en vue d'une allocution
d'ouverture présentée par
le Conseil des autochtones du Canada
à la réunion des ministres
sur les questions constitutionnelles
intéressant les autochtones

CAC

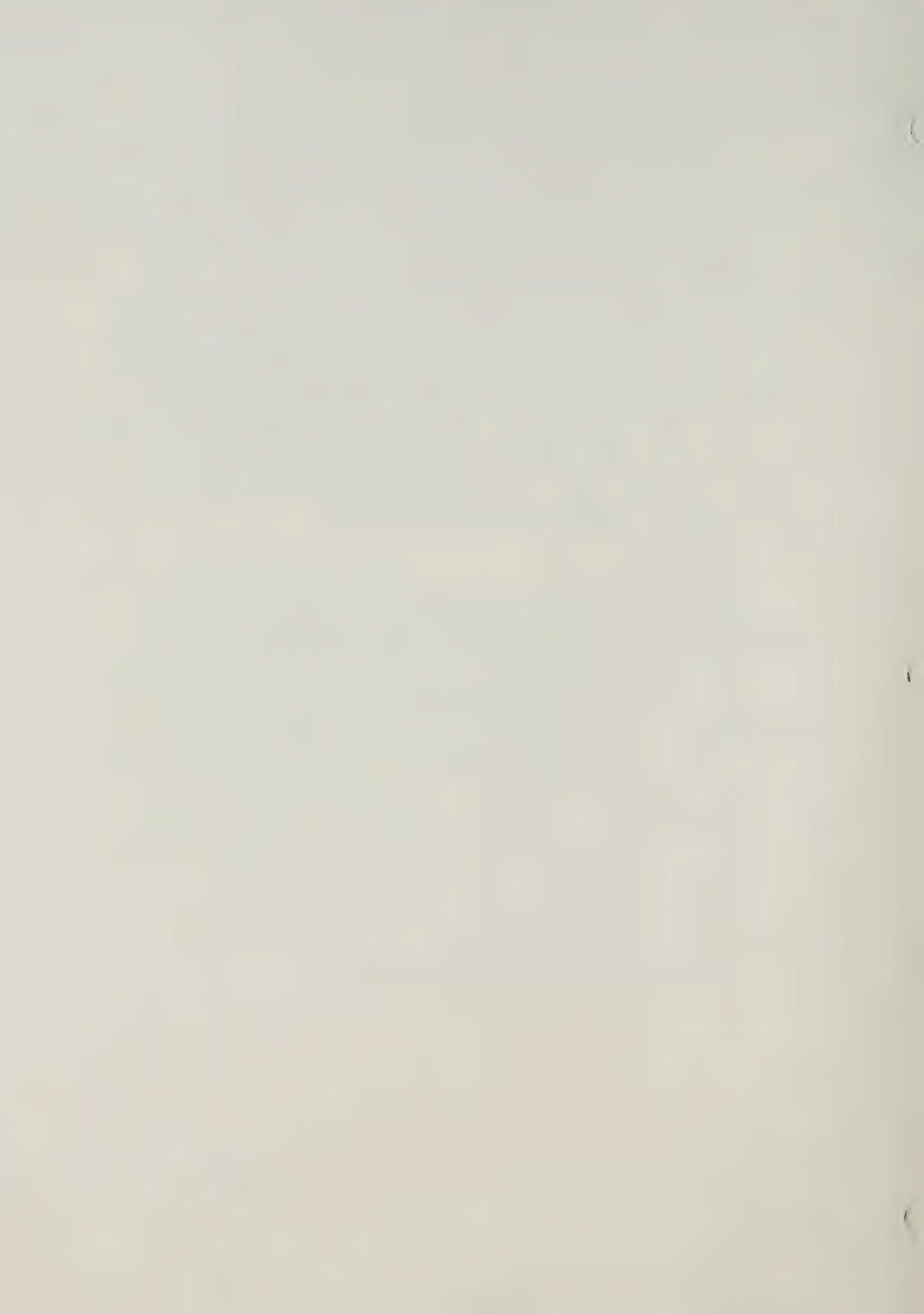
Ottawa (Ontario)
Les 20 et 21 mars 1986



Monsieur le président,

A la demande expresse de mes chefs provinciaux et territoriaux, j'ai accepté de prononcer l'allocution d'ouverture au nom de notre organisme. Je sais que vous avez beaucoup de travail à accomplir au cours des deux prochaines journées et je serai donc bref. Toutefois, je suis ici tout particulièrement pour souligner l'importance que nous accordons à la question de l'égalité d'accès aux droits pour nos commettants. Nous voulons préciser ce droit au départ de façon qu'il n'y ait pas de malentendu quant au but de notre délégation à cette réunion.

Comme mon collègue l'a dit à vos fonctionnaires à notre dernière réunion, le CAC - qui représente le plus grand nombre d'autochtones au Canada - se trouve vraiment désavantagé dans ce processus multilatéral. Même si le processus s'avère un franc succès et s'il permet d'inscrire dans la Constitution tous les droits ancestraux et issus de traités qui ont fait l'objet des délibérations au cours des dernières années, la plupart de nos commettants ne pourront pas avoir le même accès à ces droits que les autres peuples autochtones représentés ici.

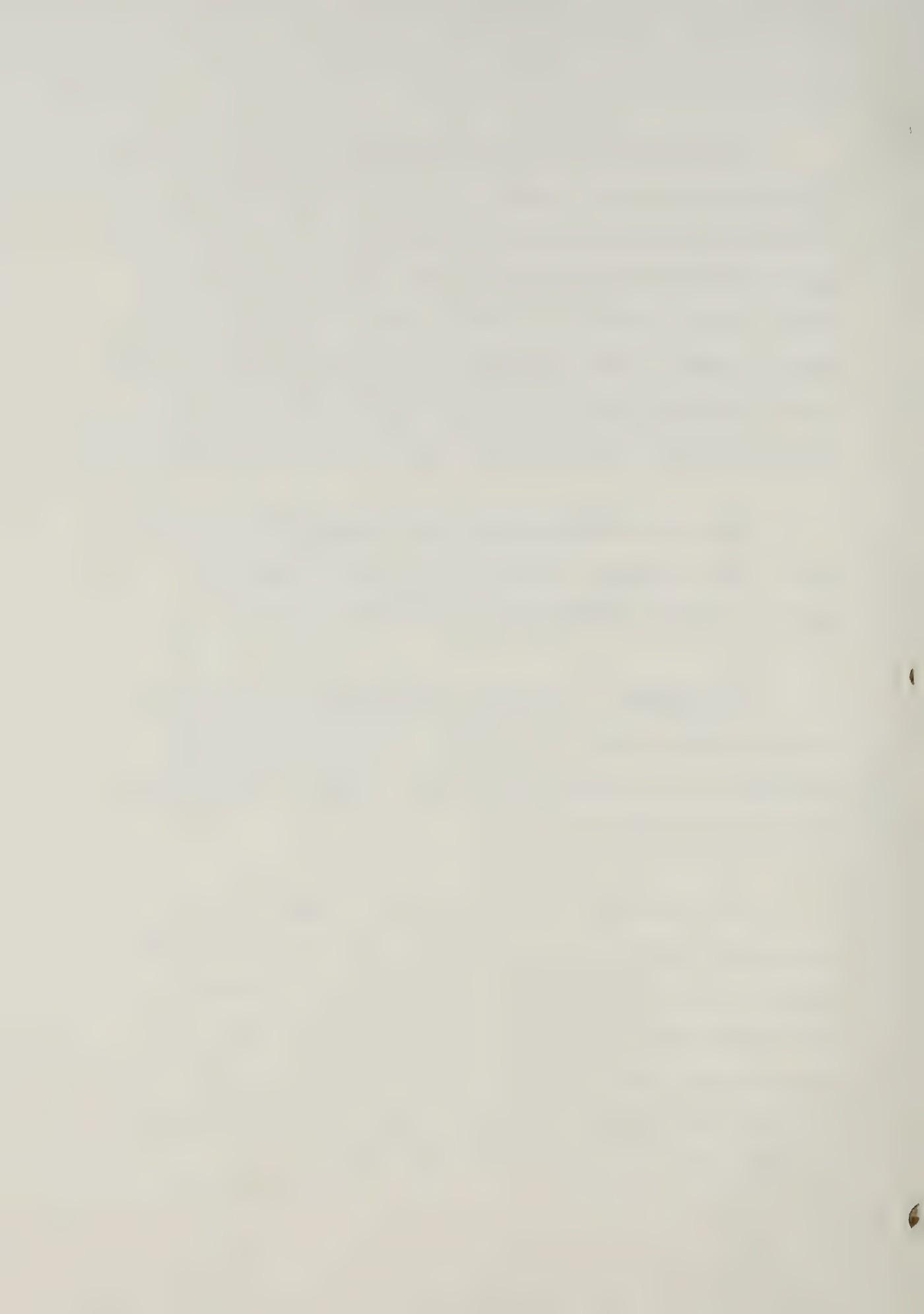


C'est pourquoi nous avons expressément fait inscrire à l'ordre du jour de la réunion l'article intitulé : "L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS ANCESTRAUX". Le CAC a la responsabilité particulière et inévitable de faire en sorte, avant la fin du processus actuel, que soient en place les mécanismes nécessaires pour que ses commettants aient accès aux droits ancestraux, issus de traités et autres qui sont, et qui seront, inscrits dans la Constitution.

Certains événements vraiment inquiétants survenus depuis votre dernière réunion à Montréal rendent la position de nos commettants encore plus fragile.

Nous sommes au courant d'une affaire devant les tribunaux dans laquelle on tente d'empêcher légalement certains de nos commettants d'avoir accès à l'inscription en vertu de projet de loi C-31.

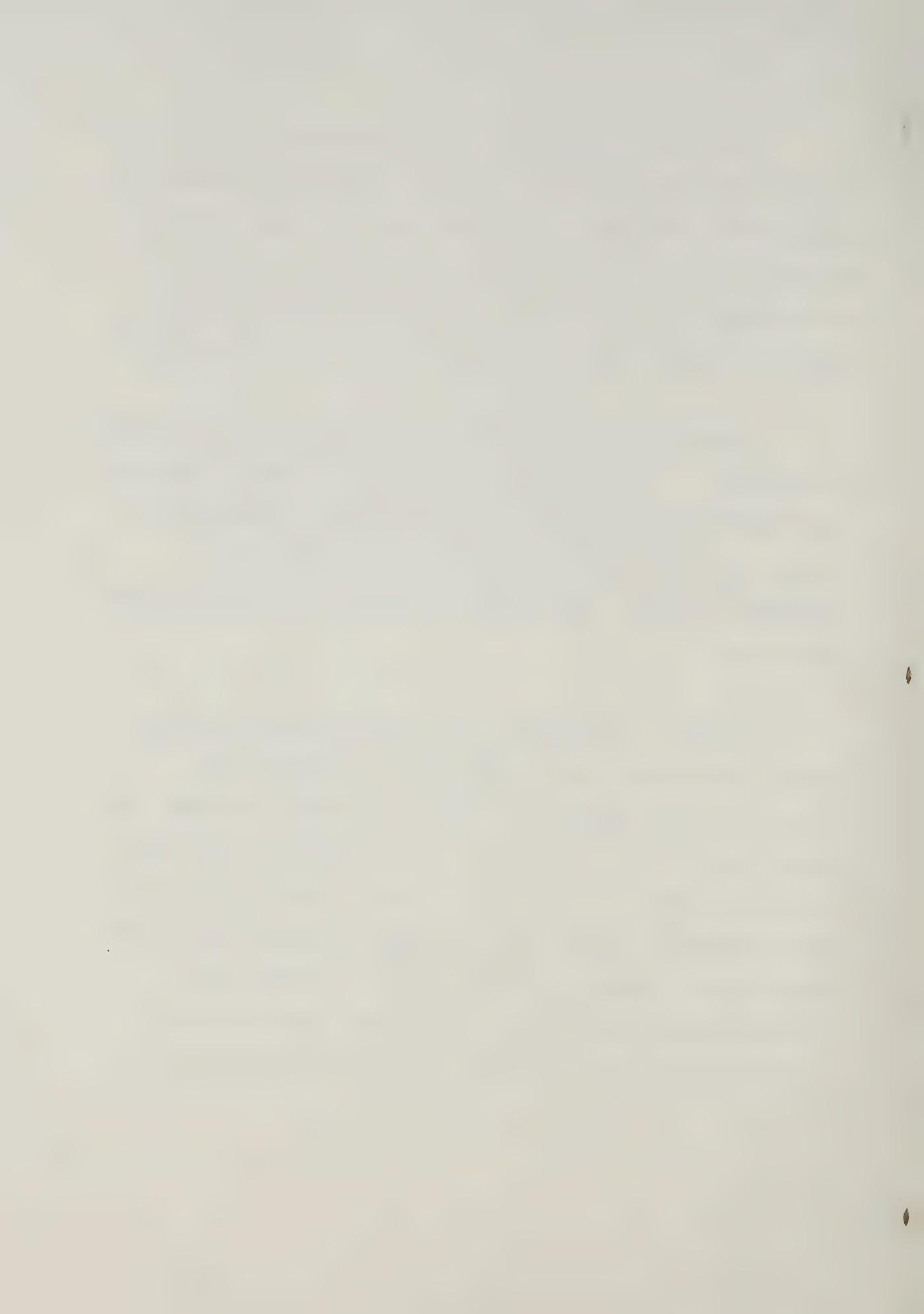
Hier seulement nous recevions le rapport de la Commission fédérale d'examen des revendications et, même si nous étions heureux que l'on y propose de prévoir certaines dispositions pour nos commettants dans les territoires, nous avons constaté que l'on n'y tient à peu près pas compte d'un grand nombre des préoccupations de notre peuple au sud du 60^e parallèle.



Moins nous parlerons du rapport Nielsen, plus il me sera facile de tenir ma promesse d'être bref. Toutefois, vous n'avez qu'à regarder la liste des avantages fédéraux qui sont indiqués comme n'étant pas offerts aux Métis et aux Indiens non inscrits pour comprendre que nous avons raison de vouloir instaurer l'égalité pour nos commettants.

Toutes ces choses font ressortir notre préoccupation primordiale. Il existe trop de pressions visant à empêcher nos commettants d'avoir accès à leurs droits ancestraux et très peu qui tentent de trouver une solution à ce problème critique. Nous avons l'intention de changer cette situation.

D'ici à la réunion de 1987, nous voulons proposer divers mécanismes visant à résoudre la question de l'égalité. Entretemps, nous sommes disposés à étudier les autres questions à l'ordre du jour. Toutefois, vous êtes maintenant prévenus que nous insisterons toujours au cours des délibérations pour que des dispositions précises soient prévues pour garantir aux commettants du Conseil des autochtones du Canada l'égalité d'accès aux droits dont il est question aux divers articles à l'ordre du jour.



CA1
Z 2
-C 52

Document: 830-218/015

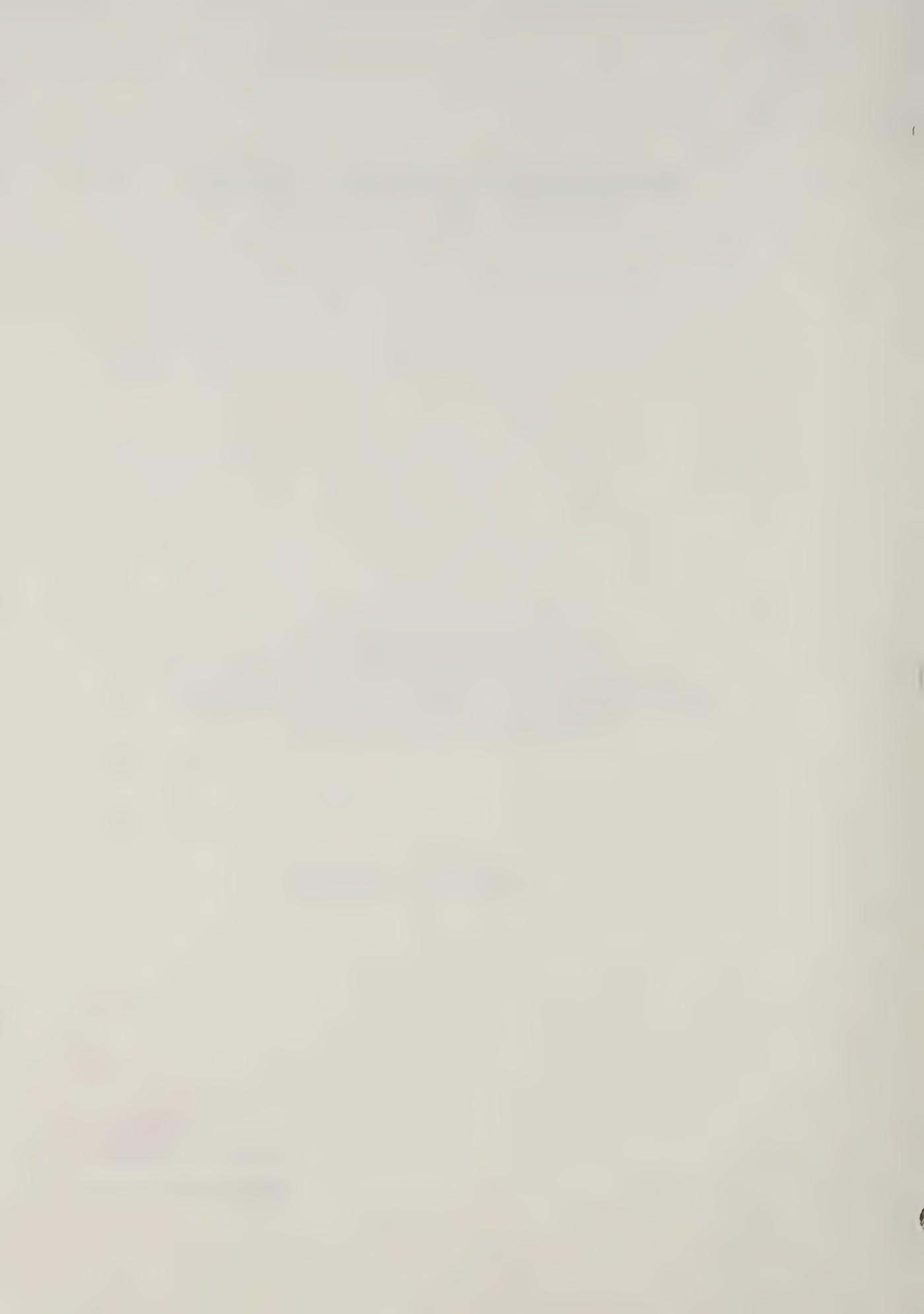
FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

Notes for the Speech
by Minister Gil Remillard
at the Aboriginal Constitutional Conference
of March 20 and 21, 1986

Government of Quebec

OTTAWA, Ontario

March 20-21, 1986



NOTES FOR THE SPEECH
BY MINISTER GIL REMILLARD
AT THE ABORIGINAL CONSTITUTIONAL CONFERENCE
OF MARCH 20 AND 21, 1986

MR. CHAIRMAN,

MY COLLEAGUE THE MINISTER OF JUSTICE AND I ARE PLEASED AND HONOURED TO REPRESENT THE GOVERNMENT OF QUEBEC AT THIS MEETING OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS. MAY I POINT OUT THAT OUR OFFICIAL DELEGATION IS MADE UP IN LARGE PART OF REPRESENTATIVES OF QUEBEC'S NATIVE PEOPLES. IT IS PRIMARILY THANKS TO THEIR EFFORTS THAT THE PREVIOUS GOVERNMENT OF QUEBEC, MORE RETICENT THAN OUR PRESENT GOVERNMENT, WAS PERSUADED TO PARTICIPATE IN THESE CONSTITUTIONAL CONFERENCES.

ALTHOUGH THE GOVERNMENT OF QUEBEC HAS AGREED TO TAKE PART IN THIS MEETING, UNDER NO CIRCUMSTANCES MUST ITS PARTICIPATION BE INTERPRETED AS AN ACCEPTANCE OR A RECOGNITION OF THE CONSTITUTION ACT 1982, WHICH QUÉBEC CONSIDERS UNACCEPTABLE IN ITS PRESENT FORM.

IN THIS CONTEXT, OUR PRESENCE AT THIS FORUM IS AN INDICATION OF OUR GREAT CONCERN FOR THE RESPECT OF FUNDAMENTAL

RIGHTS, AND ESPECIALLY OF ABORIGINAL RIGHTS. WHEN WE SPEAK OF NATIVES' RIGHT TO SELF-GOVERNMENT, WE ARE REFERRING ESPECIALLY TO THEIR COLLECTIVE RIGHT TO SELF-GOVERNMENT, THE RIGHT TO SHAPE AND CONTROL THEIR DESTINY IN ACCORDANCE WITH THEIR PARTICULAR IDENTITY AND THE SOCIAL GOALS THEY WISH TO ADOPT. IF ANY GROUP IS ENTITLED TO IMMEDIATE AND UNRESERVED RECOGNITION OF THIS FUNDAMENTAL RIGHT, IT IS SURELY OUR NATIVE COMMUNITIES. THEY, MORE THAN ANY OTHER GROUP, ARE ENTITLED TO CALL THIS COUNTRY THEIR HOME, FOR THEIR ANCESTORS WERE ITS FIRST INHABITANTS.

ON THE OTHER HAND - EVEN IF WE, WHOSE ANCESTORS ARRIVED HERE A MERE 450 YEARS AGO, MAY INDEED SEEM TO BE «IMMIGRANTS», AS THEY ARE SOMETIMES KIND ENOUGH TO CALL US - THE BASIC RIGHT TO SELF-GOVERNMENT CAN CLEARLY NOT BE EXERCISED WITHOUT CONSIDERING CANADIAN SOCIETY AS A WHOLE, OF WHICH THE NATIVE COMMUNITIES ARE ALSO A MEMBER.

THERE IS NO DOUBT THAT THE RECOGNITION OF ABORIGINAL RIGHTS IS NOW PART OF OUR COLLECTIVE CONSCIENCE. IT HAS BECOME A PRIORITY AT THE UNITED NATIONS WHERE, AS PART OF THE HUMAN RIGHTS COMMISSION'S ACTIVITIES, A WORKING GROUP OF THE SUB-COMMISSION IS STUDYING THE PROBLEM OF DISCRIMINATION AGAINST NATIVE PEOPLES.

THE GOVERNMENT OF QUÉBEC IS FULLY IN FAVOUR OF THE APPROACH TO THE PROBLEM BEING AS BROAD AS POSSIBLE. ABORIGINAL PEOPLES HAVE RIGHTS THAT MUST BE RESPECTED; WE ARE WELL AWARE THAT THE WAYS IN WHICH THESE RIGHTS CAN BE ENSURED REMAIN LARGELY TO BE DETERMINED, BOTH AT THE UNITED NATIONS AND IN OUR OWN COUNTRY. A MULTILATERAL OUTLOOK MAY HELP US TO DEFINE THE PROBLEM BETTER. AT THE SAME TIME, WE MUST FIND PRACTICAL SOLUTIONS FOR SPECIFIC DIFFICULTIES AS THEY ARISE.

AS THE PREMIER OF QUÉBEC, MR. ROBERT BOURASSA, EMPHASIZED IN A RECENT MESSAGE TO THE NATIVE PEOPLES OF QUÉBEC, WE WOULD LIKE OUR PARTICIPATION IN THESE NEGOTIATIONS ON THE RECOGNITION OF ABORIGINAL RIGHTS TO BE AS ACTIVE AND POSITIVE AS POSSIBLE.

AS FAR AS THE GOVERNMENT OF QUÉBEC IS CONCERNED, IT HAS SHOWN ITSELF FOR SOME TIME TO BE PARTICULARLY OPEN AND SYMPATHETIC TO THE NEEDS AND LEGITIMATE CLAIMS OF THE NATIVE PEOPLES. IN FACT, YOU WILL RECALL THAT IN THE EARLY 1970s, THE GOVERNMENT OF QUÉBEC, UNDER OUR PRESENT PREMIER, ROBERT BOURASSA, NEGOTIATED TWO MODERN-DAY TREATIES - THE JAMES BAY AND NORTHERN QUÉBEC AGREEMENT AND THE NORTHEASTERN QUÉBEC AGREEMENT - WITH THREE OF QUÉBEC'S NATIVE NATIONS. THESE TWO AGREEMENTS CREATED COMPLETELY NEW FORMS OF SELF-GOVERNMENT, RESULTING IN HARMONIOUS AND REWARDING COEXISTENCE FOR OUR RES-

PECTIVE COMMUNITIES. THESE AGREEMENTS BETWEEN QUÉBEC GOVERNMENTS AND THE PROVINCE'S ABORIGINAL PEOPLES CONSTITUTE WORTHY MODELS THAT CAN BE FOLLOWED PROFITABLY THROUGHOUT CANADA; WE OURSELVES HOPE TO USE THEM AS A BASIS FOR NEGOTIATING AND, WE HOPE, CONCLUDING FORMAL AGREEMENTS WITH OUR NATIVE PEOPLES AND FELLOW CITIZENS.

THE CONSTITUTIONAL TALKS ON THE DEFINITION AND RECOGNITION OF ABORIGINAL RIGHTS, WHICH BEGAN IMMEDIATELY AFTER THE CONSTITUTION ACT 1982, ARE NOW ENTERING A DECISIVE STAGE. THE PHASE WE ARE EMBARKING UPON TODAY SHOULD, IN FACT, TAKE US TO THE FOURTH AND LAST OF THE FIRST MINISTERS' CONSTITUTIONAL CONFERENCES PROVIDED FOR UNDER THE CONSTITUTION ACT 1982. DESPITE THE FACT THAT THE CONSTITUTION ACT 1982 WAS CONCLUDED WITHOUT QUÉBEC'S AGREEMENT, THE PROVINCE AGREED FROM THE VERY FIRST CONFERENCE TO PARTICIPATE IN THE TALKS CONCERNING THIS QUESTION. AND INDEED, THE PROVINCE OF QUÉBEC IS PARTICIPATING TODAY, WITH THE FIRM INTENTION OF ENSURING THAT PROGRESS CAN BE MADE WITH TRUE CONCERN FOR FUNDAMENTAL RIGHTS, BE THEY INDIVIDUAL OR COLLECTIVE.

WHILE OUR GOVERNMENT FEELS THAT THE DEFINITION AND CONFIRMATION OF THE RIGHT OF THE ABORIGINAL PEOPLES TO SELF-GOVERNMENT MUST BE PROTECTED CONSTITUTIONALLY, IT IS ALSO WELL AWARE THAT GOVERNING IMPLIES NOT ONLY A POPULATION TO RULE BUT ALSO TERRITORY TO DEVELOP AND MEANS OF ACTION.

THIS EXPLAINS THE NEED FOR THE TERMS AND CONDITIONS FOR THE IMPLEMENTATION OF NATIVE SELF-GOVERNMENT TO BE DEFINED IN A CLIMATE OF MUTUAL RESPECT THROUGH AGREEMENTS NEGOTIATED JOINTLY BY THE NATIVE PEOPLES, THE FEDERAL GOVERNMENT AND THE PROVINCES.

IT IS WITH THIS IN MIND, MR. CHAIRMAN, THAT WE HAVE AGREED TO PARTICIPATE IN THIS CONFERENCE, AND IN THOSE TO COME, IN THE AIM OF ACHIEVING THE MOST PRODUCTIVE POSSIBLE DISCUSSION OF A CONSTITUTIONALrecognition OF THE RIGHT TO SELF-GOVERNMENT FOR THE ABORIGINAL PEOPLES OF ALL OF CANADA, AND ESPECIALLY FOR THE ABORIGINAL PEOPLES OF QUÉBEC.

CA1
Z 2
-C 52

Document : 830-218-015
~~Confidential~~
Publication

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Note d'intervention
du ministre Gil Rémillard
à la Conférence constitutionnelle autochtone
les 20 et 21 mars 1986

Gouvernement du Québec

OTTAWA (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986

NOTE D'INTERVENTION
DU MINISTRE GIL RÉMILLARD
À LA CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE AUTOCHTONE
DES 20 ET 21 MARS 1986

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous sommes à la fois heureux et honorés, mon collègue ministre de la Justice et moi-même, de représenter le gouvernement du Québec à cette conférence constitutionnelle intéressant les autochtones du Canada. Vous me permettrez sans doute de souligner la présence dans notre délégation de représentants des autochtones du Québec, dont notre délégation officielle est en majorité composée. C'est à eux que nous devons, pour beaucoup, d'avoir persuadé un gouvernement plus hésitant que le nôtre, celui qui nous a précédés, de participer à ces rencontres constitutionnelles.

Même si le gouvernement du Québec accepte de participer à cette rencontre, sa participation ne doit en aucun cas être interprétée comme une acceptation ou une reconnaissance de la loi constitutionnelle de 1982, que nous considérons inacceptable pour le Québec.

Dans ce contexte, notre présence à ce forum s'explique par l'intérêt que nous portons au respect des

DES DROITS FONDAMENTAUX ET EN PARTICULIER AUX DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES. LORSQUE L'ON PARLE DE DROIT À L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES AUTOCHTONES, C'EST PARTICULIÈREMENT À LEUR DROIT COLLECTIF DE SE GOUVERNER QUE L'ON RÉFÈRE, À CELUI DE FORGER ET PRENDRE EN MAIN LEUR DESTINÉE SELON LEUR IDENTITÉ PROPRE ET LES OBJECTIFS DE SOCIÉTÉ QU'ILS VOUDRONT SE DONNER. S'IL EST DES COLLECTIVITÉS À QUI NOUS DEVONS RECONNAÎTRE D'EMBLÉE ET SANS ARRIÈRE-PENSÉE CE DROIT FONDAMENTAL, C'EST BIEN NOS COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES. PLUS QUE N'IMPORTE QUELLE AUTRE ELLES SONT ICI CHEZ-ELLES, EN VERTU MÊME DU TITRE QU'ELLES ONT HÉRITÉ DES PREMIERS HABITANTS DE CE PAYS.

PAR AILLEURS - ET MALGRÉ LE QUALIFICATIF D'IMMIGRANTS QUE PARFOIS ELLES NOUS ACCOLENT GENTIMENT ÉTANT DONNÉ L'ARRIVÉE TARDIVE DE NOS ANCÉTRÉS DANS CE PAYS VOICI 450 ANS -, LE DROIT FONDAMENTAL DE SE GOUVERNER NE PEUT DE TOUTE ÉVIDENCE S'EXERCER SANS JUSTE CONSIDÉRATION DE LA SOCIÉTÉ DANS SON ENSEMBLE ET DONT LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES SONT AUSSI PARTIE PRENANTE.

ON PEUT SÛREMENT AFFIRMER QUE LA RECONNAISSANCE DES DROITS DE PEUPLES AUTOCHTONES FAIT MAINTENANT PARTIE DE NOTRE CONSCIENCE COLLECTIVE. AINSI, C'EST UN SUJET QUI FIGURE EN BONNE PLACE AUX NATIONS-UNIES OÙ, DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME, UN GROUPE

DE TRAVAIL DE LA SOUS-COMMISSION ÉTUDIE LE PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION À L'ENCONTRE DES POPULATIONS AUTOCHTONES.

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC NE PEUT QU'ENCOURAGER UNE APPROCHE AUSSI UNIVERSELLE QUE POSSIBLE. LES AUTOCHTONES ONT DES DROITS QUI DOIVENT ÊTRE RESPECTÉS ET NOUS SOMMES BIEN CONSCIENTS DU FAIT QUE L'APPLICATION DE CES DROITS RESTE DANS UNE BONNE PART À DÉFINIR TANT AUX NATIONS-UNIES QU'EN FONCTION DE NOTRE PAYS. LA PERSPECTIVE MULTILATÉRALE EST SUSCEPTIBLE DE NOUS AIDER À MIEUX CERNER LA QUESTION, MÊME SI NOUS DEVONS RÉSOUTRE DE FAÇON PRAGMATIQUE LES PROBLÈMES CONCRETS QUI SE POSENT.

COMME LE SOULIGNAIT LE PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC, MONSIEUR ROBERT BOURASSA, DANS UN RÉCENT MESSAGE AUX AUTOCHTONES DU QUÉBEC, NOUS VOULONS QUE NOTRE PARTICIPATION À CES NÉGOCIATIONS SUR LA RECONNAISSANCE DES DROITS DES AUTOCHTONES SE POURSUIVE DE LA FAÇON LA PLUS ACTIVE ET POSITIVE POSSIBLE.

NOTRE FORMATION POLITIQUE, FAUT-IL LE RAPPELER, S'EST MONTRÉE QUANT À ELLE, ET DEPUIS LONGTEMPS, OUVERTE ET SYMPATHIQUE AUX BESOINS ET AUX REVENDICATIONS LÉGITIMES DES AUTOCHTONES. ON SE SOUVIENDRA EN EFFET QUE C'EST LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, DIRIGÉ ALORS PAR NOTRE PREMIER MINISTRE, QUI AU DÉBUT DES ANNÉES 70 NÉGOCIA AVEC TROIS DES NATIONS AUTOCH-

TONES DU QUÉBEC LES DEUX TRAITÉS MODERNES QUI CONSTITUENT LA CONVENTION DE LA BAIE JAMES ET LA CONVENTION DU NORD-EST QUÉBÉCOIS. CES DEUX ENTENTES ONT MIS EN PLACE DES FORMES DE GOUVERNEMENT AUTONOMES JUSQU'ALORS INÉDITES, QUI PERMETTENT DEPUIS UNE COEXISTENCE HARMONIEUSE ET ENRICHISSANTE DE NOS COMMUNAUTÉS RESPECTIVES. CES CONVENTIONS NÉGOCIÉES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ET LES AUTOCHTONES DU QUÉBEC CONSTITUENT À JUSTE TITRE DES MODÈLES DONT ON PEUT TIRER PROFIT PARTOUT AU CANADA ET DONT NOUS ENTENDONS NOUS-MÊMES NOUS INSPIRER POUR NÉGOCIER ET CONCLURE, LE CAS ÉCHÉANT, DES ENTENTES FORMELLES AVEC NOS CONCITOYENS AUTOCHTONES.

LES DISCUSSIONS CONSTITUTIONNELLES PORTANT SUR LA DÉFINITION ET LA RECONNAISSANCE DES DROITS DES AUTOCHTONES, ENTAMÉES AU LENDEMAIN DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982, ENTRENT MAINTENANT DANS UNE PHASE DÉTERMINANTE. L'ÉTAPE QUE NOUS ABORDONS AUJOURD'HUI DOIT EN EFFET NOUS AMENER À LA QUATRIÈME ET DERNIÈRE DES CONFÉRENCES CONSTITUTIONNELLES DES PREMIERS MINISTRES PRÉVUES DANS LE CADRE DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982. DÈS LA PREMIÈRE CONFÉRENCE ET MALGRÉ LE FAIT QUE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982 AIT ÉTÉ CONCLUE SANS SON ACCORD, LE QUÉBEC A ACCEPTÉ DE PARTICIPER AUX DISCUSSIONS. IL LE FAIT ENCORE AUJOURD'HUI, AVEC L'INTENTION BIEN ARRÊTÉE DE FAIRE AVANCER LE DOSSIER DANS UN VÉRITABLE SOUCI DES DROITS FONDAMENTAUX, QU'IL S'AGISSE DE DROITS INDIVIDUELS OU DE DROITS COLLECTIFS.

JE RAPPELLERAIS EN TERMINANT QUE, SI NOTRE GOUVERNEMENT CONSIDÈRE QUE LA DÉFINITION ET LA CONFIRMATION DU DROIT DES AUTOCHTONES À L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DOIT RECEVOIR LA PROTECTION CONSTITUTIONNELLE, IL EST EN MÊME TEMPS BIEN CONSCIENT QUE GOUVERNER SIGNIFIE NON SEULEMENT UNE POPULATION À RÉGIR, MAIS ENCORE UN TERRITOIRE À METTRE EN VALEUR ET DES MOYENS POUR AGIR.

VOILÀ POURQUOI LA DÉFINITION DES MODALITÉS D'APPLICATION DU DROIT À L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE POUR LES AUTOCHTONES DOIT SE FAIRE DANS LE RESPECT MUTUEL PAR DES ENTETTES NÉGOCIÉES ENTRE LES AUTOCHTONES, LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES.

C'EST DANS CE CONTEXTE, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, QUE NOUS ACCEPTONS DE PARTICIPER À CETTE CONFÉRENCE, ET À CELLES QUI SUIVRONT, POUR LA DISCUSSION LA PLUS FRUCTUEUSE POSSIBLE D'UNE RECONNAISSANCE CONSTITUTIONNELLE DES DROITS DES AUTOCHTONES DU CANADA ET EN PARTICULIER DU QUÉBEC À L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE.

MERCI MONSIEUR LE PRÉSIDENT.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-218/017
Government Publications

MINISTERS' MEETING

ON
ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

NORTHWEST TERRITORIES

OPENING STATEMENTS

OF

THE HONOURABLE NICK SIBBESTON
GOVERNMENT LEADER and ASSOCIATE MINISTER
OF ABORIGINAL RIGHTS and CONSTITUTIONAL
DEVELOPMENT.

OTTAWA, ONTARIO
March 20th-21st, 1986.

MR. CHAIRMAN,

AS GOVERNMENT LEADER OF THE NORTHWEST TERRITORIES AND THE ASSOCIATE MINISTER FOR ABORIGINAL RIGHTS AND CONSTITUTIONAL DEVELOPMENT, IT IS MY GREAT PLEASURE TO BE HERE THIS MORNING. I AM ACCCOMPANIED BY MY COLLEAGUES, THE HONOURABLE DENNIS PATTERSON, MINISTER FOR ABORIGINAL RIGHTS AND CONSTITUTIONAL DEVELOPMENT AND THE HONOURABLE MICHAEL BALLANTYNE, MINISTER FOR JUSTICE.

MR. CHAIRMAN, I WOULD ALSO LIKE TO WELCOME THE PARTICIPATION OF THE LEADERS AND REPRESENTATIVES OF THE FIRST NATIONS, THE INUIT, THE METIS NATIONAL COUNCIL AND THE NATIVE COUNCIL OF CANADA TO THIS CONFERENCE. IN OUR VIEW THIS CONFERENCE IS VERY IMPORTANT SINCE IT REPRESENTS THE BEGINNING OF THE LAST LEG OF CONSTITUTIONAL CONFERENCES LEADING UP TO THE FIRST MINISTERS' CONFERENCE NEXT SPRING. THAT LEAVES US JUST OVER TWELVE MONTHS WHICH, AS EXPERIENCE IN THESE MATTERS SHOWS, IS A VERY SHORT TIME. IF WE ARE TO MAKE SUBSTANTIAL PROGRESS AT THE FIRST MINISTERS' CONFERENCE, THEN ALL PARTIES PRESENT HERE, GOVERNMENTS AND ABORIGINAL ORGANIZATIONS, MUST WORK TOGETHER IN A SPIRIT OF

CO-OPERATION; TO REMOVE CONFUSION AND SUSPICION; TO DISCUSS AND CLARIFY PRINCIPLES AND TO FORMULATE THE BASIS ON WHICH THE FIRST MINISTERS CAN BUILD.

IN THIS COUNTRY, UNLIKE IN MANY OTHERS, WE HAVE THE OPPORTUNITY TO SIT DOWN AT THE CONFERENCE TABLE TO DISCUSS AND ARRIVE AT AN EQUITABLE POSITION ACCEPTABLE TO ALL PARTIES CONCERNED. IN THE NORTHWEST TERRITORIES, WE HAVE BEEN COMMITTED FOR SOME YEARS NOW TO THE PROCESS LEADING UP TO THE ESTABLISHMENT OF NUNAVUT AS DESIRED BY THE INUIT. THE GOVERNMENT OF THE NORTHWEST TERRITORIES WILL CONTINUE TO WORK WITH THE INUIT FOR THE ESTABLISHMENT OF NUNAVUT. MR. CHAIRMAN, THE NORTHWEST TERRITORIES BELIEVES THAT WITH GOODWILL AND HARD WORK IT IS POSSIBLE TO ACHIEVE A FAIR SOLUTION, FOR ABORIGINAL PEOPLE ALL OVER CANADA AND THIS MORNING WE TAKE THE FIRST STEPS TOWARDS THAT GOAL.

THE PRINCIPAL ITEM OF BUSINESS AT THE FIRST MINISTERS' CONFERENCE WILL BE SELF-GOVERNMENT FOR THE ABORIGINAL PEOPLE. MR. CHAIRMAN, THE CONSTITUTION OF CANADA HAS GIVEN CONSTITUTIONALrecognition TO ABORIGINAL RIGHTS OF THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA. THAT, HOWEVER, DOES NOT

AND CANNOT IN ITSELF SATISFY THE NEEDS AND ASPIRATIONS OF ABORIGINAL PEOPLES. ABORIGINAL PEOPLE MUST BECOME MASTERS OF THEIR OWN DESTINIES AND MUST BE ABLE TO CONTROL THEIR OWN AFFAIRS. IN OTHER WORDS THEY MUST GOVERN THEMSELVES. ONLY WHEN THAT OCCURS, WILL WE BE ABLE TO SAY THAT CANADA HAS FULLY EXTENDED THE RIGHT OF SELF DETERMINATION TO ALL ITS PEOPLES. MR. CHAIRMAN WE HAVE THAT OPPORTUNITY NOW AND WE MUST BEGIN IN EARNEST TOWARDS ACHIEVING IT. NOW IS THE TIME TO BEGIN ENTRENCHING SELF-GOVERNMENT IN CANADA AND I WOULD COMMEND EVERYONE TO WORK TOGETHER IN A SPIRIT OF CO-OPERATION AND GOODWILL TOWARDS A COMMON GOAL.

MR. CHAIRMAN, THIS CONFERENCE IS OF PARTICULAR SIGNIFICANCE TO ME; NOT ONLY BECAUSE I AM AN ABORIGINAL PERSON BUT ALSO BECAUSE I REPRESENT THE ONLY GOVERNMENT IN CANADA THAT HAS A MAJORITY OF ABORIGINAL PEOPLE IN ITS LEGISLATURE. WE DO NOT HAVE A PARTY SYSTEM. WE MUST, THEREFORE, WORK TOGETHER AS INDIVIDUALS REPRESENTING DIFFERENT INTERESTS TO DEVELOP A COMMON POSITION THROUGH THE PROCESS OF CONSENSUS. IN THE BEST TRADITIONS OF DEMOCRACY, A CONSENSUS FORM OF GOVERNMENT, MR. CHAIRMAN, TEACHES YOU COMPROMISE,

TOLERANCE AND RESPECT FOR THE OTHER'S POINT OF VIEW. IT ALSO TEACHES YOU TO STEP BACK A LITTLE AT TIMES FROM YOUR PERSONAL POINT OF VIEW TO ACHIEVE A COMMON POSITION ACCEPTABLE TO ALL. THESE ARE THE QUALITIES THAT WE MUST BRING TO BEAR ON OUR DISCUSSIONS IN THIS CONFERENCE SO THAT WE CAN WORK TOGETHER AND SUCCEED.

WE HAVE A VERY FULL AGENDA FOR THE NEXT TWO DAYS. I WILL THEREFORE NOT TAKE UP ANYMORE VALUABLE TIME. I AM AWARE THAT CONSIDERABLE PROGRESS HAS BEEN MADE ON THE BI-LATERAL LEVEL IN MANY PROVINCES AND TERRITORIES TO RECOGNIZE SELF-GOVERNMENT. WE MUST NOW WORK TOWARDS REDIRECTING PROGRESS THROUGH THE CONSTITUTIONAL PROCESS. THE NORTHWEST TERRITORIES, FOR ITS PART, IS PREPARED TO DO ITS BEST IN ACHIEVING THIS PROGRESS.

(ADD A SHORT SENTENCE IN SLAVEY AND TRANSLATE FOR THE CONFERENCE.) MAHSI CHO.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-218/017

TRADECTION DU SECRETARIAT

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

ALLOCUTION D'OUVERTURE DE
L'HONORABLE NICK SIBBESTON
LEADER DU GOUVERNEMENT ET
MINISTRE ASSOCIÉ DES DROITS DES AUTOCHTONES ET
DE L'ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

OTTAWA (ONTARIO)

LES 20 ET 21 MARS 1986

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

EN TANT QUE LEADER DU GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET QUE MINISTRE ASSOCIÉ DES DROITS DES AUTOCHTONES ET DE L'ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE, JE SUIS TRÈS HEUREUX D'ÊTRE ICI CE MATIN. JE SUIS ACCOMPAGNÉ DE MES COLLÈGUES, L'HONORABLE DENNIS PATTERSON, MINISTRE RESPONSABLE DES DROITS DES AUTOCHTONES ET DE L'ÉVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET L'HONORABLE MICHAEL BALLANTYNE, MINISTRE DE LA JUSTICE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, JE VOUDRAIS ÉGALEMENT SOULIGNER LA PARTICIPATION DES DIRIGEANTS ET DES REPRÉSENTANTS DES PREMIÈRES NATIONS, DES INUIT, DU RALLIEMENT NATIONAL DES MÉTIS ET DU CONSEIL DES AUTOCHTONES DU CANADA. À NOTRE AVIS, LA CONFÉRENCE EST TRÈS IMPORTANTE, CAR ELLE PRÉSENTE LE DÉBUT DE LA DERNIÈRE ÉTAPE DES CONFÉRENCES CONSTITUTIONNELLES PRÉCÉDANT LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES DU PRINTEMPS PROCHAIN. IL NE NOUS RESTE DONC QU'UN PEU PLUS DE DOUZE MOIS, CE QUI EST TRÈS COURT, COMME L'A DÉMONTRÉ NOTRE EXPÉRIENCE DANS CE DOMAINE. SI NOUS VOULONS ACCOMPLIR DES PROGRÈS IMPORTANTS À LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES, TOUTES LES PARTIES, GOUVERNEMENTS ET ASSOCIATIONS AUTOCHTONES, DEVONT COLLABORER, AFIN D'ÉLIMINER LA CONFUSION ET LA MÉFIANCE, D'EXAMINER ET DE PRÉCISER LES PRINCIPES ET D'OUVRIR LA VOIE AUX DÉLIBÉRATIONS DES PREMIERS MINISTRES.

DANS NOTRE PAYS, CONTRAIREMENT À DE NOMBREUX AUTRES, NOUS AVONS LA POSSIBILITÉ DE PARTICIPER ACTIVEMENT À LA CONFÉRENCE ET DE DISCUTER AFIN DE TROUVER UNE POSITION ACCEPTABLE POUR TOUTES LES PARTIES CONCERNÉES. DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST NOUS NOUS SOMMES ENGAGÉS DEPUIS MAINTENANT QUELQUES ANNÉES À L'ÉGARD DU PROCESSUS DEVANT MENER À LA CRÉATION DU NUNAVUT COMME LE SOUHAITENT LES INUIT. LE GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST CONTINUERA À COLLABORER AVEC LES INUIT EN VUE DE LA CRÉATION DU NUNAVUT. MONSIEUR LE PRÉSIDENT, NOUS CROYONS, DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST, QU'AVEC DE LA BONNE VOLONTÉ ET EN TRAVAILLANT FORT IL SERA POSSIBLE DE TROUVER UNE SOLUTION ÉQUITABLE POUR LES PEUPLES AUTOCHTONES PARTOUT AU CANADA ET, CE MATIN, NOUS FAISONS LES PREMIERS PAS DANS CETTE DIRECTION.

LE PRINCIPAL ARTICLE À L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES SERA L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES PEUPLES AUTOCHTONES. MONSIEUR LE PRÉSIDENT, LES DROITS ANCESTRAUX DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA ONT ÉTÉ RECONNUS DANS LA CONSTITUTION DU PAYS. CEPENDANT, CETTE RECONNAISSANCE NE RÉPOND PAS ET NE PEUT PAS RÉPONDRE EN ELLE-MÊME AUX BESOINS ET AUX ASPIRATIONS DES PEUPLES AUTOCHTONES. CEUX-CI DOIVENT DEVENIR

MAÎTRES DE LEUR PROPRE DESTINÉE ET DOIVENT POUVOIR DIRIGER LEURS PROPRES AFFAIRES. AUTREMENT DIT, ILS DOIVENT SE GOUVERNER EUX-MÊMES. ALORS SEULEMENT POURRONS-NOUS DIRE QUE LE CANADA A VRAIMENT ACCORDÉ À TOUS SES PEUPLES LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION. MONSIEUR LE PRÉSIDENT, CETTE POSSIBILITÉ NOUS EST MAINTENANT OFFERTE ET NOUS DEVONS DÈS MAINTENANT TENTER DE LA CONCRÉTISER. LE TEMPS EST VENU DE COMMENCER À GARANTIR L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE AU CANADA ET J'INVITERAIS CHACUN D'ENTRE NOUS À COLLABORER ET À FAIRE PREUVE DE BONNE VOLONTÉ AFIN D'ATTEINDRE CE BUT COMMUN.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, LA CONFÉRENCE D'AUJOURD'HUI EST PARTICULIÈREMENT IMPORTANTE POUR MOI, NON SEULEMENT PARCE QUE JE SUIS UN AUTOCHTONE, MAIS AUSSI PARCE QUE JE REPRÉSENTE LE SEUL GOUVERNEMENT AU CANADA DONT L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE EST COMPOSÉE EN MAJEURE PARTIE D'AUTOCHTONES. NOUS N'AVONS PAS DE SYSTÈME DE PARTIS. PAR CONSÉQUENT, NOUS DEVONS COLLABORER EN TANT QUE PARTICULIERS REPRÉSENTANT DES INTÉRêTS DIVERS AFIN D'ÉLABORER UNE POSITION COMMUNE GRÂCE AU PROCESSUS DU CONSENSUS. MONSIEUR LE PRÉSIDENT, DANS LA PLUS PURE TRADITION DE LA DÉMOCRATIE,

UN GOUVERNEMENT QUI FONCTIONNE PAR CONSENSUS VOUS APPREND À FAIRE DES CONCESSIONS ET À FAIRE PREUVE DE TOLÉRANCE ET DE RESPECT À L'ÉGARD DES OPINIONS DES AUTRES. IL VOUS APPREND ÉGALEMENT À MODIFIER PARFOIS VOTRE PROPRE POINT DE VUE AFIN D'EN ARRIVER À UNE POSITION COMMUNE ACCEPTABLE POUR TOUS. CE SONT LÀ DES QUALITÉS QUE NOUS DEVONS FAIRE VALOIR DANS NOS DÉLIBÉRATIONS AU COURS DE LA PRÉSENTE CONFÉRENCE, DE FAÇON À POUVOIR COLLABORER ET RÉUSSIR.

Nous avons un programme très chargé pour les deux prochaines journées. Je ne prendrai donc pas plus de votre temps précieux. Je sais que des progrès considérables ont été accomplis au niveau bilatéral dans beaucoup de provinces et territoires pour faire reconnaître l'autonomie gouvernementale. Nous devons maintenant nous efforcer de réorienter le progrès dans le cadre du processus constitutionnel. Pour leur part, les territoires du Nord-Ouest sont disposés à faire de leur mieux pour le concrétiser.

(AJOUTER UNE COURTE PHRASE EN ESCLAVE ET TRADUIRE POUR LES PARTICIPANTS.) MAHSI CHO.

CA1
Z 2
-C 52

Document: 830-218/019

FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

Statement of the Quebec Native Women's Association



OTTAWA, Ontario

March 20-21, 1986

FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS

ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

=====

Statement of the Quebec Native Women's Association
Ottawa, March 20-21, 1986

In our presentation to the 1985 First Ministers' Conference on Aboriginal Constitutional Matters and again at the Federal Provincial Meeting of Ministers in Toronto on June 5-6, 1985, we urged the explicit constitutional recognition of aboriginal self-government involving all persons entitled as aboriginal people of Canada to participate in aboriginal self-government.

Our concern has been that no person should be excluded through sexual discrimination from the vital process of developing aboriginal nations' constitutions.

As we all know, since the amendments brought to the Constitution Act through the 1983 Constitutional Accord on Aboriginal Rights, the concern has been that the rights and freedoms of the aboriginal peoples of Canada, other than aboriginal and treaty rights, may not be clearly covered by constitutional guarantees of equality.

While in the early days of this constitutional process it may have been assumed that aboriginal and treaty rights, subject to a constitutional guarantee of sexual equality, represented the main focus for aboriginal peoples and that the "other rights and freedoms" were secondary, recent developments illustrate the importance of ensuring that these other rights and freedoms be subject to clear constitutional guarantees of equality.

What we have observed during the past year is a disturbing trend on the constitutional and legislative levels to rely increasingly upon these other rights and freedoms, rather than aboriginal rights and treaty rights, as the basis for specific action. This applies, particularly, with respect to aboriginal self-government.

On the constitutional side, we refer to the 1985 Proposed Accord Relating to the Aboriginal Peoples of Canada tabled by the Federal Government at the 1985 First Ministers Conference. Our concern with the approach suggested by the Federal Government lies in the fact that provisions respecting rights to self-government were placed outside section 35 of Part II of the Constitution Act 1982. A similar approach was proposed by the Assembly of First Nations in documents tabled at the 1985 Conference.

The placement of these provisions may well have the result of establishing a presumption, based upon accepted rules of interpretation, that existing guarantees of sexual equality, in fact, do not apply in respect of the right to self-government.

The inclusion of a specific provision relating to sexual equality in section 35 might imply that the Charter provisions guaranteeing sexual equality do not extend to Part II of the Constitution Act. The present guarantee of sexual equality in Part II, however, covers only those rights referred to in sub-section 35 (1). This sets up a possible presumption that no sexual equality guarantees would apply in respect of other future provisions in Part II.

On the legislative side, we refer to amendments brought to the Indian Act by Bill C-31 (1985) as well as the Sechelt Indian Band Self-Government Act, recently tabled in Parliament by Mr. Crombie.

The scheme reflected by both these bills involves legislative grants of powers to bands to establish membership codes and control membership, subject to certain statutory protections for acquired rights.

It is clear that the process of establishing membership codes, controlling membership and reinstatement of individuals to bands, as provided in these two legislative initiatives, is not taking place within the context of the existing aboriginal and treaty rights referred to in section 35 of the Constitution Act. The rights and obligations arising out of this process, therefore, must fall into the category of "other rights and freedoms" of the aboriginal peoples of Canada.

Guarantees of sexual equality must govern the process of development of membership codes and reinstatement without exception or derogation. But do these guarantees exist? Not through the operation of section 35(4) and perhaps not through the operation of the Charter guarantees as a result of the non-derogation provision in section 25 of the Charter.

What disturbs us is that these new constitutional and legislative initiatives are taking place outside the scope of section 35, thereby throwing into question the aboriginality of these rights and the accompanying constitutional guarantees of equality.

Proposed Solutions

With respect to Part II, the solutions we see are:

- (i) to ensure that rights to self-government and other rights are developed within the framework of section 35, not outside it (this would be our preferred solution),
- (ii) to amend the present sub-section 35(4) to extend the guarantee to all Part II rights or
 - iii) to ensure that additional sexual equality guarantees are provided in other sections of Part II.

With respect to the Charter, the problem remains the possible interpretations of section 25. All uncertainty surrounding this section must be eliminated.

Taking into account the various proposed equality rights amendments currently under consideration as set out by the Federal party at the Federal Provincial Conference of Ministers in Toronto on June 5-6, 1985 (document 830-188/006) as well as the positions expressed by the various parties at that Conference, we would propose as a text a slightly modified version of the Federal proposal for subsection 25(2) made at the 1984 First Ministers' Conference. Such a text would read:

"(2) Nothing in this section shall abrogate or derogate from the guarantees of equality with respect to male and female persons under this Charter."

Conclusion

At the World Conference to Review and Appraise the Achievements of the United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace held in Nairobi, Kenya from July 15-26, 1985, a resolution entitled "Indigenous Women" sponsored by, among others, Canada and adopted by the Conference, included the following statement:

"Firmly convinced that the denial of the rights of indigenous women and their families is contrary to the purposes and principles of the Charter of the United Nations, the Universal Declaration of Human Rights and the objectives of the present Conference.

1. Reasserts that the rights of indigenous persons apply equally to women and men;
2. Affirms the rights of indigenous women and their families to a just and equitable share of land and resources;
3. Urges States to govern themselves to respect and ensure the rights of indigenous women and their families in all aspects of indigenous life."

The important feature of the language of this resolution is that it refers to all rights of indigenous persons. No artificial distinctions are made between aboriginal, treaty or other rights.

With the Canadian delegation and others who sponsored and voted for this resolution, we urge the participants in this constitutional process to respect and ensure the rights of indigenous women and their families in all aspects of indigenous life and to ensure this through unambiguous, comprehensive constitutional guarantees of equality governing all rights and freedoms of the aboriginal peoples of Canada.

CA1
Z 2
-C 52

Document : 830-218/ 019

Government
Publications

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Déclaration de l'Association des Femmes autochtones du Québec



OTTAWA (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986

RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES MINISTRES

SUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES TOUCHANT LES AUTOCHTONES

Déclaration de l'Association des Femmes autochtones du Québec
Ottawa, 20-21 mars 1986

Lorsque nous nous sommes présentées à la troisième conférence des premiers ministres sur les questions constitutionnelles touchant les Autochtones et à la rencontre fédérale-provinciale des ministres, tenue les 5 et 6 juin 1985 à Toronto, nous préconisions que la constitution reconnaîsse clairement l'autonomie gouvernementale des Autochtones et le fait que peuvent y participer tous les Autochtones du Canada.

Il nous importait d'éviter que quiconque soit exclu, par la discrimination fondée sur le sexe, de ce processus vital qu'est l'élaboration d'une constitution des peuples autochtones.

Depuis les modifications apportées à la constitution en 1983 par l'Accord constitutionnel sur les droits des Autochtones, on s'inquiète surtout de ce que les garanties d'égalité ne s'appliquent pas clairement aux droits et libertés, autres que les droits ancestraux ou issus de traité, des peuples autochtones du Canada.

On a pu présumer, au début du processus constitutionnel, que les peuples autochtones s'inquiétaient surtout des droits ancestraux et issus de traité jouissant de la garantie d'égalité des sexes et qu'ils reléguaien à l'arrière-plan les autres droits et libertés; de récents développements montrent toutefois combien il importe de clairement assujettir ces autres droits et libertés aux garanties constitutionnelles d'égalité.

Au cours de l'année écoulée, c'est avec malaise que nous avons observé la tendance à fonder de plus en plus l'action sur ces autres droits et libertés plutôt que sur les droits ancestraux et issus de traité. Cela s'est révélé vrai aux niveaux constitutionnel et législatif, surtout en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale des Autochtones.

Pour ce qui concerne l'aspect constitutionnel, nous renvoyons au Projet d'accord concernant les peuples autochtones du Canada proposé par le gouvernement fédéral à la conférence des premiers ministres de 1985. L'approche du gouvernement central nous inquiétait du fait que les dispositions visant les droits à l'autonomie gouvernementale n'étaient pas intégrées à l'article 35, Partie II, de la Loi constitutionnelle de 1982. L'Assemblée des Premières Nations proposait une approche semblable à la conférence de 1985.

Selon les règles reconnues d'interprétation, l'endroit où sont intégrées ces dispositions peut créer la présomption que les garanties d'égalité des sexes ne s'appliquent pas au droit à l'autonomie gouvernementale.

L'ajout, à l'article 35, d'une disposition précise sur l'égalité des sexes pourrait impliquer que les dispositions de la Charte garantissant l'égalité des sexes ne s'appliquent pas à la Partie II de la Loi constitutionnelle. Cependant, la garantie actuelle d'égalité des sexes à la Partie II ne concerne que les droits mentionnés au paragraphe 35 (!). On pourrait donc présumer que les garanties d'égalité des sexes ne s'appliqueraient pas aux dispositions futures de la Partie II.

Quant à l'aspect législatif, nous renvoyons aux modifications apportées par le projet de loi C-31 (1985) à la Loi sur les Indiens, ainsi qu'à la Loi portant octroi de l'autonomie gouvernementale à la bande indienne sechelte récemment déposée devant le Parlement par M. Crombie.

Dans ces deux textes de loi, il est question d'accorder aux bandes des pouvoirs d'établir des codes d'appartenance et de contrôler l'appartenance sous réserve de certaines protections législatives des droits acquis.

De toute évidence, le processus d'établissement des codes d'appartenance, du contrôle de l'appartenance et de la réintégration de membres à la bande que prévoient les deux textes de loi ne se déroule pas dans le contexte des droits ancestraux et issus de traité dont il est question à l'article 35 de la Loi constitutionnelle. Par conséquent, les droits et obligations découlant de ce processus font partie des "autres"droits et libertés des peuples autochtones du Canada.

La garantie d'égalité des sexes doit s'appliquer à tout le processus d'établissement des codes d'appartenance et de la réintégration des membres, sans possibilité d'exception ou de dérogation. Mais cette garantie existe-t-elle? Elle ne s'applique pas par l'opération du paragraphe 35 (4) de la Loi constitutionnelle, et les dispositions de l'article 25 permettent de conclure que les garanties de la Charte demeurent inopérantes.

Il est alarmant de constater que ces initiatives en matière constitutionnelle et législative échappent à la portée des droits prévus à l'article 35 de la Loi constitutionnelle, ce qui remet en question le caractère ancestral de ces droits et les garanties d'égalité des sexes qui les accompagnent.

Solutions proposées

En ce qui a trait à la Partie II, nous envisageons les solutions suivantes :

(i) assurer que les droits à l'autonomie gouvernementale et d'autres droits sont élaborés dans le cadre de l'article 35 et non en dehors de celui-ci (c'est la solution que nous préférons);

(ii) modifier l'actuel paragraphe 35 (4) pour étendre la garantie à tous les droits mentionnés à la Partie II;

(iii) assurer que des garanties supplémentaires d'égalité des sexes sont prévues à d'autres articles de la Partie II.

Quant à la Charte, les diverses interprétations que l'on peut donner à l'article 25 continuent de poser problème. Il importe d'éliminer toute incertitude au sujet de cet article.

Compte tenu des diverses modifications des droits à l'égalité proposées par la partie fédérale à la conférence fédérale-provinciale des ministres tenue à Toronto les 5 et 6 juin 1985 (Document 830-188/006), et vu les positions prises par les autres parties à cette conférence, nous proposons d'adopter, pour le texte de l'éventuel paragraphe 25 (2), une version légèrement modifiée du texte proposé par le gouvernement fédéral à la conférence des premiers ministres de 1984. Ce texte se lirait comme suit :

(2) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte aux garanties d'égalité prévues pour les personnes des deux sexes dans la présente charte.

Conclusion

Du 15 au 26 juillet 1985, la ville de Nairobi au Kenya fut l'hôte de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix. Le Canada, entre autres, parraina une résolution intitulée "Femmes autochtones" qui stipulait notamment :

Fermement convaincue que le déni des droits des femmes autochtones et de leur famille est contraire aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux objectifs de la présente Conférence,

1. Réaffirme que l'expression "droits des autochtones" s'applique également aux hommes et aux femmes;

2. Affirme les droits des femmes autochtones et de leur famille à une part juste et équitable des terres et des ressources;

3. Prie instamment les États de respecter et garantir les droits des femmes autochtones et de leur famille dans tous les aspects de la vie autochtone;

La caractéristique importante de cette résolution est qu'elle fait référence à tous les droits des personnes autochtones. Il n'y a pas de distinction artificielle entre les droits ancestraux, issus de traité ou autres.

À l'instar de la délégation canadienne et d'autres parties qui ont parrainé cette résolution et voté en sa faveur, nous pressons les participants au processus constitutionnel de faire en sorte que les droits des femmes autochtones et de leur famille soient assurés et respectés dans tous les aspects de la vie autochtone, ceci par le biais de garanties détaillées et précises d'égalité constitutionnelle qui gouvernent tous les droits et libertés des peuples autochtones du Canada.

CAT
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-218/021

FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS
ON ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

Notes for the Introductory Remarks

by the Honourable Ian Scott
to the Ministers' Meeting on
Aboriginal Constitutional Matters,

March 20-21, 1986

Government of Ontario



Ottawa, Ontario
March 20-21, 1986

NOTES FOR THE MINISTER'S INTRODUCTORY
REMARKS TO THE MINISTERS' MEETING ON
ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS,
MARCH 20-21, 1986

- MR. CHAIRMAN, I WOULD LIKE TO MAKE SOME VERY BRIEF COMMENTS AT THIS TIME PRIMARILY TO INTRODUCE THE DIRECTION THAT THE GOVERNMENT OF ONTARIO INTENDS TO TAKE IN THESE DISCUSSIONS AND TO EXPRESS MY PERSONAL PLEASURE AT BEING HERE THIS MORNING.
- MR. CHAIRMAN, ONTARIO IS ON RECORD AS SUPPORTING AN AMENDMENT TO THE CONSTITUTION WHICH WOULD RECOGNIZE RIGHTS TO SELF-GOVERNMENT FOR ABORIGINAL PEOPLES, WHERE THOSE RIGHTS ARE SET OUT IN NEGOTIATED AGREEMENTS, AND WHICH WOULD ENTRENCH A COMMITMENT ON THE PART OF GOVERNMENTS TO THE NEGOTIATION OF THOSE AGREEMENTS.

- I WOULD LIKE TO DECLARE ONTARIO'S CONTINUING SUPPORT FOR SUCH AN AMENDMENT. AT THE SAME TIME, I WOULD ALSO LIKE TO AFFIRM ONTARIO'S COMMITMENT TO A PROCESS OF NEGOTIATING AGREEMENTS ON ABORIGINAL SELF-GOVERNMENT WITHIN THE PROVINCE EVEN AS A CONSTITUTIONAL AMENDMENT IS BEING DISCUSSED WITHIN THIS FORUM.
- I MIGHT SAY IN THIS REGARD THAT ONTARIO HAS ENTERED INTO A DECLARATION OF POLITICAL INTENT WITH THE FEDERAL GOVERNMENT AND REPRESENTATIVES OF THE STATUS INDIANS IN THE PROVINCE WHICH EXPRESSES OUR MUTUAL COMMITMENT TO UNDERTAKE TRIPARTITE NEGOTIATIONS ON ABORIGINAL SELF-GOVERNMENT. MORE RECENTLY, WE HAVE SIGNED AN AGREEMENT WITH THE FEDERAL GOVERNMENT AND THE NISHNAWBE-ASKI NATION TO COMMENCE TRIPARTITE NEGOTIATIONS ON A NUMBER OF SPECIFIC MATTERS IN THAT PART OF ONTARIO COVERED BY TREATY #9.

- PROGRESS IS ALSO BEING MADE TOWARD THE ESTABLISHMENT OF A PROCESS TO NEGOTIATE TRIPARTITE AGREEMENTS ON ABORIGINAL SELF-GOVERNMENT WITH THE INDIAN AND METIS PEOPLES WHO LIVE OFF-RESERVE IN THE PROVINCE.
- MR. CHAIRMAN, ONTARIO HAS COME TO THIS MEETING WITH A BELIEF THAT THE MOVEMENT TOWARD ABORIGINAL SELF-GOVERNMENT IS DESIRABLE FOR ALL CANADIANS AND A DETERMINATION THAT MEANS BE FOUND TO PROVIDE ABORIGINAL SELF-GOVERNMENT WITH MEANINGFUL PROTECTIONS UNDER THE CONSTITUTION. WHILE I DO NOT DISCOUNT THE DIFFICULTIES THAT LIE BEFORE US, I AM CONFIDENT OF OUR ULTIMATE SUCCESS.

- MY SENSE OF CONFIDENCE IS BASED ON THE VERY REAL ACCOMPLISHMENTS OF THE PROCESS TO DATE. THESE INCLUDE NOT ONLY A NARROWING OF THE FOCUS TO ABORIGINAL SELF-GOVERNMENT BUT ALSO AN EMERGING CONSENSUS ON THE DESIRABILITY OF A CONSTITUTIONAL AMENDMENT.
- GIVEN THE COMPLEXITY AND CONTENTIOUSNESS OF THE ISSUES AND THE DIFFICULTY OF NEGOTIATING AROUND A SEVENTEEN-SIDED TABLE, THIS IS AN IMPRESSIVE ACHIEVEMENT. I BELIEVE THAT WITH A TRIM AGENDA, A MANAGEABLE PROCESS AND CONTINUED GOOD WILL, WE CAN WORK THROUGH OUR DIFFERENCES AND ACHIEVE AN HISTORIC RESULT.

- MR. CHAIRMAN, I LOOK FORWARD TO WORKING WITH YOU AND THE OTHER DELEGATES IN THIS ROOM. I AM SUPPORTIVE OF THE PROCESS; I CONCUR WITH THE DIRECTIONS THAT HAVE BEEN SET; AND I AM EAGER TO GET ON WITH IT. YOU MAY LOOK TO ONTARIO FOR COMMENTS ON THE AGENDA ITEMS BEFORE US. THANK YOU.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT : 830-218/021

Traduction du Secrétariat

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES
INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Notes en vue de l'allocution d'ouverture
prononcée par l'honorable Ian Scott
à la réunion de ministres sur les questions
constitutionnelles intéressant les autochtones,
tenue les 20 et 21 mars 1986

Gouvernement de l'Ontario



Ottawa (Ontario)

Les 20 et 21 mars 1986

NOTES EN VUE DE L'ALLOCUTION D'OUVERTURE
PRONONCÉE PAR L'HONORABLE IAN SCOTT
À LA RÉUNION DE MINISTRES SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES,
TENUE LES 20 ET 21 MARS 1986

- MONSIEUR LE PRÉSIDENT, JE FERAI QUELQUES TRÈS BRÈVES OBSERVATIONS AFIN D'INDIQUER L'ORIENTATION QUE LE GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO A L'INTENTION DE DONNER À SES INTERVENTIONS ET DE VOUS SIGNALER QUE JE SUIS TRÈS HEUREUX D'ÊTRE ICI CE MATIN.
- MONSIEUR LE PRÉSIDENT, IL EST UN FAIT ÉTABLI QUE L'ONTARIO A TOUJOURS ÉTÉ EN FAVEUR D'UNE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE DANS LAQUELLE SERAIENT RECONNUS LES DROITS À L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES PEUPLES AUTOCHTONES, LORSQUE CES DROITS SONT PRÉCISÉS DANS DES ACCORDS NÉGOCIÉS, ET EN VERTU DE LAQUELLE LES GOUVERNEMENTS S'ENGAGERAIENT À NÉGOCIER CES ACCORDS.
- JE VOUDRAIS CONFIRMER QUE L'ONTARIO SOUSCRIT TOUJOURS À UNE TELLE MODIFICATION. PAR AILLEURS, J'AIMERAIS ÉGALEMENT CONFIRMER L'ENGAGEMENT DE L'ONTARIO À L'ÉGARD DU PROCESSUS DE NÉGOCIATION DES ACCORDS SUR L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES AUTOCHTONES AU SEIN DE LA PROVINCE, MÊME PENDANT QUE L'ON ÉTUDIE LA POSSIBILITÉ DE MODIFIER LA CONSTITUTION DANS LE CADRE DU PROCESSUS QUE NOUS POURSUIVONS ICI.

- À CET ÉGARD, JE DOIS DIRE QUE L'ONTARIO A CONCLU AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET DES REPRÉSENTANTS DES INDIENS INSCRITS DE LA PROVINCE UNE DÉCLARATION D'INTENTION POLITIQUE DANS LAQUELLE CHACUN S'ENGAGE À ENTAMER DES NÉGOCIATIONS TRIPARTITES SUR L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES AUTOCHTONES. PLUS RÉCEMMENT, NOUS AVONS CONCLU AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LA NATION NISHNAWBE-ASKI UN ACCORD PORTANT SUR DES NÉGOCIATIONS TRIPARTITES RELATIVEMENT À CERTAINES QUESTIONS PRÉCISES DANS LA RÉGION DE L'ONTARIO DONT TRAITE LE TRAITÉ N° 9.
- NOUS SOMMES ÉGALEMENT EN VOIE DE METTRE EN ŒUVRE UN PROCESSUS DE NÉGOCIATION TRIPARTITE SUR L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES AUTOCHTONES DANS LE BUT DE CONCLURE DES ACCORDS AVEC LES INDIENS ET LES MÉTIS DE LA PROVINCE QUI NE VIVENT PAS DANS LES RÉSERVES.
- MONSIEUR LE PRÉSIDENT, L'ONTARIO ASSISTE À CETTE RÉUNION PARCE QU'IL CROIT QUE LE MOUVEMENT VERS L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES AUTOCHTONES EST SOUHAITABLE POUR TOUS LES CANADIENS ET QU'IL EST CONVAINCU QU'IL FAUT TROUVER DES MOYENS D'ASSURER L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTAL DES AUTOCHTONES ET D'ASSORTIR CETTE

AUTONOMIE DE PROTECTIONS ADÉQUATES DANS LA CONSTITUTION. JE NE VEUX PAS MINIMISER LES DIFFICULTÉS QUI NOUS ATTENDENT, MAIS JE SUIS CONVAINCU QUE NOUS RÉUSSIROS.

- CETTE CONFIANCE EST FONDÉE SUR LES RÉALISATIONS TRÈS CONCRÈTES DU PROCESSUS JUSQU'ICI, DONT TÉMOIGNE LE FAIT NON SEULEMENT QUE LES DÉLIBÉRATIONS ONT ÉTÉ AXÉES SURTOUT SUR L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES AUTOCHTONES, MAIS AUSSI QU'UN CONSENSUS SE DÉGAGE QUANT AU BIEN-FONDÉ D'UNE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE.
- SI L'ON TIENT COMPTE DE LA COMPLEXITÉ DES QUESTIONS ET DES CONTROVERSES QU'ELLES SOULÈVENT AINSI QUE DE LA DIFFICULTÉ DE NÉGOCIER AUTOUR D'UNE TABLE OÙ DIX-SEPT PARTIES DIFFÉRENTES SONT REPRÉSENTÉES, IL S'AGIT LÀ D'UNE RÉALISATION IMPRESSIONNANTE. JE CROIS QU'AVEC UN ORDRE DU JOUR ÉPURÉ, UN PROCESSUS MANIABLE ET UNE BONNE VOLONTÉ CONSTANTE NOUS POUVONS RÉGLER NOS DIFFÉRENDS ET OBTENIR UN RÉSULTAT QUI S'INSCRIRA DANS L'HISTOIRE.

• MONSIEUR LE PRÉSIDENT, J'ENVISAGE AVEC PLAISIR DE COLLABORER AVEC VOUS ET AVEC LES AUTRES DÉLÉGUÉS. J'APPUIE LE PROCESSUS, JE SOUSCRIS À L'ORIENTATION DONNÉE ET JE SUIS IMPATIENT DE COMMENCER. VOUS POUVEZ COMPTER QUE L'ONTARIO FORMULERA DES OBSERVATIONS SUR LES ARTICLES À L'ORDRE DU JOUR. MERCI.

CA1
Z 2
-C 52

DOCUMENT: 830-218/025

FEDERAL-PROVINCIAL MEETING OF MINISTERS ON
ABORIGINAL CONSTITUTIONAL MATTERS

RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DE MINISTRES
SUR LES QUESTIONS
CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

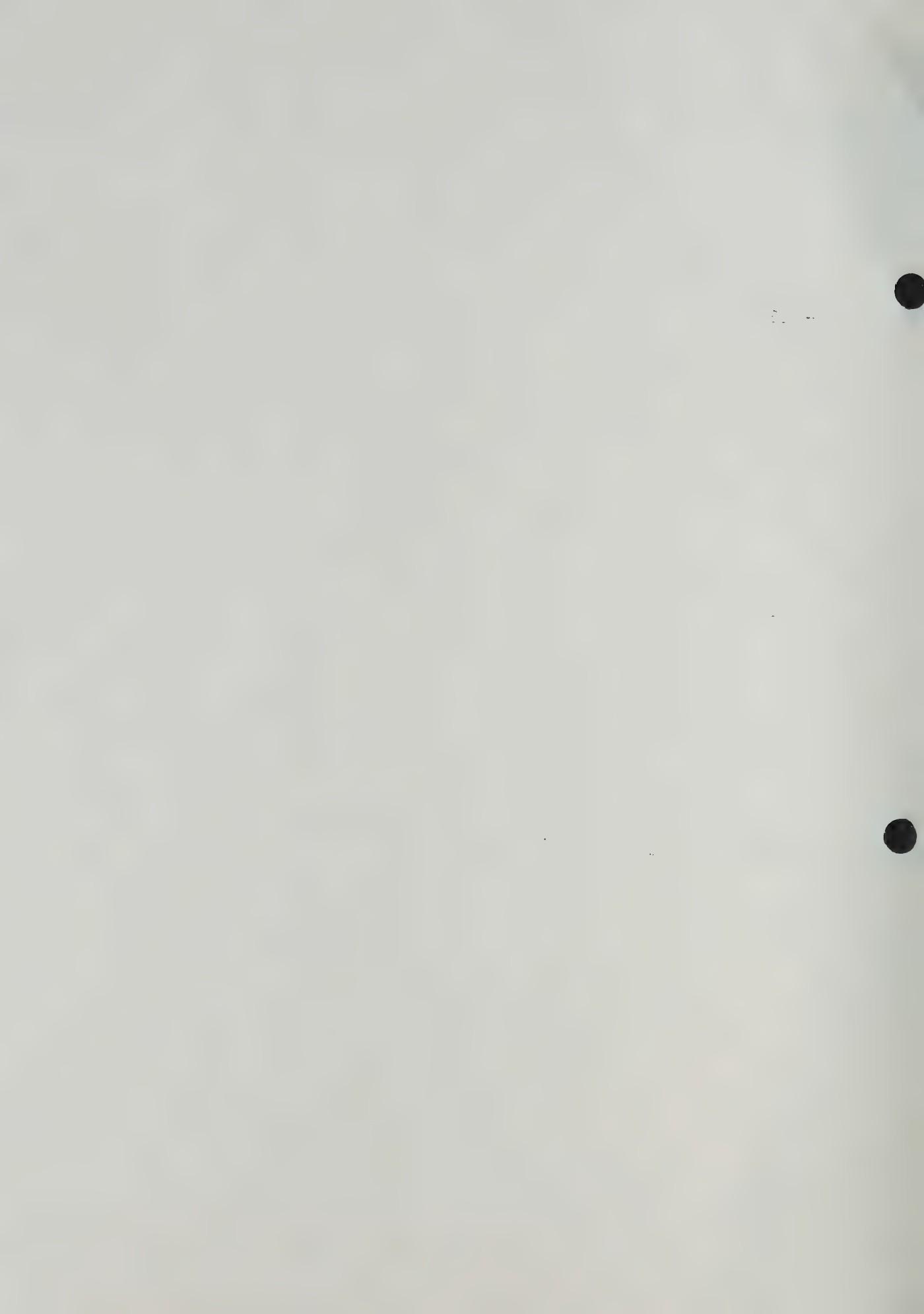
OTTAWA, Ontario
March 20-21, 1985

OTTAWA (Ontario)
Les 20 et 21 mars 1985

LIST OF PUBLIC DOCUMENTS

LISTE DES DOCUMENTS PUBLICS

DOCUMENT NO. N° DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
✓ 830-218/001		✓ Final Agenda ✓ Ordre du jour définitif
✓ 830-218/005	A.F.N. APN	✓ AFN's Draft Composite Amendments (Revised 13 Dec. 1984) ✓ Ebauche des amendements globaux proposés par l'APN (Révisée le 13 déc. 1984)
✓ 830-218/007	I.C.N.I. CIAN	✓ The Status of Constitutional Efforts to Entrench Aboriginal Self-Government and Priorities for the 86-87 Process ✓ Le point sur les efforts déployés pour faire inscrire dans la constitution l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones et sur les questions prioritaires pour le processus de 1986-1987
✓ 830-218/008	Federal Fédéral	✓ Proposed 1985 Accord Relating to the Aboriginal Peoples of Canada April 1, 1985 ✓ Projet d'accord de 1985 concernant les peuples autochtones du Canada le 1 ^{er} avril 1985
✓ 830-218/009	Federal Fédéral	✓ Proposed 1985 Accord Relating to the Aboriginal Peoples of Canada April 3, 1985 ✓ Projet d'accord de 1985 concernant les peuples autochtones du Canada le 3 avril 1985



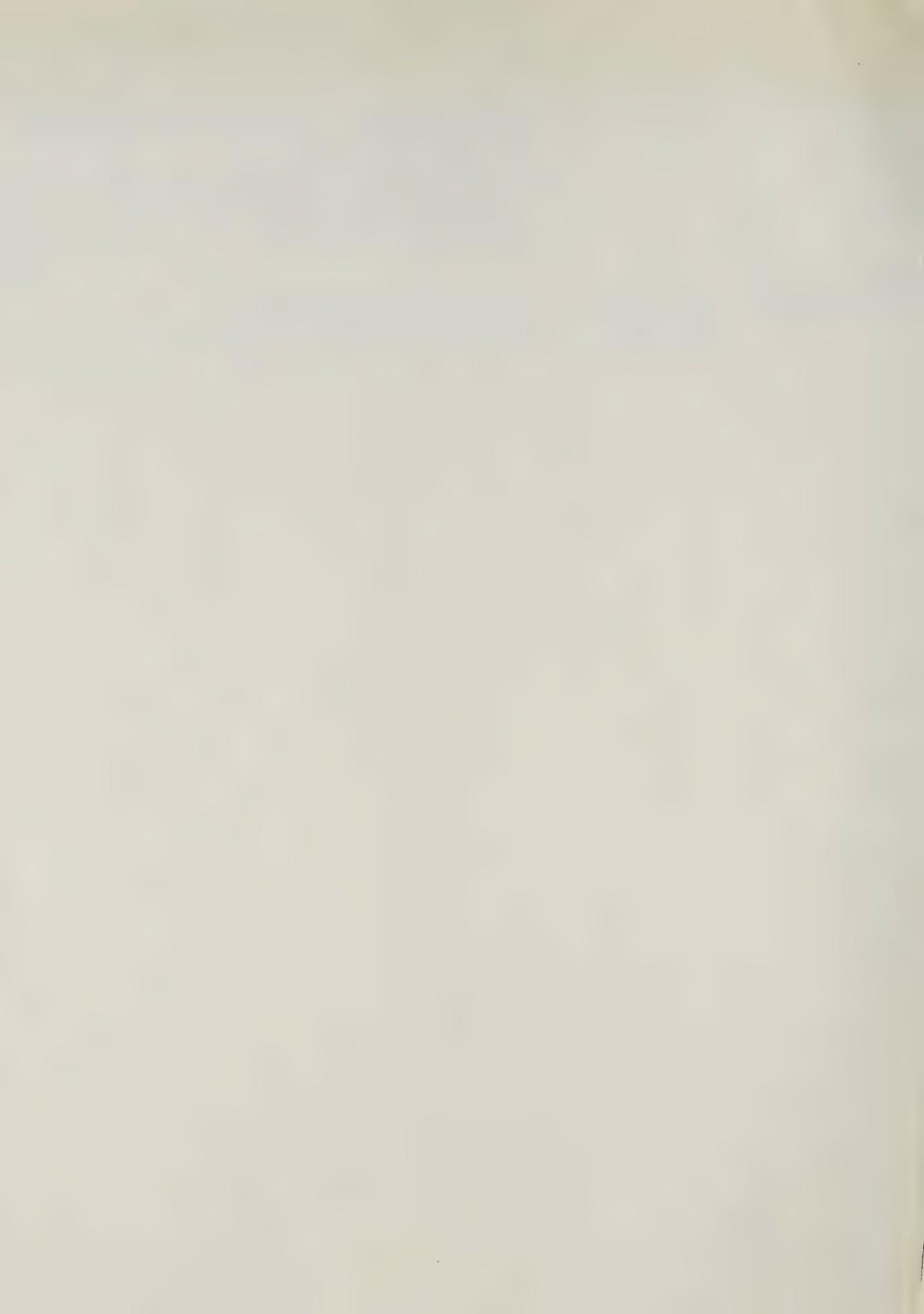
DOCUMENT NO. Nº DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
✓830-218/011	British Columbia Colombie-Britannique	✓ British Columbia Proposal ✓ Proposition du gouvernement de la Colombie-Britannique
✓830-218/012	M.C.N. RNM	✓ Essential Elements to Constitutional Change ✓ Éléments essentiels à une modification constitutionnelle
✓830-218/013	M.N.C. RNM	✓ Opening Remarks ✓ Allocution d'ouverture
✓830-218/014	N.C.C.	✓ Notes for an Opening Statements by the Native Council of Canada to the Meeting of Ministers on Aboriginal Constitutional Matters
	CAC	✓ Notes en vue d'une allocution d'ouverture présentée par le Conseil des autochtones du Canada à la réunion des ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les autochtones
✓830-218/015	Quebec Québec	✓ Notes for the Speech by Minister Gil Remillard at the Aboriginal Constitutional Conference of March 20 and 21, 1986 ✓ Note d'intervention du ministre Gil Rémillard à la Conférence constitutionnelle autochtone des 20 et 21 mars 1986
✓830-218/017	Northwest Territories Territoires du Nord-Ouest	✓ Opening Statements of the Honourable Nick Sibbeston Government Leader and Associate Minister of Aboriginal Rights and Constitutional Development ✓ Allocution d'ouverture de l'honorables NICK Sibbeston leader du gouvernement et ministre associé des droits des autochtones et de l'évolution constitutionnelle
830-218/019	Quebec Québec	✓ Statement of the Quebec Native Women's Association ✓ Déclaration de l'Association des Femmes autochtones du Québec

10 3

6

6

DOCUMENT NO. Nº DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
✓830-218/021	Ontario	<p>Notes for the Introductory Remarks by the Honourable Ian Scott to the Ministers' Meeting on Aboriginal Constitutional Matters, March 20-21, 1986</p> <p>Notes en vue de l'allocution d'ouverture prononcée par l'honorable Ian Scott à la réunion de ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les autochtones, tenue les 20 et 21 mars 1986</p>
✓830-218/025	Secretariat Secrétariat	<p>List of Public Documents Liste des documents publics</p>



DOCUMENT: 830-331/007

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL
CONFERENCE OF MINISTERS OF PARKS**

Press Communiqué

QUÉBEC, Québec
March 20, 1989

PLEASE NOTE

This document is made available by the Canadian Intergovernmental Conference Secretariat (CICS) for education and/or information purposes only. Any misuse of its contents is prohibited, nor can it be sold or otherwise used for commercial purposes. Reproduction of its contents for purposes other than education and/or information requires the prior authorization of the CICS.

FOR IMMEDIATE RELEASE

MEETING OF MINISTERS RESPONSIBLE FOR PARKS

QUÉBEC

March 20, 1989

As agreed in 1986 at their previous conference in Hull, parks Ministers met today in Quebec City to discuss matters of common interest.

The Ministers acknowledged the importance of gaining the widest possible public support for Canada's parks. They decided to establish a nation-wide parks day, as part of Canada's Environment Week. This vehicle was deemed especially appropriate for focussing public attention on the issue of natural heritage conservation in Canada and on the particular importance of national, provincial and territorial parks. The Ministers mandated the Federal-Provincial Council of Park Directors to organize Parks Day events for 1990.

The Ministers reported individually on the state of the parks under their jurisdiction. Ministers agreed to continue their cooperation in the management of Canada's parks as models of environmental quality and as centres of environmental education. They stressed the importance of partnerships with non-governmental organizations including co-operative associations, the private sector and volunteer groups. They also agreed to jointly review the list of possible Canadian nominations of natural sites to the World Heritage Committee of UNESCO for designation as "World Heritage Sites".

They reviewed developments in connection with the federal-provincial-territorial Canadian Heritage Rivers program through a presentation by the Board responsible for the program, and noted that this program had been very successful. Six rivers have already been officially designated heritage rivers and ten more have been nominated.

Finally, it was agreed that Parks Ministers would meet every second year to continue co-operative efforts to develop and promote parks in Canada.

DOCUMENT: 830-331/007

**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DES PARCS**

Communiqué

QUÉBEC (Québec)
Le 20 mars 1989

VEUILLEZ NOTER

Ce document est distribué par le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC) à des fins éducatives et informatives seulement. Il est interdit de l'utiliser à mauvais escient, de le vendre ou de s'en servir à des fins commerciales. Il est également interdit d'en reproduire le contenu pour des fins autres que l'éducation ou l'information, à moins d'avoir obtenu au préalable l'autorisation du SCIC.

RENCONTRE DES MINISTRES RESPONSABLES DES PARCS

QUÉBEC

Le 20 mars 1989

Tel que convenu lors de leur dernière réunion à Hull en 1986, les ministres responsables des parcs se sont réunis aujourd'hui à Québec pour discuter de sujets d'intérêt commun.

Les ministres ont reconnu l'importance de susciter l'intérêt le plus large possible du public à l'égard des parcs du Canada. Ils ont décidé de mettre sur pied une journée nationale des parcs, dans le cadre de la Semaine nationale de l'environnement. Cette décision a été prise pour mobiliser l'attention du public sur le dossier de la préservation du patrimoine naturel et sur l'importance particulière des parcs nationaux, provinciaux et territoriaux. Les ministres ont mandaté le Conseil fédéral-provincial des parcs pour préparer cet événement en 1990.

Chaque ministre a fait le point sur l'état des parcs relevant de sa juridiction. Les ministres ont convenu de poursuivre leur collaboration pour faire des parcs canadiens des modèles de qualité de l'environnement et des centres d'éducation en milieu naturel. Ils ont souligné la nécessité d'agir conjointement avec des organismes non gouvernementaux, y compris les associations coopératives, le secteur privé et les groupes de bénévoles. Ils ont également décidé de réviser la liste des propositions de sites naturels canadiens au Comité mondial du patrimoine de l'UNESCO, en vue de leur désignation comme "sites du patrimoine mondial".

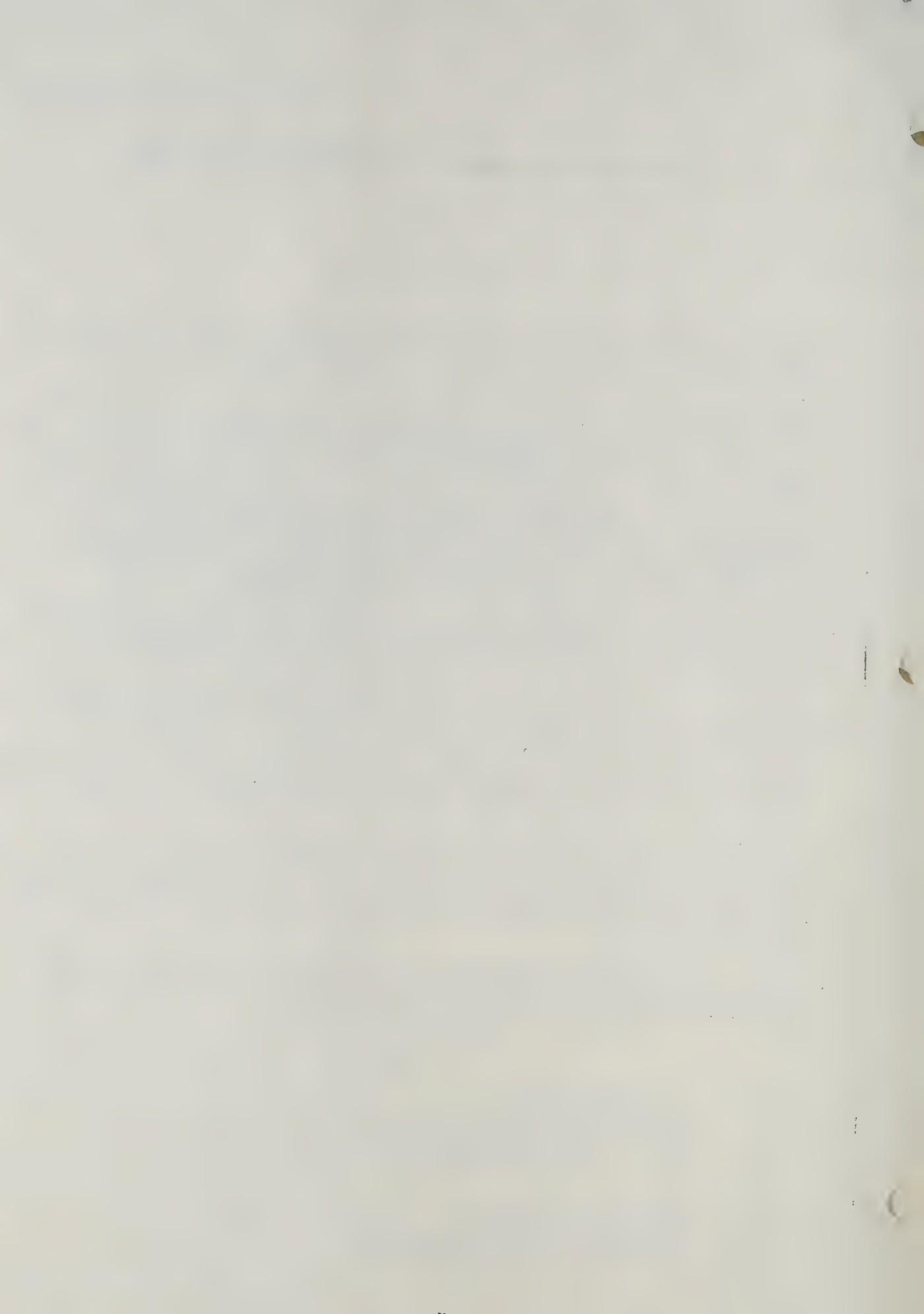
À la suite d'une présentation de la Commission des rivières du patrimoine canadien, ils ont dressé un bilan favorable de ce programme fédéral-provincial-territorial. Six rivières ont déjà été désignées officiellement rivières du patrimoine et dix autres sont en nomination.

Enfin, les ministres ont décidé de se réunir tous les deux ans pour poursuivre leurs efforts de collaboration en vue de mettre en valeur et de promouvoir les parcs du Canada.

- 30 -

Source: Elizabeth MacKay
Attachée de presse
Ministère du Loisir de la Chasse et de la Pêche
Tél.: (418) 643-6527

Micheline Fortin
Attachée de presse
Ministère de l'Environnement
Tél.: (819) 997-1441



**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DES PARCS**

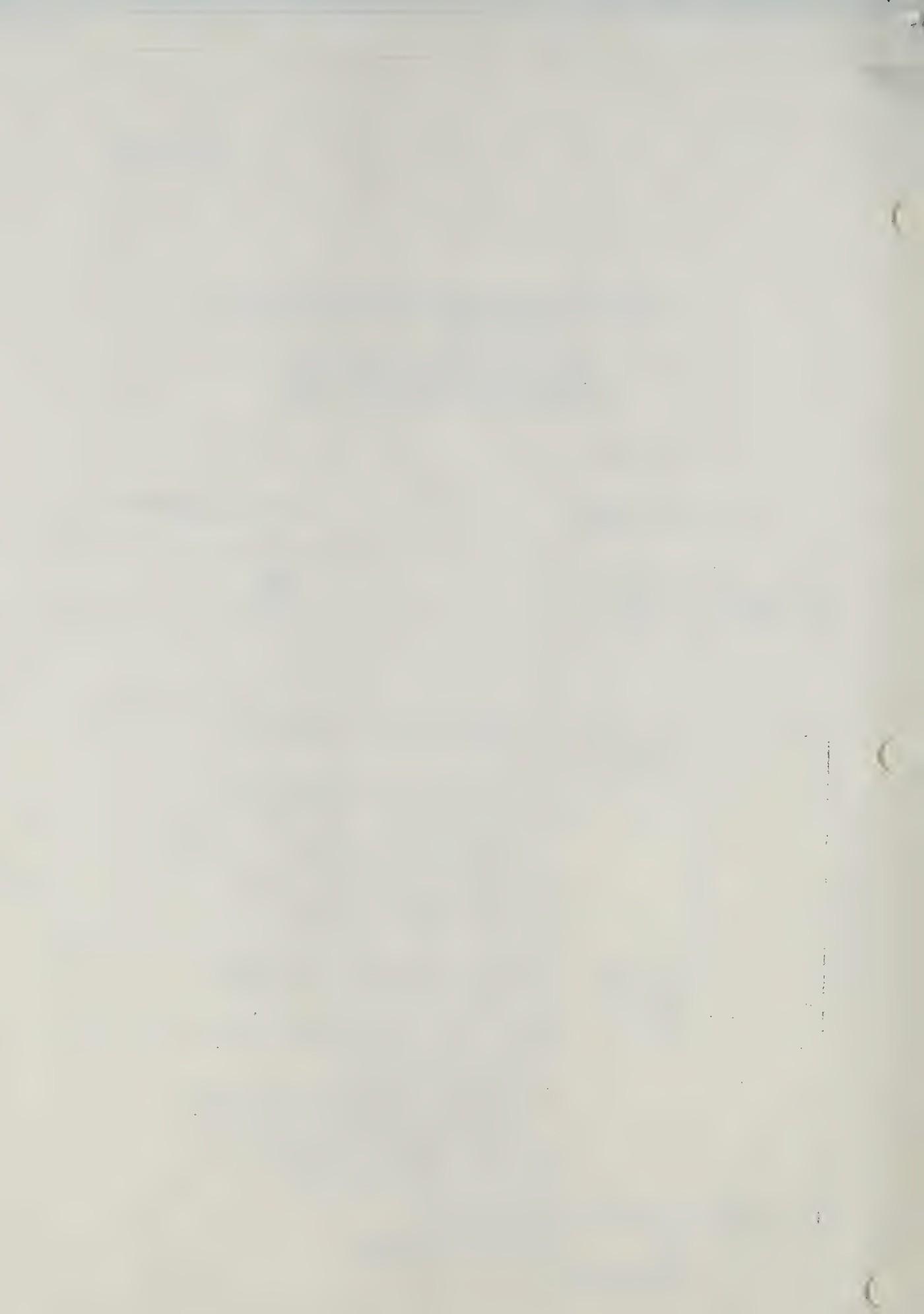
**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL
CONFERENCE OF MINISTERS OF PARKS**

Le 20 mars 1989

March 20, 1989

LIST OF PUBLIC DOCUMENTS**QUÉBEC****LISTE DES DOCUMENTS PUBLICS**

DOCUMENT NO. N° DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
830-331/006	Commission des rivières du patrimoine canadien Canadian Heritage Rivers Board	<p>Le réseau de rivières du patrimoine canadien - Rapport d'étape - Mars 1989 (Bande vidéo - VHS)</p> <p>Pour se procurer une copie de la bande vidéo communiquer avec: M. Don Gibson Commission des rivières du patrimoine canadien Environnement Canada 10 rue Wellington, 5e étage HULL (Québec) K1A 0H3 Tél.: (819) 994-2913</p> <p>Canadian Heritage Rivers System - Progress Report - March 1989 (Video tape - VHS)</p> <p>To request a copy of the video tape contact: Mr. Don Gibson Assistant Secretary Canadian Heritage Rivers Board Environment Canada 10 Wellington St., 5th Floor HULL, Québec K1A 0H3 Tel.: (819) 994-2913</p>
830-331/007	Coprésidents Co- chairpersons	<p>Communiqué</p> <p>Press Communiqué</p>
830-331/009	Secrétariat Secretariat	<p>Liste des documents publics</p> <p>Public List of Documents</p>



**CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE
DES MINISTRES DES PARCS**

**FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL
CONFERENCE OF MINISTERS OF PARKS**

Le 20 mars 1989

March 20, 1989

LIST OF PUBLIC DOCUMENTS**QUÉBEC****LISTE DES DOCUMENTS PUBLICS**

DOCUMENT NO. N° DU DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
830-331/006	Commission des rivières du patrimoine canadien	<p>Le réseau de rivières du patrimoine canadien - Rapport d'étape - Mars 1989 (Bande vidéo - VHS)</p> <p>Pour se procurer une copie de la bande vidéo communiquer avec: M. Don Gibson Commission des rivières du patrimoine canadien Environnement Canada 10 rue Wellington, 5e étage HULL (Québec) K1A 0H3 Tél.: (819) 994-2913</p>
	Canadian Heritage Rivers Board	<p>Canadian Heritage Rivers System - Progress Report - March 1989 (Video tape - VHS)</p> <p>To request a copy of the video tape contact: Mr. Don Gibson Assistant Secretary Canadian Heritage Rivers Board Environment Canada 10 Wellington St., 5th Floor HULL, Québec K1A 0H3 Tel.: (819) 994-2913</p>
830-331/007	Coprésidents	Communiqué
	Co- chairpersons	Press Communiqué
830-331/009	Secrétariat Secretariat	<p>Liste des documents publics Public List of Documents</p>

DOCUMENT: 830-327/005

CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS

FOREST INVESTMENT FORUM
"FROM WOOD CHIPS TO BLUE CHIPS"

Communiqué

March 2, 1989
Toronto, Ontario

PLEASE NOTE

This document is made available by the Canadian Intergovernmental Conference Secretariat (CICS) for education and/or information purposes only. Any misuse of its contents is prohibited, nor can it be sold or otherwise used for commercial purposes. Reproduction of its contents for purposes other than education and/or information requires the prior authorization of the CICS.

FROM WOOD CHIPS TO BLUE CHIPS:
FOREST MINISTERS GATHER IN TORONTO
TO TALK FOREST INVESTMENTS

TORONTO, March 2, 1989 — The Canadian Council of Forest Ministers today hosted a national forum in Toronto focussing on improving current and future investment opportunities in the Canadian Forest Sector.

The forum was chaired by Honourable Vincent G. Kerrio, CCFM Chairman and Ontario Natural Resources Minister, and co-hosted with Honourable Frank Oberle, Canada's Forestry Minister. Involved in the forum were senior representatives of the Canadian forest industry, investment and labour communities. The CCFM is comprised of federal, provincial and territorial ministers responsible for forestry.

"The forest sector is, and will continue to be, of vital importance to Canadians," said Mr. Kerrio. "Today's discussions show that Canada is well positioned to lead the way in developing investment strategies to promote a sustainable forest industry, one that is both environmentally responsible and globally competitive."

Mr. Oberle said: "The forest industry's future lies in investment. We must act now to invest in new technologies and product development. We must, as a sector, invest more time, effort and money to expand our market and trade opportunities. And, we must continue to invest in the resource base to ensure that we have sufficient economic timber supplies for the future".

Mr. Oberle further added, "In light of this, I wish to confirm my serious interest in continuing, in co-operation with our provincial colleagues, the Federal Government's investment in the forest resource. The discussions on the form of this future investment are continuing".

Mr. Kerrio encouraged this view, stating that it is important that the investment community and Canadians are aware that governments at all levels are committed to the long-term health of the forest resource.

During the forum, a number of challenges were identified that government and industry must address. They include:

- The development of long-term strategic plans for the forest sector;
- Fiscal, trade and resource management policies that recognize changing consumer demands and the emergence of new competitors and trading blocs;
- Requirements for substantial capital investment by the industry in new technologies and higher value-added production;
- The need for increased research and development in all forest related activities;
- Increased environmental awareness which will have an impact on fibre supplies and processing technologies.

The Canadian Council of Forest Ministers was formed in September 1985 to develop national forest sector strategies in consultation with the forest industry, academics, labour, private landowners and the government.

Today's investment forum grew out of recommendations in the Council's 1987 National Forest Sector Strategy for Canada, which covers trade and investment, forest management, employment, research and development and public awareness issues. It serves as a guide for government, industry, labour and others to work toward several strategic national goals.

- 30 -

FOR MORE INFORMATION:

Charles Ross
Ontario Ministry of Natural Resources
Communications Services
TORONTO (416) 965-2756

or

Nick Heseltine
Forestry Canada
Communications Department
HULL (819) 997-1107

DOCUMENT: 830-327/005

CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS
FORUM SUR LES INVESTISSEMENTS FORESTIERS
"LES FORÊTS, ÇA PROFITE"

Communiqué

Le 2 mars 1989
Toronto (Ontario)

VEUILLEZ NOTER

Ce document est distribué par le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC) à des fins éducatives et informatives seulement. Il est interdit de l'utiliser à mauvais escient, de le vendre ou de s'en servir à des fins commerciales. Il est également interdit d'en reproduire le contenu pour des fins autres que l'éducation ou l'information, à moins d'avoir obtenu au préalable l'autorisation du SCIC.

LES FORÊTS, ÇA PROFITE :

LES MINISTRES DES FORÊTS SE RÉUNISSENT À TORONTO
POUR PARLER INVESTISSEMENTS FORESTIERS

TORONTO, le 2 mars 1989 -- Le Conseil canadien des ministres des forêts a été l'hôte aujourd'hui à Toronto d'un forum national portant sur l'amélioration des possibilités d'investissements actuelles et futures dans le secteur forestier canadien.

Le forum était présidé par l'honorable Vincent G. Kerrio, président du

Conseil canadien des ministres des forêts et ministre des Richesses naturelles de l'Ontario. L'honorable Frank Oberle, ministre d'État (Forêts), était aussi l'hôte du forum auquel participaient une cinquantaine de dirigeants de l'industrie forestière canadienne, de sociétés d'investissements et d'associations de travailleurs. Le CCMF est composé des ministres responsables des forêts du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires.

"Le secteur des forêts est et continuera d'être d'une importance vitale pour les Canadiens", a déclaré M. Vincent Kerrio. "Les discussions que nous avons eues aujourd'hui montrent que le Canada est bien placé pour faire figure de chef de file en ce qui concerne l'élaboration de stratégies d'investissement visant à promouvoir une industrie forestière viable, qui peut répondre aux exigences de protection de l'environnement et être compétitive à l'échelle mondiale."

Monsieur Oberle a indiqué : "L'avenir de l'industrie forestière repose sur les investissements. Nous devons investir dès maintenant dans des nouvelles technologies et la création de produits. Nous devons, dans notre secteur, investir plus de temps, d'efforts et d'argent pour élargir nos marchés. Nous devons en outre continuer d'investir dans la base de ressources, de façon à disposer au cours des prochaines années d'un approvisionnement suffisant en bois."

- 1 si -

Monsieur Oberle a ajouté : "À cette fin, je veux vous assurer que je suis déterminé à maintenir, en collaboration avec nos collègues des provinces, les investissements du gouvernement fédéral dans nos ressources forestières. Les discussions sur la forme de ces investissements futurs se poursuivent."

Monsieur Kerrio a appuyé ce point de vue, précisant qu'il est important de faire savoir aux investisseurs et aux Canadiens que tous les paliers de gouvernement se sont engagés à assurer la santé à long terme de nos ressources forestières.

Certains défis devant être relevés par les gouvernements et l'industrie ont été identifiés pendant le forum. Ils comprennent :

- l'élaboration de plans stratégiques à long terme dans le secteur forestier;

elle pourra établir de politiques budgétaires, commerciales et de gestion des ressources, tenant compte du changement de la demande de la part des consommateurs et de l'émergence de nouveaux concurrents et de blocs commerciaux;

ne classification

- la nécessité pour l'industrie d'investir des sommes importantes dans de nouvelles technologies et une production de plus grande valeur;

ainsi et sur tout

cela nécessite de favoriser la recherche et le développement dans toutes les activités liées au secteur des forêts;

"d'ici à 1990"

- une sensibilisation plus grande à l'égard de l'environnement, laquelle aura une incidence sur les approvisionnements en fibres et les techniques de traitement.

seulement son rôle

Le Conseil canadien des ministres des forêts a été créé en septembre 1985 pour élaborer des stratégies dans le secteur des forêts, en collaboration avec l'industrie forestière, le secteur de l'enseignement, les travailleurs, les propriétaires fonciers et les gouvernements.

mais ce n'est pas tout

Le forum d'aujourd'hui sur les investissements donne suite aux recommandations faites par le Conseil en 1987 portant sur une stratégie nationale pour le secteur forestier canadien qui couvre le commerce et les investissements, la gestion des forêts, l'emploi, la recherche et le développement et la sensibilisation du public. Il sert de guide au gouvernement, à l'industrie, aux travailleurs et autres intéressés pour la réalisation de plusieurs objectifs stratégiques nationaux.

- 30 -

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS :

Charles Ross

Ministère des Richesses naturelles
de l'Ontario

Services des communications
TORONTO (416) 965-2756

Christian Coutlée

Ministère de l'Énergie et des Ressources

Gouvernement du Québec

Québec
(418) 643-9556

ou

Nick Heseltine

Forêts Canada

Ministère des Communications

Hull (819) 997-1107

CANADIAN COUNCIL OF FOREST MINISTERS
 FORUM ON FOREST INVESTMENT
 "FROM WOOD CHIPS TO BLUE CHIPS"

CONSEIL CANADIEN DES MINISTRES DES FORÊTS
 FORUM SUR LES INVESTISSEMENTS FORESTIERS
 "LES FORÊTS, ÇA PROFITE"

TORONTO, Ontario, Canada
 March 2, 1989

TORONTO (Ontario)
 Le 2 mars 1989

LIST OF PUBLIC DOCUMENTS

LISTE DES DOCUMENTS PUBLICS

MENT NO. DOCUMENT	SOURCE ORIGINE	TITLE TITRE
27/005		Communiqué
27/011	Secretariat Secrétariat	List of Public Documents Liste des documents publics

